

# DEPARTEMENT DES FINANCES ET DES AFFAIRES SOCIALES

## *2002 En bref*

2002 est une riche année pour le DFAS. Riche, car de nombreuses décisions ont été prises sur la base d'analyses et études précises. Riche encore, car de nombreux projets motivants et pertinents ont été lancés. Riche toujours, car le département s'oriente vers des restructurations ou réorganisations primant la recherche de l'efficacité et le renforcement de la motivation des collaborateurs.

Les questions financières et fiscales ont bien entendu rythmé l'année 2002. Le programme de législature, le plan financier 2003-2005 sont les dossiers marquants du premier semestre, faisant place dans la seconde moitié de l'année au budget 2003, aux propositions de nouveaux mécanismes de maîtrise des finances et surtout à la réponse du Conseil d'Etat aux quatre initiatives populaires (initiative fiscale et initiatives en faveur des familles).

Sur le plan des affaires sociales, il faut relever avant tout le rapport concernant la comparaison des dépenses d'aide matérielle dans les cantons de Fribourg et de Neuchâtel qui a servi de base de réflexion au gouvernement dans le cadre des diverses mesures prises visant à mieux maîtriser ces dépenses.

Au niveau des ressources humaines, il faut mettre en exergue la mise sur pied des entretiens de développement et l'assouplissement de l'horaire de travail. L'administration cantonale se veut plus flexible, plus moderne, plus efficace, au service du citoyen.

Sur le plan organisationnel, le DFAS soutient toute démarche, toute synergie permettant un gain d'efficacité, une responsabilisation des services et un accroissement de la motivation des collaborateurs. Dans cet esprit, il a cautionné le transfert du service médico-social au sein de la future Fondation des addictions et la création d'un service des établissements spécialisés.

L'**office cantonal du logement** a élaboré une synthèse de ses activités. Il a procédé au contrôle des revenus de tous les locataires, ce qui conditionne le droit aux subventions. Il a élaboré la nouvelle stratégie souhaitée par le Conseil d'Etat afin de répondre aux besoins des investisseurs potentiels dans le but de dynamiser le secteur de la construction et la rénovation de logements. Il a par ailleurs également suivi attentivement l'évolution de la mise en place de la nouvelle loi fédérale sur la promotion du logement qui devrait être en vigueur dans le courant du deuxième semestre 2003, voire début 2004.

## **AFFAIRES FINANCIERES**

Le **service financier** a collaboré à l'élaboration du programme de législature et plus particulièrement du plan financier. Après la préparation des directives de planification financière, il a coordonné les travaux des départements, puis préparé le projet de rapport à l'intention du Conseil d'Etat. Dans un contexte économique incertain, l'établissement de prévisions financières à moyen terme s'est révélé difficile, du fait notamment du manque de repères quant à l'évolution des recettes fiscales.

Le processus budgétaire a débuté plus tardivement qu'à l'accoutumée. Le Conseil d'Etat a adopté les directives budgétaires au début de juin. Les départements ont été chargés d'affiner l'évaluation de leurs charges et recettes en partant du plan financier 2003. Le Conseil d'Etat a procédé à de multiples adaptations et notre service a par la suite élaboré des propositions d'améliorations complémentaires. Il a préparé le projet de rapport à l'appui du budget de même que celui concernant la modification de plusieurs lois destinées à améliorer la situation financière de l'Etat.

Le service financier a mené une réflexion sur l'endettement de l'Etat et les moyens susceptibles de garantir une meilleure maîtrise de ses finances. Il a procédé à une évaluation des instruments institutionnels mis en oeuvre ou à l'étude dans d'autres cantons, puis élaboré des propositions

portant sur des mesures institutionnelles telles que le frein aux dépenses (vote à la majorité qualifiée), le frein à l'endettement et la politique d'amortissement du découvert. Le Conseil d'Etat a transmis ces réflexions à la commission de gestion et des finances.

Notre service a présenté des propositions pour l'élaboration d'un programme d'assainissement des finances et la poursuite du désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes. Le Conseil d'Etat envisage un désenchevêtrement plus étendu que celui qu'il avait annoncé initialement. Ce projet sera étudié en étroite collaboration avec les communes. Il pourrait avoir pour corollaire une nouvelle répartition de la fiscalité entre l'Etat et les communes.

La gestion de la fortune de la Caisse de pensions de l'Etat a suscité maintes préoccupations. Chute des valeurs boursières, forte baisse du dollar, taux d'intérêt au plus bas: rarement les institutions de prévoyance auront été confrontées à autant de facteurs négatifs. La crise des marchés boursiers et la baisse du dollar ont entraîné des moins-values importantes sur le portefeuille de titres. Ces moins-values affecteront la fortune nette de la caisse et le degré de couverture de ses engagements. Durant l'exercice, les fonds ont été investis en priorité en valeurs nominales et dans le secteur immobilier.

L'office de perception a participé au développement de la nouvelle application dédiée à la gestion de l'impôt à la source. Il reprendra la perception de cet impôt dans le courant de l'année 2003. L'office du contentieux général a mis en oeuvre la cellule de relance et de suivi des actes de défaut de biens en possession de l'Etat. Par ailleurs, le service financier a préparé l'entrée en vigueur de la nouvelle législation fédérale sur les documents d'identité. A l'avenir, l'office des passeports ne délivrera plus les documents d'identité qui seront adressés aux requérants directement par les centres de confection. Il s'occupera de la saisie et du contrôle des demandes transmises par les communes, ainsi que de la répartition des émoluments entre les communes, l'Etat et la Confédération.

La nouvelle loi sur les contributions directes, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001, a singulièrement influencé le travail du **service des contributions** tout au long de l'année. Au niveau de l'imposition des personnes physiques, les experts ont pour la première fois procédé à la taxation selon le système postnumerando. Les efforts entrepris en 2001 déjà pour la formation interne des collaborateurs se sont poursuivis durant l'année 2002, avec notamment l'organisation de nombreux cours et exercices pratiques. Pour la seconde année consécutive, cette formation a également été proposée aux mandataires fiscaux et a obtenu un franc succès. Les mesures prises, en collaboration avec les associations de mandataires, pour une meilleure répartition dans le temps du retour des déclarations d'impôt, ont porté leurs fruits et facilité l'organisation du travail de taxation.

Dans un autre domaine, un nouveau logiciel informatique pour la gestion de l'impôt sur les gains immobiliers et des lods a été développé et mis en application dans le courant de l'année, permettant une rationalisation des procédures de taxation de ces deux impôts.

Au plan législatif, le service des contributions a participé activement aux travaux de la Commission fiscalité dans le cadre de la mise sous toit de la nouvelle loi instituant un impôt sur les successions et sur les donations entre vifs, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

En 2002, **le service des communes** a pu constater les difficultés rencontrées par les communes à équilibrer, pour la première fois sur l'exercice 2001, les charges et les revenus dans les chapitres financés par des taxes causales et dans les services industriels. 45 communes ont dû comptabiliser des avances au bilan, principalement pour les chapitres de l'eau, de l'épuration et des déchets.

Dans plusieurs petites communes en situation financière très difficile, le service des communes a proposé un assainissement du bilan par le fonds d'aide aux communes, en contrepartie d'une hausse du coefficient d'impôt. Il y a eu trois succès pour un échec.

L'année 2002, deuxième exercice de la péréquation financière intercommunale, a également permis de constater certaines distorsions dans les calculs, dues à l'utilisation de l'effort fiscal comme critère de l'indice de charge fiscale. Il pourrait être remplacé à terme par le coefficient d'impôt. Ces distorsions ont conduit le Conseil d'Etat à accepter de faire l'évaluation du système après trois exercices plutôt que cinq.

Les contacts entre l'Etat et l'Association des communes neuchâteloises se sont développés: deux séances d'information ont été organisées et l'association a largement été impliquée dans

l'élaboration de la réglementation sur les structures d'accueil de la petite enfance et, début 2003, du règlement d'application de la loi sur le fonds d'aide aux communes.

Les comptes communaux de l'exercice 2001 laissent apparaître un bénéfice net de 3,7 millions de francs (5,7 millions de francs en 2000) contre un déficit de 13,5 millions de francs (17,2 millions de francs en 2000), prévu par l'ensemble des budgets communaux. Le résultat réel de l'exercice 2001 (après déduction des amortissements supplémentaires) est un bénéfice de 17 millions de francs (13 millions de francs en 2000).

## AFFAIRES SOCIALES

Le **service de l'action sociale**, composé de trois offices, soit l'office de l'aide sociale (ODAS), l'office des établissements spécialisés (OES) et l'office de recouvrement et d'avances des contributions d'entretien (ORACE), a poursuivi ses activités en étant dispersé sur trois sites, le regroupement de ces trois secteurs en un seul lieu prévu par mesures de coordination, d'efficacité et de synergies, n'ayant pas pu avoir lieu en raison des nombreuses surfaces de bureau occupées par Expo 02.

La coordination interdépartementale de la politique sociale a été examinée par le groupe de travail créé à cet effet. Différents projets de règlements d'exécution, d'arrêtés et autres projets ont été analysés sous l'angle notamment de la cohérence et de l'égalité de traitement avec les dispositions existantes. Par ailleurs, la coordination des mesures d'insertion sociale et professionnelle mises en place dans les secteurs de l'aide sociale, du chômage, de l'assurance invalidité et de l'asile a été développée dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle.

En matière de coordination des services privés de l'action sociale, deux rencontres avec les membres du groupe de pilotage des services privés ont permis de dégager des priorités en matière de coordination et de collaboration. L'accent a été mis sur la définition des prestations en vue de l'établissement de contrats quant aux tâches assumées par les services privés. D'autre part, le groupe de pilotage des services privés s'est doté d'une charte.

Le service de l'action sociale a joué son rôle : d'autorité de fonctionnement et de contrôle du secteur de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI), d'examineur des demandes de subsides liées à la répartition de la dîme de l'alcool, de gérant des dossiers liés au soutien et au versement de subventions aux institutions privées du social ambulatoire. Il s'est également chargé des tâches liées au fonds de désendettement et de prévention à l'endettement.

Les dépenses d'aide sociale 2002 (aide matérielle versée en 2001) ont été de 2,8% inférieures à celles de l'année précédente. C'est la deuxième baisse consécutive observée au cours de ces douze dernières années. Elle est la conséquence de l'amélioration de la situation économique amorcée en 1998. Toutefois, le nombre de nouveaux dossiers ouverts en 2002 est en augmentation (+8,8%). Pour essayer de mieux maîtriser ces augmentations, il a été prévu un renforcement des mesures d'insertion sociale et professionnelle et une meilleure coordination de ces mesures. A cet effet, un groupe de pilotage est chargé de suivre et de développer cette collaboration interinstitutionnelle.

Les causes d'indigence principales conduisant à l'ouverture d'un dossier d'aide sociale restent les causes économiques (chômage, revenus insuffisants), alors que la cause "séparation ou divorce" est en constante augmentation. Une fois encore, les jeunes de 18 à 24 ans représentent une tranche d'âge en accroissement, passant de 16,2% en 1999 à 22,8% en 2001 et à 24,2 en 2002.

S'agissant de l'OES, l'année 2002 a notamment été marquée par une réflexion sur la transformation de l'office en service. Décision a été prise dans ce sens avec effet au 1er janvier 2003. Les tâches de planification, de coordination, de contrôle et de subventionnement de l'ensemble des institutions pour enfants, adolescents, adultes handicapés et personnes toxico-dépendantes ont été poursuivies par l'OES. Les procédures de certification "Qualité" exigées par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), l'élaboration d'un nouveau logiciel informatique, l'évaluation et la description des fonctions, la mise en œuvre d'une nouvelle convention collective de travail ont été la source d'un important investissement de l'OES, en plus des nombreuses tâches habituelles.

L'ORACE a poursuivi sa réorganisation interne, suite à l'audit de fonctionnement mené en 2001. Elle a particulièrement concerné le secteur "contentieux". Ainsi chaque gestionnaire assure dorénavant le suivi du dossier jusqu'à ce que la créance soit récupérée ou garantie. Il faut signaler

aussi que l'année 2002 a connu une légère diminution du nombre de nouvelles demandes (de 222 en 2001 à 198 en 2002), alors que les dossiers en cours passaient de 1713 à 1801 (+5%).

L'exercice écoulé du **service de l'assurance maladie** se caractérise par l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes au 1<sup>er</sup> juin 2002 et le contrôle de l'exercice du droit d'option de nombreux frontaliers français. Sur le plan de l'affiliation, on observe une nette tendance à la hausse du nombre de changements d'assureur (14% de la population). Le nombre de bénéficiaires d'une réduction de primes reste stable, de même que le nombre de révisions de classifications intermédiaires.

L'évolution statistique des dossiers traités par le **service des mineurs et des tutelles** laisse songeur, tant sur la fragilisation de la société neuchâteloise durant ces dix dernières années, que sur la capacité du service à répondre adéquatement aux demandes.

Si une relative stabilité peut se dégager des chiffres de l'office des tutelles d'adultes, ceux des offices des mineurs, par contre, nous interpellent à plus d'un titre. Entre 1991 et 2002, le nombre total de dossiers traités a passé de 2049 à 3179. Soit une augmentation de plus de 55% en dix ans. En chiffres absolus toujours, cela représente 126 dossiers par assistant social à plein temps en 1991, contre 180 en 2002.

La dimension de ces statistiques prend toute son ampleur lorsque, parallèlement, on peut affirmer que les problématiques traitées dans le cadre du Service des mineurs et des tutelles tendent à se complexifier jour après jour et demandent toujours plus de temps, notamment en raison des réseaux de prise en charge nécessités par chaque situation.

La préoccupation essentielle du **service médico-social** est de pouvoir être capable d'absorber année après année les nouvelles situations, tout en continuant à suivre des patients particulièrement fragiles et connus de longue date.

Le secteur de la prévention a subi une réorganisation, afin de mieux couvrir les besoins du haut et du bas du canton.

Par ailleurs, les réflexions et discussions menées à l'interne du DFAS sur l'avenir du SMS ont abouti à un scénario satisfaisant, dans une optique de politique des dépendances plus cohérente. Ainsi le transfert du service au sein de la Fondation neuchâteloise pour la prévention et le traitement de la toxicomanie - dont notamment l'appellation et les statuts seront revus et l'organisation renforcée - est prévue dans le courant 2003.

## **AFFAIRES IMMOBILIERES**

Après les imposants chantiers inaugurés en 2001, dont les boucllements financiers sont encore en cours, et Expo.02 oblige, pour le **service de l'intendance des bâtiments**, les principales opérations de l'année 2002 se situent plutôt dans le Haut du canton, alors que les nombreuses études de planification concernent elles surtout des objets situés sur le Littoral.

En regrettant qu'un climat morose caractérise malheureusement toujours le secteur de la construction, mentionnons la quantité d'entraves juridiques, en nette hausse, ceci surtout au niveau des recours, notamment dans le domaine des marchés publics et des demandes de permis de construire.

### *Chantiers importants ouverts :*

- SISPOL – La Chaux-de-Fonds : nouveau bâtiment pour la Police cantonale, les juges d'instruction et le Centre d'intervention des Montagnes neuchâteloises / construction conjointe avec la Ville.
- IPN / HEP BEJUNE – La Chaux-de-Fonds : importante transformation de l'immeuble Beauregard et construction d'une nouvelle médiathèque / locaux inaugurés le 13 décembre 2002.
- La Gréville – Les Planchettes : construction d'un centre forestier commun à deux arrondissements y compris chauffage à distance au bois.
- Hôpital psychiatrique de Perreux : assainissement global du pavillon "Les Buis".

Au titre d'anecdote sympathique, mentionnons la création du "Café de la Collégiale", à proximité immédiate du Château de Neuchâtel, où habitants du quartier, touristes et fonctionnaires se côtoient en un lieu convivial.

*Etudes importantes en cours :*

- Tivoli 5 – Neuchâtel : transformation du bâtiment y compris réaménagements subséquents à Tivoli 22 et Beaux-Arts 13 / crédit d'investissement voté par le Grand Conseil en septembre.
- ECOPARC – Neuchâtel : construction de nouveaux locaux pour la HEG et le CMN / crédit d'étude voté par le Grand Conseil en septembre.
- Arsenal 3 – Colombier : transformation du bâtiment pour y installer le Centre de formation de la Police cantonale.
- Viabilités + Energie – Site de Cernier : assainissement des infrastructures souterraines, accès routiers et piétonniers y compris nouvelle centrale de chauffe gaz/bois.
- HES Santé : développement de deux sites de formation : exhaussement du Centre Pierre Coullery à La Chaux-de-Fonds et nouvelle implantation Maladière 5 à Neuchâtel.
- Cité universitaire – Neuchâtel : renforcement de la sécurité feu / assainissement des cuisines, des installations de ventilation et des locaux sanitaires.
- Institut d'Ethnologie / Université – Neuchâtel : extension des locaux parallèlement à ceux du Musée d'Ethnographie / organisation d'un concours d'architecture.
- Fbg de l'Hôpital 61-63 – Neuchâtel : réaménagement des locaux pour y implanter le Séminaire de français moderne à l'Université.
- Le Devens – St-Aubin : assainissement du home, du rural et des ateliers y compris réseau d'eau (défense incendie)
- Château de Môtiers : projet d'extension hôtelière.
- Hôpital psychiatrique de Perreux : assainissement global du pavillon "Les Cerisiers" et des immeubles locatifs.

Pour renforcer la "sûreté" de certains immeubles, un groupe de travail ad hoc a analysé les risques des diverses entités cantonales et un rapport proposant des mesures techniques spécifiques a été déposé en fin d'année auprès du Conseil d'Etat.

L'étude relative aux prestations des services de conciergerie s'est poursuivie. De nouvelles directives, plus restrictives seront proposées au début de l'année 2003.

Trois analyses de fonctionnement ont été réalisées : un audit externe relatif au fonctionnement général du service et deux autres, réalisés par l'IFE, liés aux contrôles des crédits d'investissement importants. Conclusions rassurantes, positives et mention de quelques pistes visant à améliorer ponctuellement certaines procédures.

A fin mai 2002, la cheffe de l'Office du logement a souhaité donner une autre orientation à ses activités et suite à son départ, il a été décidé de rattacher directement cet office au secrétariat général du département.

Si construire est évidemment un acte culturel important, la motivation de l'IBE est intacte car ce service a le privilège d'être "au service des autres" pour améliorer leurs conditions de travail et son message pourrait être : "Bien dans nos murs!".

Le **service de la gérance des immeubles** a poursuivi, dans la mesure de ses disponibilités, sa politique de transformation dans divers bâtiments d'habitation et a procédé à la restructuration de certains locaux administratifs.

Le fait marquant de l'année 2002 a été l'intensification des acquisitions puisque la Caisse de pensions a acquis cinq immeubles situés à Boudry, Colombier et Corcelles.

Le service de la gérance a assuré également le suivi des investissements réalisés notamment pour la fondation "L'enfant c'est la vie" à Belmont-Boudry et à Corcelles-Concise (VD) ainsi que pour

divers bâtiments du service des ponts et chaussées à Corcelles (NE), à savoir à la Grand-Rue 16-17, Clos 2, etc.

Enfin, le comité de la Caisse de pensions a décidé d'investir dans de nouvelles constructions à Ecublens, Morges, Marin, St. Aubin et Colombier.

Le service de la gérance a rencontré passablement de difficultés de location dans les districts du Locle et du Val-de-Travers. Par contre, sur le littoral, la demande d'appartements est restée importante.

## SERVICES GENERAUX

Durant l'année 2002, le **service de l'inspection des finances** a poursuivi la mise en place des nouveaux outils de gestion permettant un système de pilotage plus moderne et performant du service. Suite au développement par le service d'un nouveau concept pour la révision du domaine de la construction, les premiers rapports d'audit métier de ce domaine technique ont été établis. Par ailleurs, le service poursuit de manière permanente l'évolution de ses techniques et méthodes de travail.

Le **service juridique** se profile de plus en plus comme un service d'état-major nécessaire au Conseil d'Etat et au bon fonctionnement de l'administration. Il a continué de mettre les compétences de ses collaboratrices et collaborateurs au service de tous, répondant ainsi à un véritable besoin. Par nécessité et par goût également, il a apporté de manière intensive à la présidence du Grand Conseil, à son bureau et à ses commissions permanentes ou ad hoc un important soutien juridique.

Malgré une sensible augmentation du nombre des décisions de première instance ou sur recours, le service juridique a fait face à satisfaction à la situation, sans pouvoir, néanmoins, résorber des engorgements récurrents dans certains domaines. L'intervention du service juridique dans les grands projets de l'Etat actuellement en chantier a donné une dimension nouvelle à son activité. Les collaboratrices et collaborateurs du service juridique ont ainsi pu apporter leur savoir-faire et leurs connaissances et prendre une part active dans le développement de ces projets, rendant leur travail d'autant plus passionnant.

Le service juridique continue de suivre la voie de l'ouverture qu'il s'est tracée et développe des synergies de plus en plus efficaces avec l'ensemble de ses partenaires, dans le but d'améliorer encore son efficacité. Ce faisant, il n'ignore pas les défis qui lui sont lancés et est prêt à y faire face.

En 2002, le **service des ressources humaines** a continué de mettre en place les projets prévus dans la réforme acceptée par le Grand Conseil en 1995.

Le principal objet traité et mis en place durant l'année écoulée est l'entretien de développement pour les titulaires de fonction publique. A quelques exceptions près, l'ensemble du personnel de l'administration (enseignants exceptés) a eu l'occasion en automne dernier de mettre en application la solution développée par le SRH. Le dialogue ainsi généré favorise l'instauration d'un climat positif entre cadres et titulaires visant à l'atteinte d'un meilleur bien-être, d'un meilleur fonctionnement et d'un meilleur service au public.

Les travaux visant à l'amélioration des conditions de travail se sont poursuivis et ont débouché sur la mise en place de l'assouplissement des règles inhérentes à la gestion de l'horaire de travail. Cet aménagement permettra aux titulaires de bénéficier de plus de liberté dans la gestion de leur temps de travail, alors que les services seront en mesure de gérer la disponibilité de leurs titulaires en tenant mieux compte des variations saisonnières de la charge de travail. Disponibilité accrue et meilleure adéquation entre ressources et besoins permettront d'offrir à temps les prestations que la population est en droit d'attendre de la fonction publique.

La réforme des apprentissages de commerce a particulièrement occupé en 2002 l'office de la formation continue, et les apprentis de l'administration cantonale bénéficieront dès cette année d'un concept novateur et efficace devant permettre d'améliorer leur formation et de les aider à s'intégrer à terme de manière optimale dans le marché du travail.

Le bureau de la mobilité professionnelle interne a permis de donner satisfaction à de nombreuses sollicitations puisque près de 60 transferts ont pu être réalisés. Ce nombre illustre de manière

éloquente la nécessité de cette structure apte à répondre aux besoins des services et à éviter la perte de compétences vers le secteur privé.

Une intense activité habite également le domaine des descriptions de fonctions puisque environ 450 fonctions ont été décrites dans le cadre de l'administration cantonale et quelques 300 autres ont été examinées dans le cadre d'un mandat confié par l'ANMEA (Association neuchâteloise des maisons pour enfants, adolescents et adultes).

L'office d'organisation continue l'élargissement de GESPA dans les services et participe à l'introduction de la méthode EFQM, illustrant par là les efforts menés par l'administration cantonale dans la recherche de l'excellence.

En résumé, l'année 2002 a été l'année de la réalisation de plusieurs projets.

L'Expo.02 a marqué notre canton par la communion qu'elle a créée auprès de la population, mais elle a également influencé, de manière indirecte, bien des activités du **secteur informatique**. On peut penser aux nombreuses prestations offertes à tourisme neuchâtelois, à la police cantonale, au domaine de la santé et à la mise en œuvre du réseau Polycom. Un service de piquet et une diminution des interventions sur les serveurs sensibles ont permis d'assurer, durant cette période, un niveau de service de première qualité.

Des travaux préparatoires très importants, autant législatifs qu'organisationnels, ont été lancés en 2002 pour faire avancer les projets de gouvernement électronique. L'acceptation par le Grand Conseil de la nouvelle loi sur les droits politiques intégrant la nouvelle organisation des scrutins et les prémices du vote électronique suivi du lancement d'une commission pour l'élaboration d'une nouvelle loi sur le Guichet sécurisé unique (GSU) apporteront au canton de Neuchâtel des bases solides pour le gouvernement électronique. De plus, le STI a fait le choix de ses partenaires pour la mise en œuvre du GSU, soit les sociétés DELL Computer S.A., LANexpert S.A. et la société neuchâteloise Arcantel S.A. pour le développement du vote électronique.

Durant l'année 2002 de nombreuses décisions importantes ont été prises au niveau de l'informatique de l'instruction publique. Nous pensons en particulier à la reprise complète, par le STI, de l'ensemble des développements réalisés jusqu'à présent par l'office de recherche et de statistique de l'enseignement, puis à la décision de confier au STI la gestion technique de l'ensemble du domaine de l'informatique pédagogique, en particulier l'installation et la connexion, jusqu'à fin 2004, des 3000 postes de travail mis à disposition par le canton à l'ensemble des écoles neuchâteloises.

Finalement, même si globalement l'informatique du canton se porte bien, il a été mis en évidence les problèmes récurrents de sécurité et de stratégie associés à l'évolution importante du domaine informatique depuis 20 ans sans qu'en parallèle les infrastructures d'accueil et d'exploitation soient adaptées en conséquence. Cette situation fragilise grandement cette impression de bonne qualité de l'informatique cantonale, en particulier en cas d'incident majeur qui auraient des répercussions extrêmement lourdes et délicates pour la gestion de l'Etat et de ses partenaires (communes, paraétatiques, etc.). Un projet de relocalisation du STI a été admis et devra voir le jour dans les 5 ans à venir.

La **caisse de pensions de l'Etat** a pris la décision de changer le progiciel de gestion de ses assurés et en fin d'année, elle a commencé de tester le nouveau programme qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2003. Ce nouveau progiciel devrait lui permettre de gérer au mieux ses assurés, notamment lors de retraits anticipés dans le cadre de l'accession à la propriété ou d'une procédure de divorce. Notons que depuis l'entrée en vigueur du nouveau droit du divorce au 1<sup>er</sup> janvier 2002, le nombre de dossiers soumis à prélèvements ne cesse d'augmenter.

Un groupe de travail s'est créé pour examiner la possibilité de financer une retraite anticipée dès l'âge de 58 ans pour les assurés de l'Etat de Neuchâtel.

## **1. SECRETARIAT GENERAL**

### **1.1. Organisation**

Le secrétariat général du DFAS est composé d'un secrétaire général et de deux secrétaires qui assument, entre autres, le secrétariat de la cheffe du département et la fonction de responsable comptable du département.

Le nouveau secrétaire général, Monsieur Alain Becker, est entré en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2002 avec un taux d'activité réduit à 60% jusqu'à la fin du mois de juin 2002.

Le secrétariat général a renoncé au demi-poste (secrétariat) prévu au budget 2002 dans l'optique d'identifier, d'analyser et de redéfinir ses missions et ses besoins. Cette démarche a abouti à la création d'un poste d'adjoint-e au secrétaire général prévu au budget 2003.

L'office du logement faisant partie jusqu'alors du service de l'intendance des bâtiments a été rattaché au secrétariat général. Ce transfert s'explique par la nouvelle mission affectée à l'office du logement soit, la coordination des procédures nécessaires à la construction de logement.

### **1.2. Missions essentielles**

Elles peuvent être schématiquement résumées en cinq axes principaux:

- conseiller et assister la cheffe du département dans la gestion des affaires départementales;
- conseiller et assister la cheffe du département dans son activité de membre du Conseil d'Etat et dans toute autre activité de nature politique;
- coordonner et assumer la liaison administrative avec les diverses entités de l'Etat et les partenaires extérieurs;
- concevoir, proposer et réaliser la politique de communication du département;
- conduire et administrer le secrétariat général.

### **1.3. Activité**

Le secrétariat général dans sa fonction d'état-major au service de la cheffe du département est en charge de tâches classiques, régulières et permanentes (celles de tout état-major) et de mandats particuliers, ponctuels liés à des dossiers précis.

#### ***Activités régulières principales***

- coordination des activités liées à la préparation du budget et des comptes du DFAS;
- coordination des activités liées à la préparation du rapport de gestion du département;
- préparation et suivi des affaires parlementaires;
- préparation, gestion et suivi des colloques du DFAS : affaires financières, affaires sociales, services immobiliers et services généraux;

- collaboration à la gestion des ressources humaines du DFAS (description de fonctions, entretiens de développement, procédures de nominations et de promotions);
- participation aux travaux de la Conférence des secrétaires généraux et aux travaux d'harmonisation des procédures dans les départements;
- coordination de consultations diverses sur le plan fédéral et cantonal.

### ***Mandats particuliers principaux***

- rédaction du rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil "fiscalité et politique familiale";
- participation à l'élaboration du programme de législature et du plan financier;
- gestion du mandat relatif à une analyse des prestations du canton de Neuchâtel;
- participation aux travaux visant de nouveaux mécanismes de maîtrise des finances;
- présidence du groupe de travail chargé de réviser la loi cantonale sur la protection de la personnalité;
- analyse du fonctionnement du département et mesures d'amélioration proposées;
- participation aux travaux ayant pour objectif un transfert du service médico-social (SMS) au sein de la future Fondation des addictions;
- participation aux travaux visant la création d'un service des établissements spécialisés;
- visite de quelques services du DFAS (suite en 2003) qui ont pour but une analyse de l'organisation, du fonctionnement et des missions du service ainsi qu'un état des lieux des objectifs du service à moyen terme et des problèmes majeurs rencontrés par ce même service.

## **1.4. Comité de "Notre Jeûne fédéral"**

### ***Action 2002***

En tant que représentant de l'Etat au sein du comité du Jeûne Fédéral, le secrétariat général a participé aux diverses réflexions menées visant à obtenir plus de sources de financement.

Le comité s'est réuni à trois reprises en 2002. Il a étudié six demandes de soutien qui lui ont été présentée et préavisé favorablement un soutien de 10.000 francs au Centre écologique Albert Schweitzer pour son projet de valorisation des mangues en Afrique de l'Ouest, ceci dans un souci de continuité avec la construction d'une vinaigrerie ainsi qu'une somme de 10.000 francs en faveur de Médecins du Monde pour son projet "assistance médicale et sociale auprès des habitants du quartier de Zabrauti à Bucarest".

En 2002, les quatre œuvres partenaires du comité ont présenté le deuxième volet de la campagne triennale axée sur l'Afrique subsaharienne. Cette deuxième phase vise la promotion de la santé.

Brièvement présentées, les actions 2002 s'articulent autour de quatre pays:

- Action de Carême (Tchad): "Manger bien et suffisamment, c'est la santé"
  - diversification des cultures
  - amélioration des techniques agricoles
  - organisation de l'épargne locale et accès à des petits crédits
- Helvetas (Cameroun): "Les communautés gèrent leur eau potable"
  - amélioration des réseaux d'eau potable

- Pain pour le prochain (Burkina Faso): "La santé par la prévention"
  - réfection de trois centres de santé
  - construction d'adductions d'eau
- Swissaid (Niger): "Les femmes comme vecteurs de santé"
  - éducation des femmes et des jeunes filles
  - renforcement des connaissances sur l'hygiène, sur la nutrition et sur la prévention du sida

Ainsi, le soutien financier apporté en 2002 s'élève donc à 285.000 francs soit:

- 265.000 francs pour l'action du comité du Jeûne fédéral
- 10.000 francs pour le Centre écologique Albert Schweitzer
- 10.000 francs pour Médecins du Monde

En dehors de ces aides s'inscrivant dans le principe du développement durable, le Conseil d'Etat a encore accordé un montant de 10.000 francs en faveur de Caritas (victimes de l'éruption volcanique de Goma).

### **Résultats des actions 2001**

Les communautés avec lesquelles Swissaid/Action de Carême/Pain pour le prochain/Helvetas travaillent sont des groupes de populations très pauvres du Cameroun, du Togo et du Niger. Ces communautés s'engagent dans des processus de développement définis et gérés par elles-mêmes ayant des effets à long terme. Ces communautés défendent leurs droits légitimes et agissent selon leurs devoirs de citoyens et citoyennes en participant aux processus de renforcement de la démocratie de leur région. Dans cette perspective, l'appui des organisations de coopération n'est pas une aide technique qui crée de nouvelles dépendances, mais permet aux partenaires de contrôler leurs propres processus de transformations structurelles économiques, sociales et culturelles.

L'autopromotion est le principe de base des partenaires des organisations de coopération et inspire toutes leurs actions et interventions. Cela inclut la conception et la décision sur les objectifs prioritaires ainsi que des activités lucratives, en passant par l'organisation et la gestion des ressources. Outre l'identification des besoins, le principal souci pour les partenaires est la concrétisation de leurs objectifs.

#### **Action de Carême : "Des activités nouvelles pour les paysans"**

**Résumé:** les revenus des petits et moyens paysans camerounais, dont un grand nombre de femmes, diminuent de plus en plus. Ces dernières années, le cours des produits agricoles traditionnels (cacao, café, coton) n'a cessé de chuter. Ils sont à la merci des grands intermédiaires nationaux et internationaux qui dictent leurs conditions. En outre, la pression démographique, le déboisement inconsidéré, l'érosion et des méthodes de culture parfois dépassées provoquent une diminution des récoltes.

Fondée en 1980, l'organisation non gouvernementale APCIA (Association pour la promotion des Initiatives Communautaires Africaines) est un partenaire de l'Action de Carême depuis plusieurs années. Active au Cameroun mais également dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, elle fonde ses objectifs et ses activités sur les initiatives et le potentiel de la population paysanne. APICA encadre et promeut les initiatives locales de développement (notamment des femmes), les groupes villageois et les organisations paysannes.

En 2001, APICA a surtout encadré, conseillé et formé des initiatives de développement et des organisations paysannes dans les filières de l'huile de palme (cours de perfectionnement visant à l'amélioration des techniques de production et de transformation), du manioc (réalisation d'une étude de faisabilité et de rentabilité des différents dérivés du manioc à laquelle ont participé quatre groupes de paysans) et du petit élevage (organisation de plusieurs cycles de formation).

**Helvetas : "Les femmes prennent l'initiative"**

**Résumé:** au Togo, le revenu annuel par habitant est tombé à 300US\$. La pauvreté est en croissance continue depuis le quasi abandon du pays par la communauté internationale en 1993 pour des raisons politiques. L'ouverture politique tant attendue tarde à venir, et malgré de nombreux efforts de conciliation, les pourparlers intertogolais n'ont pas abouti au renouvellement des institutions.

La présence d'Helvetas au Togo remonte à 1983 et a toujours été étroitement liée au développement à la base: promotion d'initiatives locales, émergence d'ONG, prestations de services au profit du monde rural. L'instabilité socio-politique a conduit en 1993 à l'arrêt de nombreux programmes de coopération y compris la suppression de la permanence d'Helvetas.

FID (Femmes – Initiatives – Développement), partenaires d'Helvetas, soutient des actions de femmes organisées en groupements d'agricultrices et de commerçantes ou en groupements mixtes ou individuellement. Une soixantaine de groupements avec plus de 1000 femmes est appuyé et suivi par FID. Elle estime que toute action de développement qui implique effectivement la femme dans sa réalisation aboutit toujours à des résultats bénéfiques pour la communauté à laquelle elle appartient.

En 2001, un volet important du programme FID était en outre constitué par un projet de construction de quatre hangars de marché et d'un bloc de latrines à Djagblé, un projet communautaire initié par la population du canton, afin de résoudre les problèmes d'échanges commerciaux et de vente de produits agricoles, qui constituent des activités prioritaires mais encore peu développées dans la zone. La possibilité d'avoir un lieu de commercialisation à proximité et un ouvrage d'assainissement permet aux femmes de tirer meilleur profit de leur production et d'assainir leur milieu. La construction de quatre latrines était un complément au projet de hangars de marché.

**Pain pour le prochain : "Les populations nomades ont aussi besoin de terres"**

**Résumé:** Situé au nord du département de Maradi, le village de Bermo est encore tout récent. En effet, il est né voici quinze ans, autour d'une fontaine et compte aujourd'hui près de 800 habitants.

Cette zone exclusivement pastorale, où ne vivent que des familles d'éleveurs bovins nomades, ne reçoit que 250mm de pluie par année. Sur des dunes fixes, herbes, plantes, taillis et quelques rares arbres offrent une maigre pitance au bétail des Peuls et des Touraregs qui y font paître leurs troupeaux durant sept mois. Ils continuent ensuite leur route pour permettre la régénération naturelle de ces sols déjà menacés par l'érosion.

Pour les Wodaabes-Peuls, l'élevage bovin n'est pas seulement une source de revenu, il définit l'ensemble de leurs activités sociales, leur culture, leur mode de vie.

Les Peuls et les Touaregs ont fondé ensemble l'AREN (Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger) qui veille à faire respecter les droits des familles d'éleveurs et leur offre un soutien effectif dans divers secteurs d'activités. Elle comprend 56 groupements d'éleveurs. Elle est la première association nationale d'éleveurs de bétail au Niger.

Le projet soutenu par Pain pour le prochain vise à garantir le mode de vie pastoral traditionnel des familles d'éleveurs, à améliorer la santé des troupeaux et à stopper l'exode rural qui touche la jeunesse locale. Pour atteindre ce but, les bénéficiaires de ce programme prennent une part active à la réflexion et aux décisions relatives à la conduite des activités. Ils développent ainsi leurs capacités de planification, de gestion et de suivi. Cette participation constante permet aux éleveurs de s'approprier pleinement le projet.

Avec un programme prévu sur trois ans, l'AREN veut accompagner les familles d'éleveurs dans les domaines de l'obtention de petits crédits, de la création d'activités rémunérées pour les femmes, de la prévention vétérinaire, de la diffusion de mesures d'hygiène et sanitaires. Ces familles recevront en outre 15 chars à chameaux à crédit. Idéaux pour se déplacer dans la région, ces chars permettront aussi bien le transport des marchandises que celui des personnes malades.

**Swissaid : "Les savoirs traditionnels pour sauver la terre"**

**Résumé:** depuis les élections de décembre 1999, faisant suite à dix années de crises socio-politiques, les institutions étatiques sont toujours en place et il y a lieu de noter une relative stabilité institutionnelle.

Aux insuffisances structurelles de longue durée qui classent le Niger au dernier rang mondial de l'indice du développement humain s'ajoutent des difficultés institutionnelles et professionnelles bloquant fréquemment le fonctionnement minimum de l'administration publique, seul secteur social important du pays. Les deux partenaires de Swissaid sur le terrain sont le comité villageois de Maidahini et l'ONG APGR (Action pour la promotion des groupements ruraux).

Diverses actions ont été entreprises (plantations d'arbres, production de légumes frais, mise sur pied de comités de gestions, etc) en lien avec les objectifs fixés par les villageois de Maïdahini, soit:

- protéger les terres de l'érosion
- améliorer leurs revenus
- acquérir des savoirs pour assurer un développement durable

## 1.5. Office du logement

En date du 1<sup>er</sup> juin 2002, M. Pascal Magnin est entré en fonction, en tant que chef d'office.

La loi fédérale encourageant la construction et l'accèsion à la propriété de logements du 4 octobre 1974 n'est plus en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Près de 5000 logements sont actuellement subventionnés dans le canton selon les différentes opérations d'aide au logement menées depuis les années d'après-guerre.

La nouvelle loi fédérale sur la promotion du logement a été mise en consultation en été 2001. Elle a été acceptée par le Conseil des Etats en été 2002 et doit encore passer devant le Conseil National avant d'être mise en vigueur en principe dans le deuxième semestre 2003, voire au début 2004. Dans ce nouveau projet, l'aide à l'accèsion à la propriété ne se fera plus par la Confédération elle-même, mais par l'intermédiaire de coopératives de cautionnement hypothécaire. Les aides pour l'acquisition et l'équipement de terrains disparaissent également.

La Confédération n'accordera plus d'aides à la personne pour les locataires des immeubles locatifs. Elle octroiera des prêts à taux préférentiels, principalement aux maîtres d'ouvrage d'utilité publique qui construiront des immeubles locatifs.

Dans le cadre de la loi cantonale sur l'aide au logement du 17 décembre 1985, une adaptation du barème des revenus entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Les communes concernées par ces modifications ont été consultées et ont toutes donné leur accord.

Le groupe de travail qui a été constitué pour examiner les raisons pour lesquelles les investisseurs institutionnels se désintéressent du marché neuchâtelois, a livré son rapport. Sur la centaine d'investisseurs neuchâtelois et externes au canton, le taux de réponse a été de 32,4 % et les résultats de l'enquête confirment que le canton de Neuchâtel n'a pas une bonne image et que plusieurs obstacles à la construction sont souvent cités.

L'office organisera, en collaboration avec la Cheffe du département, une rencontre avec les investisseurs institutionnels neuchâtelois qui donnera suite à une conférence de presse, au début février 2003. Le but de ces deux manifestations est d'expliquer la nouvelle stratégie mise en place par le canton afin de remédier aux obstacles inhérents à la construction, cités par les investisseurs institutionnels et d'autre part, de dynamiser la construction et/ou la rénovation de logements et lutter efficacement contre la pénurie.

Au 1er juin 2002, le taux de logements vacants dans le canton était de 1.18 % (1,45 % en 2001). Il s'agit du taux le plus bas observé depuis 1994 (date de la création du concept cantonal de statistique de logements vacants). Le taux marque une baisse dans tous les districts, soit : Neuchâtel 0,20 % (0,39 % en 2001), Boudry 0,43 % (0,44 % en 2001), Val-de-Ruz 0,21 % (0,67 % en 2001), Val-de-Travers 1,63 % (2,75 % en 2001), Le Locle 6,05 % (6,11 % en 2001), La Chaux-de-Fonds 1,40 % (1,76 % en 2001).

L'Association suisse pour l'habitat a organisé à Neuchâtel, au mois de décembre, une rencontre avec les coopératives neuchâteloises pour leur transmettre des informations relatives à "la fin de l'aide fédérale, les perspectives de la future loi fédérale, les projets de construction ou de rénovation, les problèmes de financement et de gestion".

## **2. BANQUE CANTONALE NEUCHATELOISE**

Les comptes annuels de la Banque cantonale neuchâteloise seront publiés en février, en même temps que ceux de la plupart des autres établissements bancaires. Le rapport de gestion de la banque sera disponible dans le courant du mois de mars.

## **3. SERVICE FINANCIER**

Outre les tâches courantes, le service financier a été plus particulièrement sollicité par

- les travaux liés à l'élaboration du programme de législature et du plan financier;
- l'élaboration de propositions concernant l'introduction éventuelle d'instruments institutionnels visant à renforcer la maîtrise des finances de l'Etat (frein aux dépenses, frein à l'endettement, amortissement du découvert);
- l'élaboration de propositions concernant la mise en oeuvre d'un programme d'assainissement des finances et la poursuite du désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes;
- la participation au développement du nouveau logiciel pour la perception de l'impôt à la source et la création d'une cellule de relance des actes de défaut de biens en possession de l'Etat;
- l'animation d'un groupe de travail dans le cadre du projet de parc scientifique et technologique neuchâtelois;
- la mise en oeuvre des nouvelles dispositions fédérales concernant les documents d'identité.

### **3.1. Budget et planification financière**

Après la clôture des comptes 2001, le premier trimestre a principalement été consacré à la préparation du programme de législature et du plan financier. Le service financier a préparé les directives de planification financière, puis coordonné les travaux des départements et préparé le projet de rapport à l'intention du Conseil d'Etat. Il a pris une part active à l'élaboration des mesures d'assainissement qui l'accompagnaient. Dans un contexte économique incertain, l'établissement de prévisions financières à moyen terme s'est révélé difficile, du fait notamment du manque de repères quant à l'évolution des recettes fiscales.

En raison de ces travaux, le processus budgétaire a débuté plus tardivement qu'à l'accoutumée. Le Conseil d'Etat a adopté les directives budgétaires au début de juin. Contrairement aux années précédentes, il a renoncé à fixer une enveloppe budgétaire pour chaque département. Les départements ont été chargés d'affiner l'évaluation de leurs charges et recettes en partant du plan financier 2003. Le Conseil d'Etat a procédé à de multiples adaptations et arbitrages. Par la suite, notre service a été chargé d'élaborer des propositions d'améliorations complémentaires. Il a préparé le projet de rapport à l'appui du budget de même que celui concernant la modification de plusieurs lois destinées à améliorer la situation financière de l'Etat.

Suite à l'introduction de la comptabilité analytique dans divers services de l'Etat, dans le cadre du projet GESPA, une réflexion sur le rôle respectif des comptabilités financière et analytique s'est traduite par diverses modifications dans la présentation formelle des budgets et des comptes de l'Etat. Ces modifications visent à éviter des redondances et concernent notamment la gestion des loyers et des amortissements du patrimoine administratif. Une modification de la pratique en matière d'imputations internes sera proposée ultérieurement.

Après la préparation du rapport du Conseil d'Etat, une documentation a été préparée pour les communes, portant sur l'évaluation des principales charges auxquelles elles participent, de même que sur les transferts prévisibles au titre de la péréquation financière intercommunale.

En marge des travaux budgétaires, le service financier a été chargé de mener une réflexion sur l'endettement de l'Etat et les moyens susceptibles de garantir une meilleure maîtrise de ses

finances. Après analyse de l'évolution de la dette du canton, il a procédé à une évaluation des instruments institutionnels mis en oeuvre ou à l'étude dans d'autres cantons, puis élaboré un ensemble de propositions portant sur des mesures institutionnelles telles que le frein aux dépenses (vote à la majorité qualifiée), le frein à l'endettement et la politique d'amortissement du découvert. Le Conseil d'Etat a transmis ces réflexions à la commission de gestion et des finances.

Notre service a présenté des propositions pour l'élaboration d'un programme d'assainissement des finances et la poursuite du désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes. Le Conseil d'Etat envisage un désenchevêtrement plus étendu que celui qu'il avait annoncé initialement. L'étude de ce projet sera menée en étroite collaboration avec les communes. Il pourrait avoir pour corollaire une nouvelle répartition de la fiscalité entre l'Etat et les communes.

De nombreuses demandes de crédits supplémentaires ont été présentées en complément au budget de l'exercice en cours. Les crédits accordés par le Conseil d'Etat résultent de situations nouvelles qui n'étaient pas prévisibles lors de la préparation du budget ou d'une augmentation des dépenses par rapport aux prévisions initiales.

### **3.2. Gestion financière**

En 2002, les taux d'intérêt ont évolué à un niveau très bas. Dès le printemps, la rémunération des fonds à court terme a baissé jusqu'à un seuil bien inférieur à 1%. Les taux d'intérêt des capitaux à moyen ou long terme sont demeurés en dessous de 3%.

De ce fait, le rendement des fonds de trésorerie est demeuré faible, mais l'Etat a pu emprunter à des conditions particulièrement favorables. Le montant des nouveaux emprunts s'est élevé à 170 millions de francs, dont 76 millions de francs pour rembourser ou convertir les emprunts arrivés à échéance. Dans l'ensemble, les nouveaux emprunts ont été conclus à des taux bien inférieurs à ceux des emprunts remboursés. Le coût moyen de la dette a encore diminué.

La dette consolidée de l'Etat a augmenté de 94 millions de francs, passant de 1497,5 à 1591,5 millions de francs entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2002. Les opérations effectuées apparaissent dans le tableau de la dette figurant dans le rapport à l'appui des comptes 2002.

La gestion de la fortune de la Caisse de pensions de l'Etat a suscité maintes préoccupations. Chute des valeurs boursières, forte baisse du dollar, taux d'intérêt au plus bas: rarement les institutions de prévoyance auront été confrontées à autant de facteurs négatifs. La crise des marchés boursiers - l'une des plus profondes depuis les années trente - a entraîné des moins-values importantes sur le portefeuille de titres. La baisse du dollar a encore renforcé cette évolution défavorable. Ces moins-values affecteront la fortune nette de la caisse et le degré de couverture de ses engagements. Les fonds ont été investis en priorité en valeurs nominales (prêts à l'Etat et aux communes, prêts hypothécaires, où les rendements sont cependant faibles) et, en fonction des opportunités, dans le secteur immobilier.

Le service financier gère les fonds de péréquation financière intercommunale. Suivant l'arrêté du Conseil d'Etat, les transferts de ressources entre communes sont intervenus par l'intermédiaire du fonds en deux tranches, soit un acompte au 30 avril et le versement final au 31 octobre. Le cas échéant, un intérêt moratoire est facturé aux communes ayant versé leur contribution en retard. Au cours de cette deuxième année d'application du nouveau système, les communes ont dans l'ensemble effectué leurs versements plus ponctuellement.

Par les offices de perception et du contentieux général, notre service est chargé de la perception des impôts et du recouvrement des créances irrécouvrables (cf. chapitres ci-après). Après le surcroît de travail auquel il a été confronté en 2001, du fait de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fiscale et du passage au système de taxation postnumerando, l'office de perception a retrouvé un cadre d'activité plus normal. La taxation postnumerando couplée à une perception de l'impôt par acomptes nécessite toutefois de nombreuses modifications des tranches en cours d'année, notamment à la demande des contribuables eux-mêmes. Par ailleurs, l'office de perception a participé au développement de la nouvelle application dédiée à la gestion de l'impôt à la source. Il reprendra la perception de cet impôt, actuellement gérée par le service des contributions, dans le courant de l'année 2003.

L'office du contentieux général a mis en oeuvre la cellule de relance et de suivi des actes de défaut de biens en possession de l'Etat. Un poste supplémentaire lui a été attribué à cet effet. L'objectif de cette nouvelle activité est d'améliorer l'encaissement du contentieux, par la reprise et la gestion active de tous les actes de défaut de biens accumulés.

### 3.3. Autres tâches

La mise en oeuvre du progiciel de gestion financière SAP a été poursuivie. Les travaux ont porté sur la consolidation des développements effectués antérieurement - notamment la facturation débiteurs (module SD) - et le déroulement de fonctionnalités utilisées par le service financier (paiements en monnaies étrangères, gestion de l'impôt foncier, des lods et de l'impôt sur les gains immobiliers, ainsi que des amendes et frais judiciaires). Le projet concernant la décentralisation de la saisie du budget et des justificatifs y relatifs dans le cadre de SAP devrait pouvoir être concrétisé partiellement pour le budget 2004. Dans une première phase, il ne concernera que les services pratiquant la démarche GESPA.

Suite à diverses questions apparues à ce sujet, l'impôt foncier communal grevant les immeubles de l'Etat a été analysé en détail. Cet impôt ne peut être prélevé que sur les immeubles et parts d'immeubles qui ne servent pas directement à l'accomplissement des tâches publiques. L'analyse a montré que certaines communes n'appliquaient pas toujours ces dispositions à bon escient. Une correspondance rappelant les critères déterminant pour le calcul de cet impôt a été adressée aux communes concernées.

A la demande du département, un audit du portefeuille d'assurances de l'Etat a été confié à un mandataire externe. L'audit devrait mettre en évidence les opportunités d'économies, évaluer les risques, identifier les lacunes d'assurance ou, au contraire, les sur-assurances éventuelles. Les résultats seront connus en février 2003.

Dans le cadre du projet de parc scientifique et technologique neuchâtelois, le service financier a conduit le groupe de travail chargé d'examiner les questions de financement. Le groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises entre mai et novembre et a présenté régulièrement l'état de ses réflexions à la direction du projet. Il a déposé son rapport final au début de janvier 2003.

Par ailleurs, notre service a participé au comité de pilotage chargé de la réalisation du Pavillon de promotion du canton, lors de l'Expo.02, de même qu'à la gestion comptable du projet.

Durant le second semestre, notre service a préparé l'entrée en vigueur de la nouvelle législation fédérale sur les documents d'identité. Il a notamment organisé une séance d'information destinée aux communes. Les nouvelles procédures de gestion des passeports et cartes d'identité entraînent un changement important des tâches de l'office. A l'avenir, il ne délivrera plus les documents d'identité qui seront adressés aux requérants par les centres de confection. Il s'occupera de la saisie et du contrôle des demandes transmises par les communes, ainsi que de la répartition des émoluments entre les communes, l'Etat et la Confédération.

Finalement, le service financier a connu plusieurs mutations dans l'effectif du personnel, tant parmi les cadres du service que dans le groupe SAP. Les mesures organisationnelles prises à l'interne, de même que l'engagement et l'expérience des nouveaux collaborateurs, ont toutefois permis de surmonter rapidement les perturbations découlant de ces mutations.

### 3.4. Office de perception

#### *Impôt direct cantonal*

	Personnes physiques	
	2001	2002
Contribuables	106.981	107.667
	Fr.	Fr.
Report du solde débiteur	114.517.952,64	119.535.914,04
Débit	451.982.400,09	482.264.413,25
Montant à encaisser	566.500.352,73	601.800.327,29
Plus-values	172,44	1.846,60
Intérêts moratoires	2.469.579,26	1.830.596,67
Frais de sommations	107.391,12	61.577,52
Dépens	4.428,23	5.230,07
Crédit	442.169.125,69	463.646.748,34
Intérêts rémunératoires	5.079,06	2.660,75
Intérêts compensatoires passifs	0.-	316.988,15
Remises	520.769,21	352.220,13
Non-valeurs, abandons et ADB	6.352.219,83	8.351.833,63
Virements à l'office du contentieux	475.139.-	174.096,50
Solde dû en fin d'exercice	119.559.590,99	130.855.030,65

La diminution des montants des intérêts moratoires, des frais de sommation ainsi que des remises résulte de la proportion des factures définitives 2001 non encore éditées au 31.12.2002.

Les intérêts compensatoires passifs font partie des innovations de la nouvelle loi sur les contributions directes introduite en 2001. Ils sont appliqués la première fois en 2002 pour la période fiscale 2001.

Pour des indications détaillées sur l'évolution des non-valeurs, abandons et actes de défaut de biens (ADB), il y a lieu de se référer aux explications ci-après de l'office du contentieux général.

La diminution du montant des virements à l'office du contentieux de l'Etat correspond à la fin de vie de l'ancien support informatique de perception (DPS7). En 2001, les créances des années 1996 et 1997 ont été transmises au contentieux avec clôture définitive de la période fiscale 1996. En 2002, seules les créances de l'année 1997 ont été virées au contentieux avec clôture définitive de l'ancien programme de perception.

L'augmentation du solde dû en fin d'exercice correspond à l'accroissement du montant des taxations 2001 ainsi qu'à une grande quantité de bordereaux non-échus au 31.12.2002.

	Personnes morales	
	2001	2002
Contribuables	5.312	5.082
	Fr.	Fr.
Report du solde débiteur	11.237.040,58	11.985.022,91
Débit	85.977.370,87	96.650.389,65
Montant à encaisser	97.214.411,45	108.635.412,56
Plus-values	3.129,33	423,53
Intérêts moratoires	38.494,62	98.338,23
Frais de sommations	4.666,18	4.592,44
Dépens	0.-	0.-
Crédit	85.267.600,45	93.623.712,21
Intérêts rémunérateurs	419,94	1.020,90
Intérêts compensatoires passifs	0.-	62.662,99
Remises	21.126,62	0.-
Non-valeurs, abandons et ADB	74,51	173,83
Virements à l'office du contentieux	-13.542,85	694.396,81
Solde dû en fin d'exercice	11.985.022,91	14.356.800,02

En 2001, le montant négatif des virements au contentieux correspond à des rectifications de taxations à la baisse.

L'augmentation du solde dû en fin d'exercice provient essentiellement de quelques bordereaux importants non-échus au 31.12.2002.

	Résumé personnes physiques et morales	
	2001	2002
Contribuables	112.293	112.749
	Fr.	Fr.
Report du solde débiteur	125.754.993,22	131.520.936,95
Débit	537.959.770,96	578.914.802,90
Montant à encaisser	663.714.764,18	710.435.739,85
Plus-values	3.301,77	2.270,13
Intérêts moratoires	2.508.073,88	1.928.934,90
Frais de sommations	112.057,30	66.169,96
Dépens	4.428,23	5.230,07
Crédit	527.436.726,14	557.270.460,55
Intérêts rémunérateurs	5.499.-	3.681,65
Intérêts compensatoires passifs	0.-	379.651,14

	Résumé personnes physiques et morales	
	2001	2002
Remises	541.895,83	352.220,13
Non-valeurs, abandons et ADB	6.352.294,34	8.352.007,46
Virements à l'office du contentieux	461.596,15	868.493,31
Solde dû en fin d'exercice	131.544.613,90	145.211.830,67

### **Impôt fédéral direct**

	Situation de la taxation au 31 décembre 2001 Année fiscale 2000	Situation de la taxation au 31 décembre 2002 Année fiscale 2001	Différentiel
	Fr.	Fr.	Fr.
Personnes physiques (y.c. personnel diplomatique)	102.827.018,45	119.821.030,40	16.994.011,95
Personnes morales	148.424.933,10	202.451.737,80	54.026.804,70
Bénéfice en capital	2.000.862,60	5.499,70	-1.995.362,90
Total	253.252.814,15	322.278.267,90	69.025.453,75

Le produit de l'encaissement durant l'exercice 2002 a atteint la somme de 365.463.803 fr. 99. En 2001, le montant perçu s'élevait à 257.664.478 fr. 35.

La progression des encaissements durant l'exercice 2002 résulte principalement d'une augmentation du produit de la taxation des personnes morales.

- Nombre de contribuables (y.c. personnes morales et sourciers) 109.446
- Nombre de sommations 6.446

En 2002, la quote-part de 30% du produit de l'impôt fédéral direct attribuée au canton a atteint la somme de 109.639.141 fr. 20. Compte tenu de l'imputation forfaitaire d'impôt, des répartitions intercantionales et du montant reçu de la Confédération au titre de la péréquation financière, le montant figurant dans les comptes de l'Etat s'élève à 127.344.174 fr. 05.

### **Impôt sur les gains immobiliers**

Au cours de l'exercice 2002, 869 bordereaux (575 en 2001) ont été expédiés.

	Fr.
Report du solde de l'exercice 2001	2.121.850,40
IGI facturés en 2002	13.938.153,50
Montant à encaisser en 2002	16.060.003,90
Encaissement en 2002	12.642.753,95
Solde dû au 31 décembre 2002	3.417.249,95

Sur le montant impayé au 31.12.2002, la somme de 2.203.912 fr. 85 n'était pas encore exigible.

**Droits de mutations (lods)**

	Fr.
Report du solde débiteur de l'exercice 2001	5.652.696,84
Lods facturés en 2002	15.108.906,05
./. Non-valeurs et restitutions en 2002	-308.637,19
Montant à encaisser en 2002	20.452.965,70
Encaissement en 2002	17.954.575,90
Solde dû au 31 décembre 2002	2.498.389,80

Sur le montant impayé au 31.12.2002, la somme de 991.538 francs n'était pas encore exigible.

**Émoluments de dévolution d'hérédité**

Au cours de l'exercice 2002, 1976 émoluments ont fait l'objet d'une facturation.

	Fr.
Report du solde débiteur de l'exercice 2001	2.247.987,55
Emoluments de successions facturés en 2002	11.853.841.–
Emoluments de donations facturés en 2002	2.124.597.–
Montant à encaisser en 2002	16.226.425,55
Encaissement en 2002	14.145.408,65
Solde dû au 31 décembre 2002	2.081.016,90

Sur le montant impayé au 31.12.2002, la somme de 699.495 francs n'était pas encore exigible.

**Droits de successions**

Au cours de l'exercice 2002, 374 droits ont fait l'objet d'une facturation.

	Fr.
Report du solde débiteur de l'exercice 2001	2.326.877,15
Droits de successions facturés en 2002	6.994.851.–
Droits donations facturés en 2002	350.557.–
Montant à encaisser en 2002	9.672.285,15
Encaissement en 2002	8.725.899,75
Solde dû au 31 décembre 2002	946.385,40

Sur le montant impayé au 31.12.2002, la somme de 909.329 fr. 40 n'était pas encore exigible.

### **Comptes d'insuffisance et d'amendes**

Au cours de l'exercice 2002, 196 dossiers (106 d'impôt cantonal, 82 d'impôt fédéral direct et 8 d'autres impôts) ont été transmis à l'office de perception par l'office de contrôle et des tâches spéciales pour encaissement.

	Fr.
Report du solde débiteur de l'exercice 2001	470.536,25
Montant total facturé en 2002	2.952.523,60
Intérêts moratoires	6.988.–
Montant à encaisser	3.430.047,85
Encaissement en 2002	2.110.270,30
Montant cédé à l'office du contentieux en 2002	286.717,30
Solde dû au 31 décembre 2002	1.033.060,25

La répartition des montants d'amendes et d'insuffisance perçus se présente comme suit:

- Impôt direct cantonal et autres impôts 1.477.189 fr. 10
- Impôt fédéral direct 633.081 fr. 20

### **Amendes et frais judiciaires**

L'office de perception a enregistré les quantités de documents suivantes:

	2001	2002
Ordonnances pénales	18.565	19.307
Extraits de jugements des tribunaux	2.722	2.601
Amendes d'ordre	25.470	25.030
Total	46.757	46.938

Les amendes d'ordre traitées par l'office de perception concernent la Gendarmerie et les polices locales à l'exception de celles des villes de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds.

Le tableau des encaissements se présente comme suit:

	2001 Fr.	2002 Fr.
Amendes	7.560.031,90	7.989.702,17
Frais judiciaires	1.342.589,47	1.174.143,77
Frais de poursuites	37.317,80	30.809,25
Total	8.939.939,17	9.194.655,19

Les montants des amendes d'ordre encaissés par les villes de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds ainsi que les sommes de 17.571 francs d'assistance judiciaire et 14.666 fr. 85 d'actes de défaut de biens, renvoyés acquittés aux administrés, sont compris dans le tableau ci-dessus.

### 3.5. Office de la taxe d'exemption de l'obligation de servir

Le nombre d'assujettis en 2002 a été de 10121 (y compris les assujettis exonérés). La facturation a été effectuée sur la base de l'impôt fédéral direct 2001. La part revenant à notre canton, considérée comme commission de perception, est fixée à 20%. Voici le résultat de ces dernières années:

Années	Comptes	Part du canton	Budget
1999	3.634.373,50	726.874,70	750.000.-
2000	3.755.258,10	751.051,60	750.000.-
2001	4.235.706,25	847.141,25	750.000.-
2002	4.143.114,80	828.622,95	750.000.-

### 3.6. Remises d'impôts et de la taxe d'exemption de l'obligation de servir

Le département a statué sur les demandes de remises suivantes:

- 889 (1.223 en 2001) concernant l'impôt direct cantonal (art. 242 de la loi sur les contributions directes, du 21 mars 2000). La diminution du nombre de dossiers traités, toutes années confondues, résulte du passage au système de taxation postnumérando.
- 189 (340 en 2001) concernant l'impôt fédéral direct (art. 167 de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct).
- 178 (0 en 2001) concernant la taxe d'exemption (art. 37 de la loi fédérale sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir, du 12 juin 1959).
- 15 (12 en 2001) concernant l'application de l'article 4, lettre b, de la loi fédérale sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir, du 12 juin 1959.

### 3.7. Office du contentieux général

L'encaissement global, tout impôt confondu, représente un montant de plus de 37,6 millions de francs, sur un montant de créances cumulées de 138 millions de francs. Le taux de récupération sur l'exercice 2002 est de 27%, à la hausse par rapport à l'exercice précédent. Le montant des créances ouvertes a diminué globalement de 35%.

Les amortissements ont augmenté suite à la récupération du retard d'une commune gérante.

**Fiduciaire Etat****(autres services de l'Etat que l'impôt – ancien système)**

	Fr.
Ancien solde débiteurs (report de l'an passé)	1.597.695,05
Nouvelles créances transmises en 2002	11.773,85
Encaissement	387.948,00
Actes de défaut de biens et non-valeurs	216.577,65
Solde de débiteurs à nouveau	893.610,05

L'encaissement des dossiers du service de l'assurance maladie est inclus dans ces chiffres. Le nombre des dossiers transmis en 2002 est de 3'151.

Le solde débiteur à nouveau est composé de dossiers en faillite pour près de 350.000 francs.

**Fiduciaire Etat****(autres services de l'Etat que l'impôt – nouveau système)**

	Fr.
Ancien solde débiteurs (report de l'an passé)	1.432.928,05
Nouvelles créances transmises en 2002	1.989.536,90
Encaissement	569.601,50
Actes de défaut de biens et non-valeurs	564.436,60
Solde de débiteurs à nouveau	2.288.427,35

L'on peut signaler 7 dossiers représentant un montant d'un peu moins de 700.000 francs dont un pour 340.000 francs, un dossier en actes de défaut de biens pour 90.000 francs et un montant en faillite pour 136.000 francs.

**Fiduciaire Etat****(amendes et frais judiciaires – nouveau système)**

	Fr.
Ancien solde débiteurs (report de l'an passé)	143.849,15
Nouvelles créances transmises en 2002	637.648,20
Encaissement	134.742,60
Actes de défaut de biens et non-valeurs	122.093,80
Solde de débiteurs à nouveau	524.660,95

Les dossiers pour lesquels une demande de conversion est en cours représentent un montant de près de 95.000 francs, compris dans le solde débiteurs à nouveau.

**Fiduciaire bordereau unique****(impôt cantonal et communal personnes physiques et morales - ancien système)**

	Canton et communes	Canton
	Fr.	Fr.
Ancien solde débiteurs (report de l'an passé)	19.171.665,75	9.754.916,35
Nouvelles créances transmises en 2002	787.405,45	396.177,75
Encaissement	2.525.653,02	1.272.422,62
Actes de défaut de biens et non-valeurs	6.459.736,18	3.180.047,93
Solde de débiteurs à nouveau	10.394.531,60	5.464.467,30

*N.B. Les chiffres figurant dans la colonne Canton et communes n'englobent pas la gestion de l'impôt complémentaire sur immeubles, dont l'encaissement représente 73.052 fr. 20.*

Les dossiers d'impôt cantonal et communal antérieurs à 1998 diminuent globalement de 44%. Le montant des actes de défaut de biens résulte en grande partie de la récupération du retard accumulé par une commune gérante, concernant des dossiers d'impôt cantonal et communal antérieur à 1998. La part communale est de l'ordre de 2,3 millions de francs.

**(impôt cantonal et communal personnes physiques - nouveau système)**

	Canton et communes	Canton
	Fr.	Fr.
Ancien solde débiteurs (report de l'an passé)	79.120.408,24	39.884.003,28
Nouvelles créances transmises en 2002	17.824.399,97	9.021.490,68
Encaissement	28.089.228,00	14.157.637,57
Actes de défaut de biens et non-valeurs	16.635.078,25	8.331.848,40
Solde de débiteurs à nouveau	52.220.501,96	26.416.007,99

Les créances transmises au contentieux ont été entièrement gérées, soit par paiement ou par amortissement, et le solde à l'ouverture diminue de 34% (canton et communes).

Le montant des amortissements est particulièrement élevé cette année; il est provoqué en grande partie par la récupération du retard dans une commune gérante.

**Fiduciaire personnes morales****(impôt cantonal, communal et fédéral direct des personnes morales)**

	Canton, communes et fédéral direct	Canton	IFD
	Fr.	Fr.	Fr.
Ancien solde débiteurs (report de l'an passé)	2.460.314,80	900.069,80	693.697,65
Nouvelles créances transmises en 2002	2.043.542,70	712.452,35	673.474,55
Encaissement	1.350.507,05	463.147,25	452.424,25
Actes de défaut de biens et non-valeurs	1.180.195,55	422.339,60	339.286,65
Solde de débiteurs à nouveau	1.973.283,15	727.051,55	575.461,30

**Fiduciaire impôt fédéral****(impôt fédéral direct, personnes physiques et morales - ancien système)**

	Fr.
Ancien solde débiteurs (report de l'an passé)	3.247.581,30
Nouvelles créances transmises en 2002	54.385,85
Encaissement	1.267.547,45
Actes de défaut de biens et non-valeurs	45.707,25
Solde de débiteurs à nouveau	1.978.837,60

Cet exercice est marqué par l'encaissement d'un montant de plus d'un million de francs pour un seul dossier personne morale. Le solde à l'ouverture diminue ainsi de près de 40%.

**(impôt fédéral direct, personnes physiques - nouveau système)**

	Fr.
Ancien solde débiteurs (report de l'an passé)	5.797.473,54
Nouvelles créances transmises en 2002	1.689.097,05
Encaissement	3.259.130,45
Actes de défaut de biens et non-valeurs	1.644.168,90
Solde de débiteurs à nouveau	2.583.271,24

L'encaissement atteint plus du 43% des créances ouvertes, les amortissements le 30%.

**3.8. Office des assurances****Gestion du portefeuille**

La plupart des contrats collectifs ayant été revus en 2001, cette année a permis le renouvellement de plusieurs contrats individuels, Etat et institutions paraétatiques. De nouvelles institutions ont également choisi de faire gérer leurs assurances par l'Etat.

En ce qui concerne l'assurance accidents LAA, la tarification de la SUVA est à la baisse pour les accidents non professionnels. Celle de la Winterthur est stable, accidents professionnels et non professionnels. Ce contrat devra être renouvelé en 2003.

Notre activité a également été touchée par Expo.02, par la nécessité de conclure certains contrats relatifs à la sécurité (pour la police cantonale ainsi que le service des automobiles et de la navigation), aux biens (pavillon de promotion du canton de Neuchâtel en collaboration avec Museum Développement par exemple) et aux personnes (contrats spécifiques accidents, maladie ou responsabilité civile).

## **Sinistres**

Les indemnités de sinistres versées par nos principaux fournisseurs diminuent nettement par rapport à l'année précédente, et ce quasiment pour toutes les branches d'assurances. Il faut toutefois relever une exception pour l'assurance RC Canton. En effet, ce contrat a fait l'objet d'un versement "extraordinaire" sur sinistre de 450.000 francs pour un dossier annoncé fin 2001, l'Etat ayant assumé un complément de 441.000 francs par le biais du compte d'autoassurance.

### **3.9. Office des passeports**

Année	Nouveaux passeports	Prolongation, y compris les services administratifs de La Chaux-de-Fonds
1996	4.866	6.882
1997	4.742	6.140
1998	4.541	6.420
1999	4.434	6.661
2000	5.173	8.131
2001	5.170	7.201
2002	4.174	6.453

Le montant des émoluments encaissés en 2002 s'élève à 531.534 francs (659.363 francs en 2001)

### **3.10. Contributions ecclésiastiques**

#### **Facturation**

Durant les deux exercices écoulés, la facturation a évolué comme suit:

	2001	2002
	Fr.	Fr.
Personnes physiques	40.611.275,60	46.399.040,22
Personnes morales	10.228.663,50	11.584.901,05
Total	50.839.939,10	57.983.941,27

#### **Perception**

	Eglise réformée	Eglise catholique romaine	Eglise catholique chrétienne	Total
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Personnes physiques	6.464.830,10	2.153.713,12	124.606,82	8.743.150,04
Personnes morales	1.970.075,30	1.657.633,63	20.066,68	3.647.775,61
Total	8.434.905,40	3.811.346,75	144.673,50	12.390.925,65

Année	Eglise réformée	Eglise catholique romaine	Eglise catholique chrétienne	Total
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1997	7.757.922,10	3.318.284,80	123.346,75	11.199.553,65
1998	7.954.918,97	3.398.127,13	118.009,31	11.471.055,41
1999	7.368.129,35	3.080.878,58	117.008,98	10.566.016,91
2000	8.840.579,90	3.684.585,73	131.225,15	12.656.390,78
2001	9.848.760,65	4.025.776,49	156.238,90	14.030.776,04
2002	8.434.905,40	3.811.346,75	144.673,50	12.390.925,65
Différence 2001/2002	- 1.413.855,25	- 214.429,74	- 11.565,40	- 1.639.850,39

Le tableau suivant montre, en pour-cent, la part perçue par chaque Eglise au total de la contribution ecclésiastique.

Eglise	Contribution ecclésiastique perçue par l'Etat et versée aux Eglises	Rapport entre le total de la contribution ecclésiastique perçue et la part revenant à chaque Eglise	
		2001 %	2002 %
	2002 Fr.		
Eglise réformée	8.434.905,40	70,20	68,07
Eglise catholique romaine	3.811.346,75	28,69	30,76
Eglise catholique chrétienne	144.673,50	1,11	1,17
Total	12.390.925,65	100,00	100,00

Le produit de l'impôt direct pour l'exercice 2002 s'élève à 590.450.446 francs (en 2001: 551.869.147 francs). En pour-cent de ce montant d'impôt direct, la contribution ecclésiastique perçue par l'Etat en 2002 représente:

	2001 %	2002 %
pour l'Eglise réformée	1,785	1,429
pour l'Eglise catholique romaine	0,729	0,645
pour l'Eglise catholique chrétienne	0,028	0,025
Total	2,542	2,099

### 3.11. Subvention cantonale en faveur des Eglises

Dès 2002, l'Etat verse aux Eglises reconnues du canton une subvention forfaitaire de 1,5 million de francs, fondée sur l'article 98 de la Constitution et le Concordat du 2 mai 2001. Cette subvention est répartie entre les Eglises selon une clé dont elles ont convenu entre elles:

	Fr.	%
Eglise réformée	814.300.-	54,3
Eglise catholique romaine	628.800.-	41,9
Eglise catholique chrétienne	56.900.-	3,8
Total	1.500.000.-	100,0

## 4. SERVICE DES CONTRIBUTIONS

### 4.1. Considérations générales et évolution de la taxation

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la nouvelle loi sur les contributions directes, du 21 mars 2000 (LCdir), n'a pleinement déployé ses effets qu'à partir de l'année 2002. Cette remarque vaut principalement pour l'imposition des personnes physiques, avec le passage à la taxation annuelle basée sur le revenu acquis ou taxation postnumerando. Au plan administratif, l'année 2002 fut effectivement celle au cours de laquelle le service des contributions a procédé pour la première fois à la taxation selon ce nouveau système.

Pour mémoire, au cours de l'année 2001, les contribuables neuchâtelois se sont vu facturer des acomptes d'impôt calculés sur leur taxation 2000 (revenu de 1999), puis adaptés en cours d'année à leur revenu 2000, sur la base de la déclaration 2000 bis qu'ils ont eu à remplir cette année-là.

Rappelons également que la taxation postnumerando est déjà appliquée pour les personnes morales depuis 1995. Pour ces dernières cependant, la nouvelle loi fut également source de changements importants, avec en particulier la diminution du taux de l'impôt sur le bénéficiaire, dont il avait déjà été tenu compte du point de vue de la perception, lors de la facturation des acomptes en 2001.

Le passage à la taxation postnumerando a tout particulièrement sollicité le service des contributions. Il s'est agi en particulier pour les experts de se familiariser avec la nouvelle loi et d'assimiler l'ensemble des changements y relatifs. L'effort entrepris en 2001 déjà pour la formation interne des collaborateurs s'est poursuivi durant l'année 2002, avec notamment l'organisation de nombreux cours et exercices pratiques. Pour la deuxième année consécutive, ces cours de formation ont à nouveau été proposés aux mandataires fiscaux et ont obtenu un franc succès.

Comme nous le relevons déjà l'année dernière, si d'un côté le système postnumerando apporte des simplifications au niveau de la procédure de taxation, en raison de la suppression de la taxation intermédiaire, il engendre néanmoins des difficultés nouvelles, notamment du point de vue de la perception, mais également au niveau de la taxation dans des situations particulières, par exemple en cas d'assujettissement à l'impôt inférieur à une année entière, par suite du décès ou du départ du contribuable et pour le calcul des répartitions intercantionales. Il a donc fallu fixer la pratique et définir toute une série de règles nouvelles, qui ne ressortent pas expressément du texte de loi.

#### ***Impôt direct***

##### Personnes physiques

Au cours de l'exercice 2002, les offices de taxation des personnes physiques ont traité les dossiers de 107'502 contribuables, dont 100'584 cas de taxations ordinaires 2001 et 6'918 contribuables soumis à l'impôt à la source. Par comparaison, en 2001 le total de dossiers traités était de 104'533, dont 98'205 déclarations 2000 bis et 6'508 cas soumis à l'impôt à la source. La différence entre le nombre de contribuables inventoriés en 2001 et 2002 n'est due que très partiellement à l'augmentation de la population, mais s'explique par une méthode de recensement différente, en relation avec la taxation postnumerando et les nouvelles règles de gestion que comporte ce système.

En ce qui concerne l'évolution du produit de la taxation 2001, par rapport à celle de l'année 2000, alors que l'impôt sur la fortune reste stable, avec une différence en plus 0.6 millions de francs, soit une progression modeste de 1.4%, on enregistre une augmentation notable de l'impôt sur le revenu de 62.0 millions de francs, soit 17.0% de plus.

Pour ne prendre en considération que les contribuables dont le revenu imposable est supérieur à Fr. 180.000.—, on constate que leur nombre progresse sensiblement, passant de 1'150 à 1'448, et que l'impôt dû par cette catégorie de contribuables augmente de 15.7 millions de francs, soit plus

de 28.9%, ceci malgré la diminution du taux maximum d'imposition avec le nouveau barème de référence.

Cette hausse importante s'explique évidemment en bonne partie par le fait que la taxation de l'année 2000 était encore fondée sur les revenus de 1999, alors que celle de 2001 est basée sur les revenus de l'année elle-même, la différence du revenu déterminant au cours de ces deux années atteignant 12.5%.

Toutefois, cet accroissement de la matière imposable, respectivement du produit de la taxation, ne découle pas uniquement de la croissance économique marquée entre 1999 et 2000, mais aussi de la conjugaison de plusieurs phénomènes, dont notamment d'importantes distributions de dividendes en 2001, ainsi qu'en témoigne l'impôt anticipé restitué, en augmentation de 26.2% par rapport à celui de 1999, la diminution des taux d'intérêts hypothécaires, etc., ainsi que l'ensemble des modifications instaurées par la nouvelle loi, dont par exemple l'imposition des rentes AVS/AI en totalité, la limitation de la déductibilité des intérêts passifs et le réaménagement de certaines déductions. L'impôt à la source progresse lui aussi nettement, accusant une différence en plus de 23.2% par rapport à celui de l'année 2000.

Au niveau des comptes de l'Etat, comme c'est déjà le cas pour les personnes morales, dorénavant le produit de l'impôt équivaut à la facturation provisoire de l'impôt de l'année 2002, plus les bordereaux soldes de la taxation 2001, soit la différence entre l'impôt dû selon la taxation et la perception provisoire de l'année précédente, auxquels s'ajoutent les révisions des taxations antérieures. Sur ce plan, on constate que la facturation du solde de l'impôt 2001 pour 26.8 millions de francs embellit considérablement le résultat par rapport au budget.

A ce propos, bien que la conjoncture ait nettement marqué le pas en 2001, contrairement aux craintes émises au printemps 2002, durant les premières semaines de la taxation, non seulement nous n'avons pas constaté de diminution du revenu ayant servi à la détermination des acomptes d'impôt 2001 (revenu de la brèche de calcul de l'année 2000), mais à une progression de l'ordre de 4.6%, soit 2.5 fois plus que ce qui était enregistré à mi-parcours des travaux de taxation. Cette sensible différence entre le revenu déterminant en 2001 et en 2002 ne reflète pas l'évolution exacte de la matière imposable, dans la mesure où les offices de perception ont dressé le constat que les contribuables ayant subi une baisse de revenu en 2001 ont anticipé leur taxation en demandant une réduction de leurs acomptes en 2001, alors que ceux dont le revenu a progressé se sont abstenus et ont en conséquence dû s'acquitter en 2002 de bordereaux soldes 2001 parfois très élevés.

#### Personnes morales

Au cours de l'année 2002, le service des contributions a procédé à la taxation pour 2001 de 5'448 personnes morales (5'290 en taxation 2000). Les statistiques que nous publions ci-après se rapportent au résultat de la taxation 2001, qui reflète mieux la situation, eu égard notamment à l'effet de la réduction des taux d'impôt sur le bénéfice, instauré par la nouvelle loi sur les contributions directes, que le produit de la perception, sur la base duquel sont bouclés les comptes de l'exercice en relation avec le système postnumerando.

Le résultat de la taxation 2001 de 86.9 millions de francs, contre 96.5 millions de francs l'année précédente affiche une diminution nette de 10.0%. Alors que l'impôt sur le capital augmente de 11.7% (17.5 millions de francs contre 15.6 millions en 2000), l'impôt sur le bénéfice diminue de 14.1% (69.4 millions de francs, contre 80.9 millions en 2000). Au niveau de la taxation, cette diminution consécutive à la réduction du taux de l'impôt sur le bénéfice est toutefois partiellement compensée par une augmentation de la matière imposable auprès de quelques sociétés importantes.

Ce fait est corroboré par le résultat de l'exercice 2002, qui boucle avec un produit de 91.3 millions de francs, contre 84.1 millions aux comptes 2001 (+8.6%). Cette situation apparemment contradictoire (diminution du résultat de la taxation et augmentation du produit de l'impôt aux comptes) s'explique essentiellement du fait que les acomptes d'impôt 2001 perçus cette année-là étaient déjà adaptés aux nouveaux taux réduits. Les comptes de l'exercice 2001 accusaient du reste une diminution du produit de l'impôt par rapport à l'année 2000 de 12.4 millions de francs (-12.8%), alors que la taxation 2000, faite en 2001, était en augmentation de 24.2 millions de francs par rapport à celle de 1999.

A noter que le résultat 2002, bien qu'inférieur au budget pour près de 14.0 millions de francs peut être qualifié de satisfaisant, compte tenu du ralentissement économique survenu dans le courant

de l'année 2001. A l'instar du phénomène constaté chez les personnes physiques, l'office de perception a pu remarquer que les sociétés dont les résultats étaient à la baisse en 2001 ont pour la plupart anticipé le phénomène en demandant un réajustement de leurs acomptes en 2001 déjà, alors que celle dont le bénéfice s'inscrivait à la hausse ont souvent attendu la communication de leur taxation 2001 en 2002 pour s'acquitter de leur solde d'impôt de l'année précédente.

### ***Impôt des travailleurs frontaliers***

D'une année à l'autre, le produit de cette contribution continue de progresser: 3.6 millions de francs en 2002, contre 3.1 millions de francs en 2001 et 2.8 millions de francs en 2000. Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un véritable impôt, mais d'une compensation financière de 4.5% calculée sur la masse salariale brute des travailleurs frontaliers et versée par l'Etat de domicile de ces travailleurs à celui où ils exercent leur activité lucrative. Déduction faite de la part des communes (75% du total de la compensation payée par la France), le montant de la recette nette pour le canton représente une plus-value par rapport au budget de 450'000 francs environ.

### ***Impôt foncier***

Pour mémoire, le nouvel impôt foncier, dû par les personnes morales et les institutions de prévoyance sur leurs immeubles de placement, est entré en vigueur en 2001. Cet impôt a remplacé l'impôt complémentaire sur les immeubles perçu selon l'ancienne loi sur les contributions directes. Il correspond au 1.5 ‰ de l'estimation cadastrale des immeubles des personnes morales qui ne servent pas à l'exercice de l'activité commerciale ou industrielle, respectivement des immeubles non affectés au but des institutions de prévoyance.

Au moment de l'établissement du budget 2002, la première taxation 2001 de ce nouvel impôt n'étant pas achevée, la prévision budgétaire s'est avérée difficile. En 2001, les comptes indiquent un produit net de 4.0 millions de francs. Ce chiffre tient toutefois compte de remboursements de l'ancien impôt complémentaire liés à des ventes immobilières durant l'année 2000 pour environ 1.2 millions de francs (voir remarque à ce propos dans le rapport de l'exercice 2001). Ainsi, bien que dépassant assez nettement le budget de 1.4 millions de francs environ, le produit net de cet impôt en 2002, de 5.1 millions de francs, est finalement proche de celui de l'exercice précédent, si on exclut les remboursements de l'impôt complémentaire.

A l'avenir, sous réserve de fluctuations importantes au niveau de la propriété foncière des sociétés soumis à cet impôt, le produit de celui-ci devrait rester relativement stable.

### ***Impôt sur les gains immobiliers et lods***

Au cours des trois dernières années le produit de l'impôt sur les gains immobiliers a évolué comme suit: 11.0 millions en 2000, 9.0 millions en 2001 et 14.7 millions de francs en 2002. Ces chiffres se rapportent à la facturation de l'impôt. Le produit de la taxation proprement dit, à la date du bouclage, dont le détail figure ci-après, atteint 13.9 millions de francs. La différence s'explique par le décalage dans le temps entre le moment de la taxation et celui de la facturation.

Le produit exceptionnellement élevé de cet impôt, dépassement du budget pour un montant de 3.2 millions de francs environ, n'est pas consécutif à un accroissement des affaires immobilières dans le canton, mais résulte essentiellement du rattrapage d'un retard dans la taxation, accumulé au fil des ans.

Ce rattrapage a été rendu possible grâce à une restructuration interne des activités de l'office, l'engagement d'un collaborateur supplémentaire pour la taxation et la mise en production d'un nouveau logiciel de calcul de l'impôt, dans le courant de l'année 2002.

Le produit des lods est à ce propos mieux révélateur de la tendance du marché de l'immobilier dans le canton. Le produit de l'exercice 2002, de 15.1 millions de francs, est en net recul par rapport à 2001 (19.5 millions de francs) et encore plus sensiblement inférieur à la prévision budgétaire (moins 6.9 millions de francs). Les espoirs fondés en 2001, lors de l'établissement du budget 2002, quant à la reprise des affaires immobilières se sont révélés manifestement excessifs.

### **Emolument de dévolution d'hérédité et droit sur les successions**

D'une année à l'autre, le produit de ces deux impôts est susceptible de varier très fortement. Comme relevé l'année dernière, le résultat de l'année 2000 était exceptionnellement élevé et celui de 2001, bien qu'inférieur, dépassait encore nettement la moyenne des années 1997 à 1999. Sur ces trois années de référence, le produit moyen de l'émolument de dévolution d'hérédité était d'environ 15.0 millions de francs, alors qu'il était de 21.2 millions de francs en 2000 et encore de 18.6 millions de francs en 2001. Le résultat de l'exercice 2000 de 14.0 millions est ainsi légèrement en-dessous de la moyenne des trois années de référence. Il est inférieur de 4.0 millions de francs à la prévision budgétaire.

Il en va de même pour le produit des droits de successions, dont la moyenne sur les années 1997 à 1999 était de 9.3 millions de francs, contre 15.7 millions en 2000 et 12.9 millions en 2001. L'année 2002 avec un produit de 7.3 millions de francs s'inscrit en dessous de la moyenne des années de référence et est inférieur au budget pour 4.7 millions de francs.

Outre le fait qu'en 2002 nous avons enregistré peu d'ouverture de successions comportant une masse successorale très importante, il faut également voir dans la diminution du produit de ces deux impôts, l'effet de la chute des valeurs boursières tout au long de l'année. Enfin, il est vraisemblable, qu'en attente de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, au 1<sup>er</sup> janvier 2003, les contribuables aient différé leurs intentions de procéder à des avances d'hoiries ou donations entre vifs.

### **Evolution du produit des impôts par rapport à l'année précédente**

	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>Différence</u>	
	<u>en mio</u>	<u>en mio</u>	<u>en mio</u>	<u>en %</u>
<b>Impôts directs</b>				
Personnes physiques				
• sur fortune et revenu (perception provisoire)	450.9	445.5	5.4	1.2
• bordereaux soldes taxation 2001	26.8	-	26.8	-
• corrections taxations antérieures, insuffisances, rappels, revenus/charges extraordinaires., etc.	7.2	8.5	- 1.3	- 15.3
• impôt à la source	<u>14.3</u>	<u>13.8</u>	<u>0.5</u>	3.6
Total	499.2	467.8	31.4	6.7
Personnes morales (perception)	<u>91.3</u>	<u>84.1</u>	<u>7.2</u>	8.6
<b>Total impôts directs</b>	590.5	551.9	38.6	7.0
<b>Impôt des travailleurs frontaliers</b>	3.6	3.0	0.6	20.0
<b>Impôt foncier (anc. impôt complémentaire)</b>	5.1	4.0	1.1	27.5
<b>Impôt sur les gains immobiliers (perception)</b>	14.7	9.0	5.7	63.3
<b>Lods</b>	15.1	19.5	- 4.4	- 22.6
<b>Emolument de dévolution d'hérédité</b>	14.0	18.6	-4.6	- 24.7
<b>Droit sur les succ. et donations entre vifs</b>	<u>7.3</u>	<u>12.9</u>	<u>- 5.6</u>	- 43.4
Total des impôts	<u>650.3</u>	<u>618.9</u>	<u>31.4</u>	<u>5.1</u>

Les chiffres ci-dessus correspondent aux comptes de l'Etat. En ce qui concerne la taxation des personnes physiques et celle des personnes morales, on se rapportera aux statistiques ci-après. A titre indicatif, la taxation 2001 des personnes physiques (base de revenu 2001) par rapport à la taxation 2000 (base de revenu 1999) a évolué comme suit:

	<u>Taxation 2001</u>	<u>Taxation 2000</u>	<u>Différence</u>	
	<u>en mio</u>	<u>en mio.</u>	<u>en mio</u>	<u>en %</u>
Impôt sur la fortune	42.4	41.9	0.5	1.2
Impôt sur le revenu (y c. impôt à la source)	<u>442.5</u>	<u>377.7</u>	<u>64.8</u>	17.2
Total	<u>484.9</u>	<u>419.6</u>	<u>65.3</u>	<u>15.6</u>

A titre indicatif également, l'évolution de la taxation 2001 des personnes morales par rapport à la taxation 2000 est la suivante:

	<u>Taxation 2001</u>	<u>Taxation 2000</u>	<u>Différence</u>	
	<u>en mio</u>	<u>en mio</u>	<u>en mio</u>	<u>en %</u>
Impôt sur le capital	17.5	15.6	1.9	12.2
Impôt sur le bénéfice	<u>69.4</u>	<u>80.9</u>	<u>- 11.5</u>	- 14.2
Total	<u>86.9</u>	<u>96.5</u>	<u>- 9.6</u>	<u>- 9.9</u>

### ***Différences par rapport au budget***

	<u>Comptes 2002</u>	<u>Budget 2002</u>	<u>Ecart</u>	
	<u>en mio</u>	<u>en mio</u>	<u>en mio</u>	<u>en %</u>
Impôt direct personnes physiques (perception)	484.9	450.0	34.9	7.8
Impôt à la source	14.3	13.0	1.3	10.0
Impôt travailleurs frontaliers	3.6	3.1	0.5	16.1
Impôt direct personnes morales (perception)	91.3	105.0	- 13.7	- 13.0
Impôt foncier (anc. impôt complémentaire)	5.1	3.7	1.4	37.8
Impôt s/les gains immobiliers	14.7	11.5	3.2	27.8
Lods	15.1	22.0	- 6.9	- 31.4
Emolument de dévolution d'hérédité	14.0	18.0	- 4.0	- 22.2
Droit sur les successions	<u>7.3</u>	<u>12.0</u>	<u>- 4.7</u>	- 39.2
Total	<u>650.3</u>	<u>638.3</u>	<u>12.0</u>	<u>1.9</u>

## 4.2. Impôt direct 2002

Le produit des impôts directs pour l'année 2002 se présente comme suit :

• personnes physiques			
– perception provisoire impôt 2002	Fr.	450.862.962.—	
– taxation 2001, bordereaux soldes	Fr.	26.804.182.—	
– amendes, frais de rappels, corrections des taxations antérieures, comptes d'insuffisances d'impôts et amendes, taxations intermédiaires, bénéfices en capital, imputations forfaitaires, etc.	Fr.	<u>7.266.785.—</u>	
	Fr.	484.933.929.—	
• impôt à la source	Fr.	14.260.076.—	
• frontaliers, versements compensatoires en application de l'accord franco-suisse	Fr.	3.550.324.—	
• personnes morales (perception)	Fr.	<u>91.256.440.—</u>	
	Fr.	594.000.769.—	
<b>Budget 2001</b>			
• personnes physiques	Fr.	450.000.000.—	
• impôt à la source	Fr.	13.000.000.—	
• travailleurs frontaliers	Fr.	3.100.000.—	
• personnes morales	Fr.	<u>105.000.000.—</u>	Fr. 571.100.000.—
<b>Plus-value par rapport au budget</b>			Fr. <u><u>22.900.769.—</u></u>

	MATIERE IMPOSABLE			PRODUIT DE LA TAXATION		
	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>
<b>1 Personnes physiques</b>						
Fortune	12'372'974'110	12'838'530'885	14'684'197'430	40'093'382	41'859'679	42'446'841
Revenu <sup>1</sup>	4'329'153'290	4'389'639'466	4'938'155'700	357'196'288	366'116'145	428'190'145
Impôt à la source (2002)				9'672'930	11'574'606	14'260'076
Nombre de contribuables <sup>2</sup>	103'399	105'279	107'502			
				406'962'600	419'550'430	484'897'062
<b>2 Personnes morales</b>						
Capital	21'608'257'000	18'993'817'000	27'737'074'400	14'794'595	15'623'474	17'453'945
Bénéfice	3'463'689'500	4'075'707'100	6'893'149'300	69'924'836	80'857'665	69'424'595
Nombre de contribuables	5'294	5'290	5'448			
				84'719'431	96'481'139	86'878'540
<b>RECAPITULATION</b>						
Fortune et capital	33'981'231'110	31'832'347'885	42'421'271'830	54'887'977	57'483'153	59'900'786
Revenu et bénéfice	7'792'842'790	8'465'346'566	11'831'305'000	436'794'054	458'548'416	511'874'816
Nombre de contribuables	108'693	110'569	112'950			
				491'682'031	516'031'569	571'775'602
+ Frontaliers, versement compensatoire français en application de l'accord franco-suisse du 11 avril 1983				2'678'890	2'848'670	3'550'324
				494'360'921	518'880'239	575'325'926

<sup>1</sup> y compris les taxations complémentaires des contribuables soumis à l'impôt à la source

<sup>2</sup> y compris 6'918 contribuables soumis à l'impôt à la source

Répartition de la matière imposable dans le canton  
Année de taxation 2001

COMMUNES	<u>PERSONNES PHYSIQUES</u>		<u>PERSONNES MORALES</u>		<u>TOTAL PERSONNES PHYSIQUES ET PERSONNES MORALES</u>	
	FORTUNE IMPOSABLE	REVENU IMPOSABLE	CAPITAL IMPOSABLE	BENEFICE IMPOSABLE	FORTUNE OU CAPITAL IMPOSABLE	REVENU OU BENEFICE IMPOSABLE
<b>I. <u>DISTRICT DE NEUCHÂTEL</u></b>						
1 Neuchâtel	3'229'046'197	960'191'276	23'129'683'000	5'972'106'700	26'358'729'197	6'932'297'976
2 Hauterive	279'842'137	87'821'181	21'339'000	1'125'300	301'181'137	88'946'481
3 Saint-Blaise	478'545'786	110'998'086	70'823'000	7'340'200	549'368'786	118'338'286
4 Marin-Epagnier	281'493'590	121'358'912	1'583'757'000	337'557'000	1'865'250'590	458'915'912
5 Thielle-Wavre	62'505'777	18'481'639	16'874'000	1'620'800	79'379'777	20'102'439
6 Cornaux	106'318'759	42'580'763	80'593'000	5'567'300	186'911'759	48'148'063
7 Cressier	115'349'228	51'902'570	69'631'000	2'841'700	184'980'228	54'744'270
8 Enges	27'076'295	8'973'304	1'063'000	70'000	28'139'295	9'003'304
9 Le Landeron	359'487'516	133'287'531	63'669'000	28'008'800	423'156'516	161'296'331
10 Lignières	58'780'456	25'387'817	3'230'000	182'200	62'010'456	25'570'017
	4'998'445'741	1'560'983'079	25'040'662'000	6'356'420'000	30'039'107'741	7'917'403'079
<b>II. <u>DISTRICT DE BOUDRY</u></b>						
11 Boudry	306'684'767	137'980'423	104'270'000	6'472'600	410'954'767	144'453'023
12 Cortaillod	467'871'994	138'509'789	281'302'000	24'255'000	749'173'994	162'764'789
13 Colombier	517'320'295	161'557'715	40'484'000	9'064'800	557'804'295	170'622'515
14 Auvornier	419'057'361	76'370'127	34'391'000	2'519'500	453'448'361	78'889'627
15 Peseux	468'700'881	161'855'815	44'737'400	3'407'600	513'438'281	165'263'415
16 Corcelles-Cormondrèche	576'365'136	147'226'949	68'586'000	3'354'700	644'951'136	150'581'649
17 Bôle	196'234'092	62'327'907	13'480'000	2'002'900	209'714'092	64'330'807
18 Rochefort	121'353'794	30'887'460	7'699'000	116'400	129'052'794	31'003'860
19 Brot-Dessous	8'426'136	2'782'528	1'130'000	73'400	9'556'136	2'855'928
20 Bevaix	350'644'214	113'032'459	39'808'000	7'221'400	390'452'214	120'253'859
21 Gorgier	264'200'722	56'729'457	9'323'000	1'089'600	273'523'722	57'819'057
22 Saint-Aubin-Sauges	309'236'147	71'849'634	26'784'000	1'100'200	336'020'147	72'949'834
23 Fresens	21'255'489	4'681'583	1'007'000	85'300	22'262'489	4'766'883
24 Montalchez	18'854'017	4'398'087	988'000	27'500	19'842'017	4'425'587
25 Vaumarcus	26'488'577	8'080'117	189'580'000	193'979'100	216'068'577	202'059'217
	4'072'693'622	1'178'270'050	863'569'400	254'770'000	4'936'263'022	1'433'040'050

COMMUNES	<u>PERSONNES PHYSIQUES</u>		<u>PERSONNES MORALES</u>		<u>TOTAL PERSONNES PHYSIQUES ET PERSONNES MORALES</u>	
	FORTUNE IMPOSABLE	REVENU IMPOSABLE	CAPITAL IMPOSABLE	BENEFICE IMPOSABLE	FORTUNE OU CAPITAL IMPOSABLE	REVENU OU BENEFICE IMPOSABLE
<u>III. DISTRICT DU VAL-DE- TRAVERS</u>						
26 Môtiers	55'816'045	20'756'877	15'201'000	183'900	71'017'045	20'940'777
27 Couvet	185'728'756	68'689'203	39'824'000	1'797'000	225'552'756	70'486'203
28 Travers	89'640'432	28'767'274	4'375'000	237'500	94'015'432	29'004'774
29 Noiraigue	23'322'648	10'416'956	3'138'500	228'700	26'461'148	10'645'656
30 Boveresse	31'174'672	8'042'270	917'000	25'300	32'091'672	8'067'570
31 Fleurier	243'021'031	93'593'450	86'460'000	14'600'800	329'481'031	108'194'250
32 Buttes	41'069'186	14'558'138	3'997'000	159'300	45'066'186	14'717'438
33 La Côte-aux-Fées	68'558'372	15'102'733	29'166'000	22'862'600	97'724'372	37'965'333
34 Saint-Sulpice	31'151'294	14'508'881	10'779'000	516'600	41'930'294	15'025'481
35 Les Verrières	74'935'897	17'194'275	6'490'000	284'000	81'425'897	17'478'275
36 Les Bayards	24'438'483	8'310'348	1'525'000	56'400	25'963'483	8'366'748
	868'856'816	299'940'405	201'872'500	40'952'100	1'070'729'316	340'892'505
<u>IV. DISTRICT DU VAL-DE-RUZ</u>						
37 Cernier	132'329'164	53'562'183	12'112'000	764'600	144'441'164	54'326'783
38 Chézard-Saint-Martin	118'562'242	43'811'277	3'817'000	474'000	122'379'242	44'285'277
39 Dombresson	97'222'286	39'481'637	7'232'000	1'261'700	104'454'286	40'743'337
40 Villiers	31'605'722	9'609'095	3'337'000	1'157'800	34'942'722	10'766'895
41 Le Pâquier	18'630'366	5'437'134	1'735'000	68'100	20'365'366	5'505'234
42 Savagnier	65'861'708	24'748'312	3'229'000	179'700	69'090'708	24'928'012
43 Fenin-Vilars-Saules	61'892'828	24'594'433	1'896'000	195'600	63'788'828	24'790'033
44 Fontaines	62'779'695	26'211'309	34'491'000	1'671'600	97'270'695	27'882'909
45 Engollon	9'682'278	2'434'828	284'000	18'400	9'966'278	2'453'228
46 Fontainemelon	104'193'591	48'624'371	22'361'000	4'333'700	126'554'591	52'958'071
47 Les Hauts-Geneveys	60'867'748	25'810'826	3'405'000	169'700	64'272'748	25'980'526
48 Boudevilliers	56'883'009	20'951'589	2'814'000	356'600	59'697'009	21'308'189
49 Valangin	37'456'698	11'533'067	4'541'000	128'500	41'997'698	11'661'567
50 Coffrane	51'131'683	16'921'551	4'385'000	352'300	55'516'683	17'273'851
51 Les Geneveys-sur-Coffrane	84'917'323	38'182'197	63'108'000	6'175'600	148'025'323	44'357'797
52 Montmollin	58'543'697	16'267'611	2'009'000	116'000	60'552'697	16'383'611
	1'052'560'038	408'181'420	170'756'000	17'423'900	1'223'316'038	425'605'320

COMMUNES	<u>PERSONNES PHYSIQUES</u>		<u>PERSONNES MORALES</u>		<u>TOTAL PERSONNES PHYSIQUES ET PERSONNES MORALES</u>	
	FORTUNE IMPOSABLE	REVENU IMPOSABLE	CAPITAL IMPOSABLE	BENEFICE IMPOSABLE	FORTUNE OU CAPITAL IMPOSABLE	REVENU OU BENEFICE IMPOSABLE
V. <u>DISTRICT DU LOCLE</u>						
53 Le Locle	617'725'808	277'593'234	421'246'000	97'939'300	1'038'971'808	375'532'534
54 Les Brenets	149'634'473	55'606'124	26'128'000	3'722'200	175'762'473	59'328'324
55 Le Cerneux-Péquignot	28'083'000	7'338'207	1'578'000	80'800	29'661'000	7'419'007
56 La Brévine	62'579'057	15'148'625	2'672'000	175'800	65'251'057	15'324'425
57 La Chaux-du-Milieu	30'707'602	10'463'339	1'283'000	86'400	31'990'602	10'549'739
58 Les Ponts-de-Martel	90'549'164	28'815'444	9'532'000	1'238'200	100'081'164	30'053'644
59 Brot-Plamboz	29'485'317	6'146'381	7'375'000	112'500	36'860'317	6'258'881
	1'008'764'421	401'111'354	469'814'000	103'355'200	1'478'578'421	504'466'554
VI. <u>DISTRICT DE LA CHAUX-DE-FONDS</u>						
60 La Chaux-de-Fonds	2'574'594'355	1'059'495'905	976'978'500	119'856'000	3'551'572'855	1'179'351'905
61 Les Planchettes	13'109'289	4'646'147	9'611'000	173'800	22'720'289	4'819'947
62 La Sagne	95'173'148	25'527'340	3'811'000	198'300	98'984'148	25'725'640
	2'682'876'792	1'089'669'392	990'400'500	120'228'100	3'673'277'292	1'209'897'492
<b>TOTAL DU CANTON</b>	<b>14'684'197'430</b>	<b>4'938'155'700</b>	<b>27'737'074'400</b>	<b>6'893'149'300</b>	<b>42'421'271'830</b>	<b>11'831'305'000</b>

Répartition du produit de l'impôt direct dans le canton de Neuchâtel  
Année de taxation 2001

COMMUNES	NBRE DE CONTRIBUABLES			IMPOT DIRECT DU SUR FORTUNE ET REVENU (CAPITAL ET BENEFICE)					
	PERSONNES PHYSIQUES	PERSONNES MORALES	TOTAL	PERSONNES PHYSIQUES	%	PERSONNES MORALES	%	TOTAL	%
I. <u>DISTRICT DE NEUCHATEL</u>									
1 Neuchâtel	20'273	1813	22'086	98'122'891	20.85	49'892'439	57.43	148'015'330	26.55
2 Hauterive	1'613	44	1'657	8'891'086	1.89	147'464	0.17	9'038'550	1.62
3 Saint-Blaise	1'893	155	2'048	12'174'558	2.59	423'531	0.49	12'598'089	2.26
4 Marin-Epagnier	2'235	180	2'415	11'461'061	2.44	7'894'735	9.09	19'355'796	3.47
5 Thielle-Wavre	288	19	307	1'951'531	0.41	66'714	0.08	2'018'245	0.36
6 Cornaux	846	36	882	3'970'956	0.84	744'612	0.86	4'715'568	0.85
7 Cressier	1'061	31	1'092	4'586'182	0.97	433'198	0.50	5'019'380	0.90
8 Enges	177	6	183	811'594	0.17	9'019	0.01	820'613	0.15
9 Le Landeron	2'657	96	2'753	12'468'154	2.65	1'553'585	1.79	14'021'739	2.52
10 Lignièrès	558	26	584	2'272'736	0.48	23'684	0.03	2'296'420	0.41
	31'601	2'406	34'007	156'710'749	33.30	61'188'981	70.43	217'899'730	39.08
II. <u>DISTRICT DE BOUDRY</u>									
11 Boudry	2'981	111	3'092	12'568'214	2.67	664'161	0.76	12'568'325	2.25
12 Cortaillod	2'533	101	2'634	13'794'368	2.93	831'819	0.96	13'794'469	2.47
13 Colombier	2'845	117	2'962	15'758'821	3.35	546'930	0.63	15'758'938	2.83
14 Auvèrnier	1'026	38	1'064	8'542'326	1.82	279'605	0.32	8'542'364	1.53
15 Peseux	3'271	140	3'411	15'302'434	3.25	401'307	0.46	15'302'574	2.74
16 Corcelles-Cormondrèche	2'319	88	2'407	14'961'322	3.18	448'616	0.52	14'961'410	2.68
17 Bôle	1'037	31	1'068	6'310'039	1.34	203'841	0.23	6'310'070	1.13
18 Rochefort	626	13	639	3'039'349	0.65	30'696	0.04	3'039'362	0.55
19 Brot-Dessous	70	4	74	251'900	0.05	10'164	0.01	251'904	0.05
20 Bevaix	2'051	80	2'131	10'648'323	2.26	283'999	0.33	10'648'403	1.91
21 Gorgier	1'075	38	1'113	6'170'108	1.31	121'388	0.14	6'170'146	1.11
22 Saint-Aubin-Sauges	1'462	60	1'522	7'232'735	1.54	164'312	0.19	7'232'795	1.30
23 Fresens	114	5	119	442'629	0.09	10'225	0.01	442'634	0.08
24 Montalchez	155	4	159	391'308	0.08	4'715	0.01	391'312	0.07
25 Vaumarcus	133	48	181	756'227	0.16	1'390'329	1.60	756'275	0.14
	21'698	878	22'576	116'170'103	24.68	5'392'107	6.21	121'562'210	21.80

COMMUNES	NBRE DE CONTRIBUABLES			IMPOT DIRECT DU SUR FORTUNE ET REVENU (CAPITAL ET BENEFICE)					
	PERSONNES PHYSIQUES	PERSONNES MORALES	TOTAL	PERSONNES PHYSIQUES	%	PERSONNES MORALES	%	TOTAL	%
III. <u>DISTRICT DU VAL-DE-TRIVERS</u>									
26 Môtiers	501	21	522	1'801'684	0.38	54'747	0.06	1'856'431	0.33
27 Couvet	1'647	73	1'720	5'548'486	1.18	166'177	0.19	5'714'663	1.03
28 Travers	706	21	727	2'305'211	0.49	33'519	0.04	2'338'730	0.42
29 Noiraigue	270	18	288	803'278	0.17	33'187	0.04	836'465	0.15
30 Boveresse	204	3	207	675'347	0.14	4'629	0.01	679'976	0.12
31 Fleurier	2'189	99	2'288	7'858'740	1.67	1'235'094	1.42	9'093'834	1.63
32 Buttes	399	25	424	1'119'920	0.24	24'606	0.03	1'144'526	0.21
33 La Côte-aux-Fées	351	15	366	1'342'208	0.29	1'119'132	1.29	2'461'340	0.44
34 Saint-Sulpice	355	18	373	1'206'548	0.26	76'227	0.09	1'282'775	0.23
35 Les Verrières	443	31	474	1'565'121	0.33	40'121	0.05	1'605'242	0.29
36 Les Bayards	241	9	250	633'350	0.13	8'766	0.01	642'116	0.12
	7'306	333	7'639	24'859'893	5.28	2'796'205	3.22	27'656'098	4.96
IV. <u>DISTRICT DU VAL-DE-RUZ</u>									
37 Cernier	1'135	49	1'184	5'023'865	1.07	103'267	0.12	5'127'132	0.92
38 Chézard-Saint-Martin	872	26	898	3'983'548	0.85	55'039	0.06	4'038'587	0.72
39 Dombresson	810	16	826	3'516'040	0.75	142'834	0.16	3'658'874	0.66
40 Villiers	211	4	215	910'994	0.19	124'091	0.14	1'035'085	0.19
41 Le Pâquier	137	9	146	471'983	0.10	11'061	0.01	483'044	0.09
42 Savagnier	499	11	510	2'332'004	0.50	24'294	0.03	2'356'298	0.42
43 Fenin-Vilars-Saules	427	12	439	2'349'795	0.50	23'617	0.03	2'373'412	0.43
44 Fontaines	500	14	514	2'658'886	0.56	163'503	0.19	2'822'389	0.51
45 Engollon	52	2	54	283'958	0.06	2'521	0.00	286'479	0.05
46 Fontainemelon	927	14	941	4'497'645	0.96	453'023	0.52	4'950'668	0.89
47 Les Hauts-Geneveys	521	16	537	2'435'284	0.52	24'804	0.03	2'460'088	0.44
48 Boudevilliers	378	28	406	1'829'558	0.39	40'630	0.05	1'870'188	0.34
49 Valangin	237	10	247	1'215'144	0.26	22'824	0.03	1'237'968	0.22
50 Coffrane	334	13	347	1'533'916	0.33	45'756	0.05	1'579'672	0.28
51 Les Geneveys-s/Coffr.	781	28	809	3'494'940	0.74	632'686	0.73	4'127'626	0.74
52 Montmollin	292	9	301	1'598'800	0.34	16'037	0.02	1'614'837	0.29
	8'113	261	8'374	38'136'360	8.10	1'885'987	2.17	40'022'347	7.18

COMMUNES	NBRE DE CONTRIBUABLES			IMPOT DIRECT DU SUR FORTUNE ET REVENU (CAPITAL ET BENEFICE)					
	PERSONNES PHYSIQUES	PERSONNES MORALES	TOTAL	PERSONNES PHYSIQUES	%	PERSONNES MORALES	%	TOTAL	%
V. <u>DISTRICT DU LOCLE</u>									
53 Le Locle	6'102	271	6'373	24'014'557	5.10	4'444'483	5.12	28'459'040	5.10
54 Les Brenets	682	33	715	5'621'103	1.19	434'012	0.50	6'055'115	1.09
55 Le Cerneux-Péquignot	193	5	198	623'989	0.13	11'258	0.01	635'247	0.11
56 La Brévine	396	12	408	1'301'446	0.28	23'493	0.03	1'324'939	0.24
57 La Chaux-du-Milieu	240	7	247	962'585	0.20	11'281	0.01	973'866	0.17
58 Les Ponts-de-Martel	700	23	723	2'458'237	0.52	146'252	0.17	2'604'489	0.47
59 Brot-Plamboz	165	8	173	582'574	0.12	29'508	0.03	612'082	0.11
	8'478	359	8'837	35'564'491	7.56	5'100'287	5.87	40'664'778	7.29
VI. <u>DISTRICT DE LA CHAUX-DE-FONDS</u>									
60 La Chaux-de-Fonds	22'709	1189	23'898	96'483'508	20.50	10'445'382	12.02	106'928'890	19.18
61 Les Planchettes	128	0	128	396'052	0.08	41'389	0.05	437'441	0.08
62 La Sagne	551	22	573	2'315'830	0.49	28'202	0.03	2'344'032	0.42
	23'388	1'211	24'599	99'195'390	21.08	10'514'973	12.10	109'710'363	19.68
<b>TOTAL DU CANTON</b>	<b>100'584</b>	<b>5'448</b>	<b>106'032</b>	<b>470'636'986</b>	<b>100.00</b>	<b>86'878'540</b>	<b>100.00</b>	<b>557'515'526</b>	<b>100.00</b>

\*\* y compris le produit des taxations complémentaires des personnes soumises à l'impôt à la source.

Cette statistique cantonale est établie compte tenu des répartitions intercommunales. En revanche, les contribuables figurent dans leur commune de domicile pour les personnes physiques et à leur siège pour les personnes morales.

Personnes morales – Taxation 2001  
Résultat par genres de sociétés

**Résultat de la taxation par catégorie**

<b>Personnes morales</b>							
	Nombre de contribuables	Eléments imposables Capital	Bénéfice	Montant de l'impôt Capital	Bénéfice	Total	Total réductions s/bénéfice
Sociétés Anonymes	3'209	26'285'178'400	6'727'467'400	15'329'674.25	66'026'085.40	81'355'759.65	6'221'039.30
Sociétés Immobilières Anonymes	417	139'485'000	15'268'600	347'468.10	1'144'837.95	1'492'306.05	11'492.90
Sociétés à resp. limitée	940	1'028'891'000	130'567'200	1'070'513.95	316'826.25	1'387'340.20	1'945.60
Sociétés coopératives	223	172'930'000	17'903'700	431'832.40	1'750'531.15	2'182'363.55	33'262.65
Associations	485	36'065'000	637'900	88'885.05	55'646.30	144'531.35	0.00
Fondations	155	66'487'000	1'164'200	165'439.45	112'826.10	278'265.55	0.00
Divers	19	8'038'000	140'300	20'132.50	17'842.00	37'974.50	0.00
<b>Total</b>	<b>5'448</b>	<b>27'737'074'400</b>	<b>6'893'149'300</b>	<b>17'453'945.70</b>	<b>69'424'595.15</b>	<b>86'878'540.85</b>	<b>6'267'740.45</b>

Personnes morales – Taxation 2001  
Résultat par catégories d'impôts dus

Récapitulation par tranches d'impôt dus

Impôt direct dû sur capital et bénéfice	Nombre de contribuables	Capital imposable	Bénéfice imposable	Impôt sur capital	Impôt sur bénéfice	Impôt direct total
de 10.000.– à 20.000.–	170	478'520'000	38'424'400	874'350.00	1'499'874.80	2'374'224.80
de 20.000.– à 30.000.–	62	443'179'000	63'268'000	433'659.00	1'093'527.40	1'527'186.40
de 30.000.– à 50.000.–	60	522'624'000	47'083'600	800'995.55	1'557'190.90	2'358'186.45
de 50.000.– à 100.000.–	54	562'876'000	50'834'900	799'091.65	2'671'648.20	3'470'739.85
de 100.000.– et plus	91	24'105'685'000	6'608'085'700	12'450'334.70	60'480'308.35	72'930'643.05
Sous-total	437	26'112'884'000	6'807'696'600	15'358'430.90	67'302'549.65	82'660'980.55
de 0.– à 10'000.–	5'011	1'624'190'400	85'452'700	2'095'514.80	2'122'045.50	4'217'560.30
Total final	5'448	27'737'074'400	6'893'149'300	17'453'945.70	69'424'595.15	86'878'540.85

dont 1'808 exonérées totalement

## Personnes morales – Taxation 2001 Résultat par branches économiques

### Répartition de l'impôt direct dû par les personnes morales d'après les différentes branches de l'économie du canton

Branches	Nombre de personnes morales	Capital imposable	Bénéfice imposable	Impôt direct s/capital et bénéfice	%	Impôt dû en % moy. et grandes entr. taxation 2001 (exercice 2001)	Impôt dû en % moy. et grandes entr. taxation 2000 (exercice 2000)
<b>A. Moyennes et grandes entreprises</b>							
1	Economie énergétique, extraction de minéraux	3	55'772'000	2'361'200	351'184.80	0.42%	0.42%
2	Arts et métiers, industrie	86	1'272'649'000	133'217'600	9'165'298.70	11.09%	14.49%
3	Industrie des produits alimentaires, des boissons, du tabac	4	33'680'000	826'656'500	27'135'013.20	32.82%	28.60%
4	Horlogerie, bijouterie	68	722'592'000	166'381'300	12'271'834.90	14.85%	17.70%
5	Bâtiment et génie civil	20	42'769'000	3'275'400	409'545.70	0.50%	0.56%
6	Commerce, restauration et hébergement, réparations	91	2'170'767'000	768'992'400	10'892'790.75	13.18%	16.11%
7	Transports et communications	11	196'259'000	22'395'800	2'713'359.20	3.28%	4.48%
8	Banques, assurances, agences-conseil	98	21'466'770'000	4'869'474'100	18'163'074.55	21.97%	14.38%
9	Affaires immobilières	42	110'056'000	13'038'300	1'272'214.95	1.54%	2.62%
10	Divers	14	41'570'000	1'904'000	286'663.80	0.35%	0.64%
		437	26'112'884'000	6'807'696'600	82'660'980.55	95.15%	100.00%
<b>B. Petites Entreprises</b>							
Impôt direct total dû inférieur à Fr. 10.000.-		5'011	1'624'190'400	85'452'700	4'217'560.30	4.85%	
		5'448	27'737'074'400	6'893'149'300	86'878'540.85	100.00%	

Récapitulation des mutations enregistrées dans le capital-actions et des dividendes distribués par l'ensemble des S.A. et S.à.r.l. neuchâtelaises cotées ou non au cours de l'année 2001

(Montants arrondis au millier)

	Capital-actions nominal	Capital-actions versé	Dividendes payés
	Fr.	Fr.	Fr.
<b>Situation au 1er janvier 2001</b>	4'016'356'000.00	3'940'328'000.00	
Sociétés diverses ayant modifié le capital-actions en 2001	./.	85'371'000.00	./.
Sociétés diverses ayant libéré le capital-actions en 2001		+	1'103'000.00
Sociétés nouvelles ou transférées dans notre canton en 2001	+	37'930'000.00	+
Sociétés radiées ou transférées hors de notre canton en 2001	./.	122'555'000.00	./.
Situation au 1er janvier 2002	<u>3'846'360'000.00</u>	<u>3'770'429'000.00</u>	
Mutations enregistrées en 2001	<u>./.</u>	<u>169'996'000.00</u>	<u>./.</u>
Dividendes distribués en 2000			2'073'727'000.00
Dividendes distribués en 2001			2'580'707'000.00
Augmentation des dividendes en 2001			<u>506'980'000.00</u>

### 4.3. Impôt sur les gains immobiliers

#### Détail de la taxation

##### ***Gain immobilier imposable***

Aliénation d'un immeuble dans les cinq ans à compter de son acquisition	Fr. 2'039'300.—	
./. Taxations annulées	<u>Fr. 352'000.—</u>	Fr. 1'687'300.—
Aliénation d'un immeuble plus de cinq ans après son acquisition	Fr. 117'184'900.—	
./. Taxations annulées	<u>Fr. 3'592'000.—</u>	Fr. 113'592'900.—
Aliénation de participations à des sociétés immobilières	Fr. 1'648'800.—	
./. Taxations annulées	<u>Fr. —.—</u>	Fr. 1'648'800.—
Taxations rectificatives sur les exercices précédents	<u>Fr. ./ 754'000.—</u>	<u>Fr. ./ 754'000.—</u>
Total du gain immobilier		<u>Fr. 116'175'000.—</u>

##### ***Produit de la taxation***

Aliénation d'un immeuble dans les cinq ans à compter de son acquisition	Fr. 578'532.80	
./. Taxations annulées	<u>Fr. 92'221.50</u>	Fr. 486'311.30
Aliénation d'un immeuble plus de cinq ans après son acquisition	Fr. 13'808'295.55	
./. Taxations annulées	<u>Fr. 445'938.80</u>	Fr. 13'362'356.75
Aliénation de participations à des sociétés immobilières	Fr. 185'858.—	
./. Taxations annulées	<u>Fr. —.—</u>	Fr. 185'858.—
Taxations rectificatives sur les exercices précédents	<u>Fr. ./ 96'372.50</u>	<u>Fr. ./ 96'372.50</u>
Produit de la taxation		<u>Fr. 13'938'153.55</u>

**Nombre de relations reçues en 2002**

a) Transferts ayant donné lieu à une imposition	869
b) Transferts ne présentant aucun gain immobilier imposable	307
c) Transferts exonérés ou différés de l'impôt sur les gains immobiliers	<u>659</u>
Total des relations communiquées par les notaires	1'835

**4.4. Impôt foncier sur les immeubles de placement des personnes morales et sur les immeubles des institutions de prévoyance**

Personnes morales propriétaires d'immeubles de placement en 2002	Fr. 4'126'152.55
Institutions de prévoyance propriétaires d'immeubles de placement en 2002	Fr. <u>1'232'989.75</u>
Impôt foncier 2002	<b>Fr. 5'359'142.30</b>
Impôt complémentaire 2000	Fr. <u>187'297.95</u>
Total	Fr. 5'546'440.25
./. Restitutions impôt complémentaire sur compte réserve	Fr. <u>420'030.40</u>
<b>Résultat net</b>	<b><u>Fr. 5'126'409.85</u></b>

**4.5. Estimation cadastrale****Evaluation de la propriété neuchâteloise et évolution**

Sur 14'000 mutations enregistrées dans le fichier immobilier de l'office des impôts immobiliers et de succession, environ 6'800 estimations cadastrales (EC) ont été communiquées durant l'année 2002 aux propriétaires. Ce chiffre comprend les EC établies à la suite de constructions, de transformations, ventes, réunions ou divisions de biens-fonds et les EC notifiées sans changement en cas de réalisation à une valeur qui s'écarte de moins de 20% de l'estimation cadastrale.

Plus de 1'500 visites ont été nécessaires pour établir de nouvelles EC, répartir les frais immobiliers en frais d'entretien ou d'amélioration et pour liquider les réclamations concernant aussi bien la valeur fiscale de l'immeuble que la valeur locative.

Les constructions nouvelles, transformations et les achats ou ventes d'immeubles ont provoqué des révisions intermédiaires pour un montant de 300'627'000 francs.

Par genre de contribuables, les estimations cadastrales se répartissent ainsi :

Contribuables	Etat du fichier immobilier		
	au 1er janvier 2002 en 1'000 francs	au 31 décembre 2002 en 1'000 francs	Evolution en 1'000 francs
Personnes physiques domiciliées dans le canton	10'523'985.—	10'802'568.—	278'583.—
Personnes physiques domiciliées hors du canton	1'138'407.—	1'141'123.—	2'716.—
Personnes morales, fondations, Associations	6'356'588.—	6'362'178.—	5'590.—
Corporations publiques et divers	2'111'908.—	2'125'646.—	13'738.—
<b>Total</b>	<b>20'130'888.—</b>	<b>20'431'515.—</b>	<b>300'627.—</b>

## Impôt fédéral direct – Personnes morales – Période 2001

### Résultat de la taxation par district

---

Personnes morales					
Districts	Nombre de contribuables	Bénéfice imposable	Impôt sur le bénéfice	Réductions sur bénéfice	Impôt direct total
Neuchâtel	2'085	6'648'520'500	536'633'227.05	344'013'799.55	192'619'427.50
Boudry	827	242'540'900	20'106'583.95	2'937'695.05	17'168'888.90
Val-de-Travers	319	44'714'300	3'716'603.75	1'318'652.45	2'397'951.30
Val-de-Ruz	248	10'375'900	873'209.25	83'361.35	789'847.90
Le Locle	338	120'794'300	5'096'699.90	2'162'730.30	2'933'969.60
La Chaux-de-Fonds	1'128	96'614'800	7'248'104.05	1'132'694.55	6'115'409.50
Total	4'945	7'163'560'700	573'674'427.95	351'648'933.25	222'025'494.70

---

---

## Impôt fédéral direct – Période 2001

### Résultat de la taxation par nature juridique

---

<b>Personnes morales</b>					
	Nombre de contribuables	Bénéfice Imposable	Impôt sur le Bénéfice	Réduction sur Bénéfice	Impôt direct Total
Sociétés Anonymes	2'767	6'999'812'500	570'822'063.30	351'627'898.65	219'194'164.65
Sociétés Immobilières Anonymes	398	14'655'900	895'216.65	9'812.95	885'403.70
Sociétés à resp. limitée	966	131'457'800	588'434.00	8.50	588'425.50
Sociétés coopératives	204	14'826'900	1'260'286.50	11'213.15	1'249'073.35
Associations	463	986'900	33'066.50	0.00	33'066.50
Fondations	135	1'658'600	68'624.75	0.00	68'624.75
Divers	12	162'100	6'736.25	0.00	6'736.25
<b>Total</b>	<b>4'945</b>	<b>7'163'560'700</b>	<b>573'674'427.95</b>	<b>351'648'933.25</b>	<b>222'025'494.70</b>

---

---

#### 4.6. Impôt anticipé

Evolution de l'impôt anticipé au cours des années 2000 à 2001.

Année de taxation	<u>2000</u>	<u>2000bis</u>	<u>2001</u>
Nombre de requêtes	59'990	52'427	61'608
Montant d'impôt anticipé imputé ou remboursé	51'796'108.65	48'408'639.05	65'346'952.95
Rendement soumis à l'impôt anticipé	147'988'881.85	138'310'397.30	186'705'579.85

La répartition de l'impôt anticipé dans les districts et dans les villes ressort du tableau en page suivante.

#### **Estimations fiscales des titres non cotés en bourse**

En vue de l'imposition en fortune des titres non cotés en bourse, émis par des sociétés ayant leur siège dans notre canton, nous avons déterminé le cours fiscal au 31 décembre 2001, sur la base du bilan 2000, pour environ 2'000 sociétés (actions, parts sociales et bons de jouissance).

#### **Conventions en vue d'éviter les doubles impositions conclues entre la Suisse et divers pays :**

##### **Retenue supplémentaire d'impôt U.S.A.**

Ladite retenue est imputée sur les impôts directs. Lors de l'exercice 2001, nous avons restitué celle correspondant aux prestations échues en 2001, soit Fr. 210'431.35 pour 434 demandes contre Fr. 176'667.60 pour 320 demandes en 2000bis, lesquelles concernaient les revenus échus en 2000.

##### **Imputation forfaitaire d'impôt**

Conformément à l'ordonnance (du Conseil fédéral) relative à l'imputation forfaitaire d'impôt, du 22 août 1967 / 7 décembre 1981, notre canton a remboursé en 2002 (taxation 2001) aux contribuables neuchâtelois, personnes physiques et morales, l'imputation forfaitaire d'impôt pour un montant total de Fr. 7'036'697.45 représentant 564 demandes (contre 551 demandes en 2000bis pour un montant de Fr. 6.369.349.90).

L'office de l'impôt anticipé a déterminé la prise en charge de cette restitution de la manière suivante :

Part de la Confédération	:	Fr.	2'081'640.80
Part du canton de Neuchâtel	:	Fr.	2'477'545.65
Part des communes neuchâteloises	:	Fr.	2'477'511.—

## Répartition de l'impôt anticipé par districts et dans les villes

Districts	Nombre de requérants	Impôt anticipé	Rendements soumis à l'impôt anticipé
		Fr.	Fr.
<b>Demandes d'imputations</b>			
Neuchâtel	19'709	22'679'072.50	64'797'350.00
<i>(dont ville de Neuchâtel)</i>	<i>12'206</i>	<i>15'727'878.25</i>	<i>44'936'795.00</i>
Boudry	14'414	15'049'522.40	42'998'635.45
Val-de-Travers	4'577	2'481'451.35	7'089'861.00
Val-de-Ruz	5'545	3'387'184.80	9'677'670.85
Le Locle	5'088	9'557'220.05	27'306'343.00
<i>(dont ville du Locle)</i>	<i>3'461</i>	<i>2'077'264.35</i>	<i>5'935'041.00</i>
La Chaux-de-Fonds	12'134	11'644'785.60	33'270'816.00
<i>(dont ville de La Chaux-de-Fonds)</i>	<i>11'678</i>	<i>11'368'829.50</i>	<i>32'482'370.00</i>
Imputations ancien système 1997	22	159'201.35	454'861.00
Demandes de remboursements	119	388'514.90	1'110'042.55
<b>Total des imputations et des remboursements</b>	<b>61'608</b>	<b>65'346'952.95</b>	<b>186'705'579.85</b>

#### 4.7. Droits de mutation et impôts de successions

##### Lods

Comptes établis en 2002		Fr.	14'423'573.75
Relations diverses		Fr.	1'003'810.80
./. Non-valeurs et extournes		Fr.	<u>118'294.85</u>
		Fr.	15'309'089.70
+ Compte reporté de l'exercice 2001	Fr.	34'766.65	
./. Non-valeurs	Fr.	<u>9'966.65</u>	Fr. 24'800.—
A percevoir en 2002			Fr. 15'333'889.70
./. Impayés au 31.12.2002	Fr.	24'800.—	
./. Restitutions	Fr.	<u>200'183.65</u>	Fr. 224'983.65
<b>Boucllement du compte lods 2002</b>			<b>Fr. 15'108'906.05</b>

Le budget 2002 mentionne le chiffre de Fr. 22'000'000.—.

En 2001, le compte lods bouclait par Fr. 19'530'937.25.

En 2002, il a été enregistré 1888 actes de transferts immobiliers, y compris 167 relations diverses dont :

- 1'346 transferts ont été soumis aux lods
- 542 transferts ont été visés en franchise de lods

(2001 : 2152)

##### Emolument de dévolution d'hérédité

Comptes établis en 2002	Fr.	14'499'567.—
./. Restitutions, non-valeurs et rectificatifs	Fr.	<u>521'129.—</u>
<b>Taxation 2002</b>	<b>Fr.</b>	<b>13'978'438.—</b>

Le budget 2002 mentionne le chiffre de Fr. 18'000'000.—.

##### Successions en ligne directe et collatérale

Comptes établis en 2002	Fr.	12'132'966.—
./. Restitutions, non-valeurs et rectificatifs	Fr.	<u>279'125.—</u>
Taxation 2002	Fr.	11'853'841.—

##### Répartition de l'émolument de dévolution d'hérédité par catégories:

Catégories	Nombre de successions	Emoluments facturés
0 à 50.000	814	156'781.—
50.001 à 100.000	147	244'299.—
100.001 à 150.000	102	343'924.—
150.001 à 200.000	62	326'811.—
200.001 à 300.000	84	742'056.—
300.001 à 500.000	75	1'264'627.—
500.001 à 650.000	30	842'282.—
650.001 et plus	87	8'212'186.—
<b>Total</b>	<b>1'401</b>	<b>12'132'966.—</b>

9	successions n'ont payé aucun émolument
401	successions ont acquitté le minimum de Fr. 10.—
1'000	successions ont acquitté un émolument supérieur à Fr. 10.—
708	successions sont en suspens

**Donations en ligne directe et collatérale**

Comptes établis en 2002	Fr.	2'366'601.—
./ Annulations années antérieures	Fr.	<u>242'004.—</u>
Taxation 2002	Fr.	2'124'597.—

**Répartition de l'émolument de dévolution d'hérédité par catégories:**

Catégories	Nombre de donations	Emoluments facturés
0 à 50.000	29	23'247.—
50.001 à 100.000	23	22'951.—
100.001 à 150.000	32	55'111.—
150.001 à 200.000	23	49'224.—
200.001 à 300.000	31	99'947.—
300.001 à 500.000	45	191'571.—
500.001 à 650.000	18	103'601.—
650.001 et plus	67	1'820'949.—
<b>Total</b>	<b>268</b>	<b>2'366'601.—</b>

268 donations ont acquitté un émolument supérieur à Fr. 10.—  
 236 donations sont en ligne directe  
 6 donations sont en suspens

**Droits sur les successions et les donations**

Comptes établis en 2002	Fr.	8'168'797.—
./ Restitutions, non-valeurs et rectificatifs	Fr.	<u>823'389.—</u>
<b>Taxation 2002</b>	<b>Fr.</b>	<b>7'345'408.—</b>

Le budget 2002 mentionne le chiffre de Fr. 12'000'000.—.

**Successions en ligne collatérale**

Comptes établis en 2002	Fr.	7'322'606.—
./ Annulations années antérieures	Fr.	<u>327'755.—</u>
Taxation 2002	Fr.	6'994'851.—

Catégories	Nombre de parts héréditaires	Droits facturés
6%	57	507'328.—
9%	171	764'018.—
12%	283	1'921'892.—
15%	110	533'926.—
18%	45	749'751.—
22%	101	1'297'914.—
28%	17	224'432.—
36%	76	1'323'345.—
<b>Total</b>	<b>860</b>	<b>7'322'606.—</b>

**Donations en ligne collatérale**

Comptes établis en 2002	Fr.	846'191.—
./ Annulations années antérieures	Fr.	<u>495'634.—</u>
Taxation 2002	Fr.	350'557.—

Catégories	Nombre de donataires	Droits facturés
6%	1	4'037.—
9%	12	21'446.—
12%	30	181'678.—
15%	1	9'817.—
18%	1	2'700.—
22%	9	93'364.—
28%	0	0.—
36%	9	533'149.—
<b>Total</b>	<b>63</b>	<b>846'191.—</b>

#### 4.8. Statistique - Personnes physiques - Impôt direct cantonal - Taxation 2001

La fortune effective correspond à la fortune nette totale que possède un contribuable (actif brut diminué du passif).

La fortune imposable s'obtient en retranchant de la fortune effective la part non imposable des actions de sociétés suisses non cotées en bourse et la part proportionnelle des actifs situés hors du canton.

Par revenu effectif, il faut entendre le revenu brut réalisé par le contribuable, déductions faites des intérêts passifs et des frais d'acquisition du revenu (dépenses professionnelles).

Le revenu imposable correspond au revenu effectif diminué des déductions sociales, des frais médicaux, des primes pour assurances diverses et des autres déductions.

Nombre de contribuables et rendement fiscal total répartis selon  
les catégories d'impôts dus

Catégories d'impôts dus	Nombre de contribuables			Montants dus		
	par catég.	cumulés	cumulés en %	par catég.	cumulés	cumulés en %
0 - 10	12'229	12'229	12.16	2'835.45	2'835.45	0.00
11 - 20	402	12'631	12.56	6'193.25	9'028.70	0.00
21 - 30	396	13'027	12.95	10'403.10	19'431.80	0.00
31 - 50	682	13'709	13.63	29'533.95	48'965.75	0.01
51 - 75	861	14'570	14.49	58'034.50	107'000.25	0.02
76 - 100	870	15'440	15.35	82'890.75	189'891.00	0.04
101 - 150	1'022	16'462	16.37	151'539.75	341'430.75	0.07
151 - 200	1'027	17'489	17.39	210'481.00	551'911.75	0.12
201 - 300	2'249	19'738	19.62	633'473.70	1'185'385.45	0.25
301 - 400	1'417	21'155	21.03	550'871.45	1'736'256.90	0.41
401 - 500	1'639	22'794	22.66	818'578.20	2'554'835.10	0.54
501 - 600	1'577	24'371	24.23	939'627.50	3'494'462.60	0.74
601 - 800	3'137	27'508	27.35	2'358'521.30	5'852'983.90	1.24
801 - 1.000	3'195	30'703	30.52	3'100'172.10	8'953'156.00	1.90
1.001 - 1.500	6'195	36'898	36.68	8'117'820.20	17'070'976.20	3.63
1.501 - 2.000	5'318	42'216	41.97	9'639'685.85	26'710'662.05	5.68
2.001 - 3.000	10'325	52'541	52.24	26'360'604.65	53'071'266.70	11.28
3.001 - 4.000	9'547	62'088	61.73	33'885'684.65	86'956'951.35	18.48
4.001 - 5.000	8'223	70'311	69.90	37'256'481.05	124'213'432.40	26.39
5.001 - 6.000	6'467	76'778	76.33	35'682'975.80	159'896'408.20	33.97
6.001 - 8.000	8'944	85'722	85.22	62'590'349.10	222'486'757.30	47.27
8.001 - 10.000	5'335	91'057	90.53	48'030'397.70	270'517'155.00	57.48
10.001 - 20.000	7'159	98'216	97.65	96'208'661.85	366'725'816.85	77.92
20.001 - 30.000	1'243	99'459	98.88	30'467'018.25	397'192'835.10	84.39
30.001 - 40.000	455	99'914	99.33	15'878'738.05	413'071'573.15	87.77
40.001 - 50.000	226	100'140	99.56	10'195'982.00	423'267'555.15	89.94
50.001 - 100.000	325	100'465	99.88	21'905'723.05	445'173'278.20	94.59
100.000 et plus	119	100'584	100.00	25'463'708.25	470'636'986.45	100.00
<b>TOTAUX</b>	<b>100'584</b>			<b>470'636'986.45</b>		

## Nombre de contribuables classés par état-civil et par catégories de revenu effectif

Revenu imposable	Externes et hoiries	Célib. s/enf.	Veufs s/enf.	Div. et sép. s/enf.	Mariés s/enf.	Mariés 1 enf.	Mariés 2 enf.	Mariés 3 enf.	Mariés 4 enf.	Maries 5 enf. et plus	Célibataires, Veufs, Séparés, Divorcés					TOTAL GENERAL
											1 enf.	2 enf.	3 enf.	4 enf.	5 enf.	
0 - 100	1'735	4'681	1'129	991	485	108	120	32	12	7	385	229	60	19	5	9'998
110 - 2.000	558	1'009	118	98	44	19	11	3	1		91	29	9	3		1'993
2.100 - 4.000	350	1'084	147	105	62	9	8	4			81	49	7	1		1'907
4.100 - 6.000	279	980	112	106	52	10	11	6	4		86	41	6	4		1'697
6.100 - 8.000	181	733	138	150	51	9	5	4	2		63	26	6	1	1	1'370
8.100 - 10.000	164	724	137	186	63	12	14	4	1		65	34	5	2		1'411
10.100 - 12.000	115	697	152	270	70	6	11	3	1	1	64	32	8	2		1'432
12.100 - 14.000	86	749	189	306	69	19	19	7	2	1	54	48	12	1		1'562
14.100 - 16.000	78	839	293	406	89	12	18	6	1		63	56	9	4		1'874
16.100 - 18.000	61	754	379	543	105	17	20	7	3		78	38	7	5	1	2'018
18.100 - 20.000	44	660	646	587	117	18	27	6	1	1	91	48	6			2'252
20.100 - 22.000	36	658	1'041	542	156	17	32	13	2	1	92	40	13	1		2'644
22.100 - 24.000	35	649	878	521	178	45	30	10	4		94	55	15	1		2'515
24.100 - 26.000	29	701	595	468	226	25	48	15	1	1	93	40	13	2		2'257
26.100 - 28.000	26	746	483	491	309	45	53	15	5		115	63	8	1		2'360
28.100 - 30.000	41	768	398	445	416	40	60	22	7	3	99	78	19	2		2'398
30.100 - 35.000	50	2'198	961	1'134	1'472	150	178	55	20	1	248	153	25	4		6'649
35.100 - 40.000	40	2'193	741	1'129	1'181	207	270	86	21	3	180	118	19	5		6'193
40.100 - 45.000	30	2'159	607	1'070	1'167	242	358	90	16	5	144	85	9		1	5'983
45.100 - 50.000	24	1'866	457	951	1'167	312	429	133	29	4	101	81	16	2	1	5'573
50.100 - 55.000	23	1'409	328	732	1'235	311	490	153	27	6	89	48	11	1		4'863
55.100 - 60.000	24	1'016	276	538	1'269	336	470	143	18	4	72	36	10	2		4'214
60.100 - 65.000	17	676	228	413	1'216	378	538	115	19	5	45	28			1	3'679
65.100 - 70.000	14	478	147	299	1'287	416	509	122	20	5	46	22	2			3'367
70.100 - 75.000	14	352	133	215	1'129	402	498	105	30	5	27	12	4	2		2'928
75.100 - 80.000	16	239	98	189	1'126	397	445	101	14	4	16	12	8			2'665
80.100 - 100.000	31	489	210	381	3'234	1'112	1'193	301	48	5	32	19	6	1		7'062
100.100 - 120.000	20	156	92	138	1'620	501	536	150	29	1	13	10	1	1		3'268
120.100 - 140.000	14	62	47	98	765	212	258	91	10		10	8	1			1'576
140.100 - 160.000	11	37	32	45	460	109	132	58	9	1	4					898
160.100 - 180.000	6	21	16	25	275	65	74	34	6	2	5	1				530
180.100 - 200.000	6	13	7	20	186	39	51	21	4	2	2	1				352
200.100 et plus	15	44	50	83	534	112	160	71	17		5	3	2			1'096
<b>TOTAUX</b>	<b>4'173</b>	<b>29'840</b>	<b>11'265</b>	<b>13'675</b>	<b>21'815</b>	<b>5'712</b>	<b>7'076</b>	<b>1'986</b>	<b>384</b>	<b>68</b>	<b>2'653</b>	<b>1'543</b>	<b>317</b>	<b>67</b>	<b>10</b>	<b>100'584</b>

### Contribuables classés selon l'âge et produit des impôts correspondants

Age	Nombre de contribuables	Impôt total dû
14 à 19 ans	3'384	702'273.80
20 à 24 ans	8'738	10'630'833.50
25 à 29 ans	8'522	26'040'293.35
30 à 34 ans	8'634	36'750'807.55
35 à 39 ans	8'778	45'824'670.75
40 à 44 ans	8'012	49'908'133.00
45 à 49 ans	7'462	49'533'041.50
50 à 54 ans	7'453	56'429'072.05
55 à 59 ans	7'212	54'249'138.05
60 à 64 ans	5'308	35'202'253.00
65 à 69 ans	5'187	29'789'043.30
70 à 74 ans	5'125	22'378'656.95
75 à 79 ans	4'848	19'553'809.00
80 à 84 ans	3'857	14'977'830.40
85 à 89 ans	2'373	7'620'410.00
90 à 94 ans	1'196	3'504'347.75
95 et plus	357	712'145.15
Externes et hoiries	4'138	6'830'227.35
<b>TOTAUX</b>	<b>100'584</b>	<b>470'636'986.45</b>

Nombre de contribuables, matière imposable et impôts  
dus classés par catégories de revenus imposables

Catégories	Nombre	Matière	Impôts dus
0 -	☆ 9'856	0	0.00
100 - 2.000	2'135	2'218'200	55'909.70
2.100 - 4.000	1'907	6'197'200	117'770.80
4.100 - 6.000	1'697	9'404'600	192'139.40
6.100 - 8.000	1'370	10'863'300	247'051.65
8.100 - 10.000	1'411	13'964'500	338'565.55
10.100 - 12.000	1'432	17'074'900	429'693.75
12.100 - 14.000	1'562	21'489'000	544'226.10
14.100 - 16.000	1'874	29'257'400	786'981.55
16.100 - 18.000	2'018	35'524'300	1'104'350.10
18.100 - 20.000	2'252	45'021'400	1'511'479.70
20.100 - 22.000	2'644	57'101'400	2'245'542.60
22.100 - 24.000	2'515	59'408'600	2'641'695.35
24.100 - 26.000	2'257	57'782'200	2'813'903.95
26.100 - 28.000	2'360	65'473'500	3'414'100.40
28.100 - 30.000	2'398	71'998'600	3'911'819.85
30.100 - 35.000	6'649	221'385'500	13'016'743.85
35.100 - 40.000	6'193	238'450'300	15'881'185.00
40.100 - 45.000	5'983	258'966'400	19'033'674.80
45.100 - 50.000	5'573	269'789'000	20'892'443.05
50.100 - 55.000	4'863	260'709'400	20'806'019.50
55.100 - 60.000	4'214	247'153'100	20'326'492.45
60.100 - 65.000	3'679	234'461'300	19'715'409.45
65.100 - 70.000	3'367	232'279'100	19'871'697.65
70.100 - 75.000	2'928	216'840'900	19'133'814.70
75.100 - 80.000	2'665	212'325'400	19'155'605.00
80.100 - 100.000	7'062	643'253'300	61'433'591.90
100.100 - 120.000	3'268	370'057'700	37'838'074.95
120.100 - 140.000	1'576	214'416'300	23'272'614.80
140.100 - 160.000	898	142'297'300	16'130'759.00
160.100 - 180.000	530	95'458'500	11'236'006.55
180.100 - 200.000	352	74'480'500	8'791'709.70
200.100 - 250.000	447	112'477'600	13'653'267.75
250.100 - 300.000	232	75'470'200	9'289'808.45
300.100 - 400.000	197	83'157'600	10'306'441.30
400.100 - 500.000	81	44'125'400	5'528'302.85
500.100 - 600.000	48	35'500'400	4'132'366.00
600.100 - 700.000	33	25'976'500	3'259'850.25
700.100 et plus	58	126'344'900	15'129'035.65
<b>TOTAUX</b>	<b>100'584</b>	<b>4'938'155'700</b>	<b>428'190'145.05</b>

☆

Dans ce nombre figurent notamment tous les apprentis et étudiants âgés de 18 ans révolus au 31 décembre 2001 sans revenu imposable.

Nombre de contribuables mariés (splitting 55 %), matière imposable et impôts dus classés par catégories de revenus imposables

Catégories	Nombre	Matière	Impôts dus
0 -	1'561	0	0.00
100 - 2.000	406	422'100	26'602.40
2.100 - 4.000	263	978'200	52'636.30
4.100 - 6.000	225	1'602'200	78'753.90
6.100 - 8.000	168	1'927'600	82'635.10
8.100 - 10.000	170	2'274'500	93'311.85
10.100 - 12.000	154	2'410'600	99'566.75
12.100 - 14.000	162	2'780'500	100'245.40
14.100 - 16.000	165	3'137'600	113'373.05
16.100 - 18.000	189	3'957'600	122'495.95
18.100 - 20.000	191	5'220'000	140'191.55
20.100 - 22.000	240	5'970'100	162'325.10
22.100 - 24.000	287	7'727'900	204'183.60
24.100 - 26.000	335	9'332'400	242'899.60
26.100 - 28.000	442	13'065'800	335'857.35
28.100 - 30.000	568	18'250'400	497'754.75
30.100 - 35.000	1'894	65'331'500	2'049'680.25
35.100 - 40.000	1'784	71'190'700	2'762'823.00
40.100 - 45.000	1'889	83'541'700	4'010'354.95
45.100 - 50.000	2'084	102'864'200	5'712'955.70
50.100 - 55.000	2'234	120'900'900	7'500'187.65
55.100 - 60.000	2'253	132'996'500	9'043'212.75
60.100 - 65.000	2'282	145'687'000	10'616'209.00
65.100 - 70.000	2'365	163'542'200	12'626'110.05
70.100 - 75.000	2'177	161'139'600	13'138'187.10
75.100 - 80.000	2'097	166'582'200	14'163'058.85
80.100 - 100.000	5'912	536'994'900	49'342'294.90
100.100 - 120.000	2'848	319'964'700	31'965'300.95
120.100 - 140.000	1'347	181'848'900	19'288'895.25
140.100 - 160.000	776	121'106'000	13'539'184.45
160.100 - 180.000	459	81'382'100	9'462'441.00
180.100 - 200.000	305	63'620'700	7'431'812.20
200.100 - 250.000	373	93'731'000	11'206'288.00
250.100 - 300.000	196	61'925'000	7'720'437.05
300.100 - 400.000	158	65'434'400	8'208'508.70
400.100 - 500.000	63	34'887'900	4'334'024.85
500.100 - 600.000	40	28'393'500	3'401'439.10
600.100 - 700.000	27	21'374'400	2'662'482.85
700.100 et plus	47	104'428'000	12'432'869.35
<b>TOTAUX</b>	<b>39'136</b>	<b>3'007'925'500</b>	<b>264'971'590.60</b>

Nombre de contribuables célibataires, veufs, séparés, divorcés, matière imposable et impôts dus classés par catégories de revenus imposables

Catégories	Nombre	Matière	Impôts dus
0 -	8'295	0	0.00
100 - 2.000	1'729	1'796'100	29'307.30
2.100 - 4.000	1'644	5'219'000	65'134.50
4.100 - 6.000	1'472	7'802'400	113'385.50
6.100 - 8.000	1'202	8'935'700	164'416.55
8.100 - 10.000	1'241	11'690'000	245'253.70
10.100 - 12.000	1'278	14'664'300	330'127.00
12.100 - 14.000	1'400	18'708'500	443'980.70
14.100 - 16.000	1'709	26'119'800	673'608.50
16.100 - 18.000	1'829	31'566'700	981'854.15
18.100 - 20.000	2'061	39'801'400	1'371'288.15
20.100 - 22.000	2'404	51'131'300	2'083'217.50
22.100 - 24.000	2'228	51'680'700	2'437'511.75
24.100 - 26.000	1'922	48'449'800	2'571'004.35
26.100 - 28.000	1'918	52'407'700	3'078'243.05
28.100 - 30.000	1'830	53'748'200	3'414'065.10
30.100 - 35.000	4'755	156'054'000	10'967'063.60
35.100 - 40.000	4'409	167'259'600	13'118'362.00
40.100 - 45.000	4'094	175'424'700	15'023'319.85
45.100 - 50.000	3'489	166'924'800	15'179'487.35
50.100 - 55.000	2'629	139'808'500	13'305'831.85
55.100 - 60.000	1'961	114'156'600	11'283'279.70
60.100 - 65.000	1'397	88'774'300	9'099'200.45
65.100 - 70.000	1'002	68'736'900	7'245'587.60
70.100 - 75.000	751	55'701'300	5'995'627.60
75.100 - 80.000	568	45'743'200	4'992'546.15
80.100 - 100.000	1'150	106'258'400	12'091'297.00
100.100 - 120.000	420	50'093'000	5'872'774.00
120.100 - 140.000	229	32'567'400	3'983'719.55
140.100 - 160.000	122	21'191'300	2'591'574.55
160.100 - 180.000	71	14'076'400	1'773'565.55
180.100 - 200.000	47	10'859'800	1'359'897.50
200.100 - 250.000	74	18'746'600	2'446'979.75
250.100 - 300.000	36	13'545'200	1'569'371.40
300.100 - 400.000	39	17'723'200	2'097'932.60
400.100 - 500.000	18	9'237'500	1'194'278.00
500.100 - 600.000	8	7'106'900	730'926.90
600.100 - 700.000	6	4'602'100	597'367.40
700.100 et plus	11	21'916'900	2'696'166.30
<b>TOTAUX</b>	<b>61'448</b>	<b>1'930'230'200</b>	<b>163'218'554.45</b>

Nombre de contribuables, matière et impôts dus par catégories de fortune effective et de fortune imposable

CATEGORIES	FORTUNE EFFECTIVE		FORTUNE IMPOSABLE		IMPOTS DUS
	Nombre	Matière	Nombre	Matière	
0	32'434	80'816	33'044	86'661	8.20
1.000 - 20.000	20'703	178'595'992	21'371	184'012'800	11'997.25
21.000 - 40.000	8'723	256'722'461	8'969	263'905'947	27'972.20
41.000 - 60.000	5'258	262'017'975	5'359	266'938'572	59'919.45
61.000 - 80.000	3'836	268'926'294	3'887	272'648'119	167'206.65
81.000 - 100.000	3'083	278'379'469	3'058	275'572'703	231'776.40
101.000 - 150.000	5'344	661'344'264	5'403	668'121'789	921'532.40
151.000 - 200.000	3'891	676'254'672	3'854	669'743'656	1'242'331.75
201.000 - 250.000	2'889	647'717'430	2'870	643'365'222	1'389'624.25
251.000 - 300.000	2'170	597'315'447	2'111	580'313'711	1'388'330.40
301.000 - 350.000	1'730	561'268'364	1'686	547'579'972	1'410'480.35
351.000 - 400.000	1'425	534'715'106	1'329	497'785'464	1'342'702.95
401.000 - 450.000	1'117	473'468'614	1'029	436'018'775	1'273'600.10
451.000 - 500.000	927	441'071'803	856	407'136'183	1'246'554.40
501.000 - 600.000	1'321	723'165'184	1'183	647'099'317	2'045'731.50
601.000 - 700.000	981	635'270'661	894	577'077'392	1'906'106.75
701.000 - 800.000	743	556'531'381	660	494'196'183	1'707'695.30
801.000 - 900.000	555	470'969'311	451	382'914'972	1'358'316.50
901.000 - 1.000.000	418	396'828'175	348	329'697'875	1'186'751.10
1.001.000 - 1.500.000	1'215	1'478'955'517	966	1'173'625'106	4'220'083.80
1.501.000 - 2.000.000	556	960'201'803	423	729'167'261	2'625'002.15
2.001.000 - 2.500.000	295	658'496'738	214	473'696'903	1'705'308.75
2.501.000 - 3.000.000	209	572'051'958	156	424'178'281	1'527'041.80
3.001.000 - 4.000.000	251	862'520'314	155	534'057'494	1'922'606.95
4.001.000 - 5.000.000	134	601'957'375	81	359'366'444	1'282'953.75
5.001.000 et plus	376	5'148'589'658	227	2'845'890'628	10'245'206.30
<b>TOTAUX</b>	<b>100'584</b>	<b>18'903'416'782</b>	<b>100'584</b>	<b>14'684'197'430</b>	<b>42'446'841.40</b>

Nombre de contribuables mariés (splitting 55 %), matière et impôts dus par catégories de fortune effective et de fortune imposable

CATEGORIES	FORTUNE EFFECTIVE		FORTUNE IMPOSABLE		IMPOTS DUS
	Nombre	Matière	Nombre	Matière	
0	8'630	15'019	8'809	15'853	0.90
1.000 - 20.000	5'684	52'658'164	6'159	56'693'939	5'160.40
21.000 - 40.000	3'237	96'556'986	3'423	102'028'047	11'321.00
41.000 - 60.000	2'379	119'032'203	2'484	124'189'611	16'298.10
61.000 - 80.000	1'899	133'204'486	1'937	135'890'247	27'984.35
81.000 - 100.000	1'601	144'747'558	1'605	144'805'386	42'308.80
101.000 - 150.000	2'902	359'675'133	2'959	366'806'464	352'750.60
151.000 - 200.000	2'228	386'609'947	2'212	384'063'253	599'741.50
201.000 - 250.000	1'725	387'006'647	1'707	382'640'311	726'418.30
251.000 - 300.000	1'278	351'932'700	1'240	341'186'433	719'433.40
301.000 - 350.000	973	315'437'603	966	313'806'994	711'646.50
351.000 - 400.000	886	332'634'675	834	312'521'467	753'854.40
401.000 - 450.000	663	281'074'447	608	257'651'786	671'641.55
451.000 - 500.000	573	272'305'067	542	257'723'964	706'650.30
501.000 - 600.000	852	466'408'278	757	414'347'247	1'209'894.75
601.000 - 700.000	626	405'971'164	580	374'191'578	1'177'368.85
701.000 - 800.000	464	347'347'278	413	309'034'619	1'041'259.10
801.000 - 900.000	359	304'311'111	285	241'482'350	852'218.90
901.000 - 1.000.000	238	226'073'950	195	184'612'467	664'502.95
1.001.000 - 1.500.000	761	927'822'450	616	749'128'150	2'696'662.65
1.501.000 - 2.000.000	351	603'708'078	271	465'477'417	1'675'718.70
2.001.000 - 2.500.000	199	446'128'544	142	316'473'386	1'139'304.10
2.501.000 - 3.000.000	137	374'478'469	102	276'344'325	994'839.55
3.001.000 - 4.000.000	160	550'221'167	90	309'474'306	1'114'107.50
4.001.000 - 5.000.000	87	392'534'361	56	249'124'000	896'846.40
5.001.000 et plus	244	3'340'408'861	144	1'847'645'653	6'651'524.35
<b>TOTAUX</b>	<b>39'136</b>	<b>11'618'304'346</b>	<b>39'136</b>	<b>8'917'359'253</b>	<b>25'459'457.90</b>

Nombre de contribuables, célibataires, veufs, séparés, divorcés, matière et impôts dus par catégories de fortune effective et de fortune imposable

CATEGORIES	FORTUNE EFFECTIVE		FORTUNE IMPOSABLE		IMPOTS DUS
	Nombre	Matière	Nombre	Matière	
0	23'804	65'797	24'235	70'808	7.30
1.000 - 20.000	15'019	125'937'828	15'212	127'318'861	6'836.85
21.000 - 40.000	5'486	160'165'475	5'546	161'877'900	16'651.20
41.000 - 60.000	2'879	142'985'772	2'875	142'748'961	43'621.35
61.000 - 80.000	1'937	135'721'808	1'950	136'757'872	139'222.30
81.000 - 100.000	1'482	133'631'911	1'453	130'767'317	189'467.60
101.000 - 150.000	2'442	301'669'131	2'444	301'315'325	568'781.80
151.000 - 200.000	1'663	289'644'725	1'642	285'680'403	642'590.25
201.000 - 250.000	1'164	260'710'783	1'163	260'724'911	663'205.95
251.000 - 300.000	892	245'382'747	871	239'127'278	668'897.00
301.000 - 350.000	757	245'830'761	720	233'772'978	698'833.85
351.000 - 400.000	539	202'080'431	495	185'263'997	588'848.55
401.000 - 450.000	454	192'394'167	421	178'366'989	601'958.55
451.000 - 500.000	354	168'766'736	314	149'412'219	539'904.10
501.000 - 600.000	469	256'756'906	426	232'752'069	835'836.75
601.000 - 700.000	355	229'299'497	314	202'885'814	728'737.90
701.000 - 800.000	279	209'184'103	247	185'161'564	666'436.20
801.000 - 900.000	196	166'658'200	166	141'432'622	506'097.60
901.000 - 1.000.000	180	170'754'225	153	145'085'408	522'248.15
1.001.000 - 1.500.000	454	551'133'067	350	424'496'956	1'523'421.15
1.501.000 - 2.000.000	205	356'493'725	152	263'689'844	949'283.45
2.001.000 - 2.500.000	96	212'368'194	72	157'223'517	566'004.65
2.501.000 - 3.000.000	72	197'573'489	54	147'833'956	532'202.25
3.001.000 - 4.000.000	91	312'299'147	65	224'583'189	808'499.45
4.001.000 - 5.000.000	47	209'423'014	25	110'242'444	386'107.35
5.001.000 et plus	132	1'808'180'797	83	998'244'975	3'593'681.95
<b>TOTAUX</b>	<b>61'448</b>	<b>7'285'112'436</b>	<b>61'448</b>	<b>5'766'838'177</b>	<b>16'987'383.50</b>

## 5. SERVICE DE L'INSPECTION DES FINANCES

Le service de l'inspection des finances rédige depuis 1998 un rapport d'activité semestriel à l'attention du Conseil d'Etat et du Président de la commission de gestion et des finances.

Le service est situé depuis le 17 décembre 2001 à l'Escalier du Château 6 à Neuchâtel. Cette nouvelle localisation du service répond à ses besoins actuels. Durant l'année 2002, le service a poursuivi la mise en place des nouveaux outils de gestion permettant un pilotage moderne et performant. Il s'agit des applications et outils de gestion liés au concept GESPA, soit principalement la gestion du temps de travail par prestations, par activités et par dossiers avec l'application Timelead de la Société Uditis et la gestion de l'horaire au moyen de l'application Interflex.

### 5.1. Rapports de révisions

Au cours de l'année 2002, le service de l'inspection des finances a déposé 105 rapports qui peuvent être répartis en plusieurs catégories, soit:

#### Rapports relatifs à des révisions annuelles de comptes

- |   |           |
|---|-----------|
| • Services de l'Etat, écoles, hôpital et autres entités incluses dans les comptes de fonctionnement (y compris l'analyse de comptes d'investissements gérés par certaines de ces entités) | 18        |
| • Mandats de révisions annuelles des comptes (fonds appartenant et gérés par l'Etat, entités subventionnées, mandats divers)  | 52        |
| • Contrôles en relation avec la route nationale 5 (délégation de la Confédération)  | 1         |
|   | <b>71</b> |

#### Rapports ponctuels

- |   |            |
|---|------------|
| • Rapports en relation avec l'administration judiciaire (greffes et offices de poursuites et faillites) | 8          |
| • Rapports relatifs au contrôle à l'improviste des existants de trésorerie                              | 4          |
| • Rapports sur des analyses particulières   | 22         |
| <b>Au total :</b>   | <b>105</b> |

Les rapports annuels relatifs aux mandats de révisions annuelles comprennent notamment les contrôles opérés dans le cadre de notre mandat d'organe de contrôle de la Caisse de pensions de l'Etat de Neuchâtel. La révision de notre institution de prévoyance a donné lieu, en 2002, à l'établissement de cinq rapports, soit:

- contrôle et analyse des comptes 2001 tenus par
  - ◊ l'administration de la Caisse de pensions proprement dite
  - ◊ le service financier, relatifs aux placements mobiliers
  - ◊ le service de la gérance des immeubles, relatifs aux placements immobiliers
- contrôle du décompte annuel 2001 du fonds de garantie
- contrôle et attestation des comptes consolidés

Les dossiers suivants ont fait l'objet de contrôles et d'analyses particulièrement approfondis:

Analyse et contrôle des comptes de fonctionnement, de bilan, d'investissement, et des fonds appartenant, examen du contrôle interne, de la gestion budgétaire et de l'application des bases légales pour les entités suivantes:

- Service de l'aménagement du territoire
- Service des ressources humaines
- Promotion économique exogène
- Service de la formation des enseignants, de l'enseignement secondaire 2 et de l'informatique scolaire
- Service du traitement de l'information
- Service de l'action sociale, comptes gérés par l'office de l'aide sociale et par la direction du service
- Maison d'éducation au travail (MET)
- Ministère public
- Greffe des juges d'instruction
- Prison de Boudry
- Greffe du tribunal de district de La Chaux-de-Fonds
- Greffe du tribunal de district de Neuchâtel

Analyses particulières:

- Service des poursuites et faillites et du registre du commerce, analyse par sondage des flux financiers à l'office des faillites, à l'office des poursuites du Littoral et du Val-de-Travers, à l'office des poursuites des Montagnes et du Val-de-Ruz et au Centre cantonal de compétences des réalisations de gages immobiliers (4 rapports spécifiques et un consolidé)
- Office des faillites, contrôle de la remise des comptes en vertu de l'article 7 de l'ordonnance sur l'administration des offices de faillite (OAOF) du 13 juillet 1911
- Analyse du suivi de notre analyse des comptes 2000 à l'office des bourses
- Office de perception, impôt fédéral direct, analyse de la perception de l'IFD par sondage dans le cadre d'un mandat réalisé en collaboration avec les inspecteurs de l'Administration fédérale des contributions (AFC)
- Affaire du détournement de fonds des SAF (syndicats d'améliorations foncières), rapport de synthèse sur le contrôle du règlement financier de cette affaire

Dans le domaine de l'audit informatique, quatre rapports ont été émis en 2002, soit:

- Révision informatique de l'application du service de l'assurance-maladie et rapport sur l'analyse du suivi du rapport
- Révision informatique de l'application Access concernant la répartition des impôts communaux et ecclésiastiques
- Révision informatique de l'application des offices des poursuites

Nous avons également émis dans le cadre de l'audit métier du domaine de la construction, quatre rapports en 2002, soit:

- Service de l'intendance des bâtiments, rapport d'audit des procédures en matière de gestion des crédits d'investissements importants et contrôle du crédit de construction du Musée cantonal d'archéologie à Hauterive-Champréveyres

- Secrétariat général du Département de l'instruction publique et des affaires culturelles, audit des procédures en matière d'octroi des subventions aux constructions scolaires et sportives
- Analyse du compte d'investissement (année 2001) de la construction du Centre sportif régional et Centre cantonal de protection civile à Couvet
- Service des ponts et chaussées, office des routes cantonales, audit des procédures en matière de construction et de gestion des crédits d'investissements et contrôle de la réalisation de l'amélioration d'un tronçon de la H 10

Dans le cadre des exigences de notre mandat fédéral pour la surveillance des travaux de construction des routes nationales, notre service a mandaté pour la seconde fois un expert en construction pour l'examen "métier" de la construction d'un lot important concernant la tranchée d'Areuse. Le rapport de l'expert a été annexé à un rapport de synthèse rédigé par notre service.

Dans la seconde partie de l'année 2002, les analyses approfondies suivantes, dont les rapports seront délivrés début 2003, ont été effectuées ou sont en voie d'être terminées:

- Service de l'économat et du matériel scolaire
- Etablissement d'exécution des peines de Bellevue
- Office des faillites
- Service des poursuites et faillites et du registre du commerce, Centre cantonal de compétences des réalisations de gages immobiliers
- Service de la sécurité civile et militaire
- Service financier, office de la taxe d'exemption de l'obligation de servir
- Service médico-social
- Service de l'emploi
- Service des sports
- Service des monuments et des sites, y compris une analyse des procédures métiers en matière d'octroi des subventions
- Office médico-pédagogique

Dans le domaine de l'audit informatique, trois rapports du service étaient en cours de rédaction à la fin de l'année 2002, soit:

- Révision informatique de la base de donnée personne (BDP)
- Révision informatique de SAP qui donnera lieu à trois rapports du consultant mandaté et un rapport d'accompagnement du service
- Révision informatique de l'application de l'office des faillites

Pour les audits métiers dans le domaine de la construction, un rapport était en phase finale de rédaction à fin 2002, soit:

- Service de la gérance des immeubles, audit des procédures en matière de construction et de gestion des crédits d'investissements et contrôle de la réalisation du Centre neuchâtelois d'intégration professionnelle à Couvet

Notre service a également poursuivi sa collaboration dans le cadre d'un important détournement de fonds s'agissant principalement de la participation au groupe de travail chargé de régler tous les problèmes liés à cette affaire jusqu'à la finalisation de celle-ci en fin d'année 2002 (règlement financier et information, notamment au travers d'une conférence de presse).

De plus, notre service examine régulièrement sur demande du service de l'action sociale toutes les demandes et projets de décomptes de subventions en faveur des établissements spécialisés pour enfants, adolescents, adultes handicapés et toxicomanes.

## 5.2. Autres activités

Le service de l'inspection des finances joue un rôle important de consultant et de conseiller auprès des services de l'administration cantonale et des institutions ou entités subventionnées par l'Etat. Une assistance a été apportée dans le cadre de la cessation d'activités d'un établissement relevant des fonds gérés par l'Etat à la demande du département concerné.

De plus, il participe régulièrement à des groupes utilisateurs ou de pilotage dans le cadre de la mise en place de nouvelles applications informatiques.

Notre service a notamment pris part aux groupes de travail suivants:

- Groupe de pilotage SAP - finances
- Gestion des prestations (GESPA)
- Groupe de pilotage pour la nouvelle application de l'impôt à la source (ISIS)

Le service entretient des relations soutenues avec les organes similaires de contrôle des cantons latins et le Contrôle fédéral des finances.

## 5.3. Facturation des prestations du service de l'inspection des finances

Conformément à l'énoncé de l'article 15 du règlement du 13 janvier 1993 concernant le service de l'inspection des finances, nous avons facturé nos prestations de révisions annuelles des comptes des institutions paraétatiques créées par l'Etat ou bénéficiant d'une aide financière de celui-ci.

Le tarif à l'heure est de 80 francs l'heure selon arrêté du Conseil d'Etat du 30 juin 1999.

Le total des recettes du service se décompose comme suit:

	<b>2001</b> <b>Fr.</b>	<b>2002</b> <b>Fr.</b>
Prestations facturées à la Confédération pour les contrôles exécutés pour la RN5 (compte 3150 438400)	71.854,95	63.561,15
Prestations facturées pour les révisions annuelles des comptes (compte 3150 439850)	69.685,90	99.008,50
Prestations facturées pour la révision des comptes de la Caisse de pensions de l'Etat (compte 3150 490020)	<u>46.296,60</u>	<u>46.418,60</u>
	<u><b>187.837,45</b></u>	<u><b>208.988,25</b></u>

## **6. SERVICE JURIDIQUE**

### **6.1. Considérations générales**

L'année 2002 a été marquée par un développement accru des services proposés au Conseil d'Etat et à l'administration en général, répondant en cela à un besoin évident. Les avis de droit et autres renseignements juridiques donnés par le service juridique ont augmenté en conséquence, suivant ainsi une courbe ascendante depuis plusieurs années.

L'année 2002 a aussi été une année de forte activité législative ou réglementaire, sensible dans tous les domaines d'intervention de l'Etat. Quant au nombre de recours dans des domaines où le Conseil d'Etat ou les départements sont encore compétents, ils ont été également plus nombreux, traduisant ainsi une évolution marquée vers l'individualisme de notre société.

Les collaborateurs du service ont vu leur charge de travail augmenter dans une mesure notable et y ont fait face par un engagement remarquable, sans pouvoir toujours et dans des délais raisonnables répondre aux attentes.

En résumé, l'année 2002 a été remarquable à tous points de vue, riche en expériences acquises et passionnante pour les collaborateurs du service, qui ont ainsi pu donner le meilleur d'eux-mêmes.

### **6.2. Structure du service juridique**

Le service juridique se compose de dix-neuf personnes, dont cinq hommes et quatorze femmes, représentant ensemble un équivalent plein temps de 13,2 postes. Treize personnes travaillent à temps partiel, six à temps complet. Le secrétariat se compose de cinq personnes, dont deux à plein temps. Les juristes représentent quatorze personnes, dont neuf femmes et un homme occupant un poste à temps partiel et quatre hommes à temps complet. Tous les juristes sont porteurs d'une licence en droit d'une université. Onze d'entre eux sont titulaires du brevet d'avocat. L'ensemble du service est centralisé au Château de Neuchâtel.

Le service a en outre bénéficié de la force de travail à temps partiel d'un juriste provenant d'un autre département. Il a pu aussi bénéficier, en raison de longue maladie ou de maternité de collaborateurs et de collaboratrices, de l'aide ponctuelle et efficace d'une juriste et de collaboratrices administratives de remplacement extérieures à l'administration.

Le personnel du service est donc resté stable durant cette année.

### **6.3. Missions du service juridique de l'Etat**

Les missions du service juridique n'ont pas été modifiées. Elles sont définies par l'arrêté concernant le service juridique de l'Etat, du 13 mai 1981 (RSN 152.107.10).

## 6.4. Activité du service juridique de l'Etat

### *En matière de législation*

Le service a notamment participé à la conception et à la rédaction des textes législatifs ou réglementaires suivants:

- arrêté fixant la liste des établissements médico-sociaux du canton de Neuchâtel admis à pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins;
- arrêté portant modification du règlement général d'application de la loi sur les contributions directes;
- arrêté portant modification du règlement concernant les allocations familiales en faveur des travailleurs indépendants de l'agriculture;
- décret fixant le coefficient de l'impôt cantonal direct dû par les personnes physiques;
- décret portant adhésion du canton de Neuchâtel à l'accord entre le Conseil fédéral suisse, agissant au nom des cantons de Berne, de Vaud, de Neuchâtel et du Jura, et le Gouvernement de la République française relatif à la création de la "Conférence Transjurassienne";
- loi portant révision de la loi d'introduction de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers;
- arrêté modifiant l'arrêté sur l'organisation et le fonctionnement d'une commission de dégustation des vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC);
- arrêté abrogeant et remplaçant l'annexe à l'arrêté fixant la liste des hôpitaux et des établissements médico-sociaux du canton de Neuchâtel admis à pratiquer à charge de l'assurance obligatoire des soins;
- arrêté portant modification du règlement concernant la perception de l'impôt cantonal direct, de l'impôt communal direct et de leurs contributions annexes;
- règlement d'organisation du Département de la justice, de la santé et de la sécurité;
- arrêté approuvant la convention neuchâteloise d'hospitalisation en soins psychiatriques;
- règlement d'application de la loi sur les structures d'accueil de la petite enfance;
- arrêté fixant le prix de référence de la journée pour les structures d'accueil de la petite enfance;
- arrêté portant révision du règlement d'organisation du Département des finances et des affaires sociales;
- arrêté modifiant le règlement d'exécution de la loi sur la viticulture;
- décret portant abrogation du décret concernant la création de la fondation du Centre neuchâtelois de formation aux professions de la santé;
- loi portant révision de la loi de santé;
- loi sur la profession d'avocat ou d'avocate( LAV);
- arrêté portant modification de l'article 11 du règlement concernant les traitements de la fonction publique;
- arrêté fixant la liste des établissements médico-sociaux du canton de Neuchâtel admis à pratiquer à charge de l'assurance obligatoire des soins;
- règlement concernant les loteries et le commerce professionnel des valeurs à lots;

- règlement d'exécution de la loi sur les établissements spécialisés pour personnes âgées;
- règlement sur l'autorisation d'exploitation et la surveillance des institutions;
- arrêté portant modification du règlement provisoire d'exécution de la loi de santé;
- arrêté portant modification de l'arrêté approuvant la Convention intercantonale concernant la formation aux professions de la santé (professions médicales exceptées) et son financement;
- arrêté concernant l'obligation d'étiqueter les sapins de Noël d'espèce nordique dont le sapin "Nordmann";
- loi portant révision de la loi sur les droits politiques;
- arrêté concernant les appellations des vins de Neuchâtel;
- loi instituant un impôt sur les successions et sur les donations entre vifs;
- arrêté désignant les autorités compétentes et fixant la procédure à suivre en matière d'interruption non punissable de la grossesse;
- arrêté portant révision de l'arrêté fixant les contributions aux frais d'administration de la Caisse cantonale de compensation;
- arrêté modifiant l'arrêté concernant l'application de la législation fédérale sur l'asile;
- règlement concernant la publication sur le site Internet officiel de la République et Canton de Neuchâtel;
- directive relative à l'assurance-maladie des requérants d'asile, des personnes admises à titre provisoire et des personnes à protéger;
- arrêté modifiant le règlement d'exécution de la loi sur la faune aquatique;
- loi portant révision de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (service divin et assermentation);
- loi portant révision de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN) (assermentation);
- loi portant révision de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (réforme du fonctionnement du parlement);
- loi portant révision de la loi sur les finances;
- décret portant adhésion du canton de Neuchâtel à l'accord intercantonal sur l'élimination des entraves techniques au commerce;
- règlement d'application de l'ordonnance fédérale réglant le placement d'enfants (RAOFPE);
- arrêté concernant les concessions sur les grèves des lacs et cours d'eau faisant partie du domaine de l'Etat;
- règlement protocolaire de la République et Canton de Neuchâtel;
- règlement d'exécution de la loi cantonale sur l'énergie (RELCEn);
- arrêté fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers;
- arrêté concernant les mesures de lutte contre les campagnols terrestres devenant envahissants ou calamiteux;
- arrêté concernant le contrat-type de travail pour l'agriculture;
- arrêté sur l'approvisionnement économique du pays;
- loi portant modification temporaire de la loi sur les routes et voies publiques et de la loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux;
- loi portant modification temporaire de la loi concernant la répartition de la part du canton au produit de l'impôt fédéral direct;

- loi portant révision de la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC);
- arrêté approuvant la convention neuchâteloise des soins à domicile;
- arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2003;
- arrêté fixant le contrôle de l'affiliation et le droit à la réduction des subsides des assurés résidant dans un Etat membre de la Communauté européenne, en Islande ou en Norvège;
- arrêté d'application de la législation fédérale en matière d'établissement des documents d'identité;
- arrêté modifiant le règlement d'exécution de la loi sur les améliorations structurelles dans l'agriculture;
- arrêté portant modification du règlement d'exécution de la loi sur la police cantonale;
- arrêté portant modification de l'arrêté concernant les émoluments perçus par le service cantonal des automobiles et de la navigation;
- arrêté d'application de l'ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à charge de l'assurance-maladie obligatoire;
- arrêté fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers;
- arrêté portant révision du règlement des fonctionnaires;
- arrêté portant modification du règlement concernant les mesures de crise cantonales et de l'arrêté fixant les limites et les montants d'aide des mesures de crise;
- arrêté portant modification de l'arrêté concernant le financement des mesures de prévention contre l'incendie et les éléments naturels;
- arrêté concernant les émoluments de décisions perçus par les autorités compétentes en matière d'énergie (AMOL);
- arrêté déléguant à la ville de Neuchâtel différentes compétences relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans le bâtiment;
- arrêté déléguant à la ville de La Chaux-de-Fonds différentes compétences relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans le bâtiment;
- arrêté déléguant à la ville du Locle différentes compétences relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans le bâtiment;
- règlement concernant les indemnités versées aux titulaires de fonctions publiques;
- arrêté fixant le montant de l'indemnité kilométrique versée aux titulaires de fonctions publiques.

Tous ces textes législatifs ou réglementaires ont été adoptés par le Grand Conseil ou le Conseil d'Etat en 2002.

Le service juridique a également participé en 2002 à la conception et à la rédaction de textes législatifs ou réglementaires actuellement en voie d'élaboration, à savoir:

- projet de loi sur la protection des données personnelles;
- projet de loi sur l'information et la transparence;
- projet de loi sur le partenariat enregistré;
- projet de loi sur l'exercice de la haute surveillance par le Grand Conseil sur la gestion du Tribunal cantonal;
- règlement concernant la protection des personnes hospitalisées en milieu psychiatrique;
- règlement d'exécution de la loi sur l'utilisation du domaine public;
- arrêté portant révision du règlement concernant la production animale;

- règlement d'application de la loi fédérale sur les stupéfiants;
- projet de loi sur le guichet sécurisé unique;
- projet de loi modifiant la loi sur l'aide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents du canton;
- projet de loi portant modification de la loi concernant la perception de droits de mutation sur les transferts immobiliers;
- projet de loi sur le droit de pétition;
- projet de loi portant modification de la loi sur la police du commerce;
- projet de loi sur les eaux;
- projet de loi sur la protection de l'environnement;
- projet de loi portant modification de la loi sur les transports;
- projet de règlement de la loi sur la profession d'avocat ou d'avocate (LAv);
- projet de loi modifiant la loi sur l'assistance judiciaire et administrative (LAJA);
- projet de loi sur le contrôle des finances;
- projet de loi portant modification de la loi sur les droits politiques (droit de vote des Suisses et des Suissesses de l'étranger sur le plan communal);
- projet de loi portant modification de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (dépôt des questions);
- projet de règlement d'application de la loi sur les subventions.

### ***En matière de conseils***

Le service juridique a assisté par ses conseils et ses avis de droit le Conseil d'Etat et l'ensemble des départements, de même que d'autres collectivités publiques ou para-étatiques. Au total, plus de 1400 avis de droit touchant l'ensemble des activités de l'Etat ont été donnés, tant par écrit qu'oralement.

### ***En matière de décisions***

Le service juridique a préparé plus de 700 décisions à la signature du Conseil d'Etat, des chef-fe-s de département ou des chef-fe-s de service. Il a préparé également, à l'intention du Tribunal administratif, du Tribunal cantonal, du Tribunal fédéral, du Conseil fédéral ou d'autres instances, plus 140 mémoires.

### ***En ce qui concerne les autres activités du service juridique***

Le service juridique a rédigé ou participé à la rédaction de sept réponses à des consultations législatives émanant du Conseil fédéral.

Il a participé à plus de 350 reprises à des commissions, à des groupes de travail ou à des colloques organisés par des départements, des services ou des offices.

Le service juridique a procédé, dans le cadre de procédures judiciaires, à plus de 100 visions locales et audiences des tribunaux.

Plusieurs juristes ont également donné des cours aux membres de l'administration ou à des tiers, notamment dans le cadre de la formation continue organisée par l'office de la formation continue.

Plusieurs juristes ont été nommés, ad personam, membres de diverses commissions ou de conseils de fondations.

L'ensemble des activités du service juridique a généré plus de 6500 notes, courriers et avis divers. Enfin, le service juridique a apporté un important soutien à la présidence du Grand Conseil, à son bureau et à ses commissions permanentes ou ad hoc.

## **6.5. Conclusion**

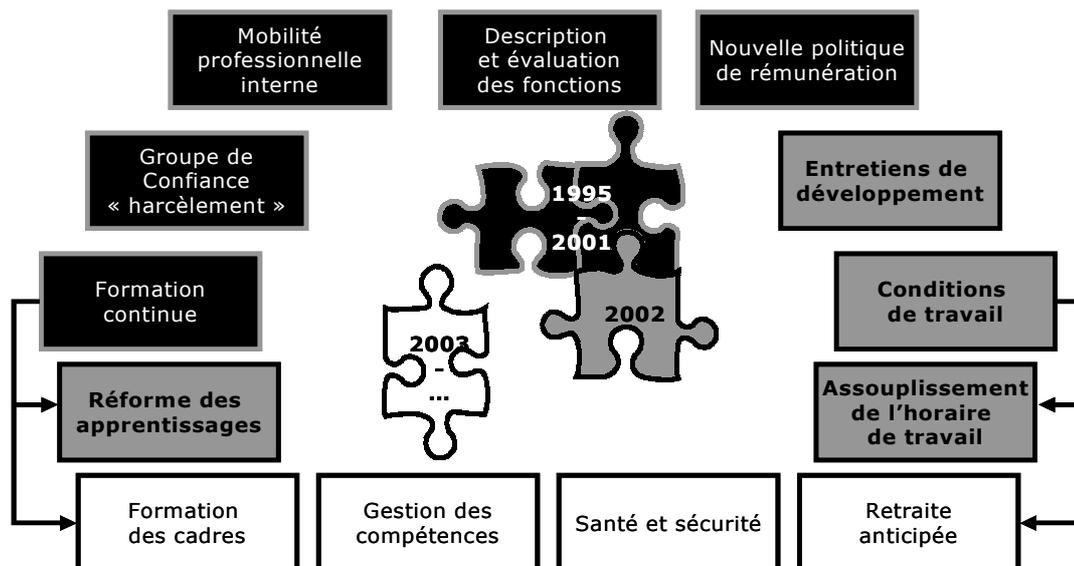
L'évolution des activités du service juridique démontre que l'ensemble des collaboratrices et des collaborateurs du service ont su faire face, par un investissement personnel important et une rationalisation appropriée de leur travail, aux demandes du Conseil d'Etat et de l'administration.

Malgré tout, le service juridique n'a pas pu résorber les engorgements récurrents constatés notamment dans le secteur du traitement des recours. Les forces supplémentaires dont il bénéficiera en 2003 devraient, partiellement du moins, permettre de régulariser la situation dans les secteurs les plus touchés. Il n'en demeure pas moins que les forces de travail, tant en ce qui concerne les juristes que les collaboratrices du secrétariat, devront encore être renforcées de manière adéquate. C'est à cette seule condition que le service juridique pourra remplir pleinement sa mission à la satisfaction de ses utilisateurs.

## 7. SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

### 7.1. Introduction

Le Service des ressources humaines (SRH) continue sur la voie de la réforme acceptée par le Grand Conseil en 1995. Le tableau reproduit ci-dessous illustre l'articulation des principaux projets ou aménagements menés à terme ou restant à développer. Les périodes de concrétisation sont indiquées dans les pièces de puzzle correspondantes.



L'année 2002 a vu se concrétiser plusieurs des objets figurant sur cette illustration. La réforme des apprentissages de commerce a occupé plus particulièrement l'office de la formation continue, et les effets de cette réforme concerneront l'ensemble des services formateurs d'apprentis de notre administration.

L'amélioration des conditions de travail, plus particulièrement traduite par l'assouplissement de l'horaire de travail, a été réfléchi et développée en collaboration avec les associations de personnel.

Le principal projet initié et conclu pour sa première phase au cours de l'année 2002 concernait la mise en place pour tous les services et titulaires de fonctions publiques d'un entretien de développement annuel.

Présenté sous le libellé trop réducteur d'"appréciation des prestations des collaborateurs" en 2001, ce projet a mobilisé de nombreuses forces de travail du SRH au cours de l'année 2002.

Forts des enseignements tirés de la mise en place de projets similaires au sein d'entreprises privées ou d'autres administrations cantonales, le Conseil d'Etat et le SRH ont eu le souci de dérouler un outil performant. Ce dernier est destiné non seulement à faire le point sur la qualité du travail et du comportement des titulaires de fonctions publiques, mais surtout à renforcer l'esprit de dialogue au sein des services de l'administration. Ce n'est en effet qu'au travers d'une meilleure connaissance réciproque que cadres et titulaires pourront garantir une organisation et un fonctionnement optimal des différents services de l'administration.

Le terme d'"entretien de développement" correspond beaucoup mieux aux objectifs poursuivis par la mise en place de cet outil, résolument tourné vers l'avenir et vers un meilleur service au public.

2003 verra le SRH se pencher sur les quatre projets figurant au bas de l'illustration, à savoir: amélioration de la formation des cadres; réflexions au sujet de la gestion des compétences; mise

en place d'un concept de santé et de sécurité en collaboration avec l'Université de Neuchâtel et poursuite des travaux concernant l'encouragement à la retraite anticipée.

Par ailleurs, les projets qui ont déjà été menés à terme de 1995 à 2001 continuent d'alimenter en travail l'ensemble du service puisqu'ils ont tous été conçus de manière évolutive afin de suivre au plus près les évolutions et mutations structurelles de notre administration.

## **7.2. Effectif du personnel**

Comme dans le rapport de gestion de 2001, l'examen de l'effectif à fin décembre 2002 s'articule en deux axes :

- Effectif selon dotation
- Effectif hors dotation

Pour mémoire, voici les définitions de ces deux catégories d'effectifs.

### ***Définition de l'effectif selon dotation***

Les postes mentionnés dans les colonnes intitulées "effectif selon dotation" répondent aux critères suivants :

- Ils sont inscrits au tableau des fonctions de l'administration cantonale et débattus lors de l'examen du budget annuel par le Grand Conseil.
- Ils sont acceptés dans le cadre de la définition de la dotation en personnel des services ou offices et sont à charge de l'Etat pour tout ou partie.
- Ils rapportent directement au Conseil d'Etat ou à un de ses départements.

Le détail du nombre de postes complets et partiels correspond à l'état de la situation à fin décembre 2002.

### ***Définition de l'effectif hors dotation***

Les valeurs mentionnées dans les colonnes intitulées "effectif hors dotation" correspondent aux postes qui ne sont pas à charge de l'Etat, tout comme les postes conjoncturels ou d'appoint à charge de l'Etat.

Ces postes ne sont examinés dans le cadre du budget annuel que sous l'angle financier.

### ***Effectif exclu de la statistique***

Le tableau ne comprend pas les enseignants et les personnes engagées dans le cadre des programmes d'occupation organisés pour l'assurance-chômage.

Il est à relever que tout le personnel de l'Université a été sorti de cette statistique. Cette institution gère en effet son personnel de manière autonome, et notre service ne possède pas les informations nécessaires pour analyser cette population.

Effectifs  2002 SRH 12/02/2003	Effectifs selon dotation						Effectifs hors dotation			
	Postes complets	Postes partiels	Nombre postes	Effectif 2002	Budget 2002	Ecart 2002	Postes complets	Postes partiels	Nombre postes	Equiv. 100%
<b>AUTORITES ET CHANCELLERIE</b>										
Conseil d'Etat	1100	5	5	5.00	5.00	0.00				
Secrétariat de la Chancellerie	1150	8	4	12	10.50	10.50	0.00			
Service du Grand Conseil	1200	2	4	6	4.30	4.30	0.00	4	4	1.58
Economat et matériel scolaire	1250	11		11	11.00	10.00	1.00			
<b>2002</b>		<b>26</b>	<b>8</b>	<b>34</b>	<b>30.80</b>	<b>29.80</b>	<b>1.00</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1.58</b>
2001		25	7	32	28.80	28.80		9	9	1.75
Ecart 2001 -> 2002		1	1	2	2.00	1.00		-5	-5	-0.17
<b>JUSTICE, SANTE ET SECURITE</b>										
Secrétariat général	2010	3	1	4	3.50	3.50	0.00			
Politique familiale et égalité	2011		3	3	2.10	2.10	0.00			
Service de la justice	2050	3	4	7	5.40	5.40	0.00			
Tribunal cantonal	2051	16	11	27	21.90	21.90	0.00			
Tribunaux de districts	2052	33	19	52	45.35	45.75	-0.40			
Autorités de conciliation	2053		5	5	3.70	3.70	0.00			
Ministère public	2054	8	3	11	9.50	9.00	0.50			
Juges d'instruction	2055	12	1	13	12.75	13.50	-0.75	1	1	0.50
Tribunal fiscal	2056	2	1	3	2.80	3.00	-0.20			
Service des poursuites et faillites	2100	48	8	56	51.90	50.90	1.00	2	2	2.00
Office du registre du commerce	2102	4	1	5	4.50	4.50	0.00			
Service et offices du registre foncier	2150	26	11	37	31.70	33.40	-1.70	2	1	3
Service pénitentiaire	2200	4	5	9	6.70	7.50	-0.80			
Prison préventive de La Chaux-de-Fonds	2201	21	3	24	22.50	24.50	-2.00			
Prison de Boudry	2202					0.50	-0.50			
EEP Bellevue	2203	34	1	35	34.50	35.50	-1.00			
EEP La Ronde	2204	7	1	8	7.50	12.50	-5.00			
Service de probation	2220	7	5	12	10.50	9.05	1.45			
Service de la santé publique	2250	13	12	25	20.20	19.80	0.40	1	5	6
Police cantonale	2350	290	21	311	302.41	307.81	-5.40	24	2	26
Service des automobiles et de la navigation	2500	58	17	75	66.70	64.00	2.70			
Etabl. Militaire de Colombier	2551	39	5	44	41.24	42.87	-1.63			
Service de la sécurité civile et militaire	2600	12	8	20	16.40	17.60	-1.20			
<b>2002</b>		<b>640</b>	<b>146</b>	<b>786</b>	<b>723.75</b>	<b>738.28</b>	<b>-14.53</b>	<b>29</b>	<b>9</b>	<b>38</b>
2001		629	133	762	708.32	733.50		22	11	33
Ecart 2001 -> 2002		11	13	24	15.43	4.78		7	-2	5
<b>FINANCES ET AFFAIRES SOCIALES</b>										
Secrétariat général	3010	5		5	5.00	3.50	1.50			
Service financier	3050	34	11	45	40.60	43.30	-2.70	2	2	2.00
Service des contributions	3100	91	12	103	98.10	100.00	-1.90	5	5	6.00
Service de l'inspection des finances	3150	7	1	8	7.50	8.00	-0.50			
Service juridique	3200	6	14	20	13.60	13.50	0.10			
Service des ressources humaines	3250	9	8	17	13.70	14.10	-0.40	1	3	4
Apprentis de l'ACN	3250							88	88	88.00
Stagiaires de l'ACN	3250							20	8	28
Service du traitement de l'information	3350	41	14	55	50.65	48.85	1.80	10	3	13
Service intendance bâtiments (adm.)	3400	9	2	11	10.00	12.50	-2.50			
Service intendance bâtiments (entr.)	3401	66	38	104	79.67	80.74	-1.07			
Service de la gérance des immeubles	3450	8		8	8.00	8.00	0.00	2		2
Administration de la caisse de pensions	3500	3	4	7	5.10	5.60	-0.50		1	1
Service de l'action sociale	3550	16	11	27	22.10	22.10	0.00	1	1	2
Service de l'assurance-maladie	3600	13	8	21	17.00	16.40	0.60			
Service des mineurs et des tutelles	3650	25	43	68	53.80	51.70	2.10			
Service médico-social	3670	9	2	11	10.50	10.56	-0.06			
Service des communes	3700	3		3	3.00	3.00	0.00			
<b>2002</b>		<b>345</b>	<b>168</b>	<b>513</b>	<b>488.22</b>	<b>441.85</b>	<b>-3.53</b>	<b>129</b>	<b>16</b>	<b>145</b>
2001		340	149	489	423.44	426.11		126	26	152
Ecart 2001 -> 2002		5	19	24	14.88	15.74		3	-10	-7
<b>GESTION DU TERRITOIRE</b>										
Secrétariat général	4010	2	2	4	3.00	3.00	0.00			
Office des transports	4011	2	1	3	2.50	2.50	0.00			
Service des ponts et chaussées (adm.)	4050	71	4	75	73.30	77.20	-3.90	1	1	0.80
Service des ponts et chaussées (entr.)	4051	122	6	128	124.20	128.90	-4.70			
Service des ponts et chaussées (eaux)	4052	1		1	1.00	1.00	0.00			
Service de la protection de l'environnement	4100	23	6	29	26.00	27.40	-1.40			
Service de l'énergie	4150	4	2	6	5.00	5.00	0.00	2	2	0.90
Service de l'aménagement du territoire	4200	9	7	16	12.90	12.20	0.70	1	1	0.50
Service des mensurations cadastrales	4250	26	3	29	28.00	27.20	0.80			
Service des forêts	4300	16	5	21	18.20	18.65	-0.45	5	5	5.00
Exploitation des bois	4301	10	1	11	10.80	11.00	-0.20			
Office de la conservation de la nature	4302	1	4	5	3.20	1.90	1.30			
Service de la faune	4350	8	2	10	9.10	9.10	0.00	1	1	0.34
<b>2002</b>		<b>295</b>	<b>43</b>	<b>338</b>	<b>317.20</b>	<b>325.05</b>	<b>-7.85</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>10</b>
2001		292	37	329	311.94	317.05		2	3	5
Ecart 2001 -> 2002		3	6	9	5.26	8.00		3	2	5

Effectifs		Effectifs selon dotation						Effectifs hors dotation			
		Postes complets	Postes partiels	Nombre postes	Effectif 2002	Budget 2002	Ecart 2002	Postes complets	Postes partiels	Nombre postes	Equiv. 100%
<b>2002</b>		Décembre 2002									
SRH 12/02/2003		ECONOMIE PUBLIQUE									
Secrétariat général	5010	4	1	5	4.50	4.00	0.50				
Conseil. promo. industrielle et commerciale	5010							5	1	6	5.18
Service des étrangers	5014	17	5	22	20.25	18.40	1.85				
Service de l'asile et des réfugiés	501500	1		1	1.00	1.00	0.00				
OFAR	501510	2	3	5	3.80	4.00	-0.20	5	3	8	7.40
OPRA	501520	1	4	5	3.65	3.40	0.25	3	10	13	8.09
OARA	111870							39	16	55	47.70
SAR, progr. d'occup. et formation	111890							1	1	2	1.19
Office des vins et produits du terroir	5016	1	1	2	1.50	1.50	0.00				
Bureau du délégué aux étrangers	5017	5	3	8	7.20	5.85	1.35				
Service de l'emploi	5050	17	5	22	20.00	20.50	-0.50	28	18	46	40.10
Service économique et statistique	5100	8		8	8.00	6.00	2.00				
Laboratoire cantonal (yc Office vérif. métrologie)	5150	19	9	28	25.14	26.00	-0.86				
Service de l'inspection et de la santé au travail	5200	9		9	9.00	9.00	0.00				
Service de l'économie agricole	525000	8	10	18	15.81	16.00	-0.19	2		2	2.00
Service de la viticulture et station d'essais viticoles	5300	4	2	6	5.30	5.50	-0.20				
Service vétérinaire	5350	8	3	11	9.80	9.70	0.10				
Service du commerce et des patentes	5370	5	5	10	7.85	8.05	-0.20				
Site de Cemier	5400	4	2	6	4.56	3.60	0.96	3		3	3.00
Observatoire cantonal	5450	12	1	13	12.80	12.80	0.00	20	5	25	23.20
CNIP Fleurier	6305							8	4	12	10.10
Caisse cantonale Nteloise de compensation	111510							36	12	48	42.50
Office de l'assurance invalidité	111500							24	21	45	37.10
CTJ (Communauté de travail Jura)	206300							2	1	3	2.80
Caisse cantonale Nteloise d'assurance-chômage	206850							14	7	21	18.20
CFCLC	206855							6	1	7	6.90
<b>2002</b>		<b>125</b>	<b>54</b>	<b>179</b>	<b>160.16</b>	<b>155.30</b>	<b>4.86</b>	<b>196</b>	<b>100</b>	<b>296</b>	<b>255.46</b>
2001		116	54	170	148.77	145.00		176	119	295	235.23
Ecart 2001 -> 2002		9	0	9	11.39	10.30		20	-19	1	20.23
INSTRUCTION PUBLIQUE ET AFFAIRES CULTURELLES											
Secrétariat général	6010	5	2	7	6.00	6.00	0.00		1	1	0.50
Office des bourses	6011	2		2	2.00	2.00	0.00				
Service de l'enseignement obligatoire	6200	12	8	20	17.20	16.68	0.52				
SFE2IS	6250	6	7	13	11.60	10.20	1.40		1	1	0.52
ORESTE	6501	1	7	8	5.00	4.20	0.80				
Lycée Denis-de-Rougemont	6252	7	3	10	8.30	8.30	0.00				
Lycée Blaise-Cendrars	6253	1	7	8	6.10	7.35	-1.25				
HEP-IPN	111615							16	21	37	25.10
Service de la formation professionnelle	6300	18	3	21	19.50	19.00	0.50				
Haute Ecole Neuchâteloise (HEN)	6301	12	12	24	19.10	15.30	3.80				
Centre prof. des métiers du bâtiment	630205	2	5	7	4.50	4.50	0.00				
Réfectoire	630206	1	5	6	3.27	3.00	0.27				
Service de l'enseignement universitaire	6350	2		2	2.00	2.00	0.00				
Service de la jeunesse, direction	6500	2	1	3	2.90	2.90	0.00				
OCOSP + OROSP + CBVA	6502	13	71	84	43.17	42.45	0.72				
Office médico-pédagogique	6503	4	54	58	33.90	34.32	-0.42		1	1	0.20
Centre de psychomotricité	6504		16	16	8.18	7.05	1.13				
Office de la petite enfance	6505		2	2	1.20	1.50	-0.30				
Service des affaires culturelles	6550	2	1	3	2.50	2.50	0.00				
Conservatoire de musique de Neuchâtel	6551	1	4	5	3.75	3.77	-0.02				
Conservatoire de musique de Chx-Fds	6552	1	3	4	3.00	3.00	0.00				
Service protection monuments et sites	6600	2	7	9	6.60	7.10	-0.50		1	1	0.40
Service et musée d'archéologie	6650	2	1	3	2.10	2.60	-0.50				
Parc et musée d'archéologie	6651	7	6	13	10.00	9.35	0.65	29	38	67	46.86
Service des archives	6670	5	2	7	6.30	6.00	0.30				
Service des sports	6700	4	4	8	6.30	6.30	0.00				
Camp de sport	6701		1	1	0.20	0.00	0.20				
Panespo	6703	1		1	1.00	1.00	0.00				
Le personnel de l'Université de fait plus partie de cette statistique											
<b>2002</b>		<b>113</b>	<b>232</b>	<b>345</b>	<b>235.67</b>	<b>228.37</b>	<b>7.30</b>	<b>45</b>	<b>63</b>	<b>108</b>	<b>73.58</b>
2001		123	208	331	246.25	230.41		26	36	62	42.99
Ecart 2001 -> 2002		-10	24	14	-10.58	-2.04		19	27	46	30.59
ADMINISTRATION CANTONALE											
Autorité et chancellerie		26	8	34	30.80	29.80	1.00		4	4	1.58
Justice, santé et sécurité		640	146	786	723.75	738.28	-14.53	29	9	38	33.80
Finances et affaires sociales		345	168	513	438.32	441.85	-3.53	129	16	145	138.40
Gestion du territoire		295	43	338	317.20	325.05	-7.85	5	5	10	7.54
Economie publique		125	54	179	160.16	155.30	4.86	196	100	296	255.46
Instruction publique et affaires culturelles		113	232	345	235.67	228.37	7.30	45	63	108	73.58
<b>2002</b>		<b>1544</b>	<b>651</b>	<b>2195</b>	<b>1'905.90</b>	<b>1'918.65</b>	<b>-12.75</b>	<b>404</b>	<b>197</b>	<b>601</b>	<b>510.36</b>
2001		1525	588	2113	1'867.52	1'880.87		352	204	556	443.73
Ecart 2001 -> 2002		19	63	82	38.38	37.78		52	-7	45	66.63

### **Analyse des effectifs**

Alors que l'on constate comme l'année dernière un sensible sureffectif dans le Département de l'économie publique et celui de l'instruction publique et des affaires culturelles, le Département de la justice, de la santé et de la sécurité a pour sa part occupé moins de titulaires que prévu au budget.

L'analyse de détail ci-dessous identifie les écarts constatés par départements, services et catégories d'effectifs.

### **Analyse des effectifs selon dotation**

Globalement, l'effectif correspond aux dotations prévues au budget puisque 1905.9 équivalents plein-temps sur 1918.65 étaient occupés en fin d'année.

On constate une progression de 38.38 postes par rapport à l'année précédente, alors que le budget a augmenté de 37.78 unités de 2001 à 2002.

Les variations budgétaires enregistrées par département, ainsi que leurs principales raisons, sont détaillées dans le rapport du Conseil d'État au Grand Conseil à l'appui du budget de l'État pour l'exercice 2002 du 19 septembre 2001.

### **Analyse des effectifs hors dotation**

Par rapport à l'année précédente, on constate que l'effectif hors dotation a augmenté de 66.63 postes, puisque de 443.73 équivalents plein-temps, il est passé à 510.36 unités.

Le DJSS compte 33.8 postes hors dotation en 2002. Comme l'année précédente, il s'agit principalement du personnel en cours de formation de la police cantonale (24 postes).

L'essentiel des postes hors dotation du DFAS correspond aux 24 contrats de stagiaires et aux 88 apprentis en formation dans les services de l'administration.

Le DEP est le département le plus concerné par ce type d'engagements. On relève une augmentation par rapport à 2001 puisque de 235.23 équivalents plein-temps, il est passé à 255.46 unités (+20.23) suite à l'augmentation des postes de l'observatoire cantonal (+11) et de la caisse cantonale de compensation (+8).

### **Temps partiel**

Notre administration accueille favorablement les demandes de travail à temps partiel. On peut constater en examinant le tableau des pages précédentes que 29.65 % des postes de travail offerts sont des emplois à temps partiel. En 2001, cette proportion se montait à 27.7%.

## **7.3. Description, évaluation, classification des fonctions**

### **Administration centrale**

Depuis l'adoption du nouveau tableau des fonctions fin 1999, la nouvelle méthode de classification des fonctions développée par l'administration est basée sur l'analyse détaillée du contenu de chaque poste de travail. Et contrairement à l'ancien système, celui-ci est permanent : à chaque réorganisation de service entraînant la modification de fonctions existantes ou la création de nouvelles fonctions, le SRH procède à l'analyse de leurs contenus.

Tous les six mois environ, le SRH soumet les cas traités à la validation du Conseil d'Etat. En 2002, à une cadence légèrement inférieure aux années précédentes, ce sont 444 postes qui ont été

traités par le SRH sur les quelques 2600 postes à temps complet ou partiel actuels. Le résultat de ces travaux permet de mettre régulièrement à jour le tableau des fonctions et présente ainsi un état exact de l'organisation de l'administration.

Le nombre relativement important de fonctions décrites chaque année peut être expliqué par le dynamisme de l'administration face à la nécessité de s'adapter aux circonstances sociales, légales, économiques, notamment.

### ***Institutions paraétatiques***

Comme le SRH a acquis une bonne maîtrise de ce domaine, des mandats externes lui ont été confiés auprès de communes ou institutions paraétatiques souhaitant créer un nouveau système de classification de leurs fonctions ou adopter celui de l'administration. En 2002, ces mandats auront généré un chiffre d'affaires de l'ordre de Fr. 100'000.- alors même que les prestations fournies sont facturées à un tarif modeste. Cependant, la priorité étant donnée aux besoins internes, les moyens existants ne permettent pas toujours de répondre favorablement à des demandes supplémentaires.

Concernant l'ANMEA (Association neuchâteloise des maisons pour enfants, adolescents et adultes), rappelons qu'elle nous a confié en 2001 déjà, dans le cadre de l'élaboration de sa nouvelle CCT, le projet conduisant à une nouvelle classification des fonctions. En raison des origines diverses des 25 institutions qui la composent, l'ANMEA doit actuellement vivre avec cinq systèmes différents de rémunération, avec tous les problèmes de gestion et d'équité que cela peut poser. Dans le cadre de ce mandat, ce sont 310 fonctions qui ont été décrites en 2002, regroupant 670 postes de travail dans 18 des 25 institutions. L'entrée en vigueur du nouveau tableau des fonctions et du nouveau système de rémunération est planifiée pour le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

## **7.4. Office de la formation continue et secteur social**

L'année 2002 a été marquée par l'introduction de l'auto formation en matière bureautique et la prise en charge de nouvelles responsabilités dans le domaine de la formation des apprentis de commerce.

### ***Projet bureautique***

Notre choix dans l'acquisition de licences sur le logiciel de formation "Progression" s'est révélé judicieux. Un grand nombre de nouvelles inscriptions nous sont parvenues, plus particulièrement de personnes qui avaient renoncé à se former pour des questions de temps et de disponibilité. L'individualisation de la formation et la grande flexibilité de l'outil, qui permet également une formation à distance, ont trouvé un écho très favorable. Parmi les nouveaux publics, signalons également la formation d'une quarantaine de députés.

Notre office a été agréé centre de test ECDL (European Computer Driving Licence). Ceci nous permet d'offrir à ceux qui le désirent une garantie de niveau reconnu dans toute l'Europe.

### ***Apprentissage de commerce: branche Administration publique***

La réforme de l'apprentissage commercial arrive dans sa phase finale. Les modifications qu'elle engendre nous ont permis de prendre un certain nombre de dispositions afin d'améliorer la prise en charge des apprenti-e-s à l'Etat. L'office de la formation continue devient le pivot en matière de formation dans la branche Administration publique:

- nous avons obtenu le mandat de gestion de la filiale romande de la branche suisse,
- depuis la rentrée 2002, nous organisons tous les cours interentreprises destinés aux apprenti-e-s de commerce de l'Etat et des communes du canton,

- nous engageons désormais tous les apprenti-e-s de commerce de l'Etat et en assurons le suivi,
- les salaires ont été adaptés,
- une nouvelle collaboratrice a été engagée en tant que responsable des apprenti-e-s.

## Formation

### Nombre de participants

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Bureautique</b>	415	340	553	644	662	628	689	653	442	346	556*
<b>Catalogue</b>	406	417	410	505	436	384	380	465	684	550	355
<b>Programme intercantonal</b>					59	86	59	107	93	96	82
<b>Formation-Action</b>							92	90	118	162	422**
<b>Conventions</b>				9	7	13	17	10	20	28	16

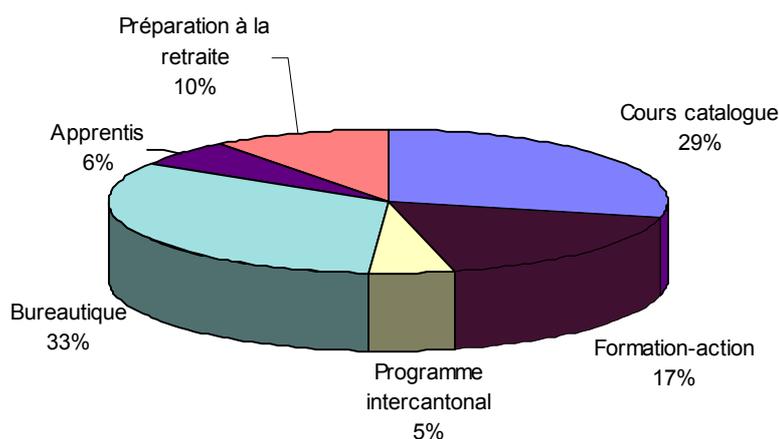
\*S'ajoutent à ce chiffre 41 personnes qui ont passé un ou plusieurs tests en vue de la certification ECDL.

\*\*Tous les cadres évaluateurs ont été formés aux entretiens de développement.

Le tableau ci-dessus montre clairement le nouvel engouement pour la formation dans le domaine bureautique. En contrepartie, tout comme les cantons voisins, nous avons senti l'effet "Expo 02": de nombreux services ont été submergés de travail et, pendant cette période, ont limité l'accès à des cours de formation. Il s'agit d'un effet conjoncturel passager, comme le montrent les nombreuses inscriptions aux cours 2003.

La formation continue assure son rôle de courroie de transmission de la politique de gestion des ressources humaines. Nous avons organisé tous les cours pour les cadres évaluateurs impliqués dans la démarche des entretiens de développement. De l'autre côté de l'échelle, les cours de préparation à la retraite continuent d'attirer un large public. Même des fondations parapubliques s'intéressent à notre démarche.

### Répartition des jours de formation



## Projets

Outre le projet GESPA et la réforme de l'apprentissage commercial, l'année 2002 a permis de finaliser le concept santé et sécurité. Une collaboration accrue s'est établie avec l'Université de Neuchâtel dans ce domaine. En 2003 est prévue l'introduction d'une réglementation cantonale en la matière et l'engagement d'un-e chargé-e de sécurité à 50%.

## Prestations sociales

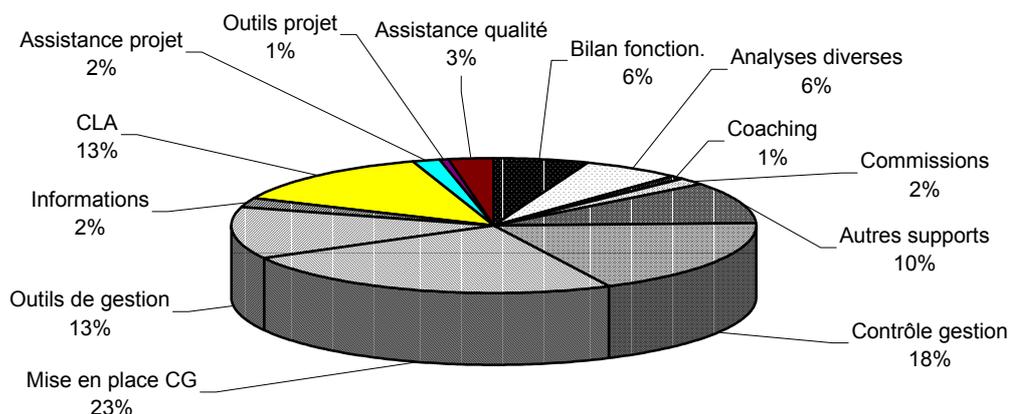
Ouvert à tout le personnel de l'Etat, le secteur social est un organe d'écoute et de conseil. Il peut octroyer des aménagements financiers pour des personnes rencontrant des difficultés passagères.

### 7.5. Prestations de l'office d'organisation

Au cours de l'année écoulée, l'office d'organisation a mis en œuvre la démarche GESPA. Cette unité administrative est une des quatre premières à utiliser la comptabilité analytique produite avec le logiciel SAP. Pour la gestion de l'office, des enseignements intéressants ont pu être retirés de cet outil.

Les informations principales à communiquer sont :

- le coût "réel" de l'office par heure pour produire des prestations: Fr. 120.-/h
- la répartition des prestations effectuées sur la base de leurs coûts



Il convient de signaler que le coût horaire réel est à 86 % coût budgété, car il y a eu d'importantes économies.

En reprenant les différents groupes de prestations, les commentaires suivants peuvent être faits:

#### **GESPA**

Les prestations liées à GESPA représentent près de la moitié du temps passé par l'office (45%). Avec la finalisation de la mise en place des outils de gestion et d'autres actions, on a assisté à la dernière phase du projet pilote. Il y a eu aussi la préparation de l'élargissement à une dizaine d'autres unités administratives. Un rapport a été préparé pour le Grand Conseil.

#### **CLA (Commission du logement de l'Administration)**

Même si le nombre d'opérations CLA a diminué en 2002 (une dizaine), il y a eu la réalisation du rapport au Grand Conseil sur Tivoli 5 / Tivoli 22 et Beaux-Arts 13.

**Organisation**

Le bilan de fonctionnement du service de l'asile et des réfugiés et celui du service du commerce et des patentes ont été réalisés. Une réflexion importante a été menée concernant la protection des biens culturels et plus particulièrement la gestion des archives de l'Etat et des communes. La réorganisation du secteur des dépendances a aussi fait partie des analyses effectuées.

**Assistance**

L'office d'organisation a prêté son concours à des travaux sur la conception et la production de formulaires administratifs, ainsi que sur la sûreté des immeubles.

**Démarche qualité**

Sur le plan de la qualité totale, l'année 2002 est à marquer d'une pierre blanche, puisque c'est la première fois que des services de l'Etat ont appliqué la méthode EFQM qui permet de mesurer le niveau d'excellence atteint par ceux-ci.

**Gestion de projets**

Avec l'aide du STI et du Département de l'économie publique, un nouvel outil de suivi de projet a été développé et testé.

L'année 2003 quant à elle sera marquée par l'élargissement de GESPA, les contacts avec les autres cantons, l'aide à la recherche de l'excellence au niveau management (gestion des processus, EFQM), le plan directeur CLA 2003-2006, la recherche et la mise en place de nouveaux outils de gestion et l'assistance sur diverses opérations comme la sûreté des immeubles.

***En bref***

L'office d'organisation a été en 2002 une des quatre unités administratives à utiliser SAP pour suivre le coût de ses prestations. La préparation à l'élargissement de GESPA a été une des fortes préoccupations de l'office. Celui-ci a aussi participé à l'introduction de la méthode EFQM qui est un pas important de l'administration dans la direction de la recherche de l'excellence.

De plus, l'office d'organisation a été actif sur les prestations suivantes: bilans de fonctionnement (2 services), analyses organisationnelles, coaching, assistances diverses, la CLA et la gestion de projets.

**7.6. Mobilité professionnelle interne**

Au cours de l'année 2002 nous avons géré 203 dossiers. 55% des candidats à la mobilité ont bénéficié d'un transfert interne ou ont pu accéder à un poste correspondant à leurs attentes au sein du même service suite au dépôt de leur dossier.

Le point fort de cette année consiste en une augmentation importante des demandes directes de personnel émanant des services. En effet, nous avons enregistré 25 demandes de collaborateurs/trices auprès du bureau de la mobilité interne et nous avons, par ce biais, effectué 17 transferts de candidats.

## 7.7. Divers

### ***Motifs de départs et taux de rotation du personnel***

Motifs	2001	2002	Variation
Démissions	132	104	-28
Retraites	15	10	-5
Retraites anticipées	28	18	-10
Suppressions de postes et renvois	17	24	7
Raisons médicales	9	6	-3
Total	201	162	-39

En raison de la mauvaise situation économique constatée durant l'année 2002, le taux de rotation a diminué puisqu'il est passé de 9.6% en 2001 à 7.3% en 2002. En effet nous constatons une diminution de 28 démissions par rapport à 2001.

### ***Frais de recrutement***

Les frais d'annonces et de recherche de personnel se sont élevés à Fr. 313.399.- en 2002, alors qu'en 2001, la somme investie pour le même poste était de Fr. 395.645.-.

### ***Salaires***

Suite à l'important investissement et aux efforts financiers consentis par les titulaires de fonctions publiques au cours de la dernière décennie, et au vu de l'écart constaté entre les conditions d'engagement des fonctionnaires neuchâtelois et celles prévalant sur le marché du travail local et sectoriel, le Grand Conseil a décidé que les salaires déplafonnés (base 2001) de l'ensemble des titulaires de fonctions publiques devraient être augmentés de 2% à titre de revalorisation des traitements dès le 1er janvier 2002.

Par ailleurs, l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation, qui est passé de 148,5 points (fin novembre 2000) à 148.9 points (fin novembre 2001), a porté la nouvelle allocation de renchérissement à 0.3%. Elle s'est ajoutée au traitement annuel de base 2001 déplafonné et revalorisé de 2%.

## **8. SERVICE DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION**

L'année 2002 a été marquée par les travaux liés à l'Expo.02, à la mise en œuvre du réseau polycom, au choix du canton de Neuchâtel par la confédération comme canton pilote pour le vote électronique, à la réorganisation de l'informatique de l'instruction publique et au vieillissement des infrastructures du STI.

### **8.1. Expo.02**

Dans l'ombre de la grande manifestation nationale, l'informatique cantonale a apporté un soutien logistique important aux services des collectivités publiques impliqués de près ou de loin à l'Expo.02.

Par la mise à disposition du Nœud cantonal, par la gestion de serveurs de communication (messagerie, Internet, Fax, centraux téléphoniques, etc.) et par la mise en œuvre d'un service de piquet, le STI a apporté sa contribution à la bonne marche de cette manifestation, en particulier pour la police cantonale, tourisme neuchâtelois et le secteur de la santé.

### **8.2. Polycom**

Le nouveau réseau téléphonique de la police cantonale a été développé et mis en œuvre durant cette année en s'appuyant pour la transmission de données sur l'infrastructure de base du Nœud cantonal neuchâtelois.

Le STI a contribué, par l'intégration de ce nouveau réseau aux infrastructures existantes, à la diminution des coûts d'investissement et d'exploitation.

### **8.3. Vote électronique**

Après le canton de Genève, mais avant celui de Zürich, le canton de Neuchâtel a été retenu comme canton pilote pour le développement d'un projet de vote électronique.

Le projet neuchâtelois repose sur le concept du Guichet sécurisé unique (GSU) des collectivités publiques et nécessite une collaboration étroite avec les 62 communes neuchâteloises. Sa mise en œuvre se fait par étape sur 3 ans, de 2002 à 2004.

En 2002, nous avons retenu les sociétés partenaires pour ces développements, soit la société Arcantel S.A. à Neuchâtel pour la réalisation des programmes, la société DELL Computer S.A. à Genève pour l'achat des serveurs et la société LANexpert S.A. à Lausanne pour la mise en œuvre du périmètre de sécurité du guichet sécurisé unique. De plus, en collaboration avec la chancellerie d'Etat, nous avons défini une nouvelle organisation des scrutins reposant sur une centralisation de la gestion du fichier des électeurs, de l'impression et l'envoi des documents de vote par le centre d'impression de Fleurier. Finalement, nous avons créé une commission ad hoc et entamé les travaux de rédaction de la nouvelle loi sur le GSU.

En 2003, nous devons mettre en œuvre la nouvelle gestion des scrutins, présenter la loi sur le GSU au Grand Conseil, puis mettre en œuvre l'infrastructure associée et finalement réaliser et tester l'application de vote électronique.

En 2004, nous espérons pouvoir mettre à disposition le GSU aux usagers et réaliser une première votation incluant le vote électronique.

## 8.4. Réorganisation de l'informatique de l'instruction publique

Pour que le STI ait en main l'ensemble de l'informatique de l'Etat, il lui restait à reprendre les informaticiens et les applications développées par l'ORESTE (office de recherche et de statistique de l'enseignement). Suite au départ en retraite anticipée du titulaire, le STI a engagé un nouveau chef de projet et repris les applications et activités informatiques que l'ORESTE effectuait pour le compte du Département de l'instruction publique et des affaires culturelles.

En 2002, cette reprise d'activité a consisté pour l'essentiel:

- à la gestion des épreuves scolaires de 6<sup>ème</sup> et de 9<sup>ème</sup> année pour le canton de Neuchâtel, mais également une version spécifique a été réalisée et livrée pour le canton du Jura;
- à la mise en œuvre d'un nouveau système de recensement des élèves basé sur l'application CLOEE;
- à la mise en œuvre d'une application développée au canton du Jura pour la gestion des apprentis et des contrats d'apprentissage;
- à la gestion des stages et des stagiaires placés par les OROSP.

De plus, pour le projet d'informatique scolaire, une nouvelle organisation a été mise en place afin de faciliter la coordination générale des activités techniques du projet ICT01-04. Dans cet esprit, le STI a maintenant la lourde mission d'assurer, d'ici à fin 2004, le déploiement et l'installation des 3000 postes de travail mis à disposition par le canton à l'ensemble des écoles neuchâteloises.

## 8.5. Infrastructures du STI

Une étude confiée, par le service de l'intendance des bâtiments, à une société spécialisée a démontré que les infrastructures du STI n'étaient plus en rapport avec la position et les responsabilités données à ce service. Il est vrai que l'installation du STI, au cœur de la ville de Neuchâtel, date du début des années 80, période où l'informatique n'était qu'un simple outil de gestion facilitant certains travaux répétitifs. Aujourd'hui, l'informatique est au cœur de toutes les activités du canton et concerne tous les postes de travail de tous les services de l'Etat. Il n'existe pratiquement plus de tâches et de travaux effectués sans le recours au support informatique entraînant par-là une dépendance extrême des services de l'Etat au bon fonctionnement de l'outil informatique.

En ce sens, les infrastructures du STI ont vieilli et ne donnent plus satisfaction. Il faudrait investir un montant de plus de 2 millions de francs pour mettre à niveau ces installations (climatisation, onduleur, électricité, sécurité, etc.). De plus, le positionnement de ce service sensible et stratégique au cœur de la ville n'apporte plus la sécurité d'environnement minimale souhaitée. Un problème majeur, comme un incendie dans un appartement, aurait des conséquences incalculables sur la délivrance des ressources informatiques autant pour les services de l'Etat que pour ses partenaires (communes, santé, social, paraétatiques). En conséquence, il a été admis que seuls les travaux absolument essentiels seront effectués à court terme en attendant une relocalisation du STI dans de nouveaux locaux mieux adaptés au rôle central que ce service joue, depuis quelques années, pour l'Etat et ses partenaires.

## 8.6. Plan informatique

Environnement SAP:

- Suite aux départs de MM. Thierry Villemin, Olivier Junod, Jean-François Biloni et à la prise en compte par le STI de la gestion informatique du domaine SAP HR, une réorganisation en profondeur a été entreprise. Elle a permis l'engagement de M. Emmanuel Thuillot comme chef de projet technique du domaine SAP, de M. Olivier Barbey comme chef du projet SAP HR et la promotion de M. Bernard Lihner comme analyste dans le cadre des projets SAP FI;

- Collaboration avec l'Université de Neuchâtel pour la mise en place d'un environnement SAP finance indépendant et développement des interfaces avec le domaine des ressources humaines;
- Importants travaux post-migration à la version 4.6c de SAP R/3;
- Participation active à l'audit SAP effectuée par le service de l'inspection des finances de l'Etat.

Développements internes – applications métiers:

- L'application SIPP de gestion de l'impôt des personnes physiques est en perpétuelle développement. En 2002, les fonctionnalités suivantes ont été mises en œuvre :
  - Décompte intermédiaire,
  - BVR d'acompte IFD,
  - Gestion des relances,
  - Effort fiscal,
  - Intérêts compensatoires,
  - Statistiques "contribution éducative",
  - Diverses adaptations au postnumerando pour la taxation et la perception,
  - Corrections des principales différences dans les tableaux de bord,
  - Interface SIPP-LOGIS lors de vente immobilière,
  - Facturation des émoluments.
- L'application PMGEN de gestion de l'impôt des personnes morales a été adaptée à la nouvelle loi en la matière (frais de rappel, gestion des différents intérêts, calcul de l'effort fiscal, tableaux de bord);
- Analyse, conception et développement des premiers modules de la nouvelle application de gestion de l'impôt à la source (application ISIS);
- Passage aux caractères minuscules de la base de données personnes (230'000 dossiers) et adaptations des programmes de recherche et de visualisation des données;
- Développement du module de reclassification automatique postnumerando des subsides à l'assurance maladie et réalisation d'interfaces facilitant la communication d'informations aux caisses-maladie;
- Reprise dans une nouvelle base de données des actes de défaut de biens de l'ancienne application de gestion du contentieux de l'Etat;
- Analyse et conception des nouvelles applications des brûleurs et des citernes répondant aux nouvelles ordonnances fédérales en la matière;
- Tests et passage des applications Servant IV sous Windows XP;
- Adaptation et intégration des paiements Yellownet (poste) aux applications SMT et ORACE;
- Mise en production des modules "Bulletins d'hôtel" et "Réquisitions" de l'application INFOPOL de la police cantonale et intégration de la gestion électronique de documents (GED) au module "Personnes";
- Prise en compte de la nouvelle loi sur les successions et mise à niveau des programmes associés;
- Adaptation des applications du laboratoire vétérinaire afin de prendre en compte la nouvelle collaboration avec le canton du Jura et réponses aux demandes de la confédération en matière de gestion des épizooties;
- Gestion de la facturation des nouveaux passeports aux communes;
- Mise en œuvre des modules "Gestion des placements" et "Gestion des recherches d'emploi" pour le bureau des emplois temporaires;

- Mise en œuvre d'une nouvelle application de gestion des épreuves scolaires de 6<sup>ème</sup> et de 9<sup>ème</sup> année;
- Mise en œuvre d'une nouvelle application de gestion du recensement des élèves et de la statistique scolaire;
- Mise en œuvre d'une nouvelle application de gestion des stages et des stagiaires de l'OROSP.

#### Projets web et Guichet sécurisé unique (GSU):

- Choix des partenaires pour la mise en œuvre des infrastructures du GSU (DELL Computer S.A. et LANexpert S.A.) et du développement de l'application de gestion des scrutins intégrant le vote électronique (Arcantel S.A.);
- Choix du framework JET de la société Yellow-B de développement JAVA pour la réalisation des prestations du GSU;
- Choix du produit SITE MINDER de la société Netegrity pour le système d'authentification des utilisateurs du GSU;
- Mise en œuvre de l'environnement de développement et du portail applicatif du GSU qui permettra l'accès aux prestations du GSU par les utilisateurs du Nœud cantonal neuchâtelois (villes et communes, services paraétatiques);
- Etude et conception des premières prestations du GSU pour le compte du service des automobiles et de la navigation;
- Collaboration au développement du Guichet virtuel de la confédération ([www.ch.ch](http://www.ch.ch));
- Développement du site Intranet par la réalisation d'applications pour le compte de l'office de la formation continue et pour la réalisation du schéma directeur informatique.

#### Acquisition et gestion de produits externes:

- Mise en œuvre de la gestion documentaire à l'observatoire cantonal, au service des contributions, au service de la formation des enseignants, de l'enseignement secondaire 2 et de l'informatique scolaire et à l'office d'organisation.
- Mise en œuvre d'une gestion électronique de document au service juridique et à l'office des impôts immobiliers et de succession;
- Collaboration à la mise en œuvre de l'application fédérale de gestion des nouveaux passeports;
- Intégration de nouveaux services à la gestion électronique des temps de présence;
- Mise en œuvre d'une application jurassienne de gestion des apprentis et des contrats d'apprentissage.

## 8.7. Divers

Le STI a installé, en 2002, 292 PC, 18 serveurs, 82 portables et 113 imprimantes.

## 8.8. Statistiques

Nous vous présentons, ci-dessous, une statistique sur les prestations fournies par le STI en 2002:

Prestations	Chanc.	DJSS	DFAS	DGT	DEP	DIPAC	Adm. Cantonale	Externes	Total	en %
Système central			225'000				<b>225'000</b>		<b>225'000</b>	1.48%
Système départemental	14'200	928'800	877'700	77'900	174'900	123'900	<b>2'197'400</b>	139'064	<b>2'336'464</b>	15.40%
Système individuel	18'644	371'632	321'084	107'719	256'958	169'111	<b>1'245'147</b>	672'269	<b>1'917'416</b>	12.64%
Noeud cantonal	22'887	444'463	376'368	208'948	293'716	199'023	<b>1'545'405</b>	1'024'409	<b>2'569'814</b>	16.94%
Support bureautique	6'750	115'000	116'250	39'000	93'250	60'250	<b>430'500</b>		<b>430'500</b>	2.84%
Installation	6'100	103'000	49'900	19'000	37'100	26'300	<b>241'400</b>		<b>241'400</b>	1.59%
Centre d'impression	12'294	57'524	1'106'770	24'485	54'379	30'369	<b>1'285'820</b>	286'455	<b>1'572'275</b>	10.36%
Développement	62'730	253'720	1'334'251	62'879	110'669	282'265	<b>2'106'514</b>	144'253	<b>2'250'767</b>	14.84%
Matériel et amortissements	32'919	758'051	885'499	268'751	269'502	421'287	<b>2'636'010</b>		<b>2'636'010</b>	17.38%
Maintenance	48'743	242'496	599'991	75'825		23'269	<b>990'323</b>		<b>990'323</b>	6.53%
<b>Total en Fr.</b>	<b>225'267</b>	<b>3'274'685</b>	<b>5'892'814</b>	<b>884'506</b>	<b>1'290'474</b>	<b>1'335'774</b>	<b>12'903'519</b>	<b>2'266'450</b>	<b>15'169'969</b>	
<b>En %</b>	<b>1.48%</b>	<b>21.59%</b>	<b>38.85%</b>	<b>5.83%</b>	<b>8.51%</b>	<b>8.81%</b>	<b>85.06%</b>	<b>14.94%</b>		

Les plus importantes applications ou domaines gérés, en 2002, par le STI concernent:

Applications	Total en francs	Applications	Total en francs
Bordereau unique des personnes physiques	2'316'569	Registre foncier	175'012
Pouvoir judiciaire	917'811	Chancellerie	170'251
Comptabilité centrale	664'896	Ressources humaines	153'883
Police cantonale	611'896	Formation professionnelle	137'476
Assurance maladie	541'954	Mensurations cadastrales	129'935
Conducteurs et véhicules	455'380	Lycées cantonaux	126'356
Bordereau unique des personnes morales	433'047	Archives de l'Etat	124'000
Mineurs et tutelles	329'301	Service financier	115'760
Ponts et chaussées	268'124	Laboratoire cantonal	112'406
Recherche et statistique de l'enseignement	266'214	Santé publique	103'265
Poursuites et faillites	262'282	Office de perception	97'374
Protection de l'environnement	216'352	Taxe militaire	93'698
Contentieux général	215'328	Asile et réfugiés	90'998
Emploi	210'082	Etrangers	90'307
Observatoire cantonal	196'326	Amendes et frais judiciaires	86'336
Informatique scolaire	178'350	Autres projets (114)	3'012'550

## 9. SERVICE DE L'INTENDANCE DES BATIMENTS

### 9.1. Bureau technique

#### ***Entretien et aménagements des bâtiments (rubrique budgétaire no 314 000/3401)***

##### **District de Neuchâtel**

- Rue L.-A. Breguet 2 – IMT – Neuchâtel : remplacement des fenêtres et stores du grand auditoire
- Rue de la Collégiale 12 – Château – Neuchâtel : poursuite du programme de peinture des fenêtres et portes. Pose d'une barrière en fer forgé côté jardin Sud
- Rue J.-de-Hochberg 5 – Laboratoire cantonal – Neuchâtel : aménagement de 2 laboratoires au rez-de-chaussée y compris remplacement des fenêtres
- Château 14 – Service des communes – Neuchâtel : mise en place d'une marquise vitrée au-dessus de la porte d'entrée
- Château 12 – Service de l'action sociale – Neuchâtel : remplacement des volets. Remplacement du vase d'expansion
- Escalier du Château 6 – Inspection des finances – Neuchâtel : assainissement des conduites du réseau d'évacuation des eaux usées
- Pommier 3 – Ministère public – Neuchâtel : remplacement du vase d'expansion
- Place des Halles 8 – Service de la jeunesse – Neuchâtel : aménagement d'un nouveau bureau
- Fbg de l'Hôpital 41 – Bibliothèque des pasteurs – Neuchâtel : réfection de l'étanchéité de la toiture de la bibliothèque y compris ferblanteries
- Fbg de l'Hôpital 68 – Ecole normale – Neuchâtel : abattage de 3 arbres et élaguage important de la végétation
- Fbg de l'Hôpital 59 – Lycée Denis-de-Rougemont – Neuchâtel : suite à de réitérées dégradations, remise en état des façades, des barrières et de l'éclairage
- Fbg du Lac 25 – STI – Neuchâtel : amélioration de la sécurité feu + anti-effraction
- Av. du 1<sup>er</sup> Mars 26 – Université – Neuchâtel : pour bloquer l'accès au parking Nord-Est, installation de bornes. Mise en place d'oriflammes publicitaires sur les façades Nord et Ouest
- Rue L.-A. Breguet 1 – Institut de physique – Neuchâtel : remplacement de la régulation de la chaufferie. Création d'un nouveau bureau (salle 29)
- Rue du Clos-Brochet 10 – Cité universitaire – Neuchâtel : remplacement d'une braisière de la cuisine
- Rue des Falaises 14-18 – Service de la navigation – Neuchâtel : réfection du toit. Aménagement des locaux pour Expo.02
- Av. de Bellevaux 51 – Institut de chimie – Neuchâtel : nettoyage chimique des canaux de ventilation des chapelles
- Rue de Tivoli 26+28 – SAR – OFRA – OPRA – Neuchâtel : renforcement de la sécurisation des locaux

- Rte des Gorges 1 – Garage de l'Etat – Neuchâtel : installation d'un pont roulant et remise en conformité des installations électriques
- Rue de Tivoli 1 – Service des monuments et des sites – Neuchâtel : fin des travaux de réfection du sous-sol et de la cage d'escaliers

#### **District de Boudry**

- Nouvelles Rives – Pisciculture – Colombier : installation d'un paratonnerre
- Fontenettes 31-35 – Habitation – Auvernier : remplacement des fenêtres de la façade Nord
- Abbaye de Bevaix : pose d'un nouvel enrobé bitumineux
- Ferme Robert – Gorgier : mise en place d'un autocontrôle des sources d'eau
- Le Devens – Home médicalisé – Saint-Aubin : installation d'un téléphone et de vannes thermostatiques dans chaque chambre
- Le Devens – Rural – Saint-Aubin : pose d'un enrobé sur la place de sortie du bétail
- Le Devens – Porcherie – Saint-Aubin : remplacement du réseau d'alimentation en eau suite aux dégâts dus au gel

#### **District du Val-de-Travers**

- Château de Môtiers : analyse et modification du traitement de l'eau de source
- Rte de Boveresse – Dépôt des cantonniers – Môtiers : installation d'un chauffage à gaz
- Rue du Quarre 32 – Immeuble locatif – Couvet : remplacement des installations sanitaires

#### **District du Val-de-Ruz**

- Dépôt signalisation – CTB – Boudevilliers : réfection des installations électriques extérieures. Réfection des ferblanteries des verrières
- Ch. du Louverain – Station d'incinération – Montmollin : aménagement de bureaux
- Ch. du Louverain – Dépôt déchet carnés et centre forestier – Montmollin : modification des écoulements des eaux de surface

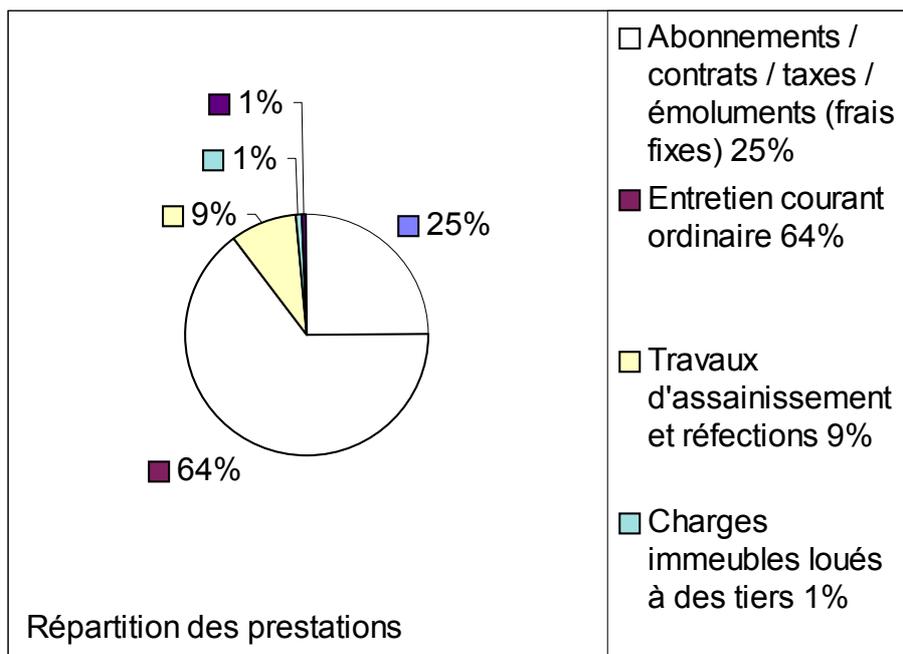
#### **District du Locle**

- Av. du Technicum 26 – Ecole technique – Le Locle : suite à des inondations intérieures dues à une fuite d'eau, investigations, recherches et réparation de la conduite "fautive"

#### **District de La Chaux-de-Fonds**

- Av. Léopold-Robert 34 – Conservatoire de Musique – La Chaux-de-Fonds : déménagement de la bibliothèque. Réaménagement du bureau des adjoints
- Rue du Succès 41-45 – Lycée Blaise Cendrars – La Chaux-de-Fonds : installation d'une ventilation dans la salle des professeurs
- Crêt-du-Loclc 5b – Garage de l'Etat – La Chaux-de-Fonds : remplacement des portes de garage
- Biaufond – Maison Monsieur – La Chaux-de-Fonds : aménagement des locaux (chambres pour le personnel) des combles
- Beauregard – IPN – La Chaux-de-Fonds : travaux de peinture de l'ensemble de la cage d'escaliers. Remplacement partiel des fenêtres Nord. Réfection de l'enrobé bitumeux de la place de parc Sud

Mentionnons encore les habituels travaux d'entretien courants et réfections mineures tels que peinture, sanitaire, couverture, ferblanterie, revêtement de sols, installations électriques, etc, réalisés dans plus de 125 autres immeubles de l'Etat occupés par des entités cantonales.



### ***Travaux réalisés dans des bâtiments financés par des crédits d'investissement***

#### **DJSS**

- Rue du Pommier 3 – Neuchâtel : installation d'un contrôle d'accès et sécurisation des locaux du Ministère public
- Fbg de l'Hôpital 65 – Neuchâtel / Rue L.-Chevrolet 55 – La Chaux-de-Fonds : réaménagement des halles d'expertise des services des autos de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds. Installation de nouveaux lifts et bancs de freins
- Plan-du-Bois – Bôle : assainissement de la butte du stand de tir de la Police
- Hôpital psychiatrique de Perreux : transformation complète du pavillon "Les Buis" (travaux planifiés dans le cadre du crédit global accordé)

#### **DFAS**

- Rue de la Collégiale 10a – Neuchâtel : création du café de la Collégiale et aménagement d'une terrasse extérieure
- Château de Boudry : rééquipement complet de l'établissement y compris matériel de cuisine. Réaménagement de l'appartement de fonction. Installation d'un comptoir frigorifique au Cellier
- Le Devens – Home – St-Aubin : suite des travaux d'assainissement de la station de pompage y compris nouvelle conduite d'alimentation
- Biaufond – Maison Monsieur – La Chaux-de-Fonds : assainissement des captages d'eau de source

#### **DGT**

- Rte des Gorges 1 – Neuchâtel : assainissement complet de l'installation de chauffage et des panneaux solaires thermiques du garage de l'Etat
- Centre d'entretien A5 – Cressier : réaménagement de la cuisine et du réfectoire
- Nouvelles Rives – Colombier : installation de 12 nouvelles cuves supplémentaires pour la pisciculture

- Gîte rural - Montagne de Cernier : remplacement de la chaudière à bois et installation de capteurs solaires thermiques
- Centre forestier – La Grébille – Les Planchettes : construction d'un nouveau centre forestier y compris chauffage à distance au bois. Agrandissement du hangar à machines agricoles

#### **DEP**

- Observatoire de Neuchâtel : réaménagement des locaux de la maison du directeur. Installation d'un container pour le stockage de la matière en Est du laboratoire. Restructuration de divers locaux

#### **DIPAC**

- Av. du 1<sup>er</sup> Mars 26 – Université – Neuchâtel : fin du réaménagement des jardins extérieurs Sud en collaboration avec la Ville de Neuchâtel
- Rue L.-A. Breguet 1 – Institut de physique – Neuchâtel : fin des réfections des tableaux électriques
- Bellevaux 51 – Institut de chimie – Neuchâtel : assainissement du laboratoire du préparateur et mise en place d'une ventilation dans le local des produits chimiques
- Pertuis-du-Sault 56 – Jardin botanique – Neuchâtel : assainissement de la couverture Hostafon y compris ferblanteries (première étape)
- Chantemerle 7 – Neuchâtel : transformation du comble et réaménagement de l'appartement de fonction (agent de maintenance UNIMAIL)
- Succès 41-45 – Lycée Blaise Cendrars – La Chaux-de-Fonds : fin du remplacement des luminaires (corridors et salles de classe). Réaménagement des salles libérées par l'ODRP. Création d'une salle de musculation en sous-sol.
- Beauregard – IPN – La Chaux-de-Fonds : transformations intérieures et réaménagement des locaux
- Beauregard – ODRP – La Chaux-de-Fonds : construction d'un nouveau bâtiment pour la médiathèque

### ***Planification***

Elaboration et mise au point de projets pour divers départements (plans, devis, rapport écrits, demandes de permis de construire, etc) :

- Rue de la Collégiale 12 – Château – Neuchâtel : aménagement du secrétariat et du bureau du chef du DEP. Nouveau plan de clés lié au renforcement de la sécurité; équipement informatique de la salle du Grand Conseil et aménagement de la salle des Chartes
- Rue J.-de-Hochberg 3 – Prisons – Neuchâtel : assainissement du mur de la zone promenade extérieure en collaboration avec le SPMS
- Rue J.-de-Hochberg 3 – Prisons – Neuchâtel : implantation du service juridique
- Rue du Château 12 – Neuchâtel : assainissement de la cave voûtée en vue d'une nouvelle utilisation de celle-ci
- Rue du Pommier 1-3 – Neuchâtel : sécurisation du bâtiment y compris contrôle d'accès; assainissement de l'enveloppe des bâtiments
- Rue St-Nicolas 4 – Neuchâtel : extension des locaux de l'Institut d'ethnologie. Organisation d'un concours d'architecture en collaboration avec la Ville de Neuchâtel – MEN
- Fbg de l'Hôpital 61-63 – Neuchâtel : relevés complets du bâtiment pour réaménagement des locaux en vue de l'implantation du Séminaire de français moderne de l'Université
- Fbg de l'Hôpital 68 – Neuchâtel : rénovation des locaux en vue de l'implantation de la CIIP

- Fbg de l'Hôpital 59 – Lycée Denis de Rougemont – Neuchâtel : création d'une nouvelle médiathèque
- Rue L.-A. Breguet 3 – Lycée Denis de Rougemont – Neuchâtel : remplacement de l'ascenseur et réfection de la marquise d'entrée + verrières Nord
- Rue du Clos-Brochet 10 – Cité universitaire – Neuchâtel : amélioration de la sécurité feu et réorganisation complète des cuisines y compris ventilation
- Rue de Bellevaux 51 – Institut de chimie – Neuchâtel : sollicitation d'un crédit pour renforcer la sécurité du bâtiment. Restructuration des aménagements extérieurs
- Rue de Tivoli 26-28 – SAR – OFAR – OPRA – Neuchâtel : suite des travaux de sécurisation et contrôle d'accès
- Espace Agassiz 1 – Faculté des lettres – Neuchâtel : amélioration des accès pour handicapés et implantation d'une boucle inductive pour malentendants.
- Rue de Tivoli 1 – Monuments et sites – Neuchâtel : isolation des combles. Réfection des locaux du 1<sup>er</sup> étage
- Rue de Tivoli 5 – Neuchâtel : réaménagement des locaux et procédure d'appel d'offres pour le mandat d'architecte. Evaluation des coûts de réaménagement des locaux de Tivoli 22 (RF) – Beaux-Arts 13 (Ponts et chaussées) – Crédit Grand Conseil accordé
- Rue de la Maladière 5 – Neuchâtel : implantation de la HES Santé
- Fbg de l'Hôpital 8 – Neuchâtel : implantation du rectorat et des services administratifs de l'Université
- Baraque de l'Eter – Cressier : assainissement du réseau d'alimentation eau (captages bouchés)
- Ancienne Saunerie – Colombier : recherche de terrains et locaux pour déménagement de la base des fouilles archéologiques
- Longchamps – CPMB – Colombier : relevés en vue des travaux d'assainissement des ateliers, de la cafétéria et de la salle de gymnastique
- Rue du Tombet 24 – Peseux : assainissement de la ventilation des laboratoires et installation d'un contrôle d'accès – Crédit Grand Conseil accordé
- Ferme Robert – Gorgier : mise en vente des bâtiments
- Le Devens – Home – St-Aubin : réaménagement des cuisines. Réorganisation des locaux administratifs et réfection des locaux de soins médicaux
- Le Devens – Rural – St-Aubin : adaptation de l'étable pour bétail d'engraissement
- Hôpital psychiatrique de Perreux : transformation du pavillon Les Cerisiers. Réfection du bâtiment locatif du personnel en Ouest du site. Réfection des réservoirs d'eau de la Métairie
- Arsenal 3 – Colombier : implantation de l'école de Police.
- Château de Colombier : implantation des troupes des forces d'appui terrestre (FOAP)
- Château de Môtiers : nouvelle implantation hôtelière et développement du projet
- Site Dubied 12 – CNIP – Couvet : implantation archives industrielles dans les combles
- Dépôt des cantonniers – Les Bayards : adjonction d'un local sanitaire en façade Nord
- La Vue des Alpes – Garage – Fontaines : analyse du réseau d'adduction eau et contrôle des installations de pompage
- Ch. du Louverain – Montmollin : transformation de l'ancien incinérateur pour l'aménagement d'un dépôt de matériel et d'un poste de désinfection pour la lutte contre les épizooties
- Av. du Technicum 26 – Ecole technique – Le Locle : réfection complète des façades

- Rue du Dr Coullery 5 – Contributions – La Chaux-de-Fonds : réaménagement du secrétariat de la chancellerie
- Av. Léopold-Robert 34 - Conservatoire – La Chaux-de-Fonds : contrôle d'accès et sécurité des locaux
- Biaufond – Maison Monsieur – La Chaux-de-Fonds : construction d'un couvert pour le dépôt des déchets.
- Service de la Santé publique : dans le cadre d'un appui technique spécifique, analyse et conseils pour les établissements suivants :
  - Hôpital du Locle : restructuration complète et agrandissement selon planification hospitalière cantonale
  - Hôpital de Landeyeux : restructuration complète et agrandissement selon planification hospitalière cantonale
  - Home de Clos-Brochet - Neuchâtel : construction d'une cuisine, réaménagement des sorties suite à la construction du NHP
  - Home Les Rochettes – Neuchâtel : transformations intérieures. Réaménagement des locaux
  - Home La Perlaz – St-Aubin : transformations intérieures. Réaménagement des locaux
  - Home de La Sagne : réaménagement des lieux de vie

### ***Commission du logement de l'administration – CLA (rubrique budgétaire no 314 020/3401)***

#### **Déménagements/extensions locaux réalisés en 2002**

- Collégiale 12 – Château – Neuchâtel : intégration des éléments partiels de N'TEC au service de la promotion économique
- Château 16 – Neuchâtel : rocade et extension des locaux du service de la faune (2<sup>ème</sup> étage)
- Musée 1 – Neuchâtel : suite au départ du service des affaires militaires, réorganisation du service financier + service des ressources humaines. Aménagement des locaux en sous-sol pour archives
- Fbg de l'Hôpital 4 – Neuchâtel : aménagement d'un local d'archive pour le Tribunal de district
- Av. DuPeyrou 4 – Neuchâtel : déménagement du glossaire des patois romands suite au départ du SPES
- Draizes 5 – Neuchâtel : installation du "front office" RPN
- Cornaux : installation d'une antenne de la psychomotricité au collège
- Clos-Pury 15 – Centre sportif – Couvet : déménagement du service des affaires militaires
- Av. de la Gare 14 – Fleurier : réaménagement des locaux (isolation) de l'OMP + OROSP
- Rue du Parc 117 – La Chaux-de-Fonds : implantation de l'office de surveillance (OSMEF)

#### **Etude et déménagements en préparation**

- Château 19 – Neuchâtel : implantation du service de la jeunesse
- Musée 1 – Neuchâtel : suite au départ de l'office de taxation, réorganisation du service financier. Aménagement des combles pour archives
- Fbg de l'Hôpital 34-36 – Neuchâtel : restructuration du SMT après départ ORACE
- Tivoli 5 – Neuchâtel : implantation de 3 nouveaux services : OP Littoral – SAT + Office des transports – IBE + OCL. Réaménagement des locaux Tivoli 22 pour le RF + réaménagement des locaux Beaux-Arts 13 (Ponts & chaussées) - crédit Grand Conseil accordé

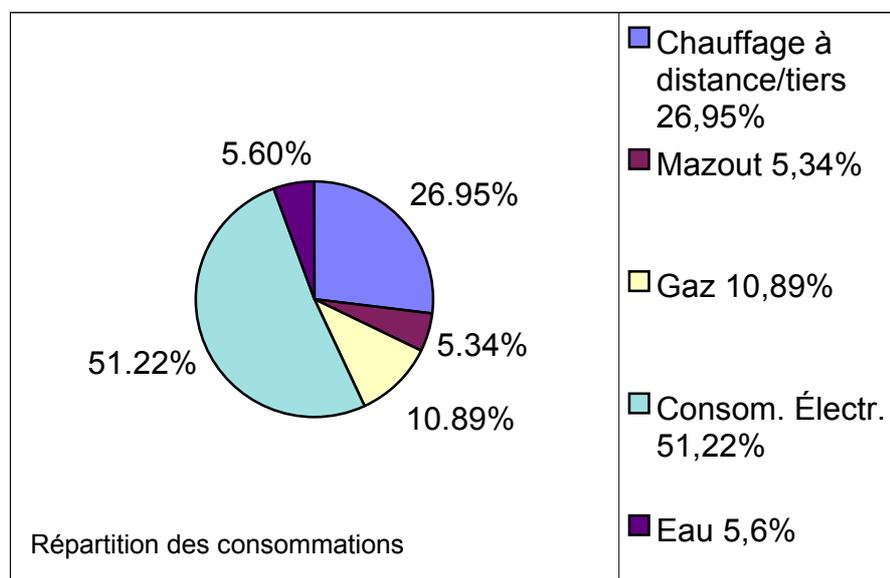
- Espace de l'Europe 3-6 – Neuchâtel : après diverses autres études d'implantation, aménagement locaux du SAS
- Arsenal 4 – Colombier : implantation du service des sports
- Clos-Pury 15 – Centre sportif - Couvet : implantation taxe d'exemption
- Av. de la Gare 14 – Fleurier : agrandissement locaux pour centre d'impression STI
- Grand-Rue 11 – Le Locle : recherche de locaux d'archives pour le Tribunal de district
- Daniel-Jeanrichard 11 – Le Locle : déplacement du Centre de psychomotricité
- D.-Jeanrichard 31 – Le Locle : implantation d'une antenne du RF Cernier
- Rocher 7 – Office des mineurs – La Chaux-de-Fonds : aménagement d'un bureau aux combles + archives
- Dr Coullery 5 – La Chaux-de-Fonds : implantation de 3 nouveaux postes de travail pour les contributions
- Av. Léopold-Robert 90 – La Chaux-de-Fonds : implantation de l'office du chômage - crédit CLA supplémentaire accordé

## 9.2. Section administrative

Traitement de 6644 factures relatives à l'entretien général du patrimoine administratif et financier, aux achats et réparations du mobilier, aux achats d'appareils et de produits de nettoyage, à l'entretien des installations, aux achats d'huile de chauffage, à la consommation d'eau, de gaz et d'électricité et à la gestion des crédits spéciaux.

Etablissement des ordonnances de dépenses (110) scannage des factures sur SAP et contrôle continu des budgets.

Dépenses totales de Fr. 2'949'115.15 pour le compte no 312000/3401.



Etablissement des statistiques cantonales annuelles des travaux d'entretien (compte no 314000/3401) par groupe de bâtiments spécifiques (écoles – bâtiments administratifs – bâtiments locatifs – restaurants, etc) ainsi que les valeurs des travaux annuels de construction pour l'ensemble des bâtiments cantonaux pour l'Office fédéral de la statistique.

Correspondance générale du service y compris les procès-verbaux des séances de commissions, de chantiers, les textes de soumissions, les décisions relatives aux demandes de démolitions, etc.

Préparation des rapports en vue des demandes de crédit supplémentaire – préparation des arrêtés.

Dans le cadre des demandes de permis de construire et/ou de mise au point de plans d'aménagement ou de quartier, rédaction de 547 préavis émis par l'architecte cantonal.

Gestion du service de conciergerie y compris du matériel de nettoyage (centralisation des commandes au Château).

Effectif du personnel de conciergerie :

1 agent de maintenance (Faculté des Sciences / Le Mail)

1 huissier-concierge (Université – Av. du 1<sup>er</sup> Mars 26)

1 huissier-concierge (Château)

1 jardinier-paysagiste (Château)

2 concierges itinérants

23 concierges

43 aides-concierges

33 auxiliaires de conciergerie

Durant l'année, nous avons eu recours à d'autres personnes externes et à plusieurs entreprises de conciergerie et de nettoyage pour effectuer des remplacements temporaires (vacances / maladies / accidents / service militaire, etc).

Etablissement des décomptes annuels concernant la Fondation du Château de Môtiers, le BPV à Corcelles, Av. DuPeyrou 6 à Neuchâtel, les Centres d'entretiens RN5 à Cressier et Boudry et diverses autres institutions (centres de frais spécifiques)

Contrôle ponctuel du travail des trois guides conduisant les visites commentées au Château de Neuchâtel.

### ***Décret cantonal du 18 juin 1963 (démolition, transformation et changement d'affectation de locaux d'habitation)***

Pour mémoire, seules 2 communes sont encore soumises aux dispositions du décret du 18 juin 1963, à savoir : Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds (ACE du 16 août 1995)

Durant l'année 2002, 6 demandes de démolition, de transformation de maisons d'habitation et de changement d'affectation ont été présentées. 5 ont été acceptées et 1 refusée.

### **9.3. Commissions et groupes de travail**

- Conférence suisse des architectes cantonaux (présidence depuis mai 2001) :
  - représentant de la Conférence auprès du Conseil de Fondation des registres suisses (REG)
  - groupe intercantonal de travail "Hôpitaux"
- Représentation du canton auprès du Bureau des constructions universitaires (BCU)
- SUVA-Forum de la sécurité (comité romand)
- Groupe de travail "infrastructures et construction" – Expo.02 pour l'Arteplage de Neuchâtel
- Commission cantonale des biens culturels
- Commission cantonale de l'énergie
- Comité directeur de la Fondation du Château de Môtiers
- Conseil de Fondation Léon Perrin

- Commission de gestion du Château de Boudry (présidence)
- Gestion du registre neuchâtelois des architectes, des ingénieurs civils, des urbanistes et des aménagistes
- Participation aux séances de la Communauté de travail pour l'aménagement du territoire (CTAT)
- Commission de construction UNIMAIL - Neuchâtel / nouveaux bâtiments universitaires au Mail (4<sup>ème</sup> et dernière étape Faculté des sciences); inauguration 5 mai 2001
- Commission de construction LATENIUM (présidence) / nouveau Musée cantonal d'archéologie à Champréveyres-Hauterive; inauguration 7 septembre 2001. Commission dissoute en septembre 2002 et remplacée par une commission de gestion présidée par le chef du service des affaires culturelles
- Commission de construction CSPC / réalisation d'un centre sportif régional et d'un centre d'instruction cantonal de la protection civile à Couvet + piste d'instruction La Presta; inauguration 8 septembre 2001
- Commission de construction La Riveraine – Neuchâtel / construction d'une halle sportive triple en partenariat avec la ville
- Commission de construction Site IPN – La Chaux-de-Fonds / transformation du bâtiment Beauregard - médiathèque ODRP; inauguration 13 décembre 2002
- Commission de construction SISPOL – La Chaux-de-Fonds (vice-présidence) / nouveau bâtiment pour la police cantonale + Juges d'instruction + SIS Montagnes
- Commission de construction CIFOM autos – Le Locle / transformation et construction d'un nouveau bâtiment
- Commission d'étude et de construction "Ecoparc" - Neuchâtel (présidence) / HEG + Conservatoire de musique
- Commission pour le logement des services de l'administration (CLA)
- Groupe de travail pour la rénovation de l'Hôpital psychiatrique de Perreux / sous-groupe de travail pour l'implantation d'une antenne CPG au Locle
- Groupe de travail Site de Cernier - viabilité + énergies
- Groupe de travail pour l'extension du Musée d'Ethnographie et de l'Institut d'ethnologie
- Groupe de travail "Auditorium" La Chaux-de-Fonds / réaménagement des abattoirs destinés à accueillir diverses entités cantonales
- Groupe de travail "Forum neuchâtelois de la sécurité" (présidence)
- Groupe de travail CSI / sécurité des immeubles de l'Administration cantonale
- Groupe de travail Développement durable / élaboration de directives techniques pour l'ensemble des cantons romands
- Comité de la société du Musée de la vigne et du vin au Château de Boudry
- Comité de l'association de la Maison de la nature neuchâteloise à Champ-du-Moulin
- Participation au jury du concours d'architecture pour la construction d'une nouvelle école primaire y compris salle de gymnastique "Les Mûriers" à Colombier
- Statut d'observateur au comité de la Communauté Lignum Neuchâtel (Union Suisse en faveur du bois)
- Chauffage à distance du Mail Sàrl à Neuchâtel : comité de gérance, en qualité de représentant de l'Etat
- Chauffage à distance de la Maladière SA (CUM) à Neuchâtel et chauffage à distance Basse-Areuse SA (CADBAR) : conseil d'administration en qualité de représentant de l'Etat.

## 10. SERVICE DE LA GERANCE DES IMMEUBLES

Le service de la gérance des immeubles a principalement pour mission la gestion des bâtiments de la Caisse de pensions de l'Etat. Cette activité fait l'objet d'un rapport de gestion spécifique.

L'année 2002 a été marquée par l'intensification des investissements en faveur de la Caisse de pensions. Cinq bâtiments ont été acquis à Boudry, à Colombier et à Corcelles. Par ailleurs, des projets de construction sont en cours à Ecublens, Morges et Marin.

Toutefois, le service gère également certains immeubles appartenant au patrimoine financier de l'Etat, les logements de fonction du patrimoine administratif, les immeubles loués de la RN5 ou des routes cantonales.

Quelques bâtiments tels que la Ferme-Robert ou le chalet des Taillères seront vendus de même que d'autres objets du patrimoine financier.

Le service de la gérance a également assuré le suivi des investissements à Belmont-Boudry ainsi qu'à Corcelles-Concise pour le compte de la fondation "L'enfant c'est la vie".

Le produit des locations (patrimoine financier) pour 2002 s'est élevé à **530.109 francs** (budget 2002: 505.000 francs).

Quant aux charges d'entretien, elles se montent à **125.242 fr. 60** (budget 2002: 125.000 francs).

Les loyers des appartements de fonction du patrimoine administratif (loués à des concierges principalement) sont encaissés auprès du service de la gérance des immeubles. Pour l'exercice 2002, ils se sont élevés à **401.378 fr. 90** et sont versés au service de l'intendance des bâtiments. Ce service prend en charge les coûts d'entretien de ces appartements.

## **11. SERVICE DE L'ACTION SOCIALE**

### **11.1. Considérations générales**

Pour la deuxième année consécutive, le service de l'action sociale (SAS) a accompli la plupart de ses activités par l'intermédiaire de ses trois offices, à savoir: l'office de l'aide sociale (ODAS), l'office des établissements spécialisés (OES) et l'office de recouvrement et d'avances des contributions d'entretien (ORACE).

Ces trois offices traitent les questions liées à leur secteur à la fois spécifique et proche, alors que certaines tâches, outre celles résultant habituellement de la gestion, sont plus particulièrement rattachées à la direction du service. Il en est ainsi: de la coordination interdépartementale de la politique sociale, de la collaboration interinstitutionnelle regroupant les mesures d'insertion (secteurs de l'aide sociale, du chômage, de l'assurance invalidité et de l'asile), du financement des prestations délivrées dans le cadre de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI), du Fonds de désendettement, de la coordination entre institutions sociales publiques et privées et des subventions versées aux institutions privées du secteur social ambulatoire, de la répartition de la dîme de l'alcool, etc.

### **11.2. Coordination interdépartementale de la politique sociale**

Le groupe de travail "Coordination interdépartementale de la politique sociale", est composé de cinq personnes qui représentent les différents départements. Il est chargé d'évaluer les effets des mesures sociales propres à chaque secteur sur la politique sociale de l'Etat et de proposer les adaptations nécessaires pour atteindre les buts de la coordination interdépartementale. Il a également pour mandat de faire des propositions d'amélioration de la politique sociale dans le sens d'une plus grande cohérence et coordination des prestations versées. Il a tenu huit séances au cours de l'année 2002, dont une rencontre avec le Conseil d'Etat. Sa mission étant d'examiner les projets de lois, de règlements et des principaux arrêtés touchant à la politique sociale, il a notamment traité les questions suivantes: lien entre la politique fiscale et la politique sociale, projet de loi sur le partenariat enregistré, loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA) et son application cantonale, opportunité d'élaborer une loi sociale cadre sur le plan cantonal, méthode unique de calcul du revenu déterminant servant de base à la décision d'octroi de différentes prestations sociales, définition uniforme de l'union libre dans la législation cantonale, en particulier dans la législation sociale, harmonisation de diverses prestations versées dans le cadre des mesures d'insertion sociale et professionnelle.

### **11.3. Collaboration interinstitutionnelle**

Les législations sur l'action sociale, l'emploi, l'assurance-chômage et l'asile ont considérablement évolué au cours des dernières années. A l'instar de l'AI, les réformes ont conduit à un développement des mesures de réinsertion, celles-ci venant compléter les aides financières versées aux personnes. Sur le terrain, ces innovations ont conduit à un développement important des mesures dites "actives", tels que les programmes d'emploi, de réinsertion sociale, de réadaptation professionnelle et de formation.

Dès le début de la législature 2001-2005, les chefs du DFAS et du DEP ont donné de nouvelles impulsions dans le sens d'une plus grande coordination entre les programmes développés dans le cadre de l'action sociale et ceux placés sous la responsabilité du service de l'emploi. Ils ont réuni les principaux cadres des services concernés lors d'une rencontre intitulée "Etats généraux de la réinsertion sociale et professionnelle".

A cette occasion, les mesures et collaborations existantes, ainsi que les potentiels d'amélioration ont été mis en évidence. Dans un deuxième temps, des échanges avec d'autres départements (DIPAC et DJSS) seront mis en œuvre. Le chef du service de l'action sociale préside le groupe de pilotage de cette collaboration institutionnelle, dont les priorités principales sont: partage des ressources et planification commune des programmes des différents secteurs, harmonisation des règles de financement des différents programmes, amélioration de l'efficacité du dispositif d'insertion afin de réduire le nombre d'exclus et de diminuer les charges d'aide matérielle, mise en évidence accrue des missions spécifiques de chaque secteur et des différences entre les objectifs d'occupation, d'insertion sociale, d'intégration professionnelle et de formation, priorité aux questions relatives à l'insertion des jeunes, simplification des modes de collaboration entre services cantonaux et communaux, développement des relations entre les services publics et les entreprises privées au sein d'un réseau de soutien.

Différents groupes de travail ont été constitués et ont, pour une part, rendu leur rapport au groupe de pilotage. Celui-ci a tenu 20 séances en 2002, dont une conférence de presse sous la présidence des deux chefs de département concernés, ainsi qu'une deuxième journée des "états généraux" qui a permis de faire le point sur l'avancement des travaux et de fixer les objectifs et les priorités pour l'année 2003.

#### **11.4. Application de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI)**

Le financement de l'application de la LAVI se fait par le service de l'action sociale en raison du caractère ambulatoire des centres de consultation. Ceux-ci, situés à La Chaux-de-Fonds et à Neuchâtel, sont rattachés à la Fondation neuchâteloise pour la coordination de l'action sociale (FAS), le service de l'action sociale fonctionnant en qualité d'autorité de subventionnement et de contrôle. Pour 2002, la subvention versée pour l'exploitation des centres de consultation s'est élevée, comme l'année précédente, à 651.000 fr.

Les renseignements statistiques relatifs à l'activité des centres de consultation figurent dans le rapport de ladite fondation. Par contre, la dépense relative à la procédure d'examen des demandes d'indemnisation et de réparation morale figure dans les comptes du service de l'action sociale. En l'an 2002, elle fût de 188.077 fr. 30 (170.120 fr. en 2001). Cette augmentation démontre que le volume de travail est en constant accroissement dans ce secteur. Cette progression se reflète également dans le montant de 83.248 fr. 55 (78.613 fr. 40 en 2001 et 50.291 fr. 05 en 2000) versé par les Centres LAVI à titre d'aide immédiate et juridique et comptabilisé dans la rubrique correspondante du service de l'action sociale.

#### **11.5. Fondation de la Maison du Dr Leuba**

La Fondation du Levant ayant résilié le bail à loyer, l'immeuble situé à Fleurier n'est plus occupé depuis le 1er février 2001. La fondation a décidé d'essayer de vendre ce bâtiment. Les négociations qu'elle a menées durant de nombreux mois à ce sujet avec une importante entreprise de la localité n'ont malheureusement pas abouti, en raison principalement des mauvaises perspectives économiques. Ainsi, le bâtiment n'est toujours pas vendu, ni affecté à de nouvelles activités. Mais des contacts avec la commune de Fleurier se poursuivent quant à l'utilisation de cette maison. Par ailleurs, la fondation a demandé à l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) des précisions quant à la part à rembourser sur les subventions versées par cet office dans le cadre des activités d'encadrement et de réinsertion qu'il avait reconnues jusqu'à la résiliation du bail. Cette question, malgré plusieurs rappels à l'OFAS, n'était à la fin de l'année 2002 pas encore réglée.

#### **11.6. Fondation de la Maison des jeunes**

Le chef du service de l'action sociale assume la présidence de cette fondation depuis le début de la législature 2001-2005. Pour tous renseignements au sujet de cette fondation, nous renvoyons à

son rapport annuel. Nous noterons cependant que le bâtiment de Neuchâtel a été vendu à la Fondation "L'enfant c'est la vie" le 30 juin 2002. Cette dernière occupait entièrement ce bâtiment depuis le 1er janvier 2001. Aussi la Fondation de la Maison des jeunes a-t-elle décidé, d'entente avec l'Etat, de le lui vendre (reprise des actifs et des passifs) de manière à éviter les intermédiaires, les deux fondations poursuivant les mêmes buts et étant toutes deux subventionnées par l'Etat.

### **11.7. Fonds de désendettement et de prévention à l'endettement**

Sous la présidence du chef du service de l'action sociale, le comité de direction du fonds a tenu six séances, ainsi qu'une rencontre d'information et d'échange avec les services agréés. Par ailleurs, le Conseil de Fondation présidé par la cheffe du DFAS s'est réuni en juin pour sa séance annuelle.

Le comité de direction a examiné sept nouvelles demandes de prêt. Cinq ont été acceptées, alors qu'une était refusée et une autre a fait l'objet d'une demande de renseignements complémentaires. Le comité de direction a également examiné le suivi des dossiers en cours. Il s'est prononcé sur plusieurs demandes de modification du montant mensuel de remboursement (suspension de quelques mois, augmentation ou abaissement du montant) entraînées par des changements importants de la situation économique et/ou familiale des débiteurs.

Enfin, le comité de direction a affiné et complété ses critères et principes d'attribution en fonction des nouvelles situations qui lui ont été présentées et des décisions qu'il a prises.

### **11.8. Commission cantonale de lutte contre la drogue**

La commission présidée par M. François Hainard, professeur de sociologie à l'Université de Neuchâtel, a tenu cinq séances, alors que le bureau a siégé six fois. Ce dernier a notamment rencontré les deux cheffes de département concernées, à savoir Mmes les conseillères d'Etat Dusong et Perrinjaquet, pour faire un tour d'horizon et un échange sur les questions traitées par la commission.

Indépendamment de la mission prioritaire de coordination générale des efforts, les travaux ont été consacrés notamment à:

- la poursuite ou non de la mise en œuvre dans le cadre de BEJUNE du concept d'appui aux médecins, concept connu sous l'appellation MEDROTOX,
- la poursuite de l'élaboration d'un concept destiné à regrouper les efforts en matière de prévention,
- la révision de la loi fédérale sur les stupéfiants, avec rencontre des parlementaires fédéraux neuchâtelois,
- la remise de matériel d'injection par distributeur en villes de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds,
- la question du financement par l'assurance-invalidité des institutions résidentielles pour toxicomanes.

Les dépenses liées au secteur de la lutte contre la drogue qui sont représentées en très grande partie par la couverture du déficit d'exploitation des trois centres de traitement ambulatoire, soit le Drop-In à Neuchâtel, le Centre de prévention et de traitement de la toxicomanie des Montagnes neuchâteloises à La Chaux-de-Fonds, et le Centre d'aide et de prévention de la toxicomanie du Val-de-Travers, et qui sont entièrement à charge de l'Etat, ont été conformes au budget et ont atteint le montant de 2.246.944 fr.

**11.9. Dîme de l'alcool**

<b>Institutions</b>	<b>Subsides</b>
Association suisse pour la prévention du tabagisme (AT), Berne .....	7.440.–
Association "Le Cap", centre d'animation et de prévention, Le Landeron .....	100.000.–
Atelier Buanderie, Neuchâtel.....	10.000.–
Croix-Bleue neuchâteloise .....	20.000.–
Drop In, location nouveaux locaux Rateau Ivre .....	8.250.–
Espace des Solidarités, Neuchâtel.....	30.000.–
Espoir romand – mouv. de jeunesse pour la prévention des dépendances .....	15.000.–
ESRN, Centre du Bas-Lac, journées santé.....	4.200.–
Féd. romande des organismes de formation, domaine des dépendances.....	4.000.–
Fourchettes vertes, canton de Neuchâtel .....	5.000.–
GIS, journées de santé dans les écoles.....	50.990.–
Groupe Sida, Neuchâtel .....	20.000.–
Groupement information sexuelle et éducation à la santé (GIS) .....	50.000.–
Groupement romand d'études sur l'alcoolisme et toxicomanies (GREAT).....	27.500.–
Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA) .....	12.000.–
ISPA, enquête suisse auprès des écoliers – classes neuchâteloises .....	10.180.–
Vivre sans fumer, centre NE pour la prévention du tabagisme.....	36.700.–
Service médico-social, camps de vacances .....	1.500.–
Service médico-social, journée OH, .....	12.000.–
Service médico-social, prévention.....	128.500.–
 Total 2002.....	 553.260.–
Solde du compte "Dîme de l'alcool" au 1 <sup>er</sup> janvier 2002	729.229,34
Total subsides versés en 2002 selon liste ci-dessus	- 553.260.–
	<hr/>
Etat du compte "Dîme de l'alcool" avant réception du versement	175.969,34
Part du canton au bénéfice net 2001/2002 de la RFA* (75%)	+ 411.000.–
* (RFA = Régie fédérale des alcools)	<hr/>
Solde du compte "Dîme de l'alcool" au 31 décembre 2002	586.969,34

Selon les directives de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) l'octroi d'aides financières de la dîme de l'alcool doit obéir, dans la mesure du possible, à deux types de clés de répartition, à savoir:

a) selon la nature des aides, pour soutenir les efforts en matière:

de prévention .....	45%
de dépistage précoce .....	5%
d'aide aux établissements.....	40%
de postcure .....	5%
de recherche et de formation.....	5%

b) selon les domaines d'aide, pour la lutte contre les abus:

d'alcool .....	50%
de drogue.....	30%
de tabac et de médicaments.....	20%

## 11.10. Subventions aux institutions

<b>Institutions diverses</b>	<b>Montants payés</b>
Association neuchâteloise pour handicapés de la vue (ANBA).....	100.000.–
Association romande et tessinoise des institutions d'action sociale (ARTIAS).....	1.000.–
Caritas Neuchâtel.....	100.000.–
Caritas, indemnisation pour la gérance des dossiers des réfugiés statutaires.....	94.500.–
Centre oecuménique de rencontre et d'animation (CORA), Fleurier.....	58.000.–
Centre social protestant.....	180.000.–
Centre social protestant, indemnisation pour gérance des dossiers réfugiés statutaires	168.000.–
Centre social protestant, service de consultations conjugales.....	63.000.–
Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), Berne.....	5.570.–
Croix-Rouge, service psycho-éducatif, La Chaux-de-Fonds.....	20.000.–
FAS, redevances informatiques pour les institutions privées.....	72.800.–
Fédération suisse pour l'intégration des handicapés, Zurich.....	650.–
Fédération suisse des sourds, Lausanne.....	7,200.–
La Main tendue.....	27,000.–
La Main tendue - contrat de prestations LAVI.....	13,000.–
Maison de Champréveyres, Neuchâtel.....	38,000.–
Parents informations, Neuchâtel.....	30,000.–
Service de consultation conjugale, Neuchâtel.....	63,000.–
Service des Suisses de l'étranger.....	500.–
Service social international, Genève.....	29.350.–
Forum Ecoute, Lausanne.....	4.000.–
<b>Total institutions diverses</b> .....	<b>1.075.570.–</b>
 <b>Autres institutions</b>	
Fondation neuchâteloise pour la coordination de l'action sociale (FAS).....	302.000.–
Pro Infirmis.....	270.000.–
Pro Senectute.....	240.000.–
Centre de consultation LAVI/SAVAS.....	651.000.–
<b>Total des subventions versées aux institutions</b> .....	<b>2.538.570.–</b>

## 11.11. Office de l'aide sociale

### Considérations générales

Les dépenses d'aide sociale 2002 (aide matérielle versée en 2001) de la communauté neuchâteloise s'élèvent à 34.008.076 fr 66. Elles sont inférieures de 978.122 fr 54 par rapport aux dépenses de l'année précédente (soit -2,80%). Elles sont réparties en deux parts entre l'Etat et les communes, à raison de 40% à charge de l'Etat et 60% à charge de l'ensemble des communes. La répartition entre communes est faite au prorata de la population.

Depuis le début des années nonante, c'est la troisième fois que les dépenses d'aide sociale enregistrent une diminution (précédemment en 1995 et 2001) et c'est la première fois que celle-ci se produit deux années de suite.

Cette amélioration, déjà évoquée dans le rapport de l'année dernière, est encore, en partie du moins, la conséquence de l'embellie conjoncturelle que nous avons connue dans les années 1998-2000, et qui se manifeste au niveau de l'aide matérielle seulement quelques deux ans plus tard par rapport au secteur de l'emploi. Le résultat des comptes 2002 confirme donc la tendance à la diminution des dépenses.

Comme pour l'exercice précédent, nous devons relever que l'embellie économique a touché le secteur de l'aide sociale dans une mesure bien moindre que le secteur de l'emploi. Bon nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, sans aucune formation ou avec des problématiques plus complexes que seulement l'absence d'activité lucrative, ont continué de rester exclus du marché du travail et

n'ont pas ou que peu été concernés par l'embellie. De plus, de nombreuses situations (travail à temps partiel, de durée limitée ou mal rémunéré) ont révélé un salaire insuffisant pour couvrir les besoins vitaux de l'entité familiale, avec pour conséquence que l'aide sociale continue d'être versée en complément.

S'agissant de la **statistique des nouveaux dossiers d'aide sociale** ouverts au cours de l'année 2002, celle-ci laisse apparaître une nouvelle augmentation: 875 nouveaux dossiers en 2000; 946 en 2001, soit +8,11% et 1'029 en 2002, soit +8,8% (voir tableau ci-après). Il est important de relever que parmi les causes d'indigence, les causes économiques sont toujours et de loin les plus importantes et spécialement la rubrique chômage, qui continue d'augmenter légèrement en 2002 (29,0% des nouveaux dossiers en 2000; 35,2% en 2001 et 36,3% en 2002). Les causes liées à l'éclatement des familles, spécialement la rubrique séparation ou divorce, bien qu'en légère diminution, continuent de figurer parmi les principales (13,2% des nouveaux dossiers en 2000; 14,2% en 2001 et 11,8% en 2002).

Concernant les nouveaux dossiers ouverts en 2002, **par groupe d'âge**, nous constatons que la situation reste pratiquement inchangée par rapport à l'exercice précédent. Les jeunes sont toujours les principaux intéressés, puisque les 18-29 ans représentent 36,3% des nouveaux dossiers, et que les 30-39 ans pas moins de 25,9%. A noter que la catégorie des majeurs de moins de 25 ans est en constante augmentation (19,0% en 2000; 22,8% en 2001 et 24,2% en 2002). Enfin 62,2% des nouveaux dossiers concernent des personnes entre 18 et 39 ans (59,2% en 2000 et 61,7% en 2001).

**Une analyse plus détaillée des comptes** (voir tableau 5) permet de montrer que le montant moyen dépensé en 2001 est de 7102 francs par dossier (7548 francs en 2000) et de 195 fr 40 par habitant (198 fr 55 en 2000). Le nombre total de dossiers gérés par les communes et ayant donné lieu au versement d'une aide matérielle, sans distinction quant à la durée d'intervention (de 1 à 12 mois), est de 4'585 en 2001 (4'379 en 2000). Le nombre moyen de dossiers par 1000 habitants, en 2001, est de 27,5. Comme les années précédentes, il est à relever que le nombre de dossiers par 1000 habitants dépasse la moyenne cantonale dans les agglomérations urbaines. Ceci confirme le phénomène du regroupement de la précarité et de la pauvreté dans les villes et leurs environs. Ainsi, le nombre de dossiers pour 1000 habitants est de 43,1 à La Chaux-de-Fonds, de 41,7 à Neuchâtel-Ville et de 39,4 à Peseux, alors qu'il est, par exemple, de 17,1 au Landeron, de 6,7 à Bevaix, de 1,2 à Môtiers, de 8,8 aux Brenets, et de 6,5 à La Sagne.

Par ailleurs, **les statistiques détaillées relatives aux dossiers d'aide sociale** (voir tableau 6) établissent que le nombre de personnes ayant reçu une aide matérielle en 2001 est de 7'883 en 2001, soit 4,73% de la population neuchâteloise (7'447 en 1999, soit 4,46% de la population et 7'737 en 2000, soit 4,64% de la population). Ces personnes sont pour 31,0% des hommes, pour 31,3% des femmes et pour 37,7% des enfants. La répartition par type de ménage nous apprend que 54,3% des dossiers concernent des personnes seules, 28,4% des personnes seules avec enfants et 17,2% des couples avec ou sans enfants. Enfin, la répartition selon l'état civil nous permet de constater que 39,4% des dossiers concernent des personnes célibataires, 17,2% des personnes mariées, 40,5% des personnes séparées ou divorcées et 2,8% des personnes veuves.

### ***Programmes d'insertion***

En acceptant de participer à un programme d'insertion, les bénéficiaires de l'aide sociale ont la possibilité de fournir une contre-prestation à l'aide matérielle qu'ils perçoivent. Ils ont ainsi l'opportunité de côtoyer la vie professionnelle d'une part, et de tenir un rôle actif et dynamique dans leur rapport avec l'autorité d'aide sociale, d'autre part.

Durant l'année 2002, tous les programmes collectifs déjà existants l'année précédente ont continué de fonctionner et de se développer. Aucun nouveau programme n'est venu s'ajouter à la liste. Au total, l'office de l'aide sociale a collaboré avec douze programmes d'insertion, à savoir: le programme Ressources-ISP, le seul placé entièrement sous la responsabilité de l'office, Feu-Vert Entreprise, l'Atelier-Buanderie, La Joliette, le journal "Objectif-Réussir", l'association Teen-Services, l'Espace des Solidarités, Les Habits du Cœur, l'Unité de réinsertion sociale et professionnelle (URSP) du Site de Cernier, Tricouti, Job-Eco et le programme d'occupation du Val-de-Travers.

Au total, ces programmes offrent en permanence près de 180 places disponibles (à mi-temps). Les activités qui y sont déployées sont surtout des tâches manuelles, mais très diverses et variées, et s'apparentent dans la mesure du possible à celles que l'on peut rencontrer dans le secteur économique. On y trouve notamment les activités suivantes: maintenance immobilière, déménagement, débarras, recyclage, restauration de jouets, lavage et repassage de linge, nettoyage d'appartements, entretien de jardins et autres travaux liés à la terre, menuiserie, artisanat, confection et vente de vêtements, brocante, entretien de sites, locaux et bâtiments communaux, vente d'habits de seconde main, restauration, etc.

Quelques activités s'adressent plutôt aux personnes possédant une formation de type commercial ou de secrétariat (correspondance, traitement de textes, rédaction d'articles, traductions, archivage, photographie, etc.). Enfin, le programme Ressources propose aux participants une démarche intellectuelle sur eux-mêmes et les aide à mettre sur pied et à concrétiser un projet individuel d'insertion sociale ou professionnelle.

Par ailleurs, l'autorité d'aide sociale et le bénéficiaire peuvent convenir d'un projet d'insertion individuel qui se réalise en dehors d'une structure de groupe, s'il apparaît comme une solution préférable pour l'intéressé(e).

Durant l'année 2002, pas moins de 222 personnes (207 en 2001) ont signé un premier contrat d'insertion de trois mois. Parmi celles-ci, 56 personnes l'ont renouvelé une fois, 22 personnes l'ont renouvelé deux fois, 14 personnes l'ont renouvelé trois fois et 2 personnes l'ont renouvelé quatre fois. A noter que 81 personnes (65 en 2001) ont préféré choisir un projet d'insertion individuel.

Autres chiffres importants à souligner: en 2002, 423 contrats (383 en 2001) ont été signés au moins une fois (premier contrat ou renouvellements), représentant 377 personnes. Enfin, depuis 1997, année d'entrée en vigueur du dispositif d'insertion, ce ne sont pas moins de 841 personnes qui ont bénéficié des structures mises en place.

Un examen approfondi a permis de constater qu'en 2002 quelque 40 participants à des programmes (idem en 2001) ont connu un débouché positif, soit en trouvant un emploi, soit en reprenant des études ou une formation.

Il est également à relever que 4 personnes ont bénéficié de la passerelle qui permet aux personnes dépendant de l'aide sociale, à des conditions bien particulières et définies, de bénéficier des mesures d'intégration professionnelle.

Signalons encore qu'une deuxième demi-journée consacrée aux Etats généraux de la réinsertion s'est tenue en novembre 2002. En outre, plusieurs groupes de travail, mandatés par le Groupe de pilotage pour une collaboration interinstitutionnelle dans le domaine de l'insertion, ont été mis en place et se sont employés à formuler des propositions en vue d'harmoniser et d'optimiser les prestations.

**STATISTIQUE DES NOUVEAUX DOSSIERS  
OUVERTS AU COURS DE L'ANNEE 2002**

(chiffres entre parenthèses = année 2001, 2000)

**1. Par cause d'indigence**

Code		Nombre		Pourcent %	
	<b>Handicap physique ou mental</b>	<b>160</b>	<b>( 136 ; 174 )</b>	<b>15.5</b>	<b>( 14.4 ; 19.9 )</b>
<b>10</b>	Maladie physique	47	( 46 ; 53 )	4.6	( 4.9 ; 6.1 )
<b>12</b>	Accident	4	( 5 ; 9 )	0.4	( 0.5 ; 1.0 )
<b>16</b>	Maladie psychique	27	( 30 ; 28 )	2.5	( 3.2 ; 3.2 )
<b>18</b>	Demande AI en cours	82	( 55 ; 84 )	8.0	( 5.8 ; 9.6 )
	<b>Défaut de soutien</b>	<b>177</b>	<b>( 196 ; 161 )</b>	<b>17.3</b>	<b>( 20.7 ; 18.4 )</b>
<b>20</b>	Abandon	25	( 24 ; 18 )	2.4	( 2.5 ; 2.1 )
<b>22</b>	Carence de la parenté	32	( 38 ; 27 )	3.1	( 4.0 ; 3.1 )
<b>24</b>	Séparation ou divorce	120	( 134 ; 116 )	11.8	( 14.2 ; 13.2 )
	<b>Infirmité de l'âge</b>	<b>35</b>	<b>( 30 ; 35 )</b>	<b>3.4</b>	<b>( 3.2 ; 4.0 )</b>
<b>30</b>	Placement dans un home pour personnes âgées	4	( 7 ; 7 )	0.4	( 0.8 ; 0.8 )
<b>32</b>	Décès	31	( 23 ; 28 )	3.0	( 2.4 ; 3.2 )
	<b>Inadaptation sociale</b>	<b>37</b>	<b>( 44 ; 48 )</b>	<b>3.6</b>	<b>( 4.7 ; 5.5 )</b>
<b>40</b>	Délinquance	5	( 6 ; 14 )	0.4	( 0.6 ; 1.6 )
<b>42</b>	Alcoolisme	9	( 5 ; 5 )	0.9	( 0.5 ; 0.6 )
<b>44</b>	Toxicomanie	7	( 13 ; 14 )	0.7	( 1.4 ; 1.6 )
<b>46</b>	Troubles caractériels	8	( 10 ; 10 )	0.8	( 1.1 ; 1.1 )
<b>48</b>	Troubles de l'enfance	8	( 10 ; 5 )	0.8	( 1.1 ; 0.6 )
	<b>Causes économiques</b>	<b>620</b>	<b>( 540 ; 457 )</b>	<b>60.2</b>	<b>( 57.0 ; 52.2 )</b>
<b>50</b>	Défaut de gain	216	( 182 ; 186 )	21.0	( 19.2 ; 21.3 )
<b>52</b>	Chômage	374	( 333 ; 254 )	36.3	( 35.2 ; 29.0 )
<b>54</b>	Rapatriement	30	( 25 ; 17 )	2.9	( 2.6 ; 1.9 )
	<b>Total :</b>	<b>1'029</b>	<b>( 946 ; 875 )</b>	<b>100</b>	<b>( 100 ; 100 )</b>

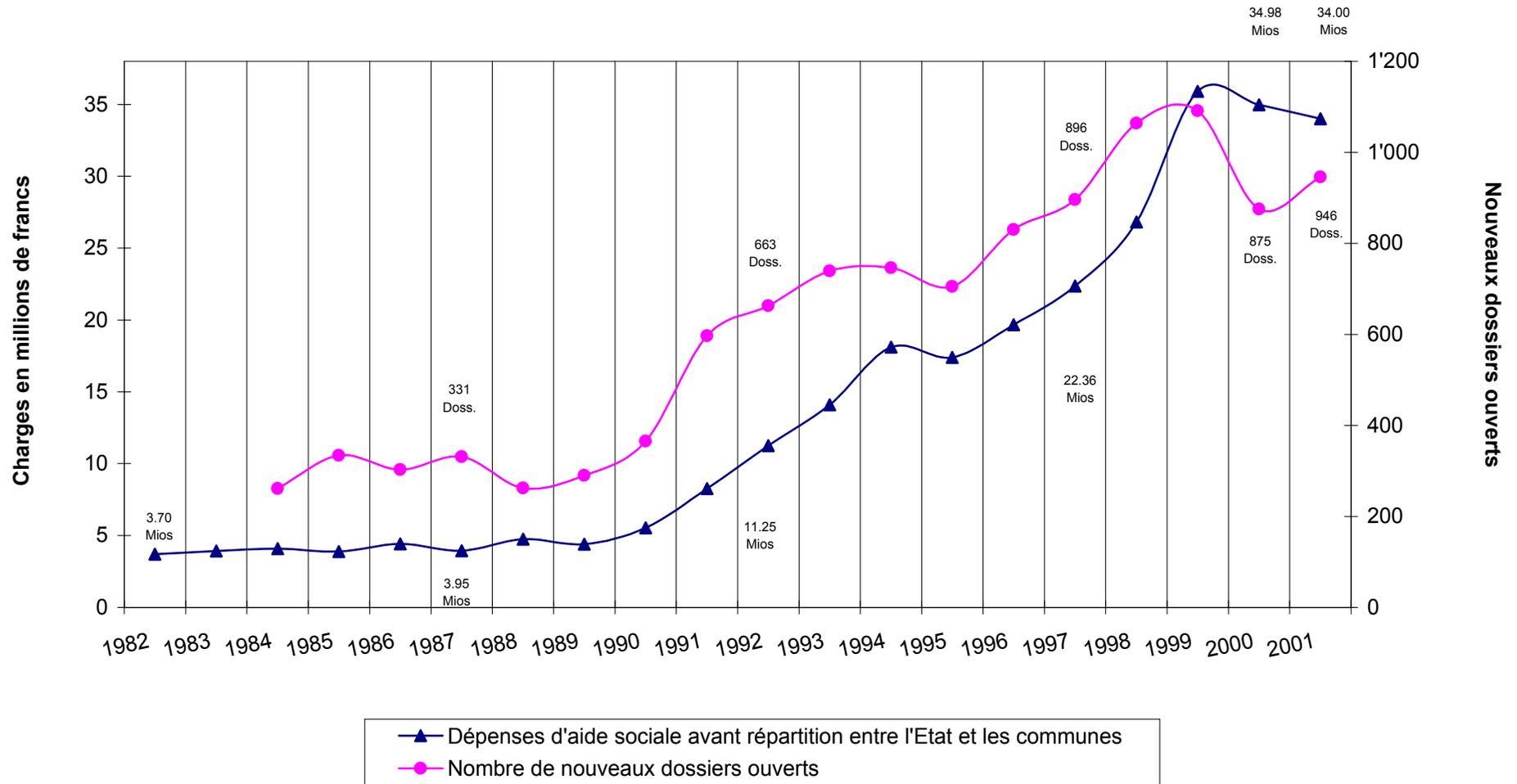
Par rapport à 2001, le nombre de nouveaux dossiers ouverts en 2002 à augmenté de 8.8 %

**2. Par groupe d'âge**

Moins de 18 ans	42	( 44 ; 26 )	4.1	( 4.7 ; 3.1 )
De 18 à 24 ans	249	( 216 ; 166 )	24.2	( 22.8 ; 19.0 )
De 25 à 29 ans	124	( 120 ; 111 )	12.1	( 12.7 ; 12.8 )
De 30 à 39 ans	267	( 248 ; 240 )	25.9	( 26.2 ; 27.4 )
De 40 à 49 ans	176	( 168 ; 155 )	17.1	( 17.7 ; 17.7 )
De 50 à 59 ans	107	( 98 ; 109 )	10.4	( 10.4 ; 12.5 )
60 ans et plus	64	( 52 ; 68 )	6.1	( 5.5 ; 7.8 )
<b>Total :</b>	<b>1'029</b>	<b>( 946 ; 875 )</b>	<b>100</b>	<b>( 100 ; 100 )</b>

## Evolution des charges d'aide matérielle et du nombre de nouveaux dossiers ouverts entre 1982 et 2001

Pour mémoire, la tenue statistique de l'ouverture des nouveaux dossiers a débuté le 1er janvier 1984



**Tableau 1a.** Récapitulation des charges d'aide matérielle

I. Bénéficiaires dans le canton	2000	2001	Différence
a) Dépenses supportées par les communes			
Neuchâtelois	6'449'603.22	6'123'676.07	<b>-325'927.15</b>
Confédérés + 2 ans	10'807'864.36	9'720'659.45	<b>-1'087'204.91</b>
Etrangers	10'415'868.15	10'520'077.86	104'209.71
Sous contrat d'insertion	2'797'163.05	3'839'944.00	1'042'780.95
Cas d'urgence	71'649.55	100'258.25	28'608.70
Mesures pénales	1'313'391.80	848'103.75	<b>-465'288.05</b>
b) Dépenses supportées par l'Etat			
Neuchâtelois	68'046.50	73'171.68	5'125.18
Confédérés + 2 ans	44'840.45	2'346.47	<b>-42'493.98</b>
Etrangers	1'903'010.10	1'553'153.44	<b>-349'856.66</b>
Sous contrat d'insertion	329'654.25	262'701.54	<b>-66'952.71</b>
Cas d'urgence	29'724.90	55'080.31	25'355.41
Mesures pénales	255'395.76	247'595.57	<b>-7'800.19</b>
Total	34'486'212.09	33'346'768.39	<b>-1'139'443.70</b>
II. Neuchâtelois hors du canton			
Neuchâtelois			
- en Suisse	490'978.44	653'751.69	162'773.25
- à l'étranger	9'008.67	7'556.58	<b>-1'452.09</b>
Total	499'987.11	661'308.27	161'321.16
Récapitulation	2000	2001	Différence
Total général I et II	34'986'199.20	34'008'076.66	<b>-978'122.54</b>
Répartition			
- Etat	40% 13'994'479.70	13'603'230.66	<b>-391'249.04</b>
- Communes	60% 20'991'719.50	20'404'846.00	<b>-586'873.50</b>
Nombre d'habitants	166'476	166'642	

**Tableau 1b****REPARTITION COMMUNAUTAIRE****CHARGES EFFECTIVES****Aide matérielle versée en 2001 et prise en compte en 2002**

		Différence par rapport à l'année précédente		
		en francs	en %	
	Dépenses effectives des communes	31'152'719.38	<b>-702'820.75</b>	<b>-2.21</b>
	Dépenses effectives de l'Etat	2'194'049.01	<b>-436'622.95</b>	<b>-16.60</b>
A.	Bénéficiaires dans le canton	33'346'768.39	<b>-1'139'443.70</b>	<b>-3.30</b>
B.	Neuchâtelois hors du canton	661'308.27	161'321.16	32.27
	Total des charges nettes incombant à la communauté	34'008'076.66	<b>-978'122.54</b>	<b>-2.80</b>
	Part de l'Etat	40% 13'603'230.66	<b>-391'249.04</b>	<b>-2.80</b>
	Part des communes	60% 20'404'846.00	<b>-586'873.50</b>	<b>-2.80</b>

Répartition des charges selon le tableau "Population résidante par district et par commune" au 31 décembre 2001, de l'Office cantonal de la statistique :

Nombre d'habitants 166'642

Coefficient de la répartition entre les communes :

Francs : 20'404'846.00			
Nombre d'habitants : 166'642	122.447198	<b>-3.65</b>	<b>-2.89</b>

**Tableau 2.** Charges d'aide matérielle pour les communes neuchâteloises durant l'exercice 2001

No.	Communes	Nombre d'habitants pour la répartition des charges 31.12.2001 (1)	A charge des communes Coefficient 122.447198 (2)	Dépenses effectives des communes (3)	A recevoir des communes NE (4)	A verser aux communes NE (5)
1	Neuchâtel	31'587	3'867'739.70	9'203'858.53		<b>-5'336'118.83</b>
2	Hauterive	2'631	322'158.60	324'050.85		<b>-1'892.25</b>
3	Saint-Blaise	3'074	376'402.70	209'298.25	167'104.45	
4	Marin-Epagnier	3'727	456'360.70	357'444.50	98'916.20	
5	Thielle-Wavre	582	71'264.25	<b>-342.90</b>	71'607.15	
6	Cornaux	1'474	180'487.15	120'282.25	60'204.90	
7	Cressier	1'940	237'547.55	66'275.30	171'272.25	
8	Enges	296	36'244.35	0.00	36'244.35	
9	Le Landeron	4'284	524'563.80	157'863.75	366'700.05	
10	Lignières	896	109'712.70	8'909.20	100'803.50	
11	Boudry	5'064	620'072.60	626'490.45		<b>-6'417.85</b>
12	Cortailod	4'392	537'788.10	445'171.85	92'616.25	
13	Colombier	4'942	605'134.05	447'716.10	157'417.95	
14	Auvernier	1'538	188'323.80	166'310.55	22'013.25	
15	Peseux	5'479	670'888.20	1'123'971.70		<b>-453'083.50</b>
16	Corcelles-Cormondrèche	3'907	478'401.20	341'792.50	136'608.70	
17	Bôle	1'765	216'119.30	49'232.45	166'886.85	
18	Rochefort	1'022	125'141.05	29'430.20	95'710.85	
19	Brot-Dessous	102	12'489.60	18'509.25		<b>-6'019.65</b>
20	Bevaix	3'582	438'605.85	102'251.40	336'354.45	
21	Gorgier	1'724	211'098.95	73'021.55	138'077.40	
22	St-Aubin-Sauges	2'408	294'852.85	305'556.35		<b>-10'703.50</b>
23	Fresens	197	24'122.10	10'248.65	13'873.45	
24	Montalchez	192	23'509.85	0.00	23'509.85	
25	Vaumarcus	205	25'101.70	0.00	25'101.70	
26	Môtiers	841	102'978.10	1'730.95	101'247.15	
27	Couvet	2'792	341'872.60	240'765.15	101'107.45	
28	Travers	1'200	146'936.65	34'450.85	112'485.80	
29	Noiraigue	453	55'468.60	38'089.95	17'378.65	
30	Boveresse	377	46'162.60	118'661.50		<b>-72'498.90</b>
31	Fleurier	3'700	453'054.65	576'268.20		<b>-123'213.55</b>
32	Buttes	635	77'753.95	24'079.75	53'674.20	
33	La Côte-aux-Fées	498	60'978.70	33'853.25	27'125.45	
34	Saint-Sulpice	612	74'937.70	101'731.00		<b>-26'793.30</b>
35	Les Verrières	710	86'937.50	17'113.85	69'823.65	
36	Les Bayards	356	43'591.20	25'135.10	18'456.10	
37	Cernier	1'947	238'404.70	252'897.10		<b>-14'492.40</b>
38	Chézard-St-Martin	1'611	197'262.45	75'897.10	121'365.35	
39	Dombresson	1'530	187'344.20	192'851.65		<b>-5'507.45</b>
40	Villiers	400	48'978.90	0.00	48'978.90	
41	Le Pâquier	229	28'040.40	28'135.20		<b>-94.80</b>
42	Savagnier	913	111'794.30	<b>-7'346.50</b>	119'140.80	
43	Fenin-Vilars-Saules	758	92'815.00	20'418.55	72'396.45	
44	Fontaines	942	115'345.25	23'024.05	92'321.20	
45	Engollon	75	9'183.55	<b>-8'731.60</b>	17'915.15	
46	Fontainemelon	1'638	200'568.50	136'672.05	63'896.45	
47	Les Hauts-Geneveys	861	105'427.05	17'139.05	88'288.00	
48	Boudevilliers	654	80'080.45	64'023.75	16'056.70	
49	Valangin	393	48'121.75	44'452.70	3'669.05	
50	Coffrane	623	76'284.60	<b>-84'626.20</b>	160'910.80	
51	Les Geneveys-s/Coffrane	1'404	171'915.85	35'920.60	135'995.25	
52	Montmollin	490	59'999.15	<b>-31'412.80</b>	91'411.95	
53	Le Locle	10'417	1'275'532.45	1'269'708.25	5'824.20	
54	Les Brenets	1'138	139'344.90	126'485.20	12'859.70	
55	Le Cerneux-Péquignot	317	38'815.75	18'040.20	20'775.55	
56	La Brévine	678	83'019.20	16'354.35	66'664.85	
57	La Chaux-du-Millieu	421	51'550.25	1'460.00	50'090.25	
58	Les Ponts-de-Martel	1'266	155'018.15	82'443.30	72'574.85	
59	Brot-Plamboz	274	33'550.55	19'262.30	14'288.25	
60	La Chaux-de-Fonds	37'310	4'568'504.90	13'451'170.60		<b>-8'882'665.70</b>
61	Les Planchettes	237	29'020.00	0.00	29'020.00	
62	La Sagne	932	114'120.80	9'258.20	104'862.60	
	<b>Total</b>	<b>166'642</b>	<b>20'404'846.00</b>	<b>31'152'719.38</b>	<b>4'191'628.30</b>	<b>-14'939'501.68</b>

**Tableau 3.** Part des autorités neuchâteloises pour les bénéficiaires dans le canton, exercice 2001

No	Communes	Neuchâtelois	Confédérés +2 ans	Etrangers	Sous contrat d'insertion	Cas d'urgence	Mesures pénales	Total général
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1	Neuchâtel	1'759'627.32	2'278'019.00	3'239'123.51	1'589'271.70	17'287.75	320'529.25	9'203'858.53
2	Hauterive	103'181.85	86'798.25	134'070.75				324'050.85
3	Saint-Blaise	15'170.15	20'233.95	122'327.90	47'220.35		4'345.90	209'298.25
4	Marin-Epagnier	80'845.05	95'481.90	180'715.80	401.75			357'444.50
5	Thielle-Wavre	<b>-2'206.95</b>		1'864.05				<b>-342.90</b>
6	Cornaux	44'854.60	56'081.15	19'346.50				120'282.25
7	Cressier	28'662.40	23'341.15	14'271.75				66'275.30
8	Enges	0.00						0.00
9	Le Landeron	<b>-2'904.25</b>	40'536.15	93'823.10	27'976.50		<b>-1'567.75</b>	157'863.75
10	Lignières	5'574.40	184.80	3'150.00				8'909.20
11	Boudry	90'604.00	217'060.75	170'924.75	140'513.45		7'387.30	626'490.45
12	Cortailod	83'841.80	179'277.65	102'438.85	79'613.55			445'171.85
13	Colombier	59'465.10	215'559.60	61'402.35	92'146.35		19'142.70	447'716.10
14	Auvernier	25'586.40	<b>-9'493.10</b>	150'217.25				166'310.55
15	Peseux	79'744.70	339'834.10	612'987.85	88'707.10	2'697.95		1'123'971.70
16	Corcelles-Cormondrèche	111'905.55	98'265.55	72'483.40	45'710.60		13'427.40	341'792.50
17	Bôle	5'212.70	36'308.45				7'711.30	49'232.45
18	Rochefort	14'535.40	11'000.10	3'894.70				29'430.20
19	Brot-Dessous	<b>-10'163.00</b>	17'306.70	11'365.55				18'509.25
20	Bevaix	57'528.85	43'276.70	1'445.85				102'251.40
21	Gorgier	13'638.70	17'930.45	12'749.00	17'621.25		11'082.15	73'021.55
22	Saint-Aubin-Sauges	66'355.10	9'015.30	119'367.60	110'818.35			305'556.35
23	Fresens		10'248.65					10'248.65
24	Montalchez							0.00
25	Vaumarcus							0.00
26	Môtiers	1'730.95						1'730.95
27	Couvét	26'925.50	58'419.90	102'879.75	52'540.00			240'765.15
28	Travers	20'883.80	<b>-16'067.95</b>	29'635.00				34'450.85
29	Noiraigue	15'835.20	17'373.20	4'881.55				38'089.95
30	Boveresse	12'157.50	59'464.70	47'039.30				118'661.50
31	Fleurier	107'504.40	371'425.20	95'578.60	1'760.00			576'268.20
32	Buttes	3'578.20	20'501.55					24'079.75
33	La Côte-aux-Fées			1'153.65	32'699.60			33'853.25
34	Saint-Sulpice	4'530.85	27'909.05	69'291.10				101'731.00
35	Les Verrières	16'358.50	2'487.35	<b>-1'732.00</b>				17'113.85
36	Les Bayards	11'078.45	<b>-26.15</b>	14'082.80				25'135.10
37	Cernier	74'682.50	51'074.00	101'275.00	25'865.60			252'897.10
38	Chézard-Saint-Martin	22'291.30	15'045.05	38'560.75				75'897.10
39	Dombresson	17'874.10	109'752.10	10'172.30	55'053.15			192'851.65
40	Villiers							0.00
41	Le Pâquier	4'429.70	23'705.50					28'135.20
42	Savagnier	1'388.05	3'268.50	<b>-12'003.05</b>				<b>-7'346.50</b>
43	Fenin-Vilars-Saules	6'615.75	13'802.80					20'418.55
44	Fontaines	14'074.50	3'335.80	1'693.75	3'920.00			23'024.05
45	Engollon	<b>-11'270.50</b>	2'538.90					<b>-8'731.60</b>
46	Fontainemelon	29'229.65	67'661.75	39'780.65				136'672.05
47	Les Hauts-Geneveys	13'613.80	3'525.25					17'139.05
48	Boudevilliers	<b>-1'790.00</b>	39'195.05	<b>-12'401.15</b>	39'019.85			64'023.75
49	Valangin	11'680.70	17'078.00	14'271.80		1'422.20		44'452.70
50	Coffrane	7'576.00	<b>-2'512.60</b>	<b>-143'520.20</b>	53'830.60			<b>-84'626.20</b>
51	Les Geneveys-sur-Coffrane	<b>-85'627.90</b>	16'315.35	44'205.50	61'027.65			35'920.60
52	Montmollin		<b>-31'066.60</b>	<b>-346.20</b>				<b>-31'412.80</b>
53	Le Locle	209'117.40	352'371.45	499'522.40	168'713.50		39'983.50	1'269'708.25
54	Les Brenets	28'019.00	64'100.50		34'365.70			126'485.20
55	Le Cerneux-Péquignot		18'040.20					18'040.20
56	La Brévine	14'825.40	1'528.95					16'354.35
57	La Chaux-du-Millieu	1'460.00						1'460.00
58	Les Ponts-de-Martel	46'318.00	29'356.80		6'768.50			82'443.30
59	Brot-Plamboz		10'270.30	8'992.00				19'262.30
60	La Chaux-de-Fonds	2'864'263.45	4'578'522.05	4'439'093.85	1'064'378.90	80'272.55	424'639.80	13'451'170.60
61	Les Planchettes							0.00
62	La Sagne	3'261.95	5'996.25					9'258.20
Total des dépenses effectives des communes (art. 20,22 LASoc)		6'123'676.07	9'720'659.45	10'520'077.86	3'839'944.00	100'258.25	848'103.75	31'152'719.38
Total des dépenses effectives de l'Etat (art. 21,23 LASoc)		734'479.95	2'346.47	1'553'153.44	262'701.54	55'080.31	247'595.57	2'855'357.28
Total général		6'858'156.02	9'723'005.92	12'073'231.30	4'102'645.54	155'338.56	1'095'699.32	34'008'076.66

**Tableau 4.** Part des autorités non neuchâtelaises pour les bénéficiaires dans le canton, exercice 2001

No	Communes	Confédérés - 2 ans Fr. (1)	Cas d'urgence Fr. (2)	Etrangers Fr. (3)	Sous contrat d'insertion (4)	Total général Fr. (5)
1	Neuchâtel	302'593.50		64'321.95	30'445.95	397'361.40
2	Hauterive	<b>-50'883.60</b>				<b>-50'883.60</b>
3	Saint-Blaise	4'022.90				4'022.90
4	Marin-Epagnier	46'159.15				46'159.15
5	Thielle-Wavre	0.00				0.00
6	Cornaux	473.80				473.80
7	Cressier	42'271.65				42'271.65
8	Enges	0.00				0.00
9	Le Landeron	40'062.00		16'822.65		56'884.65
10	Lignièrès	0.00				0.00
11	Boudry	46'335.40			14'700.60	61'036.00
12	Cortailod	0.00				0.00
13	Colombier	<b>-18'511.70</b>			19'693.85	1'182.15
14	Auvernier	1'999.85				1'999.85
15	Peseux	31'388.00				31'388.00
16	Corcelles-Cormondrèche	22'098.00			2'023.00	24'121.00
17	Bôle	780.00				780.00
18	Rochefort	0.00				0.00
19	Brot-Dessous	0.00				0.00
20	Bevaix	9'380.50				9'380.50
21	Gorgier	188.10				188.10
22	Saint-Aubin-Sauges	5'326.30	<b>-5'490.30</b>	3'590.45		3'426.45
23	Fresens	4'696.00				4'696.00
24	Montalchez	0.00				0.00
25	Vaumarcus	1'879.35				1'879.35
26	Môtiers	0.00				0.00
27	Couvét	20'333.05			17'311.75	37'644.80
28	Travers	950.10				950.10
29	Noiraigue	0.00				0.00
30	Boveresse	0.00				0.00
31	Fleurier	25'584.85				25'584.85
32	Buttes	19'256.30				19'256.30
33	La Côte-aux-Fées	0.00				0.00
34	Saint-Sulpice	0.00				0.00
35	Les Verrières	19'107.40		1'574.00		20'681.40
36	Les Bayards	0.00				0.00
37	Cernier	0.00				0.00
38	Chézard-Saint-Martin	0.00				0.00
39	Dombresson	0.00				0.00
40	Villiers	0.00				0.00
41	Le Pâquier	0.00				0.00
42	Savagnier	0.00				0.00
43	Fenin-Vilars-Saules	0.00				0.00
44	Fontaines	3'622.40				3'622.40
45	Engollon	0.00				0.00
46	Fontainemelon	831.60				831.60
47	Les Hauts-Geneveys	0.00		3'942.80		3'942.80
48	Boudevilliers	0.00				0.00
49	Valangin	0.00				0.00
50	Coffrane	1'235.10				1'235.10
51	Les Geneveys-sur-Coffrane	2'926.25				2'926.25
52	Montmollin	0.00				0.00
53	Le Locle	54'675.75	529.30	46'451.80	13'927.30	115'584.15
54	Les Brenets	3'702.85				3'702.85
55	Le Cerneux-Péquignot	0.00				0.00
56	La Brévine	0.00				0.00
57	La Chaux-du-Millieu	0.00				0.00
58	Les Ponts-de-Martel	5'230.00				5'230.00
59	Brot-Plamboz	0.00				0.00
60	La Chaux-de-Fonds	500'966.00		28'822.55	3'487.15	533'275.70
61	Les Planchettes	0.00				0.00
62	La Sagne	135.35				135.35
<b>Total des avances faites par les communes, (art. 20, 22 LASoc)</b>						
		1'148'816.20	<b>-4'961.00</b>	165'526.20	101'589.60	1'410'971.00
<b>et par l'Etat (art. 21 LASoc)</b>						
		101'390.55	9'527.30	178'659.15	<b>-3'909.25</b>	285'667.75
<b>Total</b>						
		1'250'206.75	4'566.30	344'185.35	97'680.35	1'696'638.75

**Tableau 5. DEPENSES D'AIDE MATERIELLE DES COMMUNES EN 2001**

(secours versés y compris prestations à récupérer auprès d'autres autorités)

<u>Commune</u>	<u>Montant en Fr.</u>	<u>% du total</u>	<u>Nombre d'habi- tants</u>	<u>Fr. par habitant</u>	<u>Nombre de dossiers</u>	<u>Fr. par dossier</u>	<u>Dossier Par 1'000 habitants</u>
<b>Neuchâtel</b>	9'601'219.93	29.48	31'587	303.95	1'315	7'301	41.7
Hauterive	273'167.25	0.84	2'631	103.85	46	5'938	17.5
Saint-Blaise	213'321.15	0.66	3'074	69.40	33	6'464	10.8
Marin-Epagnier	403'603.65	1.24	3'727	108.30	60	6'727	16.1
Thielle-Wavre	-342.90	0.00	582	-0.60	2	-171	3.5
Cornaux	120'756.05	0.37	1'474	81.90	26	4'644	17.7
Cressier	108'546.95	0.33	1'940	55.95	22	4'934	11.4
Enges	0.00	0.00	296	0.00	0	0	0.0
Le Landeron	214'748.40	0.66	4'284	50.15	73	2'942	17.1
Lignièrès	8'909.20	0.03	896	9.95	4	2'227	4.5
<b>Boudry</b>	687'526.45	2.11	5'064	135.75	123	5'590	24.3
Cortailod	445'171.85	1.37	4'392	101.35	73	6'098	16.6
Colombier	448'898.25	1.38	4'942	90.85	81	5'542	16.4
Auvernier	168'310.40	0.52	1'538	109.45	13	12'947	8.5
Peseux	1'155'359.70	3.55	5'479	210.85	216	5'349	39.4
Corcelles-Cormondrèche	365'913.50	1.12	3'907	93.65	56	6'534	14.4
Bôle	50'012.45	0.15	1'765	28.35	14	3'572	8.0
Rochefort	29'430.20	0.09	1'022	28.80	6	4'905	5.9
Brot-Dessous	18'509.25	0.06	102	181.45	4	4'627	39.2
Bevaix	111'631.90	0.34	3'582	31.15	24	4'651	6.7
Gorgier	73'209.65	0.22	1'724	42.45	19	3'853	11.0
Saint-Aubin-Sauges	308'982.80	0.95	2'408	128.30	50	6'180	20.8
Fresens	14'944.65	0.05	197	75.85	2	7'472	10.2
Montalchez	0.00	0.00	192	0.00	0	0	0.0
Vaumarcus	1'879.35	0.01	205	9.15	1	1'879	4.9
<b>Môtiers</b>	1'730.95	0.01	841	2.05	1	1'731	1.2
Couvet	278'409.95	0.85	2'792	99.70	50	5'568	17.9
Travers	35'400.95	0.11	1'200	29.50	21	1'686	17.5
Noiraigue	38'089.95	0.12	453	84.10	13	2'930	28.7
Boveresse	118'661.50	0.36	377	314.75	12	9'888	31.9
Fleurier	601'853.05	1.85	3'700	162.65	88	6'839	23.8
Buttes	43'336.05	0.13	635	68.25	10	4'334	15.8
La Côte-aux-fées	33'853.25	0.10	498	68.00	4	8'463	8.1
Saint-Sulpice	101'731.00	0.31	612	166.25	17	5'984	27.8
Les Verrières	37'795.25	0.12	710	53.25	13	2'907	18.3
Les Bayards	25'135.10	0.08	356	70.60	6	4'189	16.9

<u>Commune</u>	<u>Montant en Fr.</u>	<u>% du total</u>	<u>Nombre d'habi- tants</u>	<u>Fr. par habitant</u>	<u>Nombre de dossiers</u>	<u>Fr. par dossier</u>	<u>Dossier Par 1'000 habitants</u>
<b>Cernier</b>	252'897.10	0.78	1'947	129.90	48	5'269	24.7
Chézard-Saint-Martin	75'897.10	0.23	1'611	47.10	19	3'995	11.8
Dombresson	192'851.65	0.59	1'530	126.05	21	9'183	13.8
Villiers	0.00	0.00	400	0.00	0	0	0.0
Le Pâquier	28'135.20	0.09	229	122.85	4	7'034	17.5
Savagnier	-7'346.50	-0.02	913	-8.05	4	-1'837	4.4
Fenin-Vilars-Saules	20'418.55	0.06	758	26.95	3	6'806	4.0
Fontaines	26'646.45	0.08	942	28.30	9	2'961	9.6
Engollon	-8'731.60	-0.03	75	-116.40	2	-4'366	26.7
Fontainemelon	137'503.65	0.42	1'638	83.95	20	6'875	12.2
Les Hauts-Geneveys	21'081.85	0.06	861	24.50	4	5'270	4.7
Boudevilliers	64'023.75	0.20	654	97.90	11	5'820	16.8
Valangin	44'452.70	0.14	393	113.10	5	8'891	12.7
Coffrane	-83'391.10	-0.26	623	-133.85	23	-3'626	36.9
Les Geneveys s/Coffrane	38'846.85	0.12	1'404	27.65	22	1'766	15.7
Montmollin	-31'412.80	-0.10	490	-64.10	3	-10'471	6.1
<b>Le Locle</b>	1'385'292.40	4.25	10'417	133.00	247	5'608	23.7
Les Brenets	130'188.05	0.40	1'138	114.40	10	13'019	8.8
Le Cerneux-Péquignot	18'040.20	0.06	317	56.90	1	18'040	3.2
La Brévine	16'354.35	0.05	678	24.10	2	8'177	3.0
La Chaux-du-Milieu	1'460.00	0.00	421	3.45	1	1'460	2.4
Les Ponts-de-Martel	87'673.30	0.27	1'266	69.25	12	7'306	9.5
Brot-Plamboz	19'262.30	0.06	274	70.30	2	9'631	7.3
<b>La Chaux-de-Fonds</b>	13'984'446.30	42.94	37'310	374.80	1'608	8'697	43.1
Les Planchettes	0.00	0.00	237	0.00	0	0	0.0
La Sagne	<u>9'393.55</u>	<u>0.03</u>	<u>932</u>	<u>10.10</u>	<u>6</u>	<u>1'566</u>	<u>6.5</u>
<b><u>TOTAL :</u></b>	<b>32'563'690.38</b>	<b>100.00</b>	<b>166'642</b>	<b>195.40</b>	<b>4'585</b>	<b>7'102</b>	<b>27.5</b>

**Tableau 6. DOSSIERS D'AIDE SOCIALE ACTIFS** <sup>1 et 2</sup>

(Comparaison entre les années 1998, 1999, 2000 et 2001)

**1. REPARTITION DES DOSSIERS PAR ETAT CIVIL**

Etat-civil	NB dossiers actifs								Variation en %					
	1998	%	1999	%	2000	%	2001	%	98/99	98/00	98/01	99/00	99/01	00/01
Célibataire	1'455	40.8	1'595	40.0	1'586	38.9	1'652	39.4	9.6	9.0	13.6	-0.6	3.6	4.2
Marié (e)	729	20.5	777	19.5	757	18.6	722	17.2	6.6	3.9	-1.0	-2.6	-7.1	-4.6
Séparé (e)	654	18.4	777	19.5	860	21.1	941	22.4	18.8	31.5	43.9	10.7	21.1	9.4
Divorcé (e)	624	17.5	723	18.1	753	18.5	760	18.1	15.9	20.7	21.8	4.2	5.1	1.0
Veuf (ve)	100	2.8	113	2.8	120	2.9	117	2.8	13.0	20.0	17.0	6.2	3.6	-2.5
<b>Total :</b>	<b>3'562</b>	<b>100</b>	<b>3'985</b>	<b>100</b>	<b>4'076</b>	<b>100</b>	<b>4'192</b>	<b>100</b>	<b>11.9</b>	<b>14.5</b>	<b>17.7</b>	<b>2.3</b>	<b>5.2</b>	<b>2.9</b>

**2. REPARTITION DES DOSSIERS PAR TYPE DE MENAGE**

Type de ménage	NB dossiers actifs								Variation en %					
	1998	%	1999	%	2000	%	2001	%	98/99	98/00	98/01	99/00	99/01	00/01
Personne seule	2'036	57.2	2'211	55.5	2'219	54.4	2'277	54.3	8.6	9.0	11.9	0.4	3.0	2.6
Personne seule avec 1 enfant	403	11.3	496	12.4	542	13.3	612	14.6	23.1	34.5	51.9	9.3	23.4	12.9
Personne seule avec 2 enfants	285	8.0	353	8.9	396	9.7	416	9.9	23.9	39.0	46.0	12.2	17.9	5.1
Personne seule 3 enfants et plus	109	3.1	148	3.7	162	4.0	165	3.9	35.8	48.6	51.4	9.5	11.5	1.9
<b>Sous-total :</b>	<b>2'833</b>	<b>79.5</b>	<b>3'208</b>	<b>80.5</b>	<b>3'319</b>	<b>81.4</b>	<b>3'470</b>	<b>82.8</b>	<b>13.3</b>	<b>17.2</b>	<b>22.5</b>	<b>3.5</b>	<b>8.2</b>	<b>4.6</b>
Couple sans enfant	304	8.4	281	7.1	262	6.4	265	6.3	-7.6	-13.8	-12.9	-6.8	-5.7	1.2
Couple avec 1 enfant	154	4.3	192	4.8	176	4.3	148	3.5	24.7	14.3	-3.9	-8.4	-22.9	-15.9
Couple avec 2 enf.	167	4.7	194	4.9	193	4.7	188	4.5	16.2	15.6	12.6	-0.5	-3.1	-2.6
Couple 3 enf. et plus	104	2.9	110	2.8	126	3.1	121	2.9	5.8	21.2	16.4	14.6	10.0	-4.0
<b>Total :</b>	<b>3'562</b>	<b>100</b>	<b>3'985</b>	<b>100</b>	<b>4'076</b>	<b>100</b>	<b>4'192</b>	<b>100</b>	<b>11.9</b>	<b>14.5</b>	<b>17.7</b>	<b>2.3</b>	<b>5.2</b>	<b>2.9</b>

**3. PERSONNES DEPENDANTES DE L'AIDE SOCIALE**

	NB personnes								Variation en %					
	<u>1998</u>	<u>%</u>	<u>1999</u>	<u>%</u>	<u>2000</u>	<u>%</u>	<u>2001</u>	<u>%</u>	<u>98/99</u>	<u>98/00</u>	<u>98/01</u>	<u>99/00</u>	<u>99/01</u>	<u>00/01</u>
Hommes	2'242	34.5	2'453	32.9	2'469	31.9	2'447	31.0	9.4	10.1	9.2	0.7	-0.3	-0.9
Femmes	2'049	31.5	2'309	31.0	2'364	30.6	2'467	31.3	12.7	15.4	20.4	2.4	6.9	4.4
Enfants	2'207	34.0	2'685	36.1	2'904	37.4	2'969	37.7	21.7	31.6	34.6	8.2	10.6	2.3
<b>Total :</b>	<b>6'498</b>	<b>100</b>	<b>7'447</b>	<b>100</b>	<b>7'737</b>	<b>100</b>	<b>7'883</b>	<b>100</b>	<b>14.6</b>	<b>19.1</b>	<b>21.3</b>	<b>3.9</b>	<b>5.9</b>	<b>1.9</b>

**4. RAPPORT ENTRE LE NB DE DOSSIERS ACTIFS ET LES PERSONNES DEPENDANTES DE L'AIDE SOCIALE**

	Années				Variation en %					
	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>98/99</u>	<u>98/00</u>	<u>98/01</u>	<u>99/00</u>	<u>99/01</u>	<u>00/01</u>
NB de personne par dossier	1.824	1.869	1.898	1.880	2.4	4.1	3.1	1.6	0.63	-0.93

**5. RAPPORT ENTRE LA POPULATION RESIDANTE ET LES PERSONNES DEPENDANTES DE L'AIDE SOCIALE**

	Années (en %)				Variation en %					
	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>98/99</u>	<u>98/00</u>	<u>98/01</u>	<u>99/00</u>	<u>99/01</u>	<u>00/01</u>
Personnes dépendantes de l'aide sociale	3.899	4.464	4.647	4.730	14.49	19.18	21.31	4.10	5.96	1.79
Population résidente au 31 décembre										

**Commentaires**

<sup>1</sup> Sont considérés comme dossiers actifs, tous les dossiers ayant enregistré un mouvement financier entre le 1er janvier et le 31 décembre de leur année de référence (dépenses et/ou recettes). Précisons qu'un dossier peut contenir plusieurs personnes. Dans le cas d'une famille composée du mari, de l'épouse et d'un enfant, un seul dossier sera ouvert soit au nom du mari.

<sup>2</sup> La présente statistique ne tient pas compte des dossiers actifs portant les catégories Nos 07 - Réfugiés statutaires, 70 - Neuchâtelois hors canton -2 ans, 71 - Neuchâtelois à l'étranger et 72 - Neuchâtelois hors canton 2 à 10 ans. Ce qui représente en tout 196 dossiers, soit respectivement 100, 94, 1 et 1 dossiers.

## 11.12. Office des établissements spécialisés

L'année 2002 a été marquée par une réflexion sur la création d'un service des établissements spécialisés autonome. Décision a été prise de modifier dans ce sens l'organisation du Département dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Ce changement organisationnel permettra au nouveau service de se renforcer, pour mieux assurer ses missions en tant qu'organe de planification, de contrôle et de subventionnement des institutions.

Un des objectifs principaux du service restera son action de coordination de l'ensemble des établissements neuchâtelois, ainsi qu'une collaboration intense avec la plupart des organismes privés s'occupant de l'enfance, de l'adolescence, des personnes adultes handicapées, des personnes toxico-dépendantes et des adultes en difficulté.

Les réflexions liées aux modifications exigées par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) dans les concepts de prise en charge, ainsi que l'obligation faite à chaque établissement de mettre en œuvre une procédure de certification "Qualité" se sont poursuivies, nécessitant toujours d'importants investissements.

La coordination de l'ensemble des établissements en matière informatique s'est encore intensifiée, grâce notamment à l'appui des services informatiques des villes de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds. Le développement d'un logiciel de gestion commun s'est poursuivi et une majorité des institutions est actuellement reliée au nœud cantonal.

L'association neuchâteloise des maisons pour enfants, adolescents et adultes (ANMEA), regroupant toutes les fondations et associations du canton, poursuit la mission qui lui a été confiée par notre Département, à savoir la mise en place de la description et de l'évaluation des fonctions du personnel dans lesdits établissements.

L'office des établissements spécialisés a pour tâche principale l'application des lois cantonales de subventionnement. En lien avec cette mission, la participation à de nombreux travaux de coordination et de réflexion est une nécessité. Il s'agit notamment:

- de la commission cantonale des établissements spécialisés;
- de la commission intercantonale de coordination (CICSO) chargée de l'application de la convention intercantonale réglant la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions d'autres cantons d'enfants, d'adolescents et d'adultes domiciliés dans le canton;
- de l'Association neuchâteloise des maisons pour enfants, adolescents et adultes (ANMEA);
- des comités respectifs de chacune des institutions neuchâteloises ou romandes bénéficiant des subventions cantonales ou accueillant des pensionnaires neuchâtelois;
- de la commission consultative technique de l'office médico-pédagogique (OMP);
- de la commission "Centre de compétence des ressources humaines (CCRH);
- de la commission "Communauté de travail OFAS / Offices de liaisons cantonaux";
- de la Fondation Isabelle Hafen;
- de la conférence neuchâteloise des directeurs d'institutions;
- de la commission cantonale "Intégration" du Département de l'instruction publique et des affaires culturelles;
- de la commission d'orthophonie;
- de la commission chargée de coordonner les missions dans les établissements AI pour personnes adultes;

- du groupe de travail organisé par l'OFAS, chargé de promouvoir un projet de financement forfaitaire des institutions résidentielles pour personnes dépendantes (FiDé/FiSu).

### **11.13. Aide aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents**

En 2002, les 31 établissements reconnus (AI et non AI) ont présenté leurs comptes d'exploitation 2001 et reçu les subventions prévues par la loi. Les tableaux N°1, 2, 3 et 4, qui figurent en annexe, résument l'intervention financière des pouvoirs publics neuchâtelois en leur faveur, mais également celle relative aux placements d'enfants et adolescents ne relevant pas de l'assurance-invalidité, placés à l'extérieur de notre canton.

#### ***Plan d'équipement***

Pour mémoire, le dernier rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'évolution du plan d'équipement depuis son adoption en 1995 a été accepté au printemps 2000.

Le groupe de travail permanent chargé d'examiner tous les nouveaux projets en matière d'établissements spécialisés ne s'est pas réuni en 2002, mais plusieurs groupes d'experts qui lui sont liés ont continué leurs travaux. Les principaux éléments traités par ces groupes durant l'année considérée peuvent se résumer de la manière suivante:

- redéfinition de certains concepts de prise en charge, notamment pour les préadolescent(e)s et adolescent(e)s gravement perturbés;
- participation active à la réflexion de la Fondation Les Perce-Neige, qui est confrontée à une augmentation importante des demandes d'admission dans son secteur scolaire et à une saturation de son secteur adulte;
- développement du concept de famille d'accueil "professionnelle", en collaboration avec une famille d'accueil supplémentaire et une seconde institution de référence;
- poursuite de la réalisation du concept de la Fondation "l'Enfant c'est la vie", avec l'ouverture de sa structure d'accueil d'urgence, à Boudry;
- développement des prises en charge AEMO dès l'âge de 6 ans, pour des enfants en premières années scolaires;
- poursuite de la réflexion d'un groupe de travail chargé de mieux définir les missions des établissements AI pour adultes (en collaboration avec le service de la santé publique);
- suivi de l'expérience de 3 ans, débutée en 2000, consacrée au projet d'éducation de rue mené par la Fondation Carrefour à La Chaux-de-Fonds et à Neuchâtel en particulier;
- participation à la réflexion sur l'avenir des prises en charges d'adolescents délinquants, suite au changement de mission de l'ancienne Maison d'éducation au travail de La Chaux-de-Fonds;
- mise en route de l'expérience de "Job coaching" par l'institution Sombaille Jeunesse, visant à promouvoir un soutien individualisé à l'intégration professionnelle d'adolescents.

#### ***Législation***

Des négociations sont toujours en cours entre l'ANMEA et les associations du personnel en vue d'une révision de la convention collective de travail du personnel socio-éducatif.

Les institutions venues du Département de la justice, de la santé et de la sécurité et précédemment subventionnées en vertu de la LESPA bénéficient toujours d'un régime différent de celui appliqué par l'office des établissements spécialisés aux autres institutions, cela tant en ce qui concerne l'échelle salariale que les conditions de travail.

L'unification en cours, réalisée au moyen du processus de description et d'évaluation des fonctions, entrepris par l'ANMEA en collaboration avec le service des ressources humaines de l'Etat, sera pratiquement finalisée en 2003. La mise en application de ces normes uniformes devra coïncider avec l'adoption d'une nouvelle convention collective pour tout le personnel des institutions représentées à l'ANMEA.

Au mois de décembre 2002, le Grand Conseil a refusé d'entrer en matière sur un projet de fusion des deux lois de subventionnement appliquées par l'office des établissements spécialisés. A l'heure actuelle, il subsiste donc encore quelques légères différences entre le mode de subventionnement des institutions pour handicapés et celui des autres institutions.

### ***Commission cantonale des établissements spécialisés pour enfants et adolescents***

- Cette commission consultative n'a pas eu d'objets à traiter en 2002.

### ***Planification***

L'élaboration d'une planification cantonale et intercantonale est une exigence de la Confédération pour obtenir les subventions aux établissements pour enfants et adolescents et aux maisons d'éducation. L'ordonnance fédérale sur les prestations fédérales dans le domaine de l'exécution des peines et mesures du 29 octobre 1986, modifiée le 18 septembre 1989 fait référence en la matière, et depuis, cet exercice est reconduit chaque année. Dans notre canton, de par la volonté du Conseil d'Etat, il s'est aussi étendu aux établissements relevant de l'assurance-invalidité.

### ***Etablissements non AI pour mineurs***

Des compléments d'informations sont nécessaires à l'analyse et à la compréhension de certains tableaux des pages suivantes.

Tout d'abord, rappelons que les institutions suivantes:

- le Foyer Jeanne-Antide, à La Chaux-de-Fonds,
- le Home la Ruche, à Neuchâtel,

bien que non reconnues par l'Office fédéral de la justice en raison de l'âge des pensionnaires (prescolaires), figurent dans nos statistiques.

Les dernières statistiques disponibles concernent l'année 2001. Le taux d'occupation moyen des institutions pour mineurs s'est situé à 78,7%, en légère augmentation par rapport à l'exercice précédent.

Sur le plan général, il nous a paru important de synthétiser les différents résultats par le tableau suivant:

## PLANIFICATION CANTONALE – INSTITUTION NON AI

**RECAPITULATIF GENERAL**

Années considérées	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre de places	280	292	287	277	277
Journées d'ouverture	357	360	360	360	360
Journées d'exploitation	99392	105204	103379	99713	99721
Journées de séjour	82090	82399	79581	76119	78491
Capacité non utilisée	17303	22805	23798	23594	21230
Taux d'occupation (tous les mineurs)	82,6%	78,3%	77,0%	76,3%	78,7%
Mineurs du canton placés dans le canton	455	510	541	572	569
Mineurs d'autres cantons placés dans le canton	46	40	34	44	35
Total des mineurs placés dans le canton	501	550	575	616	604
Répartition selon l'âge:					
00 à 6 ans	69	110	143	151	146
07 – 14 ans	186	198	207	234	219
15 – 17 ans	175	180	164	173	190
18 – 24 ans	61	49	53	45	42
25 ans et plus	10	25	8	13	7
	501	550	575	616	604
Mineurs du canton placés hors canton	8	13	22	26	34

Explications: journées d'exploitation = nombre de places x nombre de journées d'ouverture

Taux d'occupation = journées de séjour: journées d'exploitation

Capacité non utilisée = journées d'exploitation moins journées de séjour. Dans cette rubrique figurent indistinctement les journées d'absences des pensionnaires (vacances, week-ends, hospitalisations, etc.) et les journées résultant des places éventuellement non occupées.

En ce qui concerne les placements intercantonaux, nous constatons une baisse significative du nombre de confédérés reçus dans notre canton. Le nombre de neuchâtelois placés hors du canton passe quant à lui de 26 à 34. Ce chiffre élevé s'explique par la réalisation de placements pénaux d'adolescents(es), faute de structures adaptées sur notre territoire, notamment suite à la fermeture de la Maison d'éducation au travail (MET), La Ronde, à La Chaux-de-Fonds.

	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>Différence</u>
Neuchâtelois placés hors du canton	26	34	+ 8
Confédérés placés à Neuchâtel	44	35	- 9

L'analyse fine de la provenance des pensionnaires placés par d'autres cantons permet de constater que nous avons accueilli: 6 Bernois, 3 Fribourgeois, 4 Genevois, 13 Jurassiens et 9 Vaudois.

94% de notre capacité d'accueil a ainsi été réservée aux stricts besoins neuchâtelois alors que 6% étaient mis à disposition des cantons confédérés.

<u>Classe d'âge</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>Différence</u>
de 0 à 14 ans	385	365	- 20
de 15 à 24 ans	218	232	+ 14
25 ans et plus	13	7	- 6

La présence de personnes de + de 25 ans s'explique par l'officialisation de l'accueil dit "mère-enfants", adopté en 1995 par le Grand Conseil.

Il est intéressant de remarquer qu'avec une capacité cantonale de 277 places, le nombre d'enfants/adolescents accueillis dans les institutions se monte à 604. Ce phénomène illustre la poursuite d'une politique de placement visant à diminuer au maximum la durée des séjours. Dans ce but, un accent particulier a été mis sur le travail auprès des familles, et avec elles. Ainsi, les enfants et adolescents ne sont placés que lorsqu'il n'y a pas d'autre solution, si possible pour de courtes périodes, en visant toujours une réintégration dans le milieu familial.

Il est important de bien garder à l'esprit que les résultats énoncés ici sont toujours liés aux structures telles qu'on les a prises en compte au début de la planification. Il est essentiel de savoir que l'office des établissements spécialisés veille constamment à faire correspondre, année après année, la dotation en personnel et les budgets d'exploitation au nombre réel de pensionnaires.

### **Etablissements AI**

Comme pour les établissements non AI, nous résumons l'ensemble des résultats par les tableaux suivants:

#### **PLANIFICATION CANTONALE – INSTITUTIONS AI**

##### **RECAPITULATIF GENERAL**

##### **ATELIERS – ECOLES**

Années considérées	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre de places	716	853	866	892	927
Journées d'ouverture	229	220	221	221	217
Journées d'exploitation	164024	188160	191684	196802	201362
Journées de séjour	142032	166982	169853	175260	176723
Capacité non utilisée	21992	21178	21831	21542	24639
Taux d'occupation	86,6%	88,7%	88,6%	89,1%	87,8%
Personnes du canton placées dans le canton	834	932	967	1063	1114
Personnes d'autres cantons placées dans le canton	112	155	160	156	164
Total des personnes placées dans le canton	946	1087	1127	1219	1278
Répartition selon l'âge					
00 à 06 ans	12	15	15	25	34
07 - 15 ans	160	171	195	191	197
16 - 19 ans	93	94	104	121	141
20 - 29 ans	187	201	197	210	213
30 - 39 ans	187	216	233	246	248
40 - 49 ans	162	186	189	208	221
Plus de 50 ans	145	204	194	218	224
	946	1087	1127	1219	1278
Personnes placées hors canton	110	107	110	114	117

Explications: journées d'exploitation = nombre de places x nombre de journées d'ouverture

Taux d'occupation = journées de séjours: journées d'exploitation

Capacité non utilisée = journées d'exploitation moins journées de séjour. Dans cette rubrique figurent indistinctement les journées d'absences des pensionnaires (vacances, week-ends, hospitalisations, etc.) et les journées résultant des places éventuellement non occupées.

### PLANIFICATION CANTONALE – INSTITUTIONS AI

#### RECAPITULATIF GENERAL

#### HOMES – FOYERS

Années considérées	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre de places	323	464	449	438	496
Journées d'ouverture	352	337	340	340	324
Journées d'exploitation	113825	156581	152505	148706	160455
Journées de séjour	88944	127101	122099	121346	132200
Capacité non utilisée	24881	29480	30406	27360	27762
Taux d'occupation	78,1%	81,2%	80,1%	81,6%	82,4%
Personnes du canton placées dans le canton	325	426	419	444	668
Personnes d'autres cantons placées dans le canton	80	136	136	125	143
Total des personnes placées dans le canton	405	562	555	569	811
Répartition selon l'âge					
00 à 06 ans	9	7	1	2	11
07 – 15 ans	114	90	81	72	88
16 – 19 ans	47	33	36	49	70
20 – 29 ans	81	115	103	96	166
30 – 39 ans	76	125	141	131	189
40 – 49 ans	57	100	102	101	139
Plus de 50 ans	21	92	91	118	148
	405	562	555	569	811
Personnes placées hors canton	90	85	81	87	90

Explications: journées d'exploitation = nombre de places x nombre de journées d'ouverture

Taux d'occupation = journées de séjour: journées d'exploitation

Capacité non utilisée = journées d'exploitation moins journées de séjour. Dans cette rubrique figurent indistinctement les journées d'absences des pensionnaires (vacances, week-ends, hospitalisations, etc.) et les journées résultant des places éventuellement non occupées.

#### Balance des échanges intercantonaux

<u>Ateliers – écoles</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>Différence</u>
Neuchâtelois placés hors du canton	114	117	+ 3
Confédérés placés dans le canton	156	164	+ 8

<u>Homes – foyers</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>Différence</u>
Neuchâtelois placés hors du canton	87	90	+ 3
Confédérés placés dans le canton	125	143	+ 18

L'augmentation importante du nombre de places dans les deux secteurs s'explique par l'entrée dans les statistiques de plusieurs institutions regroupées au sein de la Fondation en faveur des adultes en difficultés sociales. Il s'agit, en particulier du Foyer Feu-Vert et de Feu-Vert Entreprise, à La Chaux-de-Fonds, ainsi que du Foyer du Rocher (ex-Foyer 44), à Neuchâtel.

En outre, la Fondation Les Perce-Neige a également augmenté son nombre de places d'accueil, à la fois dans ses centres pédagogiques et dans ses foyers d'adultes. Cette tendance est appelée à se poursuivre dans les prochaines années, car la demande est en constante augmentation.

Globalement, les placements de Neuchâtelois à l'extérieur du canton n'ont pas diminué. Ce phénomène témoigne de la bonne collaboration intercantonale dans ce secteur et de la saturation de plusieurs établissements cantonaux, pour lesquels des projets d'agrandissement sont à l'étude ou en cours de réalisation.

Les institutions "Le Devens" et "Pontareuse", toutes deux spécialisées dans le traitement des dépendances, accueillent toujours un nombre important de résidents provenant des autres cantons.

Les taux d'occupation sont restés élevés tant pour les ateliers - écoles que pour les homes - foyers puisqu'ils sont respectivement de 87,8% et 82,4%.

Tableau no 1

Exercice 2002  
institutionsAide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents  
ne relevant pas de l'assurance-invalidité

## Subventions accordées aux institutions du canton - provenance et nombre d'enfants

Institutions	Canton de Berne		Canton de Fribourg		Canton de Genève		Canton du Jura		Canton du Valais		Canton de Vaud		Canton de Bâle		Canton du Tessin		Canton de Neuchâtel		Subvention Etat de Neuchâtel pour pensionnaires neuchâtelois Fr.
	cas	jours	cas	jours	cas	jours	cas	jours	cas	jours	cas	jours	cas	jours	cas	jours	cas	jours	
Centre pédagogique des Billodes, Le Locle	-	-	-	-	-	-	1	230	-	-	-	-	-	-	-	-	45	7940	2'559'047.05
Centre pédagogique de Dombresson	-	-	2	166	-	-	4	882	-	-	1	75	-	-	-	-	70	9156.5	2'996'395.75
Fondation J. et M. Sandoz, Le Locle	-	-	1	71	2	172	-	-	-	-	6	1490	-	-	-	-	22	3775	1'317'792.00
Foyers Carrefour + La Croisée, La Coudre et Neuchâtel	2	92	-	-	-	-	2	253	-	-	2	473	-	-	-	-	31	3691	1'433'744.90
Foyer Jeanne Antide, La Chaux-de-Fonds	2	196	-	-	-	-	2	46	-	-	-	-	-	-	-	-	106	7211.5	2'165'641.45
Foyer "La Géode", Neuchâtel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19	3248	791'876.15
Maison de Belmont, Boudry	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42	7858	2'729'652.65
Pouponnière "la Coccinelle", Neuchâtel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21	2945	759'126.05
Home la Ruche, Neuchâtel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70	5151.5	2'450'204.10
Sombaille Jeunesse, La Chaux-de-Fonds	-	-	-	-	2	607	1	34	-	-	-	-	-	-	-	-	72	10291.5	2'815'178.10
Unité de formation de Sombaille Jeunesse La Chaux-de-Fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	1526	263'505.15
Maison des Jeunes, La Chaux-de-Fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	353'566.15
Famille d'accueil professionnelle I. et M. Kipfer, Chaumont *	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	47	5'123.00
Fondation Carrefour, action éducative en milieu ouvert (AEMO) °	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	79	919	847'456.00
Fondation Carrefour -éducation de rue Accueil la Ferme, Chambrelie *	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1247	165'317.10
Maison d'éducation au travail "La Ronde", La Chaux-de-Fonds	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	623	106'794.00
Associat. neuchâteloise des "mamans de jour"	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	189'268.00
Particip. Formation en travail social	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	145'799.60
<b>TOTAUX</b>	<b>4</b>	<b>288</b>	<b>3</b>	<b>237</b>	<b>4</b>	<b>779</b>	<b>10</b>	<b>1445</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>2038</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>612</b>	<b>65630</b>	<b>22'123'487.20</b>

\* Institution reconnue partiellement, dans laquelle les pensionnaires placés par un service

° les contributions sont basées sur un forfait mensuel

Tableau No 2

**Aide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents ne relevant pas de l'assurance-invalidité**

**Parts communales**

Communes	Fr.	Communes	Fr.
Neuchâtel	1'965'129.00	Cernier	121'129.15
Hauterive	163'683.00	Chézard-Saint-Martin	100'225.50
Saint-Blaise	191'243.45	Dombresson	95'186.25
Marin-Epagnier	231'868.65	Villiers	24'885.30
Thielle-Wavre	36'208.10	Le Pâquier	14'246.85
Cornaux	91'702.30	Savagnier	56'800.65
Cressier	120'693.65	Fenin-Vilars-Saules	47'157.60
Enges	18'415.10	Fontaines	58'604.85
Le Landeron	266'521.45	Engollon	4'666.00
Lignières	55'743.05	Fontainemelon	101'905.25
<b>Total district de Neuchâtel</b>	<b>3'141'207.75</b>	Les Hauts-Geneveys	53'565.60
		Boudevilliers	40'687.45
Boudry	315'047.75	Valangin	24'449.80
Cortailod	273'240.45	Coffrane	38'758.85
Colombier	307'457.75	Les Geneveys-sur-Coffrane	87'347.35
Auvernier	95'683.95	Montmollin	30'484.50
Peseux	340'866.25	<b>Total district du Val-de-Ruz</b>	<b>900'100.95</b>
Corcelles-Cormondrèche	243'067.05		
Bôle	109'806.35	Le Locle	648'075.10
Rochefort	63'581.90	Les Brenets	70'798.65
Brot-Dessous	6'345.75	Le Cerneux-Péquignot	19'721.60
Bevaix	222'847.75	La Brévine	42'180.55
Gorgier	107'255.60	La Chaux-du-Milieu	26'191.75
Saint-Aubin-Sauges	149'809.45	Les Ponts-de-Martel	78'761.95
Fresens	12'256.00	Brot-Plamboz	17'046.40
Montalchez	11'944.95	<b>Total district du Locle</b>	<b>902'776.00</b>
Vaumarcus	12'753.70		
<b>Total district de Boudry</b>	<b>2'271'964.65</b>	La Chaux-de-Fonds	2'321'175.30
		Les Planchettes	14'744.55
Môtiers	52'321.30	La Sagne	57'982.70
Couvet	173'699.30	<b>Total district de La Chaux-de-Fonds</b>	<b>2'393'902.55</b>
Travers	74'655.85		
Noiraigue	28'182.60		
Boveresse	23'454.40		
Fleurier	230'188.90		
Buttes	39'505.40		
La Côte-aux-Fées	30'982.20		
Saint-Sulpice	38'074.50		
Les Verrières	44'171.40		
Les Bayards	22'147.90		
<b>Total district du Val-Val-de-Travers</b>	<b>757'383.75</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10'367'335.65</b>

Tableau No 3

**Aide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents relevant de l'assurance-invalidité**

**Parts communales**

Communes	Fr.	Communes	Fr.
Neuchâtel	849'089.20	Cernier	52'076.20
Hauterive	69'641.15	Chézard-Saint-Martin	44'194.80
Saint-Blaise	82'982.95	Dombresson	41'558.75
Marin-Epagnier	103'722.00	Villiers	10'759.55
Thielle-Wavre	16'731.10	Le Pâquier	5'917.75
Cornaux	40'455.85	Savagnier	24'935.25
Cressier	51'861.00	Fenin-Vilars-Saules	20'308.65
Enges	7'935.15	Fontaines	25'607.70
Le Landeron	117'897.65	Engollon	2'205.70
Lignièrès	24'504.85	Fontainemelon	44'544.50
<b>Total district de Neuchâtel</b>	<b>1'364'820.90</b>	Les Hauts-Geneveys	22'379.85
Boudry	136'296.50	Boudevilliers	18'156.75
Cortailod	117'413.50	Valangin	11'270.60
Colombier	134'817.05	Coffrane	16'973.20
Auvernier	41'235.95	Les Geneveys-sur-Coffrane	38'707.45
Peseux	149'073.45	Montmollin	13'583.90
Corcelles-Cormondrèche	106'600.15	<b>Total district du Val-de-Ruz</b>	<b>393'180.60</b>
Bôle	48'095.15	Le Locle	277'434.75
Rochefort	26'818.15	Les Brenets	30'826.10
Brot-Dessous	2'770.60	Le Cerneux-Péquignot	8'876.60
Bevaix	98'207.70	La Brévine	18'694.70
Gorgier	46'938.50	La Chaux-du-Milieu	11'189.90
Saint-Aubin-Sauges	64'126.85	Les Ponts-de-Martel	33'919.45
Fresens	5'406.65	Brot-Plamboz	7'451.00
Montalchez	5'110.80	<b>Total district du Locle</b>	<b>388'392.50</b>
Vaumarcus	5'702.55	La Chaux-de-Fonds	1'004'968.05
<b>Total district de Boudry</b>	<b>988'613.55</b>	Les Planchettes	5'971.55
Môtiers	22'191.55	La Sagne	25'661.50
Couvet	75'478.20	<b>Total district de La Chaux-de-Fonds</b>	<b>1'036'601.10</b>
Travers	32'171.05		
Noiraigue	12'642.45		
Boveresse	10'490.55		
Fleurier	99'418.15		
Buttes	17'107.65		
La Côte-aux-Fées	13'557.00		
Saint-Sulpice	16'704.20		
Les Verrières	19'743.75		
Les Bayards	9'683.60		
<b>Total district du Val-Val-de-Travers</b>	<b>329'188.15</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4'500'796.80</b>

Tableau No 4

**Aide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents  
ne relevant pas de l'assurance-invalidité**

**Subsides éducatifs spéciaux accordés en 2002 pour placements de mineurs ou de jeunes adultes hors du canton  
Tableau de répartition par canton et par établissement**

Canton de placement	Etablissement de placement	Nombre de cas en 2001	Nombre de jours en 2001	Dépense totale Fr.	Dépense	
					Etat Fr.	Communes Fr.
Berne	Foyer Espace conceptuel, art vif, Bienne	3	120	18'227.20	10'936.30	7'290.90
	La Grande Maison, Corgémont	1	365	47'398.00	28'438.80	18'959.20
	Foyer d'éducation de Prêles	11	1796	670'794.80	402'476.90	268'317.90
		15	2281	736'420.00	441'852.00	294'568.00
Jura	Foyer de Mme G.Sahys, Le Noirmont	4	1123	70'462.00	42'277.20	28'184.80
		4	1123	70'462.00	42'277.20	28'184.80
Valais	Foyer d'accueil "La Fontanelle", Mex	3	157	62'678.00	37'606.80	25'071.20
		3	157	62'678.00	37'606.80	25'071.20
Genève	Fondation la Clairière, Genève	1	7	2'457.00	1'474.20	982.80
		1	7	2'457.00	1'474.20	982.80
Vaud	Centre communal pour adolesc. de Valmont, Lausanne	3	41	11'023.45	6'614.05	4'409.40
	Fondation la Clairière, Chamby s/Montreux	1	17	2'958.00	1'774.80	1'183.20
	Home d'enfants la Bérallaz, Montheron, déf. 2000			4'953.10	2'971.85	1'981.25
		4	0	18'934.55	11'360.70	7'573.85
	<b>TOTAUX</b>	<b>27</b>	<b>3568</b>	<b>890'951.55</b>	<b>534'570.90</b>	<b>356'380.65</b>

## **11.14. Office de recouvrement et d'avances des contributions d'entretien (ORACE)**

### ***Organisation et fonctionnement***

Suite à son intégration au service de l'action sociale le 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'ORACE a poursuivi sa réflexion quant à son organisation interne et à son fonctionnement, en vue d'optimiser ses prestations.

Ainsi, il a notamment été décidé de réorganiser, dès le début 2002, le secteur dit "contentieux" (pour les dossiers où il n'y a plus de pensions courantes, mais où il subsiste une créance à recouvrer en faveur de l'Etat et/ou du créancier alimentaire). L'ancien système, reposant sur une seule et même personne chargée d'assumer l'ensemble de ces dossiers, ne donnait pas satisfaction et a donc été abandonné. Désormais, afin d'assurer un suivi plus rigoureux et minutieux, chaque gestionnaire continue de gérer ses propres dossiers "contentieux", jusqu'à ce que la créance soit récupérée ou garantie. Parallèlement, les nombreux dossiers "contentieux" constitués avant l'instauration de ce nouveau système (500 dossiers contentieux + 500 dossiers à classer), accumulées durant plus d'une décennie, ont dû être repris, triés et vérifiés, un par un, avec l'aide précieuse de l'office du contentieux général de l'Etat, en vue d'identifier les créances encore réalisables. Ce travail de longue haleine devrait se prolonger encore pendant plusieurs mois.

S'agissant de l'activité de l'ORACE en général, on doit constater que, si le nombre de nouveaux dossiers est quelque peu inférieur à l'année 2001, les situations qui se présentent sont de plus en plus complexes, sur le plan juridique mais aussi sur le plan humain.

Enfin, en ce qui concerne le fonctionnement, il faut relever que l'office de La Chaux-de-Fonds a dû faire face à un sérieux problème d'effectif. En effet, la seule collaboratrice qui y est employée à plein temps (alors que l'office en question compte au total 2,5 postes + une stagiaire) a été absente pendant près de six mois pour cause de maladie, ce qui a entraîné des retards importants tant dans la gestion des dossiers courants que dans le délai d'attente pour les nouvelles demandes. L'effort concerté de tous les collaborateurs et collaboratrices de l'ORACE a cependant permis de limiter au strict minimum les désagréments pour les usagers.

### **Statistiques**

Si l'année 2001 avait enregistré une augmentation relativement importante (+ 25%) du nombre de nouvelles demandes (222 unités), l'année 2002 a en revanche connu une légère diminution, de l'ordre de 10%, ce qui représente tout de même 198 nouveaux dossiers.

A la fin de l'année 2002, le nombre total des dossiers s'élevait à 1801, contre 1713 à fin 2001. L'augmentation est donc ici de 5%. Ces dossiers sont répartis de la façon suivante: 439 à l'office de La Chaux-de-Fonds, 703 à l'office de Neuchâtel et 659 dossiers contentieux. Il est en outre à noter que l'ORACE a engagé, au cours de l'année 2002, un total de 335 procédures judiciaires (civiles, pénales et LP).

En 2002, l'office a octroyé des avances pour un montant total de 1.752.335 francs, soit une augmentation de 6,4% par rapport à l'année 2001. La dépense effective, à savoir la différence entre le montant total des avances et celui du recouvrement, s'est élevée à 596.588 fr 15. Le taux de récupération, qui est de 65%, est donc identique à celui de l'année 2001.

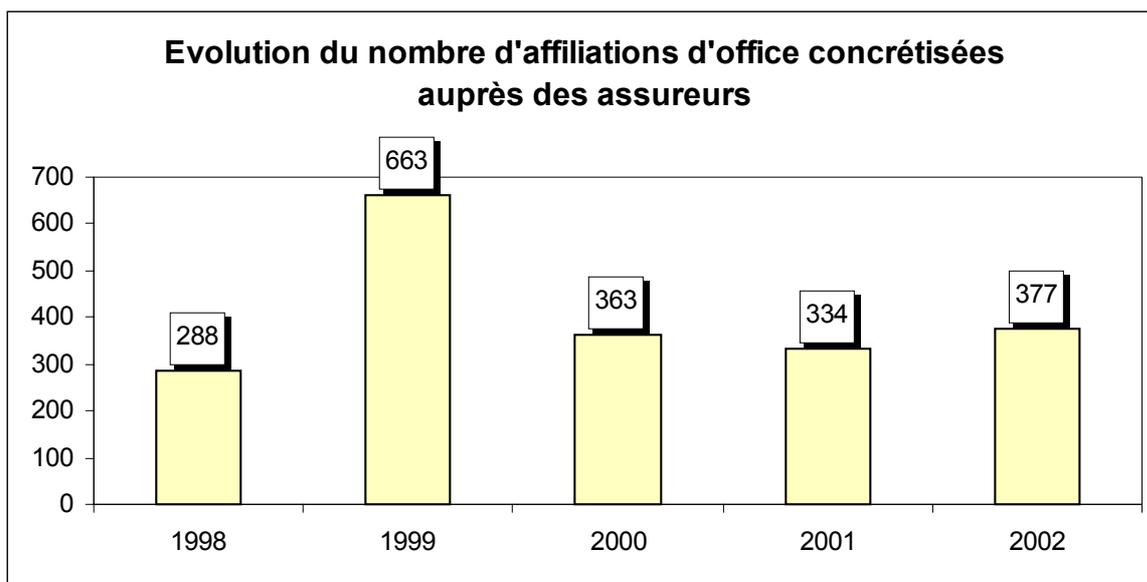
## 12. SERVICE DE L'ASSURANCE-MALADIE

### 12.1. Introduction

L'exercice écoulé s'inscrit dans la mouvance "habituelle" du secteur qui ne connaît pas de stabilité. Ainsi l'année 2002 a-t-elle, à nouveau, été caractérisée par des augmentations de primes importantes. Par ailleurs, l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes au 1<sup>er</sup> juin 2002, et les tâches supplémentaires qui en découlent ainsi que l'adaptation quasi continue de la législation fédérale sont des faits marquants.

### 12.2. Contrôle de l'obligation d'assurance

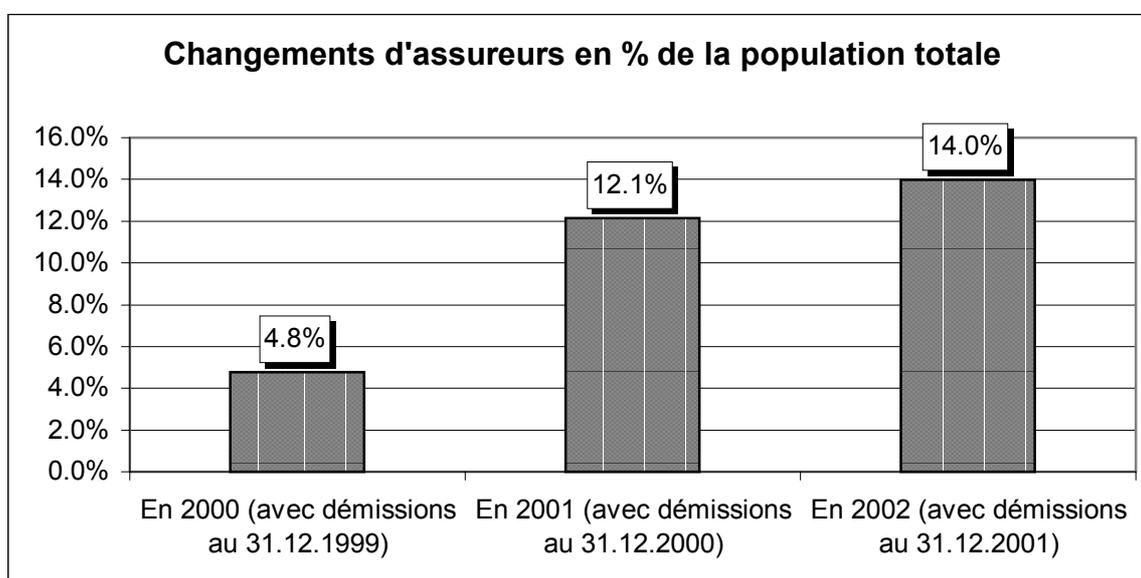
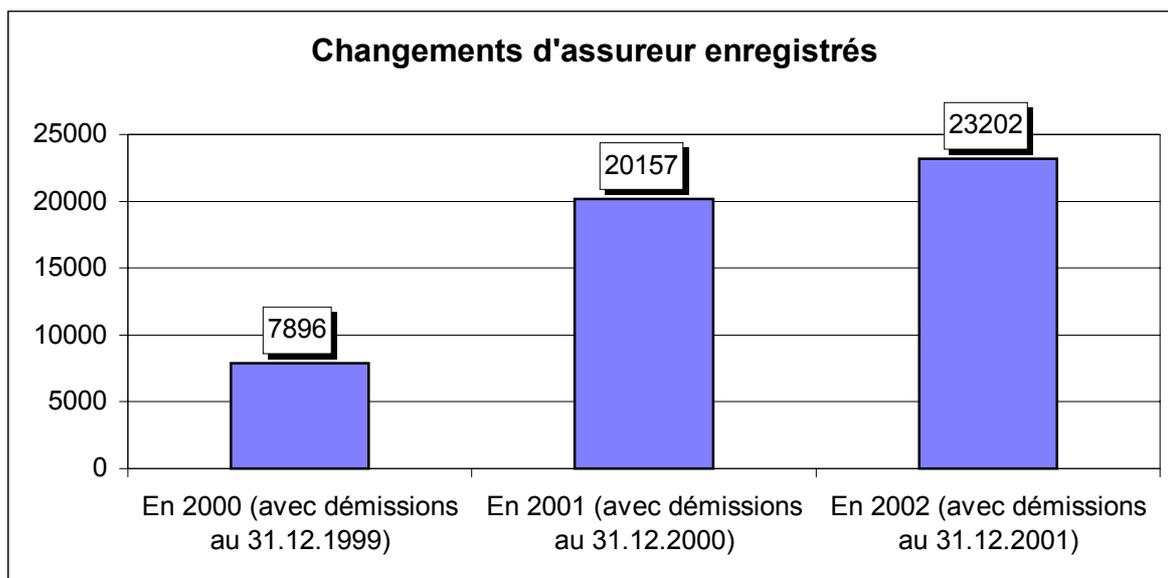
Le service procède au contrôle de l'affiliation de toute personne prenant domicile sur le territoire cantonal, conformément aux dispositions de la LAMal. Le cas échéant, il prononce l'affiliation d'office de toute personne ne donnant pas suite à son obligation d'assurance. En 2002, le service a concrétisé finalement 377 affiliations d'office. Ce nombre reflète l'effectif n'ayant pas justifié à temps d'une affiliation conforme (et non pas le nombre de personne dont l'affiliation a été contrôlée en 2002). Le tableau ci-dessous montre l'évolution de 1998 à 2002 :



Note à propos de l'année 1999 : le nombre anormalement élevé d'affiliations d'office concrétisées fait suite au retrait de la caisse-maladie Visana à fin 1998

L'activité de contrôle de l'affiliation comporte, en outre, le traitement des demandes d'exemption de l'obligation d'assurance en Suisse (dispense). Il s'agit de personnes en provenance de l'étranger, prenant domicile temporairement dans notre canton, à des fins d'études, de formation ou d'activités professionnelles et qui sont au bénéfice d'une couverture d'assurance étrangère. Le service s'est efforcé jusqu'ici d'assouplir les conditions très rigides prévues par la législation fédérale. Ainsi les dispositions cantonales en la matière permettent-elles, lorsque l'assureur étranger atteste d'une couverture équivalente, de ne pas imposer à un résident temporaire une affiliation en Suisse qui correspondrait à une double charge financière. Malheureusement, quelques cas où des fournisseurs de prestations n'ont pas pu obtenir le paiement de leurs créances incitent dorénavant à moins de tolérance.

Par ailleurs, le service vérifie également l'absence de toute interruption d'affiliation à l'occasion des changements de caisse décidés par les assurés. Il est ainsi en mesure de mettre à disposition du secteur socio-sanitaire neuchâtelois des données fiables quant à la relation de chaque assuré avec un assureur. A ce sujet, et au regard des constats du service, il faut relever que nombreux seraient les cas où des assureurs mettraient, à tort, un terme à une affiliation, soit en raison d'un comportement administratif défaillant de certains assurés, soit en raison de la solvabilité critiquable d'autres assurés. Il est à cet égard précieux que le fichier cantonal tenu continuellement à jour fasse foi, car il garantit de ce fait une pérennité de l'affiliation. La statistique des transferts de caisse se présente comme suit :



On constate une augmentation significative. Elle ne résulte pas uniquement des seuls assurés. Le Service a procédé à des incitations personnelles à l'égard de bénéficiaires de prestations complémentaires AVS-AI (PC/AVS-AI) et de personnes émargeant à l'aide sociale matérielle. Les primes de ces deux catégories sont en principe prises en charge à concurrence de la prime moyenne cantonale établie par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). L'incitation est intervenue au moment où le service a constaté que la prime réelle de l'année suivante était supérieure à la prime moyenne OFAS. A défaut de changement d'assureur, la différence de prime est intégralement à la charge des intéressés. A noter que l'information aux bénéficiaires PC/AVS-

Al comprenait le tableau des primes de l'année suivante, la liste d'adresse des assureurs ainsi que des modèles de lettres de démission et d'admission.

La LAMal permet aux assureurs - sans les y obliger - d'échelonner progressivement leurs primes selon trois groupes d'âge : les enfants jusqu'à 18 ans, les jeunes adultes entre 19 et 26 ans, les adultes dès 26 ans. Pour la première fois à l'occasion des primes 2003, deux assureurs (Assura et Supra) ont renoncé à accorder un rabais d'âge aux "jeunes adultes entre 18 et 25 ans". Ceux-ci, faute de transfert d'assureur à fin décembre 2002, paieront donc, en 2003, une prime identique à celle des "adultes dès 26 ans". Compte tenu des effectifs des deux caisses, de nombreux changements d'assureurs sont prévisibles à fin 2002.

### **12.3. Accord sur la libre circulation des personnes**

L'Accord sur la libre circulation des personnes (ci après : ACLP) est l'un des sept accords sectoriels passés entre la Suisse et les Etats membres de la Communauté européenne, puis étendus aux pays membres de l'Association européenne de libre échange (AELE). Or, l'ACLP, qui comprend tout le volet de la sécurité sociale et par conséquent de l'assurance-maladie, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002, après plusieurs reports, de manière assez cahotique et nébuleuse pour les intéressés. S'il comporte pourtant une règle de base simple (affiliation dans le pays de travail), l'ACLP a été aménagé de nombreuses exceptions quant au pays d'assujettissement à l'obligation d'assurance, par le fait que les Etats européens ont tantôt imposé l'assujettissement selon le lieu de résidence, tantôt selon le lieu de travail, tantôt laissé un choix à leurs ressortissants (droit d'option). Si le contrôle de l'obligation d'assurance et la réduction des primes concernant les rentiers ont été dévolus à l'Institution commune LAMal, à Soleure, les cantons ont hérité des mêmes tâches à l'égard des frontaliers, des permis temporaires de séjour, des séjours sans activité lucrative, des membres de la famille sans activité lucrative résidant dans la Communauté de ressortissants européens établis en Suisse.

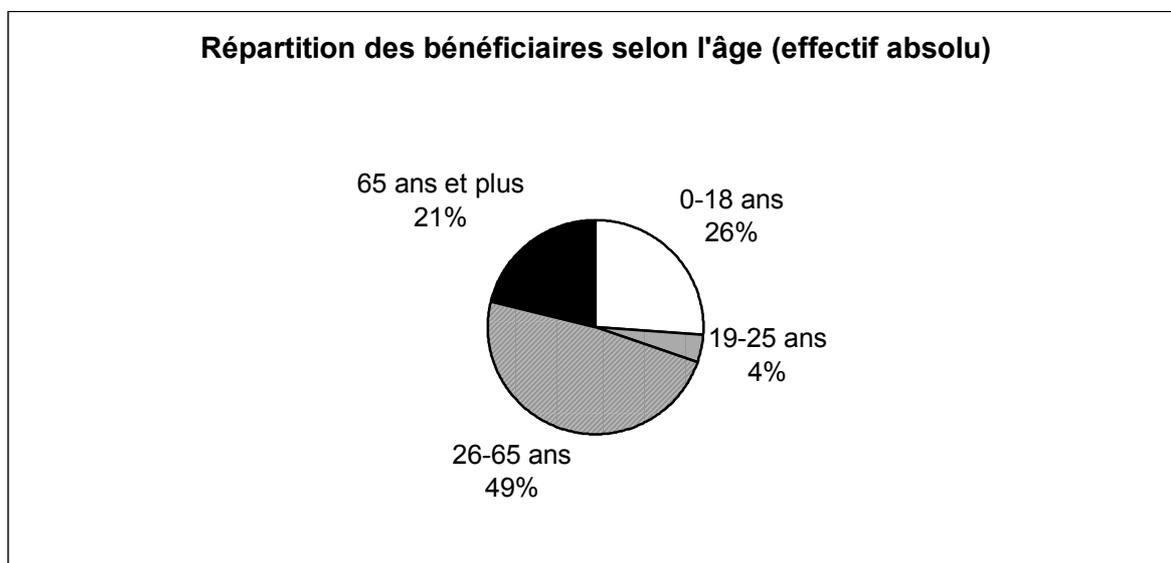
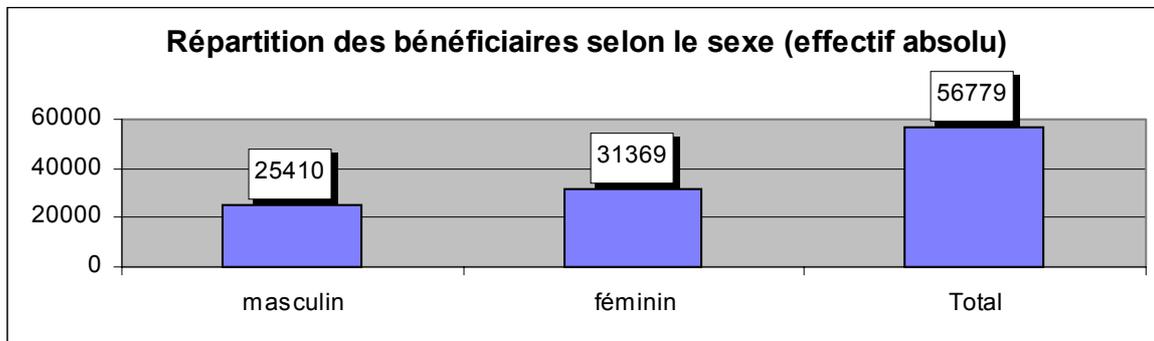
La catégorie la plus concernée est sans aucun doute celle des frontaliers, composée quasi exclusivement de ressortissants français. Mais si, initialement, la France avait dénié à ces personnes tout droit d'option (choix entre une couverture dans le pays de résidence et une couverture dans le pays de travail), il est rapidement apparu qu'elle allait faire marche arrière. De la sorte, il a été recommandé aux cantons d'accepter l'exercice du droit d'option. La problématique est accrue du fait que l'accès des frontaliers au régime obligatoire français n'est, à ce jour encore, par réglé. Ainsi ont-ils été autorisés par leur Gouvernement à demeurer affiliés auprès d'assureurs privés français durant 7 ans à compter de l'entrée en vigueur de l'ACLP. Mais comme l'affiliation de nature privée n'entraîne pas le bénéfice de l'entraide prévue par l'ACLP, des situations difficiles émergent (prise en charge des coûts). De plus, si le frontalier, optant pour la couverture en France, a accès en raison de l'interdiction de discrimination aux soins à son lieu de travail (Suisse), il n'en va pas de même de sa famille sans activité lucrative résidant en France, laquelle, bien qu'assurée en Suisse le cas échéant, n'a accès qu'au système sanitaire du pays de résidence, à charge de l'assurance suisse. D'autres pays européens, notamment l'Allemagne et l'Autriche, ont d'emblée écarté ce type d'inconvénients en accordant à leurs ressortissants à la fois un droit d'option et un droit d'accès aux soins quel que soit le pays dispensateur.

Il reste que l'exercice du droit d'option des frontaliers devait être contrôlé. Le service, par l'intermédiaire des employeurs, s'est adressé à quelques 6300 personnes. Dans 9 cas (avec les membres de la famille, on parvient à 15 personnes en tout), c'est une assurance suisse qui a été choisie. Tous les autres ont opté pour une affiliation en France. Par ailleurs, toute nouvelle délivrance d'un permis frontalier fait l'objet d'une démarche identique.

S'agissant des personnes établies en Suisse, ressortissantes d'un pays de la Communauté, il convenait de les informer, dans l'hypothèse où elles auraient des membres de la famille sans activité lucrative résidant dans un pays européen et en fonction de la mosaïque des droits divers prévus par les Etats membres de la Communauté, d'une éventuelle obligation d'assurance en Suisse ou d'une obligation d'assurance dans le pays de résidence ou de la nécessité d'effectuer une option. Ici, ce sont 22'032 lettres d'information qui ont été adressées par le service aux personnes potentiellement concernées.

## 12.4. Réduction des primes

Non compte tenu des requérants d'asile autonomes bénéficiaires d'une réduction des primes (effectif géré par l'Office administratif de l'asile et des réfugiés dont la statistique n'est pas disponible au moment de la rédaction du présent rapport - environ 430 personnes), la statistique des bénéficiaires d'une réduction des primes est la suivante :



Note : Effectif absolu : Personnes ayant perçu un subside durant tout ou partie de l'année

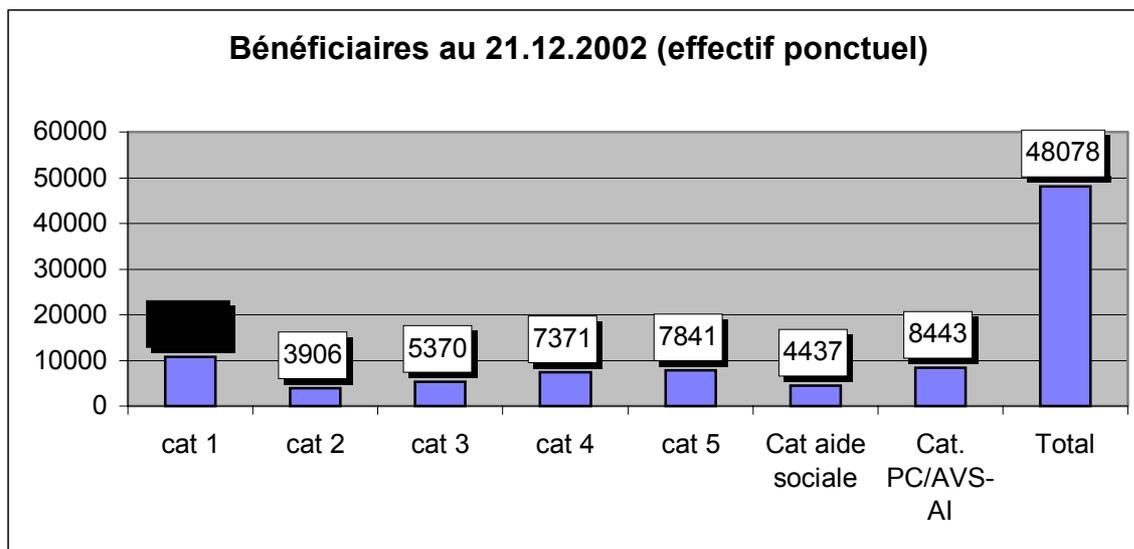
Cet effectif absolu (ayant perçu une réduction de primes en tout ou partie de l'année) correspond à un taux de population subventionnée de 34,2 %.

Selon le nombre des ménages, leur composition et le montant de l'aide au paiement des primes, les bénéficiaires se répartissent de la manière suivante :

Nombre de ménages subventionné	Selon la grandeur du ménage (nombre de personnes par ménage)							Total des ménages	dont ménages monoparentaux
	1	2	3	4	5	>=6			
Montant annuel en francs									
1 à 600	4176	545	262	129	19	1	5132	279	
601 à 1200	2945	1076	383	472	102	25	5003	281	
1201 à 2400	3832	1055	448	501	154	21	6011	370	
2401 à 3600	8953	917	370	299	70	12	10621	435	
3601 à 4800	145	784	449	254	91	13	1736	689	
4801 à 6000	0	533	292	351	74	17	1267	207	
6001 à 12000	0	765	315	794	457	195	2526	34	
> 12000	0	0	0	0	0	1	1	0	
Total	20051	5675	2519	2800	967	285	32297	2295	

Note : selon type de ménages à teneur du fichier du SCAM

On distingue l'effectif "absolu" (nombre de personnes ayant perçu une aide pour toute ou partie de l'année) et l'effectif "ponctuel" (qui donne une image à une date fixe). L'effectif ponctuel ci-dessous permet d'apprécier la répartition des bénéficiaires selon les catégories.



Cet effectif ponctuel correspond à un taux 29,0 % de la population percevant une réduction des primes.

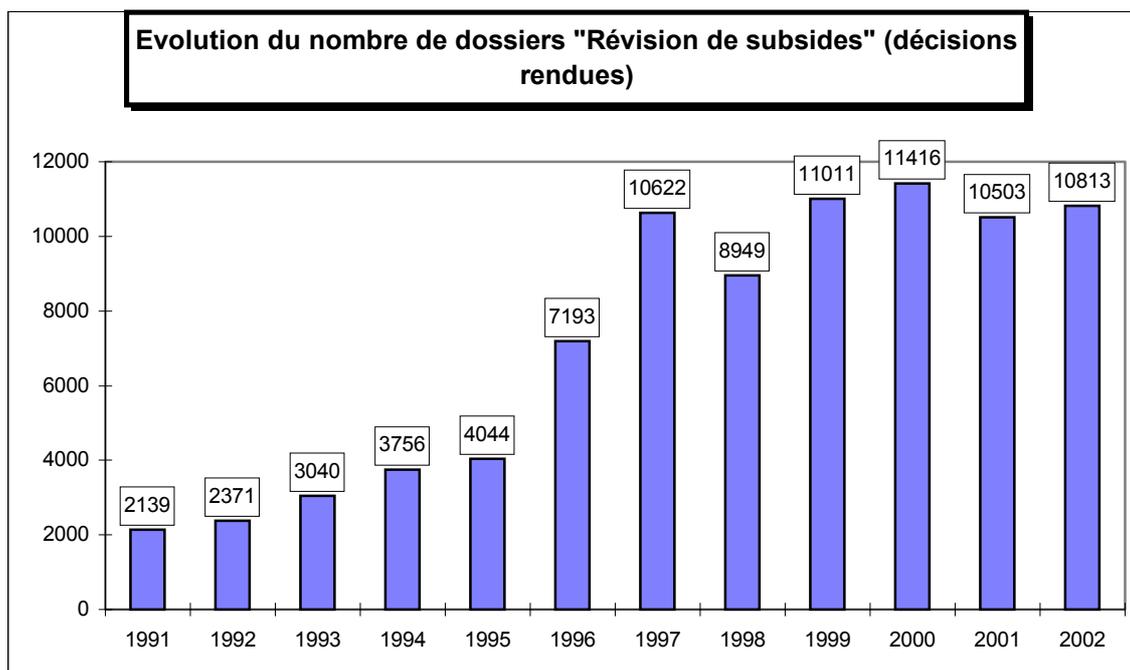
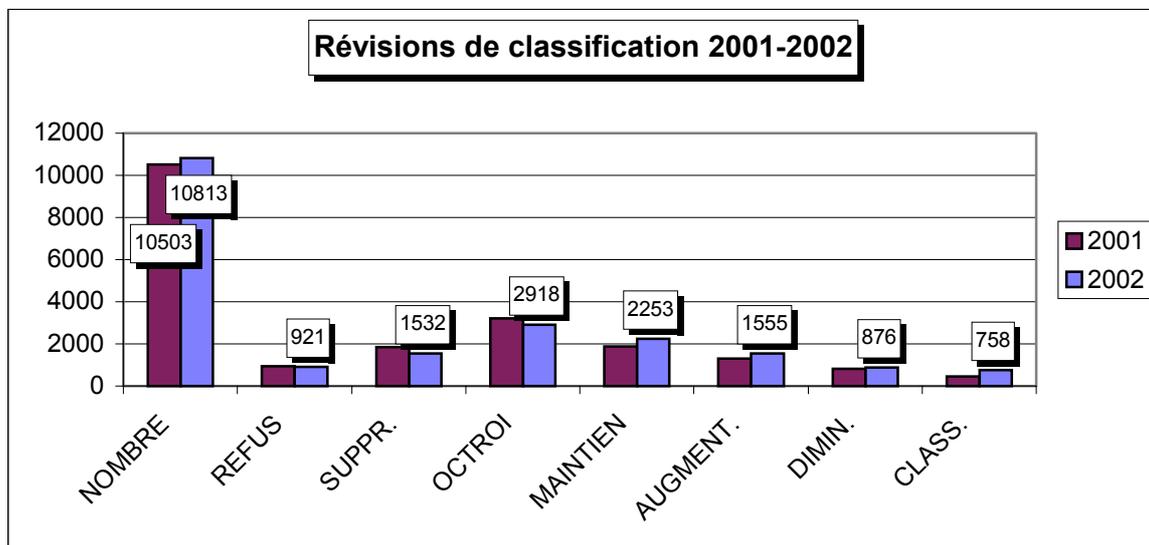
## 12.5. Classification et révisions de classification

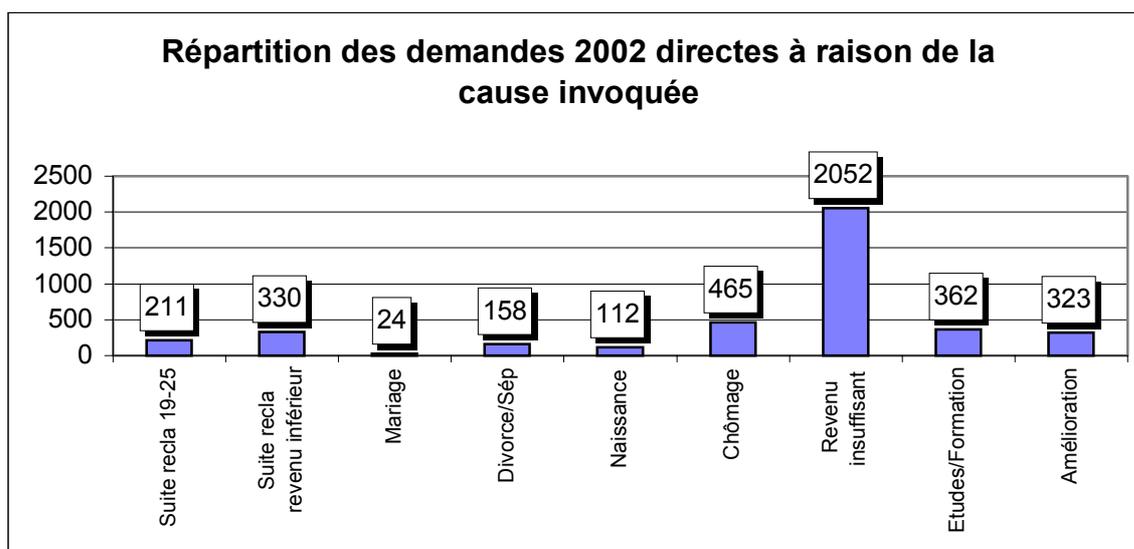
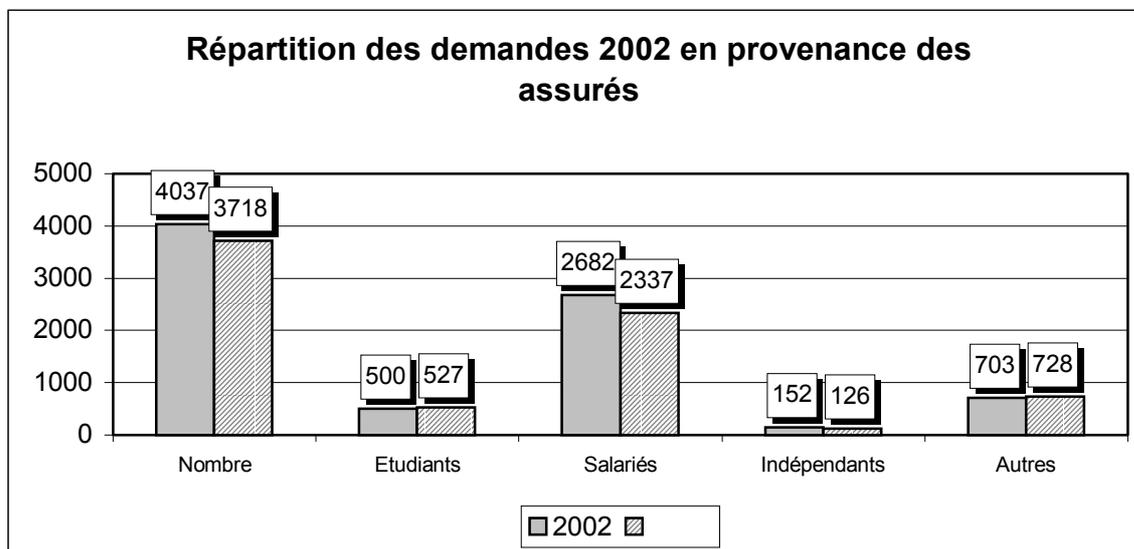
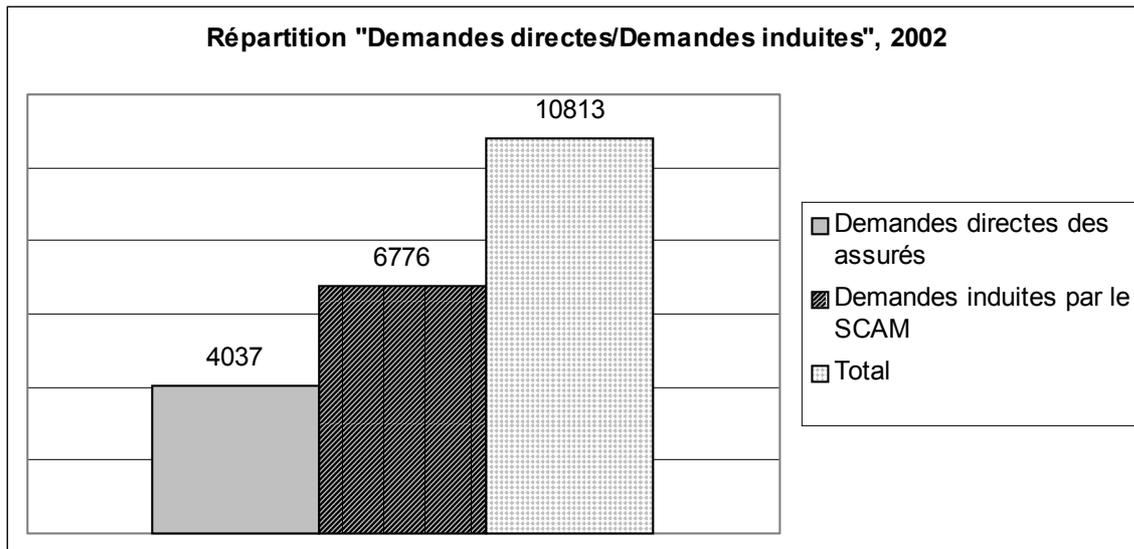
Selon le système en vigueur de la classification permanente, les réductions de primes sont attribuées, modifiées ou supprimées aux assurés d'office en fonction des données déterminantes de leur déclaration fiscale de l'année en cours.

Les assurés ont, cependant, la possibilité de demander la révision de leur classification, soit en raison d'un décalage par rapport aux données de leur déclaration fiscale déterminante, soit en raison de modification de leur situation personnelle ou financière.

En outre, le service induit lui-même de nombreuses révisions suite à des modifications de situations diverses (mariage, séparation, divorce, veuvage, naissance ou arrivée d'un enfant, fin de chômage, octroi ou suppression de prestations complémentaires à l'AVS-AI, etc.)

La statistique 2002 relative aux décisions rendues par le service est la suivante :





## 12.6. Législation cantonale

Le Conseil d'Etat a pris, en date du 11 décembre 2002, les arrêtés suivants :

- Arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2003;
- Arrêté fixant le contrôle de l'affiliation et le droit à la réduction des primes des assurés résidant dans un Etat membre de la Communauté européenne, en Islande ou en Norvège.

## 12.7. Budget 2002

Le montant inscrit au budget 2002 est de 79.262 millions de francs. Il a été utilisé de la manière suivante :

Report de l'année 2001	-	fr.	93'619,40
Versements directs de subsides aux assureurs		fr.	77.266.168,40
Récupération auprès des assureurs (décomptes finaux)	-	fr.	118.194,90
Versements directs de subsides aux assurés		fr.	293.075,95
Récupération auprès d'assurés (restitution)	-	fr.	179.920,15
Versement du contentieux aux assureurs		fr.	2.158.132,40
Récupération de contentieux	-	fr.	73.654,40
Remboursement de participations à charge du Service de l'action sociale	-	fr.	158.563,35
Report sur année 2003		fr.	<u>168.575,45</u>
Total		fr.	79.262.000.--
			=====

## 12.8. Contentieux

Les primes impayées, constatées par actes de défaut de biens sont remboursées aux assureurs. L'évolution statistique est la suivante :

<b>RUBRIQUES</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>
<b>Dossiers reçus</b>	<b>3.301</b>	<b>5.736</b>	<b>5.852</b>	<b>6.034</b>	<b>5411</b>
Dossiers remboursés aux assureurs	2.827	3.714	3.200	2.587	3.151
Dossiers refus/retour	474	600	732	789	993
Dossiers en suspens	0	1422	1920	2658	1267
Montants à charge du Service de l'assurance-maladie (primes)	1.618.786,35	2.374.851,20	1.977.088,75	1.477.849,10	1.945.845,80
Montants à charge du service de l'action sociale (particip/int.)	176.852,10	202.608,15	126.669,35	80.904,65	183.760,75
<b>Total montants remboursés</b>	<b>1.795.638,45</b>	<b>2.577.459,35</b>	<b>2.103.758,10</b>	<b>1.558.753,75</b>	<b>2.129.606,55</b>
Montants non remboursés suite aux contrôles du SAM	632.765,55	1.001.079,45	886.922,05	632.479,--	702.276,15

## 12.9. Recours

En 2002, 93 recours (2001 : 85) ont été déposés contre les décisions du service, tant dans le domaine du contrôle de l'affiliation (12) que dans celui de la révision de classification (81). La statistique se décompose comme suit :

Recours en suspens au 1.1.2002	73	
Recours enregistrés en 2002	93	
Admission		6
Admission partielle		2
Rejet		43
Caducité		19
En suspens au 31.12.2002		96
Total	166	166

## 12.10. Secrétariat de la commission de l'assurance-maladie

La commission, placée sous la présidence de la cheffe du département, a siégé le 21 novembre 2002. Elle a approuvé les rapports du service à l'appui d'un projet d'arrêté provisoire en relation avec l'Accord sur la libre circulation des personnes et à l'appui d'un projet d'arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides pour l'année 2003.

## 13. SERVICE DES MINEURS ET DES TUTELLES

### 13.1. Généralités

Durant l'année 2002, le service des mineurs et des tutelles a poursuivi ses activités à un rythme soutenu puisque l'augmentation globale du nombre de dossiers traités s'est poursuivie, en particulier pour l'office des mineurs.

Ces offices se sont vus déchargés, au début de l'année, de leur mission de surveillance des structures d'accueil de la petite enfance. Ce domaine, au vu des exigences cantonales, a été professionnalisé au sein du service et formalisé par l'engagement de deux conseillères éducatives à 50% d'un poste plein chacune.

Globalement et par rapport à 2001, le volume des affaires traitées est toujours en augmentation. (cf. tableau No 3).

Par secteur, la situation se présente de la manière suivante.

Tableau No 1

Office des mineurs	3181	*(3049)
MNA	67	( 50)
Office des tutelles	813	( 794)
Surveillance des placements	528	( 458)
<b>Total</b>	<b>4589</b>	<b>(4301)</b>

Par l'entremise de son directeur ou de ses adjoints, le service a continué en 2001 à être impliqué dans divers domaines ne relevant pas exclusivement de son champ d'action spécifique. Nous pensons notamment :

- A la présidence et aux travaux de la commission cantonale de prévention des délits sexuels ;
- A la commission de lutte contre la drogue ;
- Au bureau de la commission de lutte contre la drogue ;
- A la commission de l'action sociale ;
- A la conférence suisse des directeurs d'offices cantonaux des mineurs ;
- Au groupe de travail institué par le Département des finances et des affaires sociales pour examiner les demandes de participation à la répartition du produit de la dîme de l'alcool ;
- Au groupe de travail chargé de la coordination interdépartementale de politique sociale ;
- Au conseil de fondation du Fonds de désendettement et de prévention de l'endettement ;
- Au comité du groupement romand de l'association des tuteurs officiels (GRASTO) ;
- A la commission des établissements spécialisés pour enfants et adolescents ;
- A la commission faïtière et dans le groupe des animateurs permanents de la politique de santé et d'appui à la jeunesse ;
- Au groupe « personnes ressources » pour le programme d'insertion sociale et professionnelle ;
- Au groupe de travail sur la violence conjugale ;

- A la commission consultative de l'intégration scolaire des élèves handicapés mentaux ;
- Au conseil de fondation de l'Ecole neuchâteloise de puéricultrices-éducatrices ;
- Au conseil de la Haute Ecole Neuchâteloise ;
- Au comité de gestion de la LAVI ;
- A la commission consultative des utilisateurs du domaine « santé-social » ;
- A la commission de coordination des prestations complémentaires AVS-AI ;
- A la commission technique AEMO.

### **13.2. Office des mineurs**

Les offices des mineurs de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds ont accueilli chacun deux nouveaux collaborateurs assistants sociaux qui font l'heureuse découverte d'un travail intéressant mais particulièrement exigeant et accaparant. Il s'agissait, en l'occurrence, de repourvoir un poste nouveau accordé dans le cadre du budget 2002 ainsi que le départ de deux collaboratrices à temps partiel. Chaque année, les assistantes sociales et assistants sociaux des offices des mineurs doivent s'adapter toujours plus pour faire face à la pluriculturalité des situations dont elles/ils s'occupent.

Le travail d'un service de protection de l'enfance est certes complexe par nature mais cet aspect des choses le rend encore plus difficile. La collaboration qui s'est instituée et qui fonctionne de mieux en mieux avec les écoles, en particulier secondaires, porte ses fruits. Celle qui existe avec l'AEMO, institution de prévention secondaire et particulièrement performante ; prix de son succès, la liste d'attente devient la norme et pose un problème lorsque des prises urgentes sont nécessaires. Introduite par le nouveau droit du divorce, l'autorité parentale conjointe est une heureuse solution juridique mais les quelques retombées négatives arrivent dans le champ de compétence des travailleurs sociaux. De même, l'intervention de l'office des mineurs, dans le cadre de droits de visite conflictuels, occupe un temps considérable des assistants sociaux. Jusqu'où faut-il aller ? La fermeture de la Maison d'éducation au travail (MET) fragilise certains placements éducatifs et est lié à l'évolution très problématique de certains adolescents(tes). Par ailleurs, il est observé de plus en plus que les institutions, même potentiellement fermées, ont de la peine à mener à bien des placements d'adolescents(tes) non motivés(es). Une collaboration avec le secteur de l'adolescence de l'Hôpital de Préfargier s'est engagé sous de bons auspices. La collaboration des assistants(es) sociaux(ales) de l'office des mineurs avec les collègues de l'office médico-pédagogique continue d'être efficace ; il est indispensable qu'elle continue à l'être dans l'avenir.

Globalement, le travail des assistants(es) sociaux(ales) de l'office des mineurs se confirme plus complexe et difficile d'année en année, seul un travail dans une équipe solide et soudée permet et permettra d'y faire face.

Les assistants sociaux ont bénéficié des possibilités de formation continue qui s'orientent soit vers des recyclages nécessités par des mises à jour de connaissances, soit vers des perfectionnements professionnels nécessités par le développement du savoir lié aux actes professionnels ou, encore, vers des formations longues.

Les assistants sociaux restent toujours ouverts à offrir des possibilités de stage à des assistants en formation et les collaboratrices administratives sont toujours disponibles pour accueillir, à la satisfaction de chacun, des employés administratifs qui nous sont proposés par le service de l'emploi ou encore par les écoles dans le cadre des maturités professionnelles commerciales.

Enfin, les questions sécuritaires restent d'actualité face au risque de violence à l'égard du personnel.

### **Requérants d'asile mineurs non accompagnés**

Alors que l'année 2001 avait été caractérisée par une importante hausse des arrivées de mineurs non accompagnés, par rapport à l'ensemble des arrivées de requérants d'asile dans le canton de Neuchâtel (10,4% en 2001), il est intéressant de souligner qu'en 2002, la proportion est réduite à 8,1%. Cette réduction peut en partie être expliquée par une répartition plus équitable du nombre de requérants d'asile mineurs non accompagnés dans les cantons. Le nombre de tutelles en cours sont en revanche en constante augmentation. Si l'on exclu les levées imminentes et les cas de disparition, leur nombre est passé de 44, en 2001, à 52, en 2002.

Compte tenu du profil de plus en plus âgé des jeunes, il est devenu plus difficile de les placer à la Maison des jeunes de La Chaux-de-Fonds. Quant aux très jeunes, qui ne bénéficient pas d'un membre de leur parenté pouvant les encadrer en Suisse, ils sont accueillis en institution.

### **13.3. Office des tutelles**

Comme évoqué dans les divers contacts avec les Autorités tutélaires, les assistants sociaux de l'office des tutelles ont été particulièrement attentifs à ne pas conserver de dossiers dont la mesure tutélaire ne trouvait plus de justification objective. L'analyse de l'adéquation de la poursuite ou non d'un mandat peut parfois être perçue comme une tentative de se séparer d'un dossier « trop difficile à assumer ». Un examen plus détaillé permet, dans certains cas, de se rendre compte que tout a déjà été tenté et que l'énergie déployée est souvent bien supérieure à la moyenne requise pour l'accompagnement d'une personne normalement collaborante, sans pour autant obtenir de meilleurs résultats. Cela a contribué à assurer un certain tournus entre les mainlevées et les institutions de mandats. Le suivi au long cours reste cependant largement majoritaire et nécessite un savoir-faire et un savoir relationnel s'inscrivant dans la durée. Il s'agit-là d'une particularité du mandat tutélaire où pupilles et tuteurs sont « condamnés » à collaborer à long terme. Cette réalité peut paraître paradoxale dans un monde favorisant la consommation immédiate et le « prêt à jeter ».

La nature humaine ne semble toutefois pas se contenter de ce mode, force est donc de constater que la qualité relationnelle installée entre pupilles et tuteurs va dépendre de la réussite de l'accompagnement. Face à de nombreuses personnes souffrant de pathologies psychiatriques, l'outil relationnel montre cependant ses limites s'il n'est pas légitimé clairement par une autorité et soutenu par un réseau de professionnels parfaitement rôdés dans ce genre de prise en charge.

Les collaborateurs(trices) de l'office des tutelles, tout comme ceux des offices des mineurs, ont contribué durant l'année 2002, à la formation de jeunes et futurs professionnels que ce soit au niveau administratif ou social. De même, ils ont participé à des perfectionnements et formations continues proposés par les instituts spécialisés.

Enfin, la question de la sécurité est également une préoccupation majeure dans ce secteur, dans la mesure où le potentiel de violence et de dérive violente est important dans la clientèle de cet office.

### **13.4. Gestion**

Les honoraires alloués par les Autorités tutélaires, durant l'exercice 2002, ont été moins conséquents que les deux exercices précédents durant lesquels un mouvement important chez les assistants sociaux était intervenu. Il est à préciser que les honoraires sont attribués par période de deux ans excepté en fin d'activité des responsables des dossiers. Les honoraires sont alloués par les Autorités tutélaires compétentes qui sont seules habilitées à le faire.

Dans le cadre de ses activités courantes, en appui des assistants sociaux du service, la gestion constate une augmentation parallèle à celle du nombre de dossiers traités au sein de ses entités chaux-de-fonnière et neuchâteloise.

Enfin, dans le but de maintenir l'application informatique performante, un groupe de travail a été constitué afin d'étudier la maintenance évolutive de cette application, notamment de proposer des

améliorations relatives au traitement des données statistiques. Cette démarche a nécessité un investissement particulier du secteur gestion.

Tableau No 2

Recettes diverses	2000 Fr.	2001 Fr.	2002 Fr.
Honoraires alloués par les autorités tutélaires	103.110.-	103.879,90	73.960.-
Emoluments d'adoption	9.500.-	18.000.-	12.500.-
Frais d'administration de successions	-	2.612,10	2.011,70
Divers	119,45	705,20	.-
<b>Totaux</b>	<b>112.729,45</b>	<b>125.197,20</b>	<b>88.471,70</b>

### 13.5. Surveillance des lieux d'accueil

Pour cette nouvelle entité du service, l'année 2002 a été marquée par la mise en place, la structuration et l'organisation de ce nouveau secteur au sein du service, ainsi que par la rédaction du nouveau règlement d'application de l'ordonnance fédérale réglant le placement d'enfants signé par le Conseil d'Etat, le 13 novembre 2002. Ce règlement d'application, véritable boîte à outils des conseillères éducatives chargées de la surveillance des lieux d'accueil pour les enfants, doit leur permettre un travail efficace et équitable pour l'ensemble des structures soumises à surveillance ainsi que de garantir, aux parents qui placent leurs enfants, un accueil de qualité et une prise en charge visant à développer les compétences individuelles de l'enfant et sa sociabilisation.

### 13.6. Commission consultative de prévention des délits sexuels

Durant l'année 2002, cette commission s'est réunie à plusieurs reprises. De même, un sous-groupe de travail s'est constitué afin d'accélérer la rédaction du protocole de prise en charge des mineurs victimes d'abus sexuels.

Outre ce dernier point qui a passablement occupé la commission et le sous-groupe de travail durant l'année écoulée, les activités du Service d'aide aux victimes d'abus sexuel (SAVAS) et du Groupe d'information sexuelle et d'éducation à la santé (GIS) ont été suivis, de même que l'objectif général de cette commission visant à améliorer le partenariat et la coordination de l'action des différents intervenants en cas d'abus s'est poursuivi efficacement et dans un contexte de travail et d'investissement.

Tableau No 3

Mandats en cours au 31 décembre 2002

	Mineurs Neuchâtel		Mineurs Chx-Fds		Tutelles Neuchâtel		Tutelles Chx-Fds		Surveil. Ntel et Chx-Fds		Totaux	Totaux
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Interdictions					94	99	51	52			145	151
Interdictions volontaires	2	3	1	1	125	118	121	120			249	242
Curatelles 392	12	14	6	7							18	21
Curatelles 393	4	4	2	2							6	137
Curatelles 394					80	82	54	49			134	
Conseil légal					6	6	10	11			16	17
Médiation			1								1	
Tutelles de mineurs	76	66	44	56							120	122
Curatelles 307	3	2	8	10							11	12
Curatelles 308	562	554	509	505							1071	1059
Curatelles 309	18	13	19	20							37	33
Assistances éducatives	11	11	1	2	1						13	13
Patronages	1	1	2	3							3	4
Journées de travail	7	19	33	18							40	37
Placements pénaux												
Enlèvements d'enfants												
Mandats OM/OT	178	216	76	68	2	8	3	6			259	298
Suivi AT	49	61	23	21							72	82
Surveil. plac. nourriciers (dont adoption)									187	184	187	184
Surveil. institutions de la petite enfance									169	175	169	175
Surveil. mamans de jour									121	68	121	68
<b>Totaux</b>	<b>923</b>	<b>964</b>	<b>725</b>	<b>713</b>	<b>308</b>	<b>313</b>	<b>239</b>	<b>238</b>	<b>477</b>	<b>427</b>	<b>2672</b>	<b>2655</b>

\*Concerne les placements nourriciers et les institutions de la petite enfance pour l'année 2002

Tableau No 3 (suite)

Mandats en cours au 31 décembre 2002

	Mineurs Neuchâtel		Mineurs Chx-de-Fds		Tutelles Neuchâtel		Tutelles Chx-de-Fds		Surv. Ntel et Chx-Fds		Totaux	Totaux
	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Nombre de dossiers au 1.1. 2001	953	902	713	677	313	318	238	251	427	338	2644	2486
Dossiers reçus ( + )	289	341	292	266	27	13	24	11	101	120	733	751
Total des dossiers traités	1242	1243	1005	943	340	331	262	262	528	458	3377	3237
Dossiers classés ( - )	-319	-279	-280	-230	-32	-18	-23	-24	-51	-31	-705	-582
Nombre de dossiers au 31.12.2002	923	964	725	713	308	313	239	238	477	427	2672	2655
Enquêtes 2002												
a) Autorité tutélaire civile	110	94	112	107	20	21	13	16			255	238
b) Autorité tutélaire pénale	1	10	73	52							74	62
c) Tribunaux	21	30	25	33							46	63
d) Juge d'instruction												0
e) Service de la Police			1	3							1	3
f) Service de la Justice												0
g) Autres administrations	21	30	6	21							27	51
h) Divers	2	11	1								3	11
Totaux	155	175	218	216	20	21	13	16			406	428
Consultations 2002	338	271	221	196	103	98	75	66			737	631
Entretiens de familles			2	5							2	5
<b>Affaires traitées en 2002</b>	<b>1735</b>	<b>1689</b>	<b>1446</b>	<b>1360</b>	<b>463</b>	<b>450</b>	<b>350</b>	<b>344</b>	<b>528</b>	<b>458</b>	<b>4522</b>	<b>4301</b>

## 14. SERVICE MÉDICO-SOCIAL

### 14.1. Activité du service - secteur de la prise en charge

L'année écoulée a permis à l'équipe de suivre un nombre important de situations, tout en absorbant de nouvelles prises en charge qui présentent des problèmes multiples et complexes.

Si les difficultés rencontrées dans ce type de problématique bien gérées par des intervenants motivés, le nombre restreint de places disponibles en hôpital ou en institution pose parfois des problèmes épineux. On constate en effet que la population concernée la plus fragile a une nette tendance à multiplier les séjours. De plus, la stabilité recherchée de ces personnes est sujette à des rechutes fréquentes et implique nombre d'intervenants des secteurs ambulatoires, hospitaliers et institutionnels.

Les problèmes concrets de prise en charge sont abordés au sein du groupe "réseau alcoologique" qui regroupe des représentants de toutes les structures concernées. Les questions de collaboration, de cohérence des suivis et des transmissions de situations sont au centre des préoccupations.

Au sein de groupes de travail du DFAS et en étroite collaboration avec la Fondation neuchâteloise pour la prévention et le traitement de la toxicomanie, le projet de transfert du SMS dans cette dernière a bien avancé. Reste encore un certain nombre de questions techniques et financières à préciser pour que cette intention se réalise dans le courant de l'année prochaine, dans une optique de politique des dépendances plus cohérente.

Enfin, l'équipe du SMS, suite au départ de deux collègues, s'est renouvelée et a réorganisé son secteur de prévention, en divisant le poste concerné, en l'implantant dans le haut et le bas du canton dans le but de mieux couvrir les besoins.

### 14.2. Camp de vacances

Pour la septième fois, le SMS a mis sur pied, grâce au soutien financier de l'ISPA, de la Loterie romande et de la dîme cantonale de l'alcool, un camp de vacances, à l'intention de patients particulièrement démunis, accompagnés de leurs enfants.

Ce camp, animé en étroite collaboration avec nos homologues jurassiens, s'est déroulé en Valais durant une semaine et a permis à une quarantaine d'adultes et d'enfants de passer des vacances de qualité.

### 14.3. Secteur prévention

L'actuel chargé de prévention du SMS a quitté ce secteur pour reprendre un poste d'intervenant à La Chaux-de-Fonds, après plus de onze ans d'activité de prévention.

L'évolution au fil des ans des pratiques préventives souligne encore davantage le passage d'une approche centrée sur les substances et leurs effets dommageables à la santé, à une approche toujours plus globale en matière de qualité de vie. Les thèmes alcoologiques abordés avec les adolescents (14-16 ans) lors des journées santé scolaires 2002 n'échappent pas à cette tendance; par exemple: "*La négociation des sorties avec les parents; la timidité, l'anxiété, la déprime ça existe; boire de l'alcool: entre plaisir et risques; fêtes sorties et rencontres avec les copains-copines; ...*".

Les contenus abordés évoluent mais le développement pédagogique de base des interventions reste inchangé:

*Animer une rencontre de prévention à partir du vécu des participants et des caractéristiques qui leurs appartiennent reste essentiel;*

Orienter en premier lieu une "*mise en situation émotionnelle concrète*" des publics visés, à l'aide de quelques moyens ludiques et interactifs éprouvés favorise l'assimilation de la théorie et des informations spécifiques aux thèmes alcoologiques.

Permettre l'expérimentation immédiate d'alternatives à la consommation d'alcool, tout en développant les ressources personnelles et les compétences sociales, offre une bonne qualité d'impact auprès des publics rencontrés;

Finalement, écouter attentivement et activement les questions posées, prendre en compte les compétences de la personne ou du groupe avant de tenter des réponses demeurent des attitudes primordiales bien qu'évidentes.

Les actions entreprises n'en demeurent pas moins riches et nombreuses. En effet, plusieurs contextes de vie et lieux de formation ont bénéficié des interventions du secteur prévention. En majorité, ce sont les journées de santé et divers ateliers scolaires destinés aux 15-18 ans qui constituent l'essentiel des interventions.

### **Prévention primaire: interventions, suivi d'actions en milieu scolaire**

Près de 40 périodes d'animation auprès d'élèves du degré secondaire I dans le cadre des Journées santé scolaires mises en place par le GIS (Groupe information sexuelle et éducation à la santé) et concernant les Centres scolaires secondaires des Ponts-de-Martel, du Val-de-Travers à Fleurier, des Cerisiers à Gorgier, de CESCOLE à Colombier.

L'animation de 6 rencontres-ateliers dans le cadre des journées-santé mise sur pied par les directions et groupes santé du Centre scolaires du Bas-lac à Marin, du Centre scolaire des Deux-Thièlles au Landeron ainsi que le Collège du Mail à Neuchâtel.

L'animation d'une matinée destinée à sensibiliser une douzaine de jeunes scouts confrontés à l'abus d'alcool dans le cadre des camps.

La participation à l'animation d'ateliers-santé au Collège secondaire du Locle.

L'animation de plusieurs ateliers auprès d'apprentis (16-18 ans) de l'Ecole technique du CIFOM, au Locle et à La Chaux-de-Fonds, suite au passage du Théâtre Forum "*Bien cuit ou à point?*".

Une série d'interventions (15 périodes) à l'ESTER (Ecole du secteur tertiaire, *Commercial - Paramédical - Social*) dans le cadre de 2 journées santé intitulées "*La mise en danger de soi*" ainsi qu'une intervention en filigrane au programme Concer' Pop (Concept cantonal d'éducation routière pour les jeunes du degré postobligatoire du pays de Neuchâtel), à La Chaux-de-Fonds.

En marge de ces dernières actions, plusieurs contacts et démarches de soutiens et préparations d'interventions dans le cadre scolaire et les centres de formation, ont mobilisé le chargé de prévention. L'information et l'orientation de ressources préventives (conférenciers, intervenants, institutions spécialisées, développement de projets, etc. ) auprès d'enseignants et de conseillers aux apprentis constituaient les principales demandes.

### **Interventions de portée générale, de prévention et Promotion de la santé**

La participation au groupe de travail du SNIIPS (Stand neuchâtelois itinérant d'information et de promotion de la santé) ainsi que l'organisation et la coordination du 1<sup>er</sup> séminaire neuchâtelois de Promotion de la santé, le 19 et 20 avril 2002, à la Courte échelle, Neuchâtel et l'Hôtel Relais La Croisée, à Boudevilliers.

L'implication au titre de partenaire au sein du groupe de pilotage du programme "*Fourchette verte*".

L'envoi de dépliants de l'ISPA et de panneaux d'affichage qui rappellent la législation alcool. Les limites d'âges et de vente de boissons alcoolisées (16 et 18 ans), ont été adressées à près de 300 commerces et points de vente d'alcools du canton pour être affichées conformément à la loi.

### **Prévention secondaire et interventions à caractère formatif**

La coordination et l'organisation de 4 rencontres du Groupe de réflexion en alcoologie.

Deux interventions relatives à la prévention des risques liés à la consommation d'alcool, dans le cadre de la formation de cafetiers, restaurateurs et hôteliers (CFC et patente) à l'ESGC, Ecole supérieure de gestion commerciale au CPLN.

La participation aux rencontres de bilans et d'évaluation du "*Groupe de soutien et de partage*", destinées aux personnes concernées par un problème d'alcool, en collaboration avec les institutions Le Devens, La Croix-Bleue neuchâteloise, La Fondation Goéland-l'Auvent.

La participation au programme *Fil Rouge*, de prévention des dépendances destiné aux institutions éducatives pour enfants et adolescents, via la plate-forme régionale BEJUNE.

L'implication concrète comme répondant à Alco-line, ligne téléphonique d'écoute, d'information et d'orientation pour les professionnels et le public en général.

#### **Groupes de travail, associations et projets cantonaux, intercantonaux**

Plusieurs Commissions politiques et associations diverses ont permis de participer aux débats, aux options et décisions concernant la prévention et le traitement des dépendances. Citons en particulier le groupe de travail relatif aux contenus en prévention et promotion de la santé des prestations d'animation socio-culturelles des divers centres d'animation destinés à la jeunesse, le "Réseau alcoologique neuchâtelois", la commission de lutte contre la drogue et la commission de prévention.

#### **14.4. 6<sup>ème</sup> Journée suisse sur le thème de l'alcool: 14 novembre 2002 et 50<sup>ème</sup> anniversaire du SMS**

Sur le thème de "l'alcool au féminin", les structures ambulatoires et résidentielles cantonales ont animé trois stands d'information à Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et à Fleurier. Divers prospectus ont été édités pour cette occasion et une campagne d'affichage a couvert le territoire cantonal.

De plus, pour marquer les cinquante ans d'existence du SMS, un colloque, ouvert au public, a été mis sur pied, en collaboration avec les associations féminines du canton et l'office de la famille et de l'égalité, avec pour titre: "problèmes d'alcool au féminin, ce qu'elles en disent". Les conférencières –dont la cheffe du département- issues du monde politique, des institutions spécialisées, mais aussi concernées personnellement par un problème familial, ont suscité un grand intérêt auprès des participants.

Un duo théâtral a clos la manifestation en jouant divers sketches humoristiques illustrant avec brio les difficultés relationnelles d'un couple, en improvisant sur des mots proposés par l'auditoire.

#### **14.5. Formation continue**

Les membres de l'équipe du service ont suivi divers colloques et cours de formation continue, dans l'optique de mettre à jour leur bagage professionnel et de développer leur savoir-faire à l'intention de la clientèle.

#### **14.6. Stagiaires**

Deux étudiants du CESANE ont effectué un stage de 6 semaines dans le service, afin de se familiariser avec une activité de psychiatrie sociale ambulatoire.

#### **14.7. Données statistiques**

Le SMS de Neuchâtel exerce son activité dans les districts de Neuchâtel, Boudry, Val-de-Travers et Val-de-Ruz, celui de La Chaux-de-Fonds couvre son district et celui du Locle également, avec la vallée de La Brévine.

Les données statistiques ne reflètent qu'en partie l'activité du service. Les chiffres fournis sont en effet peu significatifs pour décrire le nombre d'heures consacrées aux patients et la multitude des démarches effectuées.

Cas traités en 2002	SMS Neuchâtel		SMS La Chx-de-Fds Le Locle		Total
	H	F	H	F	
	au 1er janvier	255	63	189	
pris en charge	42	20	30	10	<b>102</b>
anciens cas repris	5	2	3	1	<b>11</b>
	302	85	222	73	<b>682</b>

Répartition par district et selon la provenance de la demande d'intervention

Nouveaux cas	Neuchâtel		Boudry		Val-de-Travers		Val-de-Ruz		Le Locle		La Chaux-de-Fds	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Le patient lui-même	10	7	4	3	1		1		3	1	12	3
Les services sociaux												
La Justice		1			1						3	
Le tuteur ou curateur												
Hôpital ou médecin	10	4	5	4	1	1	1	1	3	2	9	4
Une autre institution	1	1	1								2	1
L'employeur	1											
	22	13	10	7	3	1	2	1	6	3	26	8

Personnes suivies par district et selon la classe d'âge

	Neuchâtel		Boudry		Val-de-Travers		Val-de-Ruz		Le Locle		La Chaux-de-Fonds	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
de 20 à 29 ans	12	2	2	1			2	1	2		9	1
de 30 à 39 ans	28	11	12	2	5	1	3	1	8	1	45	13
de 40 à 49 ans	74	25	39	7	6	2	5	1	15	3	58	17
de 50 à 59 ans	33	6	18	3	3	1	3	1	5	4	36	14
de 60 à 69 ans	6	3	6	1	4	1	1		3	1	20	4
de 70 ans et plus	4	2	2		1				2	1	4	1
	157	49	79	14	19	5	14	4	35	10	172	50

Traitements et/ou prises en charge terminés

	SMS Neuchâtel		SMS La Chx-de-Fds Le Locle		Total
	H	F	H	F	
	Rémissions symptomatiques	4	2	2	
Pas d'alcoolisme ou alcoolisme peu grave			1		<b>1</b>
Stabilisation des habitudes alcooliques				4	<b>5</b>
Prise en charge par un autre médecin ou institution	3		5	1	<b>9</b>
Abandon de la prise en charge			23	16	<b>40</b>

Hors canton	1	1	1		<b>3</b>
Décès	2	1	4	1	<b>8</b>
	<b>33</b>	<b>5</b>	<b>32</b>	<b>4</b>	<b>74</b>

Interventions des collaborateurs (trices)	A l'extérieur	Au SMS	<b>Total</b>
SMS de Neuchâtel	457	2560	3017
SMS de la Chaux-de-Fonds - Le Locle	630	2878	<u>3508</u>
	1087	5438	6525

## Entretiens de couple

SMS de Neuchâtel	185
SMS de la Chaux-de-Fonds - Le Locle	<u>293</u>
	478

Consultations médicales	SMS Neuchâtel	SMS La Chx-Fds	<b>Total</b>
Au service médico-social	132	174	306
Au cabinet privé	35	230	265
A domicile	-	3	3
Dans les institutions spécialisées			
L'Auvent			1
Le Devens			-
Pontareuse			-

## Hospitalisations psychiatriques

	SMS Neuchâtel	SMS La Chx-Fds	<b>Total</b>
Hôpital de Perreux	34	38	72
Clinique de Préfargier	5	2	7
Clinique de la Rochelle	6	9	15
	<u>45</u>	<u>49</u>	<u>94</u>

## Hospitalisations en soins généraux

Hôpital des Cadolles, Neuchâtel	11		11
Hôpital de la Providence, Neuchâtel	2		2
Hôpital de la Chaux-de-Fonds		17	17
Hôpital du Locle		4	4
Hôpital de la Béroche	13	4	<u>17</u>
	26	25	51

## Séjours en institutions spécialisées

L'Auvent, Peseux	5	2	7
Le Devens, Saint-Aubin	3	-	3
La Rochelle	4		4
Autre institution en dehors du canton	1	1	2

---

13

3

16

## 15. SERVICE DES COMMUNES

### 15.1. Contrôle de gestion

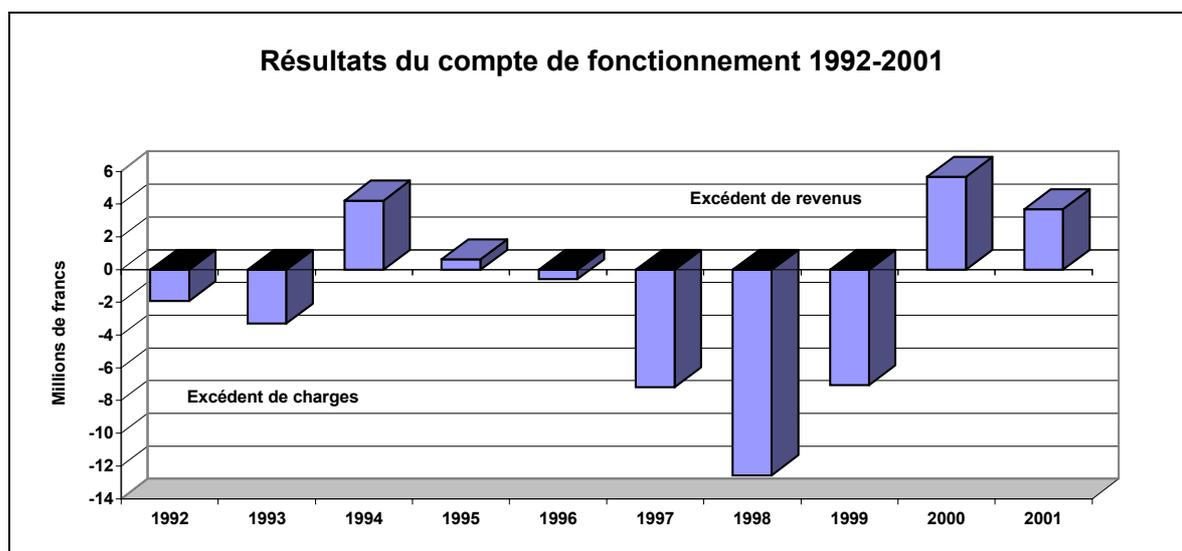
#### *Résultats du compte de fonctionnement 1997-2001 comparés aux prévisions budgétaires*

Année	Budgets		Comptes		Améliorations
1997	Déficit	16.600.000	Déficit	- 7.201.675	9.400.000
1998	Déficit	17.200.000	Déficit	- 12.569.182	4.600.000
1999	Déficit	22.800.000	Déficit	- 7.058.175	15.700.000
2000	Déficit	17.200.000	Bénéfice	5.659.032	22.900.000
2001	Déficit	13.450.000	Bénéfice	3.701.283	9.750.000

L'exercice 2001 affiche un bénéfice de 3.700.000 francs, en amélioration de 9,8 millions de francs par rapport aux prévisions budgétaires. Les résultats cumulés des cinq derniers exercices font apparaître un déficit de 17,5 millions de francs.

Le nombre des communes bouclant leur compte de fonctionnement dans les chiffres rouges est en diminution par rapport à 2000 (21) et n'atteint plus que 14 en 2001.

Au bilan à fin 2001, il n'y a pas de commune en découvert (une en 2000). La fortune nette de l'ensemble des communes, qui est la réserve comptable disponible pour éponger d'éventuels déficits du compte de fonctionnement, augmente, passant de 211 millions de francs en 2000 à 216 millions de francs à fin 2001.



Durant la décennie écoulée, il y a eu pour l'ensemble des communes quatre exercices bénéficiaires et six exercices déficitaires. Le résultat global de ces dix années donne un déficit de 18,4 millions de francs.

## 15.2. Compte administratif de l'ensemble des communes (comptes de fonctionnement et des investissements)

Comptes 2000		Budget 2001	Comptes 2001	
Fr.	Fr.		Fr.	Fr.
			<b>Charges</b>	<b>Revenus</b>
1.290.677.581	1.354.688.261	<b>Compte de fonctionnement</b>		
		Total des charges (30-39 sans 331-332-333)	1.392.625.146	
63.131.431	60.241.985	Amortissements (331-332-333)	74.430.348	
1.359.468.044	1.401.477.521	Total des revenus		1.470.756.778
0	13.452.725	Excédent de charges		0
5.659.032	0	Excédent de revenus	3.701.283	
		<b>Compte des investissements</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
127.936.421	199.243.326	Total des dépenses	122.356.353	
36.009.431	33.025.808	Total des recettes		28.701.688
91.926.990	166.217.518	Investissements nets / augmentation		93.654.665
0	0	Investissements nets / diminution	0	
		<b>Financement</b>		
91.926.990	166.217.518	Investissements nets / augmentation	93.654.665	
0	0	Investissements nets / diminution		0
63.131.431	60.241.985	Amortissements		74.430.348
0	13.452.725	Compte de fonctionnement / excédent de charges	0	
5.659.032	0	Compte de fonctionnement / excédent de revenus		3.701.283
23.136.527	119.428.258	Insuffisance de financement		15.523.034
0	0	Excédent de financement	0	
		<b>Variation de la fortune nette</b>	<b>Débit</b>	<b>Crédit</b>
23.136.527	119.428.258	Insuffisance de financement	15.523.034	
0	0	Excédent de financement		0
127.936.421	199.243.326	Report au bilan / dépenses		122.356.353
99.140.862	93.267.793	Report au bilan / recettes	103.132.036	
5.659.032	0	Fortune nette / augmentation	3.701.283	
0	13.452.725	Fortune nette / diminution		0

## 15.3. Commentaires

### *Compte de fonctionnement*

Ce compte enregistre l'ensemble des charges et revenus courants des communes.

Les charges comprennent principalement, par ordre dégressif:

	2000 % du total	2001 % du total	Variations 2000-2001 en %
Charges de personnel	37,0	36,1	5,7
Achats de biens, services et marchandises	24,0	23,5	5,8
Subventions accordées	14,4	14,8	11,5
Dédommagements à des collectivités publiques	7,0	6,8	5,7
Amortissements	5,9	6,5	20,3
Intérêts passifs	5,0	4,9	6,5

En 2001, les amortissements, non compris ceux du patrimoine financier, ont représenté 5,6% (4,8% en 2000) de la valeur résiduelle des investissements et subventions aux investissements (Pour l'Etat: 12,5% en 2001 et 12% en 2000). Rappelons que le modèle de compte harmonisé (MCH) préconise un taux d'amortissement minimal de 10% sur la valeur résiduelle précitée.

Quant aux revenus, ils comprennent essentiellement, par ordre décroissant:

	2000 % du total	2001 % du total	Variations 2000-2001 en %
Impôts	38,6	38,2	7,0
Contributions	32,5	31,9	6,4
Subventions acquises	12,8	14,5	22,7
Parts à recettes et contributions sans affectation	3,8	3,0	- 16,7
Revenus des biens	3,4	3,0	- 3,9
Dédommagements de collectivités publiques	2,4	2,6	16,3

Par rapport à 2000, les charges ont augmenté globalement de 8,4% et les revenus de 8,2%.

### **Compte des investissements**

Ce compte groupe les dépenses et les recettes pour la construction ou l'amélioration des infrastructures publiques et l'achat d'équipements. Par rapport à 2000, le total des dépenses et le total des recettes ont diminué respectivement de - 4,4% et - 20,3% en 2001. Il en résulte que lors de cet exercice les investissements nets ont été de 1,9% supérieurs à ceux de 2000.

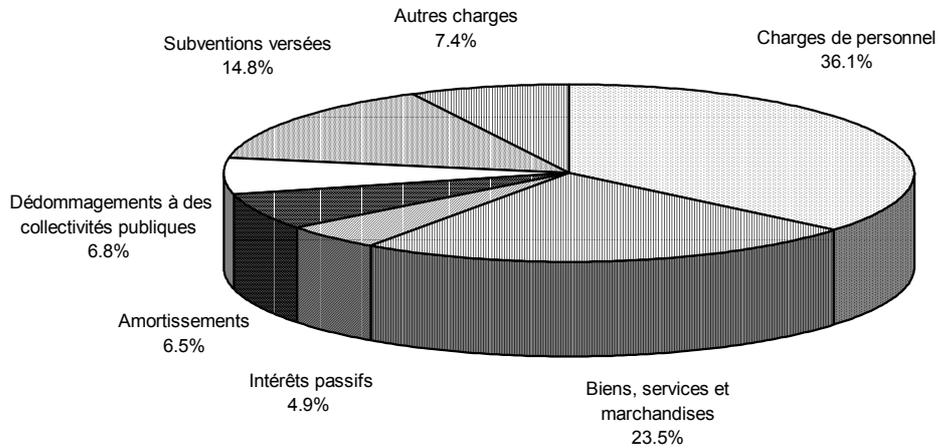
### **Financement**

Cette rubrique permet de comparer l'investissement net aux amortissements et au résultat du compte de fonctionnement. L'insuffisance de financement atteint 15,5 millions de francs en 2001, soit 32,9% de moins qu'en 2000.

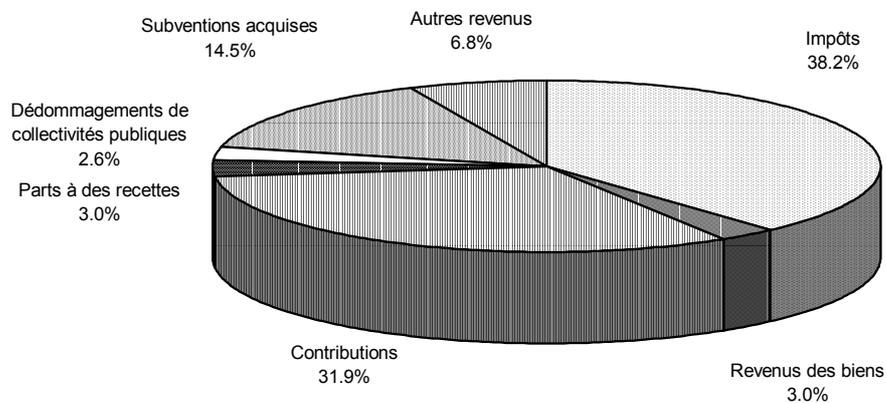
### **Variation de la fortune nette**

Ce chapitre comprend les opérations de clôture de l'exercice. Conformément à l'article 43 du règlement sur les finances et la comptabilité des communes, du 18 mai 1992 (RFC), le boni du compte de fonctionnement est viré directement à la fortune nette.

### Charges par nature



### Revenus par nature



## 15.4. Tableaux statistiques

Plusieurs changements ont été apportés dans les tableaux statistiques figurant en fin de rapport.

Dans le tableau no 2 "Impôts communaux perçus en 2001", la colonne "Corporations publiques" a été remplacée par une colonne "Impôts fonciers", qui reflète les nouvelles dispositions légales en la matière.

Le tableau no 3 "Détermination de l'effort fiscal" a été remanié. Le calcul de l'effort fiscal ne comprend plus les taxes d'épuration, de déchets et hospitalières. La place gagnée a permis de

faire figurer dans ce tableau le revenu fiscal et les variations des coefficients d'impôt. Le nouveau titre du tableau est "Détermination des indices des ressources fiscales (IRF) et de charge fiscale (ICF) en 2001. Coefficients d'impôts 2001 et 2002".

Dans le tableau no 4, le coefficient d'impôt a été ajouté. Par ailleurs, la colonne "Masse imposable relative inverse", qui n'est plus utilisée dans aucun calcul d'indice, a été supprimée. Elle a été remplacée par une colonne "Coefficient d'impôt relatif et revenu fiscal relatif inverse". Ce critère pourrait bien, dans un avenir plus ou moins proche, être utilisé dans la péréquation financière ou pour l'octroi de subsides d'encouragement du fonds d'aide aux communes.

Dans le tableau no 5, la colonne "Capacité contributive" a été supprimée car elle n'est plus utilisée et a de toute façon une signification relative depuis le passage à la taxation postnumerando (le revenu fiscal est tiré des comptes alors que la masse imposable provient de statistiques extra-comptables). Pour la remplacer, un classement basé sur le coefficient d'impôt communal et le revenu fiscal inverse a été ajouté et mis en parallèle avec le classement basé sur l'effort fiscal et le revenu fiscal inverse. La comparaison des deux classements montre quelques distorsions dues à l'effort fiscal, qui compare des produits d'impôts dans lesquels l'impôt des personnes morales - dont le taux est identique aux plans cantonal et communal - pèse de tout son poids, en favorisant les communes dont le coefficient d'impôt est inférieur à 100%.

L'ancien tableau no 16 "Charges spéciales" a été supprimé et remplacé par trois nouveaux tableaux (nos 17, 22 et 23). Le nouveau tableau no 16 est intitulé "Parts des communes aux principales charges réparties entre l'Etat et les communes en 2001" et indique les charges communales pour les sept domaines les plus importants.

Le nouveau tableau no 17 est intitulé "Charges des principaux domaines autofinancés et bénéfiques des services industriels versés au compte de fonctionnement en 2001". Les anciens tableaux nos 17 à 20 ont été repoussés en nos 18 à 21.

L'ancien tableau no 21 "Engagements envers les financements spéciaux. Réserves affectées" a été remplacé par les deux tableaux suivants, qui détaillent mieux les situations au bilan des domaines financés par des taxes causales:

Tableau no 22: "Avances aux financements spéciaux à fin 2001"

Tableau no 23: "Engagements envers les financements spéciaux (réserves affectées) à fin 2001"

L'ancien tableau no 22 "Dette publique par habitant. Fortune nette par habitant" est devenu le tableau no 24.

Le tableau no 23 "Aides du fonds de compensation" est devenu le tableau no 25, intitulé "Aides du fonds d'aide aux communes" et les aides accordées durant l'exercice sont désormais détaillées d'une part en subsides d'investissement, de fonctionnement et d'encouragement, d'autre part en prêts.

Les tableaux nos 24 à 30 anciens sont désormais numérotés 26 à 32.

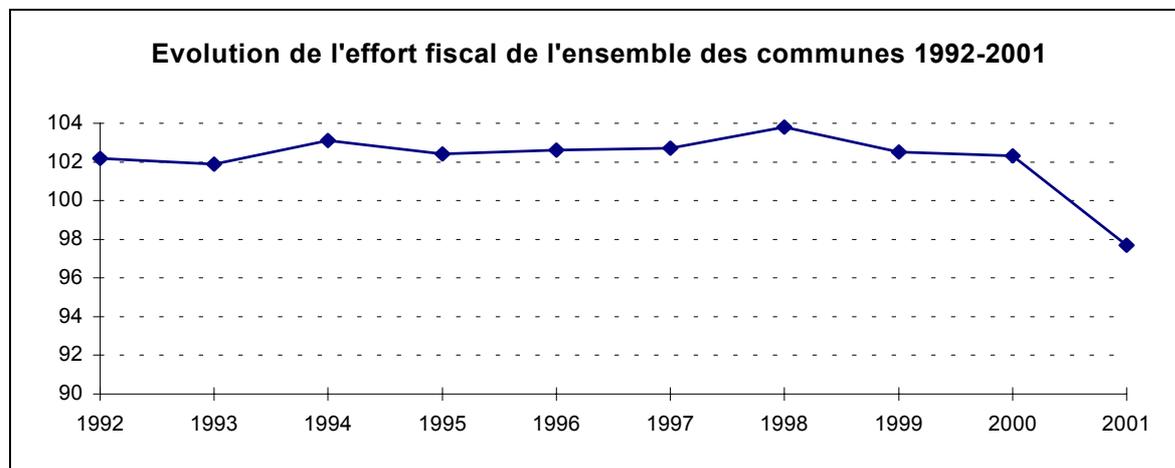
### 15.5. Rendement des impôts et effort fiscal

	Impôts perçus par l'Etat	Impôts perçus par les communes	% des impôts communaux par rapport à ceux de l'Etat
1950	18.744.205	24.778.020	132%
1960	28.678.098	36.898.140	129%
1970	87.059.730	99.037.974	114%
1980	171.232.035	190.500.931	111%
1990	289.065.403	333.723.650	115%
1995	449.359.226	417.867.253	93%
2000	528.856.500	487.743.785	92%
2001	554.925.428	541.208.508	98%

En 2001, les impôts perçus par les communes ont représenté 98% des impôts perçus par l'Etat (92% en 2000).

A noter que les chiffres ci-dessus comprennent, pour l'Etat et les communes, les versements compensatoires provenant des frontaliers ainsi que l'impôt à la source, et pour les communes, la taxe foncière.

L'augmentation relative des impôts perçus par les communes s'explique notamment par l'entrée en vigueur du barème de référence ainsi que par la perception, au travers de l'impôt, des revenus provenant antérieurement de la taxe hospitalière (28 millions de francs en 2000), supprimée dans toutes les communes, et de la taxe d'exemption du service du feu (4 millions de francs), supprimée dans quelques communes importantes.



L'effort fiscal, qui inclut la taxe foncière mais pas les versements compensatoires provenant des frontaliers ni l'impôt à la source, subit une forte baisse en 2001 (97,7% contre 102,3% en 2000) et rejoint logiquement le pourcentage, indiqué plus haut, des impôts communaux par rapport à l'impôt de l'Etat. Cette baisse est due au fait que cet indice ne prend plus en compte les taxes d'épuration et de déchets, devenues obligatoires et causales.

Un effort fiscal de 100 signifie que l'ensemble des communes perçoit globalement, par l'impôt direct communal ainsi que la taxe foncière, un montant égal à celui perçu par l'Etat dans toutes les communes, au travers de l'impôt direct cantonal.

Il faut relever que l'effort fiscal de l'ensemble des communes est une valeur purement théorique, qui recouvre des situations communales fort différentes. En 2001, l'effort fiscal le plus bas était de 72,3% et le plus haut de 118,3%, si l'on ne tient pas compte d'un effort fiscal maximal de 198,9%, dû à des circonstances exceptionnelles (restitution d'impôt de personnes morales, plus importante pour l'Etat que pour la commune). L'écart est donc de 46%. Pour les coefficients d'impôt, il est de 57% (coefficient le plus bas: 63%, le plus haut: 120%).

On peut noter à ce propos que l'effort fiscal ne reflète plus exactement la fiscalité des communes depuis que le coefficient de l'impôt des personnes morales est identique (100%) pour les communes et l'Etat (nouvelle loi sur les contributions directes entrée en vigueur en 2001). Les communes ayant des personnes morales importantes fiscalement sont avantagées si leur coefficient est inférieur à 100% et désavantagées si leur coefficient est supérieur à 100% (voir tableau 5 ci-après: classements selon le coefficient et selon l'effort fiscal).

### 15.6. Dette consolidée de l'ensemble des communes (y compris les syndicats intercommunaux)

Année	Dette consolidée	Par habitant
1950	112.000.000	887
1960	168.000.000	1.150
1970	370.000.000	2.201
1980	695.000.000	4.382
1990	1.043.000.000	6.506
1995	1.325.000.000	7.969
2000	1.597.000.000	9.593
2001	1.638.000.000	9.829

#### Répartition selon les villes, les autres communes et les syndicats

	2000	2001
3 villes	1.041.000.000	1.057.000.000
59 communes	450.000.000	451.000.000
Syndicats intercommunaux	106.000.000	130.000.000
Total	1.597.000.000	1.638.000.000

La dette à moyen et long termes des communes et des syndicats a augmenté de 2,6% en 2001. La dette consolidée des villes a progressé de 1,5%, celle des 59 autres communes est restée stable et celle des syndicats a augmenté de 22,6% (une partie de l'augmentation est due à la création d'un nouveau syndicat).

La charge globale - remboursement et intérêts - de la dette consolidée des communes (93.646.580 francs) représente le 17,9% (18,3% en 2000) du total des impôts communaux, pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal (522.265.720 francs). La seule charge d'intérêt (62.140.692 francs) représente 11,9% (12,3% en 2000) de ce montant et 4,2% (4,7% en 2000) du total des revenus du compte de fonctionnement (1.470.756.778 francs).

La dette publique (consolidée et flottante) des communes neuchâtelaises a atteint 9829 francs par habitant en 2001 (9593 francs en 2000).

### 15.7. Investissements nets de l'ensemble des communes (y compris les syndicats intercommunaux)

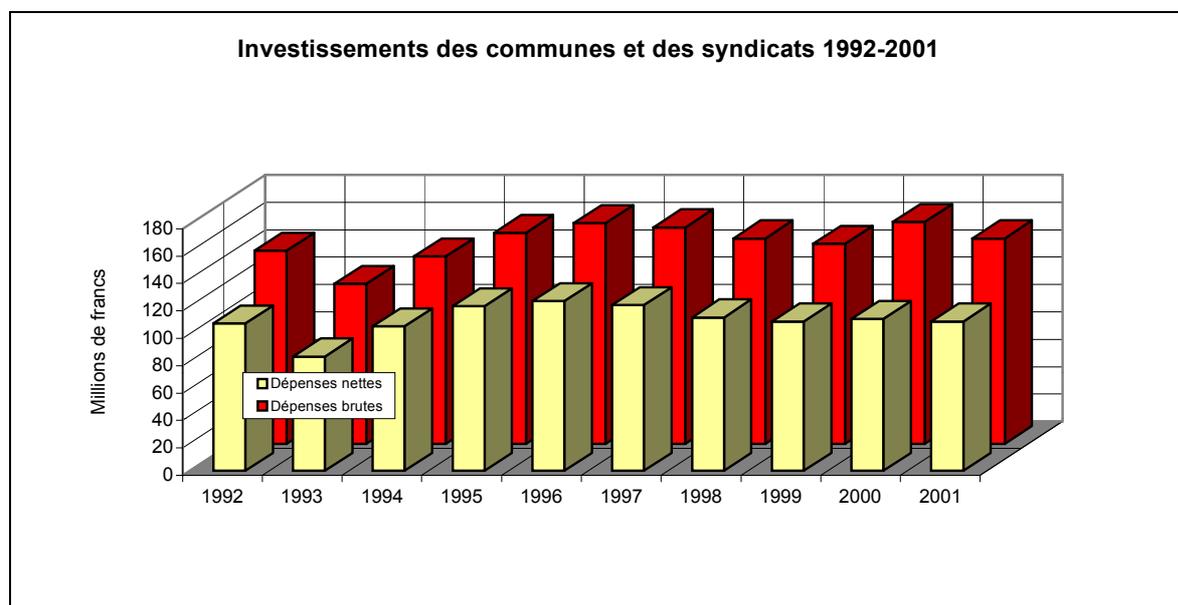
	2000	2001
3 villes	60.876.483	59.067.159
59 communes	31.050.507	34.587.504
Syndicats intercommunaux	18.594.634	15.408.120
Total	110.521.624	109.062.783

#### Investissements nets des syndicats intercommunaux

	2000	2001
Enseignement	4.592.778	1.690.502
Culture, loisirs, sports	4.897.154	2.427.992
Protection et aménagement de l'environnement	9.104.702	11.289.626
Total	18.594.634	15.408.120

Globalement, les investissements des communes et des syndicats ont diminué de 1,3% en 2001 (augmentation de 1,8% en 2000).

En 2001, les villes ont réduit leurs investissements de 3% (10,2% en 2000) et les 59 communes ont augmenté les leurs de 11,4% (+ 1,1% en 2000). Quant aux investissements des syndicats, ils ont diminué de 17,1% (+ 84,7% en 2000).



En 2001, les investissements bruts des communes se sont élevés à 122 millions de francs (128 millions de francs en 2000) et ceux des syndicats à 28 millions de francs (34 millions de francs en 2000), soit au total 150 millions de francs (162 millions de francs en 2000). Quant aux investissements nets, ils ont atteint pour les communes 94 millions de francs (92 millions de francs en 2000) et pour les syndicats 15 millions de francs (19 millions de francs en 2000), soit au total 109 millions de francs (111 millions de francs en 2000).

Durant la décennie écoulée, les investissements de l'ensemble des communes et des syndicats intercommunaux se sont élevés à 1,5 milliard de francs en dépenses brutes et 1,1 milliard de francs en dépenses nettes.

## 15.8. Sanction d'arrêtés

En 2002, 316 arrêtés de Conseils généraux et communaux (508 en 2001) ont été sanctionnés par le Conseil d'Etat et 27 autorisations relatives à des transactions immobilières (38 en 2001) ont été délivrées par le Département des finances et des affaires sociales. L'exonération des lods ou des droits de mutation a été accordée pour 30 opérations immobilières (29 en 2001).

## 15.9. Fonds d'aide aux communes

L'aide totale accordée en 2001 est de 1.505.150 francs, soit 255.285 francs de moins que le maximum légal autorisé pour cet exercice (1.760.435 francs).

Cette différence n'est pas perdue et pourra être utilisée dans les années à venir, notamment pour l'octroi d'aides de fonctionnement.

A la fin de 2002, la réserve théorique, constituée par la différence entre le total des subsides que le fonds aurait pu accorder légalement depuis sa création et les montants effectivement accordés, est de 4.379.032 francs.

En date du 3 décembre 2002, le Grand Conseil a voté une loi portant modification temporaire de la loi concernant la répartition de la part du canton au produit de l'impôt fédéral direct, du 26 juin 1995, qui a suspendu, pour les années 2003 et 2004, l'attribution au fonds d'aide aux communes de 3% du produit susmentionné. Cette attribution avait été portée de 1 à 3%, par une loi du 20 juin 2000 entrée en vigueur en 2001, pour permettre au fonds d'encourager financièrement les collaborations intercommunales et les fusions de communes.

En liaison avec cette modification législative de décembre 2002, le Grand Conseil a révisé à la même date la loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC), en déléguant au Conseil d'Etat la compétence de fixer la limite des engagements annuels du fonds. La règle légale - engagements ne pouvant dépasser les recettes annuelles moyennes, calculées sur les cinq exercices précédents - ne pouvait plus être maintenue car trop stricte. C'est donc le règlement d'application de la LFAC, rédigé en 2002 et qui devrait entrer en vigueur en 2003 après consultation de l'Association des communes neuchâteloises, qui fixera de nouvelles règles relatives à la limite des engagements annuels du fonds.

Les subsides octroyés en 2002 se répartissent de la manière suivante:

- 349.000 et 17.000 francs comme subsides à une commune, respectivement pour l'assainissement du bilan et l'étude du plan général d'évacuation des eaux;
- 5000 francs comme subside à une commune pour l'acquisition de casques de pompiers;
- 100.000 francs comme subside à une commune pour l'épuration des eaux;
- 300.000 francs comme subside à une commune pour l'assainissement d'un vieux pont de pierre;
- 84.150 francs comme subside à onze communes, à raison de 7650 francs chacune, pour l'étude d'un institut de recherches économiques, relative à la conception, l'évaluation et la mise en œuvre d'une fédération de villages au sein d'une commune unique;
- 50.000 francs comme subside à une commune pour les aménagements intérieurs d'un Hôtel de district;
- 300.000 francs comme subside ainsi que 200.000 francs en prêt sans intérêt à une commune, respectivement pour l'assainissement du bilan et un prêt de trésorerie.

A la fin de 2002, le capital du fonds est de 17.250.037 francs, en augmentation de 2.384.683 francs sur 2001. Sur ce montant, seuls 13.601.737 francs peuvent être mis à disposition, le solde, soit 3.648.300 francs, étant constitué de prêts aux communes.

## 15.10. Impôts

Modifications du coefficient d'impôt des communes, entrées en vigueur en 2002:

Diminutions: 14 communes

Neuchâtel	de 95 à 94%
Hauterive	de 93 à 90%
Thielle-Wavre	de 93 à 85%
Brot-Dessous	de 97 à 95%
Gorgier	de 96 à 90%
Fresens	de 95 à 90%
Noiraigue	de 120 à 119%
Fleurier	de 104 à 100%
Cernier	de 97,75 à 96%
Chézard-St-Martin	de 109 à 104%
Savagnier	de 92 à 89%
Fenin-Vilars-Saules	de 88 à 78%
Engollon	de 85 à 80%
Les Hauts-Geneveys	de 105 à 100%

Augmentations: 5 communes

Cressier	de 80 à 81%
Buttes	de 99,2 à 108%
St-Sulpice	de 97 à 101%
Les Bayards	de 107,3 à 112%
La Chaux-du-Milieu	de 90 à 96%

Comme on pouvait s'y attendre, l'introduction du barème de référence a rendu plus aisées - et donc plus fréquentes - les modifications de la fiscalité communale.

## 15.11. Législation et activités juridiques

Les modifications du droit cantonal entrées en vigueur en 2002, touchant directement les communes et ayant fait l'objet de circulaires explicatives du service des communes, sont les suivantes:

- Loi sur le fonds d'aide aux communes (LFAC), du 3 décembre 2001.
- Arrêté provisoire d'exécution de la LFAC, du 30 janvier 2002.
- Décret portant octroi d'un crédit d'impulsion de 11.900.000 francs en faveur de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les écoles neuchâteloises, du 6 février 2001.

Le règlement d'application de la LFAC a été élaboré en fin d'année 2002 et soumis au Conseil d'Etat. Une consultation auprès de l'Association des communes neuchâteloises (ACN) a été lancée au début de 2003.

Le règlement général type de commune, qui avait été adapté en début d'année 2002 suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, a été revu à propos des incompatibilités absolues. La disposition relative à l'éligibilité des fonctionnaires communaux au Conseil général a été modifiée, offrant désormais deux variantes: l'une refusant purement et simplement cette éligibilité,

l'autre rendant possible l'élection de certains fonctionnaires, en excluant les titulaires de fonctions d'encadrement ou de police. Une circulaire aux communes a expliqué les raisons juridiques ayant motivé cette modification.

Le règlement type de distribution de l'eau potable a également été mis à jour. Les nouvelles dispositions tiennent compte de l'article 77 de la loi sur les eaux, du 24 mars 1953 (RSN 731.100), des articles 110 et 111 de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire, du 2 octobre 1991 (RSN 701.0) et de la jurisprudence du Tribunal administratif (RJN 1996, p. 194). Elles posent essentiellement pour règle que le réseau public ne comprend pas les branchements.

Le service des communes a participé à divers groupes de travail ou commissions chargés d'élaborer des textes légaux ou réglementaires, des projets ou des instructions. Parmi ceux-ci, on peut citer:

- commission technique de la Fédération des villages du Val-de-Travers (COTEC): poursuite des travaux et participation au groupe de travail juridique;
- commission cantonale des déchets: réflexions sur des solutions nouvelles pour la taxe;
- groupe de travail chargé de rédiger le règlement d'exécution de la loi sur les subventions: le règlement a été achevé au début de 2003;
- groupe de travail chargé d'édicter les instructions du service juridique de l'Etat concernant l'élaboration et la rédaction des textes légaux et réglementaires: les instructions ont été rédigées à fin 2002 et il est prévu qu'une version adaptée soit établie pour les communes;
- groupe de travail "eau" de l'Association des communes neuchâteloises: ce groupe est chargé d'étudier des adaptations législatives ou réglementaires en matière d'alimentation en eau et de protection des eaux (taxe d'épuration et comptabilisation des charges liées au système séparatif);
- comité de pilotage du nouveau système d'impôt sur les personnes physiques (SIPP), effort fiscal, bouclage de l'impôt des personnes morales et physiques ainsi que du contentieux: le groupe de travail effort fiscal a établi une procédure claire et détaillée du calcul des indices des ressources fiscales et de charge fiscale, utilisés pour la péréquation financière intercommunale;
- groupe d'accompagnement de l'unité "Politiques locales" de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP);
- comité de la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales: la conférence a notamment élaboré en 2002 des recommandations en matière de surveillance lors de privatisations de tâches communales.

Le chef du service des communes a en outre mis à jour, pour en faire un chapitre du manuel des apprentis, son exposé présenté antérieurement: "Les communes et leurs relations avec l'Etat".

## 15.12. Gestion communale

L'année 2002, deuxième exercice de la péréquation financière, a permis de faire quelques constatations. Certaines distorsions, dues à l'utilisation de l'effort fiscal comme critère de l'indice de charge fiscale, sont apparues. Elles ont conduit le Conseil d'Etat à accepter de faire l'évaluation du système après trois exercices plutôt que cinq. Un remplacement de l'effort fiscal par le coefficient d'impôt pourrait être proposé au législateur.

Onze communes n'ont pas adressé leurs comptes 2001 dans le délai légal et ont été invitées à remettre dans les meilleurs délais un exemplaire à l'Etat, pour permettre le calcul des indicateurs intervenant dans la péréquation.

L'Association des communes neuchâteloises (ACN) a invité la cheffe du Département des finances et des affaires sociales à son assemblée générale de printemps. Plusieurs problèmes ont été évoqués, parmi lesquels on peut citer les taxes causales, la péréquation, la deuxième étape du désenchevêtrement et le fonds d'aide aux communes.

Une seconde rencontre a été organisée en automne à Marin, afin de répondre à plusieurs questions posées par les communes. 53 communes étaient représentées. Les principaux sujets traités ont été: les réserves fiscales, le désenchevêtrement avec l'option prise par l'Etat d'y inclure la santé publique, la petite enfance et l'évolution des charges réparties entre l'Etat et les communes.

Suite à la séance organisée à Marin, une circulaire a été adressée aux communes, les informant que l'Etat admettrait désormais la création de provisions fiscales. Celles-ci ne doivent toutefois pas être confondues avec des réserves d'impôt et ne doivent pas dépasser le 5% des débiteurs impôts.

Des indications ont été fournies aux communes et des fichiers Excel ont été mis à disposition sur le disque canton pour le bouclage des comptes de l'exercice 2001. Ces informations ont notamment concerné la comptabilisation des différences entre les encaissements et les tableaux de bord SIPP, la dissolution des provisions pour le contentieux ainsi que les charges des établissements spécialisés pour enfants, adolescents et adultes handicapés.

Une circulaire a été adressée aux communes, traitant des aspects financiers et comptables de la mise en place de l'informatique scolaire (Décret du 6 février 2001, relatif à un crédit de 11,9 millions de francs en faveur de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les écoles neuchâteloises).

Le chef du service des communes a présenté, lors de la deuxième journée neuchâteloise de l'aménagement, un exposé intitulé "Investissements d'équipement et finances communales: une planification s'impose".

Une mise à jour du plan comptable, la septième depuis 1992, a été effectuée en 2002. Il a en outre été rappelé aux communes que des modèles de tableau des amortissements et de calcul des imputations internes d'intérêts passifs étaient à leur disposition sur le disque canton.

Comme chaque année, toutes les communes ont reçu des tableaux les classant, pour 2001, selon l'effort fiscal, le revenu fiscal, ces deux indices combinés, la fortune nette par habitant ainsi que la différence entre fortune nette et rentrée d'impôt par habitant. Pour leur permettre de mieux comprendre la péréquation, un tableau leur a aussi été adressé, comparant les revenus et efforts fiscaux de 1999 et 2001. Enfin, elles ont reçu un tableau classant les communes selon leur coefficient d'impôt en 2002.

Ces tableaux ont été accompagnés de la liste à jour des documents disponibles au service des communes (plan comptable, cinq règlements types, vingt-six modèles d'arrêtés du Conseil général, dix modèles d'arrêtés ou de décisions du Conseil communal, divers documents et circulaires).

Des tableaux de situation financière ont été établis et présentés dans six communes. Dans trois d'entre elles, le service des communes a présenté une proposition d'assainissement du bilan par le fonds d'aide aux communes en contrepartie d'une hausse de coefficient d'impôt. Deux communes ont saisi cette occasion. Dans une commune, une présentation détaillée de la péréquation financière a été faite devant le Conseil général.

## **15.13. Application de la loi sur les communes**

### **Article 8.- Sanction des règlements**

Parmi les arrêtés ou dispositions réglementaires qui n'ont pas été sanctionnés ou ont été sanctionnés avec des réserves, on peut citer:

- une disposition d'un règlement d'exploitation d'un syndicat intercommunal d'adduction d'eau, prévoyant un montant minimal d'amendes en cas d'infraction, cela en contradiction avec l'article premier chiffre 3 du Code pénal neuchâtelois, du 20 novembre 1940 (RSN 312.0). L'illégalité a été corrigée par l'arrêté de sanction, qui a prévu "des amendes jusqu'à 5000 francs";
- une disposition d'un règlement de commune relative à la définition des "non-électeurs". Incomplète au regard du droit cantonal, cette disposition a tout de même été sanctionnée car seul ce droit est déterminant en la matière;

- un article d'un arrêté relatif à un crédit pour l'achat et la rénovation d'un centre de sport, fixant un taux d'amortissement insuffisant. L'arrêté de sanction a corrigé le taux;
- plusieurs dispositions d'un règlement général d'un syndicat intercommunal, contraires au droit cantonal. S'agissant de la composition du Conseil intercommunal, le conseiller communal en charge ne peut être défini dans le règlement selon son dicastère (art. 73 lettre a) LCo) et les autres représentants doivent être de nationalité suisse (art. 73 lettre b) LCo). Le règlement ne peut prévoir que le législatif nomme le personnel car c'est une compétence du comité (art. 78 al. 2 LCo). Les membres du comité ne peuvent être des élus de droit, désignés par le règlement: c'est le Conseil intercommunal qui élit le comité (art. 77 LCo). Le nombre d'électeurs pour une demande référendum est de 4500 et non plus de 6000 (art. 119 LDP). Toutes les dispositions illégales ont pu être corrigées par l'arrêté de sanction;
- une disposition d'un arrêté relatif à la taxe de déchets, ajoutant une exonération qui visait les personnes domiciliées légalement dans la commune mais vivant à plein temps dans un home pour personnes âgées. Il ne s'agissait pas d'une réelle exonération - laquelle ne saurait se justifier socialement comme celles prévues pour les mineurs ou les personnes âgées démunies - mais d'un problème de double imposition, qui ne nécessitait pas l'adoption d'une disposition particulière: les personnes séjournant dans un home paient leur taxe au travers de la taxe versée par le home et elles ne doivent donc pas une autre taxe ailleurs, même si elles ont conservé un domicile civil dans la commune ou hors de celle-ci;
- un arrêté relatif à un tarif électrique, pris par un Conseil communal, qui abrogeait et remplaçait un arrêté du Conseil général alors qu'il aurait dû se borner à adapter les taxes de consommation, comme prévu dans la délégation de compétence instituée par l'arrêté du Conseil général;
- une disposition d'un règlement de police prévoyant que la commune "ristourne aux organisateurs" les taxes sur les spectacles encaissées et reversées par les sociétés locales, car la taxe est due par les spectateurs. Un arrêté prévoyant une subvention aux dites sociétés, égale aux montants versés par celles-ci à la commune au titre de taxe sur les spectacles, a en revanche été sanctionné.

#### **Article 9.- Annulation de décisions**

Le Conseil d'Etat a rejeté la dénonciation de deux membres d'un Conseil général visant la décision du législatif les excluant d'une commission consultative des transports d'élèves et y nommant deux membres à leur place.

Le Conseil d'Etat a laissé ouverte la question de savoir si l'obligation de se récuser lorsque ses intérêts sont en jeu, existant aux niveaux constitutionnel et cantonal pour tous les membres des autorités, existe par analogie au niveau communal pour toutes les autorités et pas seulement le Conseil communal.

Il a en revanche jugé que la décision d'un Conseil général excluant des membres d'une commission ad hoc pour cause de dysfonctionnement n'est pas illégale, même si cette décision était entachée d'une irrégularité formelle en l'espèce.

Le législatif n'avait en effet procédé que par un seul vote pour le remplacement des membres de la commission alors qu'il aurait dû voter d'abord l'exclusion des deux membres puis passer à la nomination de leurs successeurs, au scrutin secret, voire par le biais d'une élection tacite.

Une autre requête au Conseil d'Etat, visant à l'annulation d'une élection d'un délégué à une institution de tourisme par le Conseil général de la même commune a pu être classée: la nomination frappée d'un vice de procédure - vote à main levée - a été annulée par le Conseil général et remise à l'ordre du jour d'une séance ultérieure, lors de laquelle elle a eu lieu conformément au règlement de commune.

#### **Article 12.- Dissolution du Conseil général**

La majorité des membres du Conseil général ont démissionné dans une commune où le Conseil communal avait déjà annoncé, trois mois à l'avance, sa démission en bloc suite au refus, en votation populaire, d'un crédit pour un nouveau collègue. En application de l'article 12 LCo, le

Conseil d'Etat a convoqué les électeurs pour le renouvellement du législatif, car celui-ci ne pouvait être complété sans recourir à une élection complémentaire.

**Article 15.- Eligibilité**

En réponse à une commune, il a été rappelé que les électeurs communaux de nationalité étrangère sont en principe éligibles dans les commissions (par exemple, la commission scolaire) sauf:

- si le droit cantonal réserve aux seuls Suisses l'éligibilité dans une commission;
- si le règlement général de commune contient une telle restriction (il peut par exemple exiger la nationalité suisse pour la commission des naturalisations et des agrégations) ou s'il réserve aux seuls conseillers généraux le droit de faire partie d'une commission (c'est souvent le cas pour la commission financière).

**Article 17.- Incompatibilités absolues**

L'alinéa 2 de cette disposition, modifié suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, n'est pas rédigé avec toute la clarté voulue. Au vu des travaux préparatoires de la loi, il faut l'interpréter comme suit:

- les règlements de commune peuvent prévoir que les fonctionnaires communaux, à l'exception des titulaires de fonctions d'encadrement ou de police, sont éligibles au Conseil général;
- ils peuvent également refuser toute éligibilité des fonctionnaires communaux au Conseil général;
- en revanche, les membres du corps enseignant peuvent faire partie et du Conseil communal et du Conseil général.

**Article 25.- Attributions du Conseil général**

Le Conseil général, nouvellement élu dans une commune qui avait vu la majorité du législatif démissionner, a procédé à une élection intégrale du Conseil communal, qui avait démissionné en bloc suite au refus d'un crédit en votation populaire pour un nouveau collège.

En réponse à une commune, il a été précisé que le Conseil général peut tout à fait élire un conseiller communal en prévoyant que son entrée en fonction soit différée.

Le Conseil général fixe le coefficient d'impôt communal. Une commune a demandé s'il pourrait, au lieu de réduire un coefficient, introduire des rabais en francs. La réponse a été négative, en application des articles 3, 267 et 268 de la loi sur les contributions directes, du 21 mars 2000 (LCdir) (RSN 631.0).

La question a été posée de savoir si le Conseil général doit être saisi en cas de participation de la commune à un syndicat d'améliorations foncières. Le subventionnement obligatoire de 5% prévu par l'article 12 de la loi sur les améliorations structurelles dans l'agriculture, du 10 novembre 1999 (LASA) (RSN 913.1), constitue une dépense liée qui n'a pas à être soumise au législatif communal. En revanche, si la commune désire aller au-delà de 5%, elle doit prendre un arrêté conformément à sa réglementation (compétence financière du Conseil communal ou du Conseil général).

Quant à la participation de la commune en tant que propriétaire foncier, elle doit suivre la même règle que ci-dessus (arrêté du Conseil communal ou du Conseil général, en fonction du montant total à charge de la commune), quand bien même il est possible que la commune soit obligée de participer, en application de l'article 16 alinéa 3 LASA (décision imposée par la majorité des propriétaires possédant plus de la moitié des terrains).

**Article 31.- Constitution de la commission scolaire**

Suite à la question d'une commune, il a été précisé qu'un membre de la commission qui démissionne n'a aucun droit à retrouver ultérieurement son siège. La démission est définitive et ne peut être prévue pour une certaine période, par exemple une année. En revanche, rien n'empêche le membre démissionnaire d'être réélu ultérieurement en cas de vacance de siège.

**Article 35.- Contrôle fiduciaire**

Cette disposition ne fixe pas la date du contrôle. Cela offre une certaine latitude au Conseil communal pour la déterminer. En réponse à une commune, il a été précisé qu'en l'absence d'une

disposition réglementaire lui conférant cette faculté, la commission financière ne saurait imposer une date.

#### **Article 46.- Placement de capitaux**

Les autorisations suivantes ont été accordées par le Conseil d'Etat:

- prêt de 50.000 francs à une fondation propriétaire d'une piscine pour diverses installations et réfections;
- Prêts de 39,6 et 19,6 millions de francs, accordés par deux communes, à une société anonyme regroupant leurs services industriels;
- prêt de 48.000 francs à une fondation en faveur de l'exploitation d'une maison de vacances;
- prêt de 20.000 francs à une association exploitant une crèche, pour couvrir un manque provisoire de liquidités, dû à des frais exceptionnels.

#### **Article 50.- Participations financières**

Les autorisations suivantes ont été accordées par le Conseil d'Etat:

- participation de deux communes, chacune pour un montant de 100 francs, à une société anonyme exploitant un centre d'information, de gestion et d'économie dans le domaine de la santé;
- participation d'une commune, pour un montant de 29.000 francs, à Gaz Neuchâtelois S.A. (GANSA), dans le cadre de l'assainissement de cette société;
- participation de deux communes, l'une pour 38 millions de francs et l'autre pour 8 millions de francs, à une société anonyme regroupant le patrimoine et les activités des services industriels - sauf les services des eaux - des deux communes. Le Conseil d'Etat a toutefois exigé que le 45% du bénéfice comptable, réalisé par l'une des deux communes lors du transfert des actifs à la nouvelle société, soit mis en réserve au bilan de cette commune. La société étant en effet entièrement en mains communales, une certaine prudence s'imposait. Pour l'autre commune, ledit bénéfice était très modeste et ne justifiait pas une mise en réserve.

Le Conseil d'Etat a refusé la création par une commune d'une société anonyme visant à terme la régionalisation des services industriels. Il a considéré, au vu des dispositions constitutionnelles et légales relatives à la collaboration intercommunale (art. 93 de la Constitution neuchâteloise, du 25 avril 2000; art. 15 de la loi sur les subventions, du 1<sup>er</sup> février 1999; art. 1, 5 al. 3 et 8 de la loi sur les fonds d'aide aux communes, du 3 décembre 2001), que le projet aurait dû, dès le départ, regrouper au moins deux communes.

#### **Article 51.- Garanties financières**

Les autorisations suivantes ont été accordées par le Conseil d'Etat:

- garantie par une commune, pour un montant de 100.000 francs et pour dix mois, d'une partie du prêt bancaire accordé à une société pour l'installation d'un ballon captif;
- cautionnement, lié à un emprunt de 600.000 francs, d'une commune auprès de la Centrale d'émission des Communes Suisses (CCS);
- cautionnement par une commune, pour un montant de 20.000 francs et une durée de 7 ans, du prêt bancaire accordé à des particuliers pour la réouverture d'un commerce d'alimentation générale;
- cautionnement, lié à un emprunt de 1,3 million de francs, d'une commune auprès de la CCS;
- garantie par une commune, pour un montant de 40.000 francs, du prêt bancaire accordé à un club d'haltérophilie pour l'aménagement d'une salle d'entraînement.

#### **Article 52.- Achats. Ventes. Servitudes**

Suite à la question d'un notaire, il a été rappelé que la radiation d'une servitude en faveur de la commune, constituée par le Conseil communal, est soit de la compétence de l'exécutif soit de celle

du législatif. Ce dernier doit prendre un arrêté, soumis à sanction, si le patrimoine immobilier de la commune est en jeu - il y a donc aliénation au sens de l'article 25 chiffre 5 lettre g) LCo - comme c'est par exemple le cas en cas de suppression d'une servitude de passage public (perte d'un droit réel restreint). Le Conseil général doit aussi être saisi si l'opération a des conséquences financières qui dépassent les compétences du Conseil communal.

La modification de la redevance perçue pour un droit de superficie concédé par une commune à un tiers exige en principe l'accord du législatif communal et du Conseil d'Etat. En réponse à la question d'une commune relative à l'abaissement d'une redevance, il a été précisé que la règle susmentionnée ne peut être éludée que si la baisse est - par exemple - imposée par le droit cantonal ou fédéral et qu'il n'y a pas de moyen, pour la commune, de se départir du contrat, notamment par l'exercice du droit de retour anticipé.

La requête d'une commune visant à une modification de la loi pour permettre aux Conseils communaux d'effectuer des transactions immobilières dans le cadre de leurs compétences financières a été écartée. La loi actuelle permet un certain nombre de délégations du Conseil général au Conseil communal (transactions immobilières découlant de travaux exécutés dans le cadre du budget ou de crédits d'investissements, vente de gré à gré de parcelles d'un lotissement, vente d'un immeuble au plus offrant, avec fixation éventuelle d'un prix plancher, acquisition d'un immeuble par voie d'enchères publiques, acquisition de terrains, à prix fixe ou gratuitement, pour le domaine public communal, vente avec prix plancher fixé ou cession en droit de superficie de durée fixée d'immeubles définis dans l'arrêté de base).

Il n'a pas été jugé opportun d'étendre ces délégations: le domaine des droits réels est un domaine délicat et difficile, dans lequel les droits démocratiques ne doivent pas être réduits. De plus, l'aspect financier n'est pas forcément déterminant: une transaction pour laquelle il n'y a pas de dépense à proprement parler (donation, échange), ou dont la valeur pécuniaire est réduite, peut se révéler très importante, voire problématique.

La vente à des particuliers d'une parcelle de terrain de 193 m<sup>2</sup>, au lieu des 163 m<sup>2</sup> prévus dans l'arrêté du Conseil général, a été sanctionnée par le Conseil d'Etat, compte tenu des explications données par la commune. La surface mentionnée dans l'arrêté était l'emprise au sol du bâtiment vendu alors que la surface vendue avait été bornée selon le droit du chéneau. Au surplus, le prix de vente avait été essentiellement fixé en fonction du bâtiment cédé et non en fonction de la surface vendue.

Le Conseil d'Etat a approuvé le transfert à un particulier d'une servitude de superficie, constituée à l'époque en faveur de la Confédération suisse, malgré que l'arrêté du Conseil général, formulé incorrectement, mentionnait l'octroi d'un droit de superficie distinct et permanent. L'approbation a pu être donnée car le rapport du Conseil communal et le plan annexé décrivaient la situation de manière exacte.

De même, des cessions gratuites d'un particulier au domaine public communal et au domaine privé de la commune, oubliées dans l'arrêté du Conseil général, ont tout de même été autorisées car elles étaient mentionnées dans le rapport du Conseil communal et qu'elles n'avaient pas d'incidence financière sur l'échange immobilier en cause.

#### **Article 58.- Approbation du budget**

Aucun budget communal pour 2002 n'a été refusé.

Seules 10 communes (9 en 2001) ont présenté un budget bénéficiaire en 2002. Le total des déficits prévus a été de 18,4 millions de francs (13,4 millions de francs en 2001).

#### **Article 59.- Approbation des comptes**

Après un exercice d'application des règles financières et comptables relatives aux chapitres financés par des taxes causales ainsi qu'aux services industriels, on constate que de nombreuses communes ont eu quelques difficultés à équilibrer les charges et les revenus dans ces domaines. 45 d'entre elles ont en effet dû comptabiliser une ou plusieurs avances au bilan, principalement pour les chapitres de l'eau, de l'épuration et des déchets (voir nouveau tableau no 22 ci-après).

Sur demande de quelques communes et au vu des recommandations d'organes de révision, le service des communes a accepté que les intérêts passifs, courus sur les emprunts contractés en cours d'exercice, soient comptabilisés sur l'exercice (compte 940.322), avec une contrepartie en poste transitoire (compte 250.00). Cette pratique, qui réduit les variations liées aux

renouvellements d'emprunts, a pour avantage de régulariser le montant des intérêts annuels et de garantir un taux moyen stable de la dette consolidée.

Dans plusieurs communes, des réserves constituées illégalement - c'est-à-dire à partir des excédents de revenus du compte de fonctionnement et sans arrêté du Conseil général sanctionné par le Conseil d'Etat - ont dû être dissoutes, sur injonction de l'Etat. Rappelons que la création de provisions fiscales est désormais admise mais que celles-ci ne doivent pas dépasser le 5% des débiteurs impôts.

#### **Article 65.- Amortissements**

Comme par le passé, de nombreux arrêtés relatifs à des crédits d'investissement ont dû être corrigés au niveau cantonal, afin que les taux d'amortissement - généralement insuffisants - correspondent aux normes légales.

Diverses communes ont procédé à des amortissements supplémentaires, sans les comptabiliser comme tels (compte par nature 332). Cette façon de faire, contraire aux règles comptables, masque le résultat réel d'exercice et fausse les statistiques. Quelques communes ont également effectué des amortissements extraordinaires du patrimoine financier, pratique qui est opaque et ne présente guère d'intérêt sur le plan financier.

#### **Article 66.- Syndicats intercommunaux - Définition**

La commune de Vaumarcus a adhéré au Syndicat intercommunal du Service du feu de La Béroche (SFB), qui compte désormais trois communes.

La commune de St-Aubin-Sauges s'est retirée du Syndicat intercommunal de la station de télédistribution Boudry-Colombier (SITEBCO), lequel ne compte désormais plus que 6 communes.

Un nouveau syndicat intercommunal a été créé. Il s'agit du Syndicat intercommunal du feu du Bas-Lac (SFBL), qui regroupe les communes d'Hauterive, St-Blaise, Marin-Epagnier et Thielle-Wavre.

A fin 2002, il y a 32 syndicats intercommunaux en activité dans le canton.

Quelques conventions intercommunales ont été sanctionnées en 2002, relatives notamment au regroupement de l'état civil (7 et 10 communes) et à un service d'ambulance (11 communes) au niveau des districts.

### **15.14. Tableaux statistiques**

On trouve ci-après les 32 tableaux statistiques suivants, qui concernent l'ensemble des communes (nos 1 à 31) et les syndicats intercommunaux (no 32):

#### **Fiscalité**

1. Taux des impôts communaux et taxes des communes en 2002
2. Impôts communaux perçus en 2001
3. Détermination des indices des ressources fiscales (IRF) et de charge fiscale (ICF) en 2001. Coefficients d'impôt 2001 et 2002
4. Coefficient d'impôt. Effort fiscal. Revenu fiscal. Coefficient et revenu fiscal inverse. Masse imposable en 2001
5. Classements des communes selon le coefficient d'impôt, l'effort fiscal, le revenu fiscal et leurs combinaisons en 2001

#### **Comptes de fonctionnement 2001**

6. Récapitulation fonctionnelle. Charges
7. Récapitulation fonctionnelle. Revenus
8. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets
9. Récapitulation fonctionnelle. Charges par habitant
10. Récapitulation fonctionnelle. Revenus par habitant

11. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets par habitant
12. Récapitulation par nature. Charges
13. Récapitulation par nature. Revenus
14. Récapitulation par nature. Charges par habitant
15. Récapitulation par nature. Revenus par habitant
16. Parts des communes aux principales charges réparties entre l'Etat et les communes en 2001
17. Charges des principaux domaines autofinancés et bénéfiques des services industriels versés au compte de fonctionnement en 2001
18. Amortissements d'actifs et résultats "réels" en 2001. Charge de la dette consolidée. Taux d'intérêt de la dette

#### **Comptes des investissements 2001**

19. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets

#### **Bilans à fin 2001**

20. Actif
21. Passif
22. Avances aux financements spéciaux à fin 2001
23. Engagements envers les financements spéciaux (réserves affectées) à fin 2001
24. Dette publique et fortune nette ou découvert par habitant

#### **Divers (Fonds d'aide aux communes. Indicateurs financiers. Péréquation financière intercommunale)**

25. Aides du fonds d'aide aux communes à fin 2002
26. Marge d'autofinancement en 2001
27. Indicateurs financiers des communes en 2001
28. Indicateurs financiers complémentaires des communes en 2001
29. Indicateurs harmonisés et complémentaires. Evolution pour l'ensemble des communes et l'Etat de 1997 à 2001
30. Péréquation financière intercommunale en 2002
31. Péréquation financière intercommunale en 2002: comparaisons

#### **Syndicats intercommunaux**

32. Comptes des investissements 2001. Bilans à fin 2001

**Taux des impôts communaux et taxes des communes en 2002**
**Tableau 1**

Communes	Population au 31.12.2001	Coefficient d'impôt en %	Taux maximal (en %) sur le revenu (dès Frs 180'000)	Taux maximal (en o/oo) sur la fortune (dès Frs 500'000)	Impôt foncier en o/oo	Taxe foncière en o/oo	Tarif de vente de l'eau (par m3) en Frs.	Par m3 d'eau en Frs.	Taxe d'épuration Par facture d'eau en %	Par habitant en Frs.	Taxe de déchets Par ménage en Frs.
1 Neuchâtel	31'587	94	13.6	3.4	1.5	-	1.49	1.10	-	-	104
2 Hauteville	2631	90	13.1	3.2	-	-	1.35	2.25	-	-	120
3 Saint-Blaise	3074	90	13.1	3.2	1.5	-	1.15	2.20	-	-	120
4 Marin-Epagnier	3727	70	10.2	2.5	-	-	1.00	1.60	-	-	120
5 Thielle-Wavre	552	85	12.3	3.1	-	-	1.27	2.50	-	-	113
6 Cornaux	1'474	90	13.1	3.2	1.5	-	1.50	2.80	-	-	120
7 Cressier	1'940	81	11.7	2.9	1.5	-	1.10	2.00	-	-	130
8 Enge	296	98	14.2	3.5	1.5	-	1.70	-	95	-	120
9 Le Landeron	4'284	79	11.5	2.8	1.5	-	1.60	1.65	-	132	-
10 Lionières	896	97	14.1	3.5	-	-	1.90	2.35	-	-	105
11 Boudry	5'064	98	14.2	3.5	1.5	-	1.20	2.10	-	-	120
12 Cortaillod	4'392	90	13.1	3.2	1.5	-	1.20	1.00	-	-	115
13 Colombier	4'942	93	13.5	3.3	1.5	-	1.50	1.75	-	-	125
14 Auvernier	1'538	82	11.9	3.0	1.5	-	1.15	1.20	-	-	120
15 Pesex	5'479	96	13.9	3.5	1.5	-	1.30	1.30	-	-	120
16 Corcelles-Cormondrèche	3'907	89.2	12.9	3.2	-	-	1.75	2.00	-	-	120
17 Bôle	1'765	85	12.3	3.1	1.5	-	1.50	2.50	-	-	120
18 Rochefort	1'022	89	12.9	3.2	1.5	-	1.45	-	90	-	80
19 Brot-Dessous	102	95	13.8	3.4	-	-	0.90	-	-	-	150
20 Bevaix	3'582	91	13.2	3.3	1.5	-	0.80	1.00	-	-	123
21 Gorgier	1'724	90	13.1	3.2	1.5	-	1.90	2.80	-	-	120
22 Saint-Aubin-Sauges	2'408	100	14.5	3.6	-	-	2.65	2.10	-	-	118
23 Fresens	197	90	13.1	3.2	1.5	-	1.60	1.90	-	-	100
24 Montalchez	192	117.5	17.0	4.2	1.5	1.75 et 1	4.00	4.65	-	-	130
25 Vaumarcus	205	63	9.1	2.3	1.5	-	2.00	2.45	-	-	100
26 Môtiers	841	105	15.2	3.8	1.5	-	0.80	1.50	-	-	100
27 Couvet	2'792	103	14.9	3.7	-	-	1.10	1.55	-	-	102.75
28 Travers	1'200	110	16.0	4.0	1.5	-	1.10	2.90	-	-	100
29 Noiraigue	453	119	17.3	4.3	1.5	-	1.10	1.30	-	-	100
30 Boveresse	377	100	14.5	3.6	1.5	-	1.10	1.70	-	-	100
31 Fleurier	3'700	100	14.5	3.6	1.5	-	1.10	1.10	-	85	-
32 Buttes	635	108	15.7	3.9	1.5	-	1.70	1.70	-	-	115
33 La Côte-aux-Fées	498	89	12.9	3.2	-	-	1.10	1.80	-	-	105
34 Saint-Sulpice	612	101	14.6	3.6	1	-	2.70	1.40	-	-	100
35 Les Verrières	710	97	14.1	3.5	1.5	-	2.00	2.20	-	-	75
36 Les Bavards	356	112	16.2	4.0	-	-	3.70	0.92	-	-	110
37 Cernier	1'947	96	13.9	3.5	1.5	-	2.00	3.60	-	102	-
38 Chézard-Saint-Martin	1'611	104	15.1	3.7	1.5	-	2.10	4.30	-	146	-
39 Dombresson	1'530	93	13.5	3.3	-	-	2.70	3.70	-	-	99
40 Villiers	400	98	14.2	3.5	1.5	-	2.80	3.50	-	-	68
41 Le Pâquier	229	98	14.2	3.5	1.5	-	1.00	2.40	-	-	125
42 Savaqnier	913	89	12.9	3.2	1.5	-	2.30	3.65	-	-	105
43 Fenin-Vilars-Saules	758	78	11.3	2.8	-	-	2.30	3.70	-	-	98
44 Fontaines	942	85	12.3	3.1	1.5	-	2.60	3.00	-	130	-
45 Engollon	75	80	11.6	2.9	1.5	-	3.30	5.00	-	-	120
46 Fontainemelon	1'638	85	12.3	3.1	1.5	-	1.95	2.70	-	96.55	-
47 Les Hauts-Geneveys	861	100	14.5	3.6	1.5	-	1.60	2.00	-	-	135
48 Boudevilliers	654	82	11.9	3.0	-	-	2.35	1.10	-	115	-
49 Valangin	393	95	13.8	3.4	1.5	-	1.80	2.40	-	-	100
50 Coffrane	623	93	13.5	3.3	1.5	-	2.90	1.50	-	100	-
51 Les Geneveys/Coffrane	1'404	90	13.1	3.2	1.5	-	1.60	1.02	-	-	85
52 Montmolin	490	80	11.6	2.9	1.5	-	2.50	1.15	-	-	95
53 Le Locle	10'417	103	14.9	3.7	1.5	1.7 et 0.85	2.90	1.80	-	180	-
54 Les Brenets	1'138	75	10.9	2.7	1.5	-	2.55	3.00	-	-	150
55 Le Cerneux-Péquignot	317	89.5	13.0	3.2	-	-	2.20	-	-	125	-
56 La Brévine	678	85	12.3	3.1	1.5	-	2.20	-	67	-	85
57 La Chaux-du-Milieu	421	96	13.9	3.5	1.5	-	2.20	-	90	-	110
58 Les Ponts-de-Martel	1'266	98	14.2	3.5	1.5	-	2.40	-	55	-	-
59 Brot-Plamboz	274	70	10.2	2.5	-	-	2.10	-	-	-	55
60 La Chaux-de-Fonds	37'310	104	15.1	3.7	1.5	1.75 et 1	1.99	1.07	-	-	185.50
61 Les Planchettes	237	102	14.8	3.7	-	-	3.76	-	-	-	130
62 La Saâne	932	100	14.5	3.6	1.5	-	2.00	2.60	-	-	150
Ensemble des communes	166'642	94.6			47	3	62	53	5	30	32
Le coefficient de l'impôt cantonal en 2002 était de 100%. L'impôt communal des personnes morales est identique à l'impôt cantonal.											
Tous les tarifs et taxes s'entendent sans TVA.											

**Impôts communaux perçus en 2001**
**Tableau 2**

	Personnes physiques		Dont impôts des frontaliers	Dont impôts à la source	Personnes morales		Taxe foncière	Impôts fonciers	Total	
	en francs	par habitant			en francs	par habitant			en francs	par habitant
1 Neuchâtel	93'182'417	2'950	344'657	6'024'916	49'064'332	1'553	0	1'816'551	144'063'300	4'561
2 Hauterive	8'256'881	3'138	26'131	292'782	194'733	74	0	1'598	8'453'212	3'213
3 Saint-Blaise	10'607'014	3'451	352'628	17'879	499'991	163	0	41'241	11'148'246	3'627
4 Marin-Epagnier	7'672'946	2'059	52'812	168'474	8'384'905	2'250	0	0	16'057'851	4'309
5 Thielle-Wavre	1'919'574	3'298	0	38'062	36'374	62	0	0	1'955'948	3'361
6 Cornaux	3'393'875	2'302	10'177	90'848	80'643	55	0	25'038	3'499'556	2'374
7 Cressier	3'936'530	2'029	6'785	119'694	-447'270	-231	0	78'479	3'567'739	1'839
8 Enqes	853'405	2'883	0	887	16'905	57	0	1'175	871'485	2'944
9 Le Landeron	9'569'372	2'234	10'361	120'642	1'377'691	322	0	0	10'947'063	2'555
10 Lionières	2'378'702	2'655	0	72'050	47'476	53	0	0	2'426'178	2'708
11 Boudry	12'170'419	2'403	51'254	354'986	524'156	104	0	190'067	12'884'642	2'544
12 Cortaillod	12'812'084	2'917	50'979	310'668	928'550	211	0	91'014	13'831'648	3'149
13 Colombier	14'434'664	2'921	22'280	210'064	308'081	62	0	111'202	14'853'947	3'006
14 Auvernier	7'065'074	4'594	11'003	119'886	414'087	269	0	17'449	7'496'610	4'874
15 Pesex	14'140'329	2'581	17'329	433'993	677'843	124	0	133'274	14'951'446	2'729
16 Corcelles-Cormondrèche	13'039'683	3'338	7'060	252'327	402'206	103	0	33	13'441'922	3'440
17 Bôle	5'141'840	2'913	13'570	76'416	253'275	143	0	14'976	5'410'091	3'065
18 Rochefort	2'709'928	2'652	2'751	53'430	27'131	27	0	8'409	2'745'468	2'686
19 Brot-Dessous	217'174	2'129	0	0	10'868	107	0	2'830	230'872	2'263
20 Bevaix	9'566'691	2'671	23'656	199'299	346'766	97	0	40'479	9'953'936	2'779
21 Goraier	6'065'504	3'518	12'286	70'755	256'986	149	0	26'619	6'349'109	3'683
22 Saint-Aubin-Sauges	6'961'115	2'891	12'928	176'082	186'620	78	0	0	7'147'736	2'968
23 Fresens	439'862	2'233	28'607	911	11'688	59	0	0	451'550	2'292
24 Montalchez	421'103	2'193	0	1'562	7'310	38	27'929	230	456'572	2'378
25 Vaumarcus	487'738	2'379	0	20'489	1'752'298	8'548	0	0	2'240'036	10'927
26 Môtiers	2'093'811	2'490	114'061	16'432	33'992	40	0	0	2'127'803	2'530
27 Couvet	5'503'651	1'971	194'196	69'835	159'971	57	0	0	5'663'622	2'029
28 Travers	2'481'531	2'068	15'129	14'257	79'701	66	0	0	2'572'272	2'144
29 Noiraigue	927'597	2'048	12'510	12'510	46'651	103	0	0	974'248	2'151
30 Boveresse	713'119	1'892	3'392	175	21'836	58	0	396	735'351	1'951
31 Fleurier	7'713'378	2'085	196'488	92'020	1'626'290	440	0	36'137	9'375'805	2'534
32 Buttes	1'093'063	1'721	11'094	2'875	44'537	70	0	0	1'137'600	1'791
33 La Côte-aux-Fées	1'299'221	2'609	88'571	7'480	424'567	853	0	0	1'723'788	3'461
34 Saint-Sulpice	1'067'203	1'744	24'481	7'884	111'589	182	0	0	1'178'792	1'926
35 Les Verrières	1'504'999	2'120	40'618	4'260	43'712	62	6'199	0	1'554'910	2'190
36 Les Bavards	699'914	1'966	9'444	49	26'201	74	0	0	726'115	2'040
37 Cernier	4'794'585	2'463	5'593	0	141'151	72	0	0	4'935'736	2'535
38 Chézard-Saint-Martin	4'372'855	2'714	7'152	38'146	33'219	21	0	0	4'406'074	2'735
39 Dombresson	3'164'626	2'068	11'094	80'085	298'483	195	0	0	3'463'109	2'263
40 Villiers	863'497	2'159	4'951	2'606	65'325	163	0	0	928'822	2'322
41 Le Pâquier	527'494	2'303	0	39'856	15'725	69	0	0	543'219	2'372
42 Savaagnier	2'102'529	2'303	0	31'421	26'510	29	0	0	2'129'039	2'332
43 Fenin-Vilars-Saules	1'997'471	2'635	2'659	19'282	61'387	81	0	0	2'058'858	2'716
44 Fontaines	2'260'817	2'400	82'703	34'723	206'790	220	0	18'977	2'486'584	2'640
45 Enqollon	223'999	2'987	0	4'461	841	11	0	0	224'840	2'998
46 Fontainemelon	3'769'413	2'301	167'973	63'944	845'867	516	0	70'027	4'685'307	2'860
47 Les Hauts-Genèveys	2'497'471	2'901	2'475	109'512	28'265	33	0	1'512	2'527'248	2'935
48 Boudevilliers	1'522'824	2'328	23'197	35'995	4'537	7	0	0	1'527'361	2'335
49 Valangin	1'026'712	2'612	0	0	23'149	59	0	0	1'049'861	2'671
50 Coffrane	1'412'688	2'268	0	31'252	25'847	41	0	675	1'439'210	2'310
51 Les Genèveys/Coffrane	3'082'498	2'196	57'122	114'579	967'653	689	0	279	4'050'430	2'885
52 Montmolin	1'214'393	2'478	0	59'732	37'192	76	0	1'408	1'252'993	2'557
53 Le Locle	27'146'275	2'606	2'435'430	596'509	4'550'662	437	1'437'353	0	33'134'290	3'181
54 Les Brenets	3'341'730	2'936	741'393	27'515	280'220	246	0	2'880	3'624'830	3'185
55 Le Cerneux-Péquignot	623'202	1'966	11'003	5'690	33'299	105	0	0	658'501	2'071
56 La Brévine	1'288'218	1'900	21'363	3'540	12'429	18	0	588	1'301'235	1'919
57 La Chaux-du-Milieu	909'988	2'161	17'513	759	16'993	40	0	3'292	930'253	2'210
58 Les Ponts-de-Martel	2'636'262	2'082	97'832	39'126	59'519	47	0	0	2'699'802	2'133
59 Brot-Plamboz	440'362	1'607	1'925	190	16'457	60	0	4'996	461'815	1'685
60 La Chaux-de-Fonds	101'323'134	2'716	3'979'923	2'900'661	12'393'833	332	3'873'538	1'518'191	119'108'696	3'192
61 Les Planchettes	374'273	1'579	5'135	10'105	68'196	288	0	0	442'469	1'867
62 La Saane	2'172'009	2'330	56'572	15'901	42'730	46	0	0	2'214'739	2'376
Ensemble des communes	447'630'716	2'689	9'168'850	14'055'218	88'238'972	530	5'338'820	4'281'282	545'489'790	3'277
Chiffres de 2000	386'893'045	2'324	8'546'013	9'813'755	93'300'483	560	7'250'941	299'316	467'743'785	2'930

**Détermination des indices des ressources fiscales (IRF) et de charge fiscale (ICF) en 2001. Coefficients d'impôt 2001 et 2002.**
**Tableau 3**

	Impôts communaux avec impôts fonciers et taxes foncières, sans impôts frontaliers ni impôts source	Impôt d'Etat	Revenu fiscal (RF) (impôt d'Etat par habitant)	IRF = Revenu fiscal relatif (RFR)	ICF = Effort fiscal (EF) en %	Coefficients d'impôt 2001	Coefficients d'impôt 2002	Variations en 2002
1 Neuchâtel	137693727	139739625	4424	138	98,5359	95	94	-1
2 Hauterive	8134299	8689317	3303	103	93,6126	93	90	-3
3 Saint-Blaise	10777739	11999263	3903	122	89,8200	90	90	
4 Marin-Epagnier	15836565	19247430	5164	161	82,2789	70	70	
5 Thielle-Wavre	1917886	2092859	3596	112	91,6395	93	85	-8
6 Cornaux	3398531	3701026	2511	78	91,8267	90	90	
7 Cressier	3441260	4403772	2270	71	78,1435	80	81	1
8 Enqes	870598	895394	3025	94	97,2307	98	98	
9 Le Landeron	10816060	13041357	3044	95	82,9366	79	79	
10 Lignières	2354128	2573361	2872	90	91,4807	97	97	
11 Boudry	12478402	12373835	2443	76	100,8451	98	98	
12 Cortaillod	13470001	14863796	3384	106	90,6229	90	90	
13 Colombier	14621603	15466454	3130	98	94,5375	93	93	
14 Auvernier	7365721	9062912	5893	184	81,2732	82	82	
15 Pesex	14500124	14965940	2732	85	96,8875	96	96	
16 Corcelles-Cormondrèche	13182535	14638780	3747	117	90,0521	89,2	89,2	
17 Bôle	5320105	6186086	3505	109	86,0012	85	85	
18 Rochefort	2689287	3030306	2965	92	88,7464	89	89	
19 Brot-Dessous	230872	254535	2495	78	90,7034	97	95	-2
20 Bevaix	9730981	10835440	3025	94	89,8070	91	91	
21 Gorgier	6266068	6449314	3741	117	97,1587	96	90	-6
22 Saint-Aubin-Sauges	6958726	7624293	3166	99	91,2704	100	100	
23 Fresens	422032	448593	2277	71	94,0791	95	90	-5
24 Montalchez	455011	384720	2004	62	118,2706	117,5	117,5	
25 Vaumarcus	2219547	2586566	12617	393	85,8106	63	63	
26 Môtiers	1997310	1892338	2250	70	105,5472	105	105	
27 Couvet	5399591	5451350	1952	61	99,0505	103	103	
28 Travers	2542886	2246389	1872	58	113,1989	110	110	
29 Noiraigue	947801	807377	1782	56	117,3925	120	119	-1
30 Boveresse	731783	704050	1868	58	103,9391	100	100	
31 Fleurier	9087297	8764307	2369	74	103,6853	104	100	-4
32 Buttes	1123631	1131694	1782	56	99,2875	99,2	108	9
33 La Côte-aux-Fées	1627737	818218	1643	51	198,9368	89	89	
34 Saint-Sulpice	1146427	1162761	1900	59	98,5953	97	101	4
35 Les Verrières	1510032	1556585	2192	68	97,0093	97	97	
36 Les Bayards	716622	664784	1867	58	107,7977	107,3	112	5
37 Cernier	4930143	4986297	2561	80	98,8738	97,75	96	-1,75
38 Chézard-Saint-Martin	4360776	4112168	2553	80	106,0457	109	104	-5
39 Dombresson	3371930	3553899	2323	72	94,8797	93	93	
40 Villiers	921265	943822	2360	74	97,6100	98	98	
41 Le Pâquier	503363	524609	2291	71	95,9501	98	98	
42 Savagnier	2097618	2278542	2496	78	92,0597	92	89	-3
43 Férin-Vilars-Saules	2036917	2303576	3039	95	85,4242	88	78	-10
44 Fontaines	2369158	2700590	2967	89	87,7274	85	85	
45 Enqollon	220379	259000	3453	108	85,0883	85	80	-5
46 Fontainemelon	4453390	5172792	3158	98	86,0926	85	85	
47 Les Hauts-Geneveys	2415261	2292091	2662	83	105,3757	105	100	-5
48 Boudevilliers	1468169	1762720	2695	84	83,2899	82	82	
49 Valangin	1047936	1109516	2823	88	94,4498	95	95	
50 Coffrane	1407958	1509800	2423	76	93,2546	93	93	
51 Les Geneveys/Coffrane	3878729	4244806	3023	94	91,3759	90	90	
52 Montmolin	1193261	1484572	3030	94	80,3774	80	80	
53 Le Locle	30102351	27246091	2616	82	110,4832	103	103	
54 Les Brenets	2855921	3515543	3089	96	81,2370	75	75	
55 Le Cerneux-Péquirot	639808	705249	2225	69	90,7209	89,50	89,50	
56 La Brévine	1276332	1488504	2195	68	85,7459	85	85	
57 La Chaux-du-Milieu	911981	1007621	2393	75	90,5083	90	96	6
58 Les Ponts-de-Martel	2562844	2588883	2045	64	98,9942	98	98	
59 Brot-Plamboz	459700	636173	2322	72	72,2602	70	70	
60 La Chaux-de-Fonds	112226112	104644605	2605	87	107,2469	104	104	
61 Les Planchettes	427229	418525	1766	55	102,0797	102	102	
62 La Saagne	2142266	2298030	2466	77	93,2218	100	100	
Ensemble des communes	522265720	534542847	3208	100	97,7032	95,3	94,6	19 communes
Chiffres de 2000 (y compris taxes épuration, déchets)	522842712	511038153	3070		102,3099			

**Coefficient d'impôt - Effort fiscal - Revenu fiscal - Coefficient et revenu fiscal inverse - Masse imposable en 2001**

**Tableau 4**

	Coefficient d'impôt	Coefficient d'impôt relatif (CIR)	Effort fiscal (EF)	Effort fiscal relatif (EFR)	Effort fiscal relatif inverse (EFRI)	Revenu fiscal (RF) (Impôt d'Etat par habitant)	Revenu fiscal relatif (RFR)	Revenu fiscal relatif inverse (RFRI)	CIR+RFRI	Masse imposable (MI) (Fortune+revenu+capital + bénéfice par habitant)	Masse imposable relative (MIR)
									2		
1 Neuchâtel	95	100	98.5	101	99	4'424	138	73	86	1'053'947	324
2 Hauterive	93	98	93.6	96	104	3'303	103	97	97	148'281	46
3 Saint-Blaise	90	94	89.8	92	109	3'903	122	82	88	217'211	67
4 Marin-Epagnier	70	73	82.3	84	119	5'164	161	62	68	623'602	192
5 Thielle-Wavre	93	98	91.6	94	107	3'596	112	89	93	170'932	53
6 Cornaux	90	94	91.8	94	106	2'511	78	128	111	159'471	49
7 Cressier	80	84	78.1	80	125	2'270	71	141	113	123'569	38
8 Enges	98	103	97.2	100	100	3'025	94	106	104	125'617	39
9 Le Landeron	79	83	82.9	85	118	3'044	95	105	94	136'427	42
10 Lignières	97	102	91.5	94	107	2'872	90	112	107	97'746	30
11 Boudry	98	103	100.8	103	97	2'443	76	131	117	109'678	34
12 Cortaillod	90	94	90.6	93	108	3'384	105	95	95	207'636	64
13 Colombier	93	98	94.5	97	103	3'130	98	102	100	147'395	45
14 Auvernier	82	86	81.3	83	120	5'893	184	54	70	346'124	106
15 Peseux	96	101	96.9	99	101	2'732	85	117	109	123'873	38
16 Corcelles-Cormondrèche	89.2	94	90.1	92	108	3'747	117	86	90	203'617	63
17 Bôle	85	89	86.0	88	114	3'505	109	92	90	155'266	48
18 Rochefort	89	93	88.7	91	110	2'965	92	108	101	156'611	48
19 Brot-Dessous	97	102	90.7	93	108	2'495	78	129	115	121'687	37
20 Bevaix	91	96	89.8	92	109	3'025	94	106	101	142'576	44
21 Gorrier	96	101	97.2	99	101	3'741	117	86	93	192'194	59
22 Saint-Aubin-Sauages	100	105	91.3	93	107	3'166	99	101	103	169'838	52
23 Fresens	95	100	94.1	96	104	2'277	71	141	120	137'205	42
24 Montalchez	117.5	123	118.3	121	83	2'004	62	160	142	126'394	39
25 Vaumarcus	63	66	85.8	88	114	12'617	393	25	46	2'039'648	626
26 Môtiers	105	110	105.5	108	93	2'250	70	143	126	109'343	34
27 Couvet	103	108	99.1	101	99	1'952	61	164	136	106'031	33
28 Travers	110	115	113.2	116	86	1'872	58	171	143	102'517	31
29 Noiraigue	120	126	117.4	120	83	1'782	56	180	153	81'913	25
30 Boveresse	100	105	103.9	106	94	1'868	58	172	138	106'523	33
31 Fleurier	104	109	103.7	106	94	2'369	74	135	122	118'291	36
32 Buttes	99.2	104	99.3	102	98	1'782	56	180	142	94'147	29
33 La Côte-aux-Fées	89	93	198.9	204	49	1'643	51	195	144	272'469	84
34 Saint-Sulpice	97	102	98.6	101	99	1'900	59	169	135	93'065	29
35 Les Verrières	97	102	97.0	99	101	2'192	68	146	124	139'302	43
36 Les Bavards	107.3	113	107.8	110	91	1'867	58	172	142	96'433	30
37 Cernier	97.75	103	98.9	101	99	2'561	80	125	114	102'089	31
38 Chézard-Saint-Martin	109	114	106.0	109	92	2'553	80	126	120	103'454	32
39 Dombresson	93	98	94.9	97	103	2'323	72	138	118	94'900	29
40 Villiers	98	103	97.6	100	100	2'360	74	136	119	114'274	35
41 Le Pâquier	98	103	96.0	98	102	2'291	71	140	121	112'972	35
42 Savaagner	92	97	92.1	94	106	2'496	78	129	113	102'978	32
43 Fenin-Vilars-Saules	88	92	88.4	91	110	3'039	95	106	99	116'859	36
44 Fontaines	85	89	87.7	90	111	2'867	89	112	101	132'859	41
45 Engollon	85	89	85.1	87	115	3'453	108	93	91	165'593	51
46 Fontainemelon	85	89	86.1	88	113	3'158	98	102	95	109'593	34
47 Les Hauts-Geneveys	105	110	105.4	108	93	2'662	83	121	115	104'824	32
48 Boudevilliers	82	86	83.3	85	117	2'695	84	119	103	123'861	38
49 Valangin	95	100	94.4	97	103	2'823	88	114	107	136'538	42
50 Coffrane	93	98	93.3	95	105	2'423	76	132	115	116'839	36
51 Les Geneveys/Coffrane	90	94	91.4	94	107	3'023	94	106	100	137'025	42
52 Montmolin	80	84	80.4	82	122	3'030	94	106	95	157'013	48
53 Le Locle	103	108	110.5	113	88	2'616	82	123	115	135'788	42
54 Les Brenets	75	79	81.2	83	120	3'089	96	104	91	206'582	63
55 Le Cerneux-Péquignot	89.5	94	90.7	93	108	2'225	66	144	119	116'972	36
56 La Brévine	85	89	85.7	88	114	2'195	68	146	118	118'843	37
57 La Chaux-du-Milieu	90	94	90.5	93	108	2'393	75	134	114	101'046	31
58 Les Ponts-de-Martel	70	73	99.0	101	99	2'045	64	157	130	102'792	32
59 Brot-Plamboz	70	73	72.3	74	135	2'322	72	138	106	157'369	48
60 La Chaux-de-Fonds	104	109	107.2	110	91	2'805	87	114	112	126'800	39
61 Les Planchettes	102	107	102.1	104	96	1'766	55	182	144	116'204	36
62 La Saane	102	105	93.2	95	105	2'466	77	130	118	133'809	41
Moyenne ensemble des communes	95.3	100	97.7	100	100	3'208	100	100		325'564	100
Chiffres de 2000			102.3			3'070				254'091	

**Classements des communes selon le coefficient d'impôt, l'effort fiscal, le revenu fiscal et leur combinaisons en 2001**

**Tableau 5**

	Coefficient d'impôt	CIR	Effort fiscal	EFR	Revenu fiscal	RFR	Coefficient et revenu fiscal inverse	CIR+RFRI	Effort fiscal et revenu fiscal inverse	EFR+RFRI
								2		2
1	Vaumarcus	66	1 Brot-Plamboz	74	1 Vaumarcus	393	1 Vaumarcus	46	1 Vaumarcus	57
2	Marin-Epagnier	73	2 Cressier	80	2 Auvernier	184	2 Marin-Epagnier	68	2 Auvernier	69
3	Brot-Plamboz	73	3 Montmollin	82	3 Marin-Epagnier	161	3 Auvernier	70	3 Marin-Epagnier	73
4	Les Brenets	79	4 Les Brenets	83	4 Neuchâtel	138	4 Neuchâtel	86	4 Neuchâtel	87
5	Le Landeron	83	5 Auvernier	83	5 Saint-Blaise	122	5 Saint-Blaise	88	5 Saint-Blaise	87
6	Cressier	84	6 Marin-Epagnier	84	6 Corcelles-Cormondrèche	117	6 Corcelles-Cormondrèche	90	6 Corcelles-Cormondrèche	89
7	Montmollin	84	7 Le Landeron	85	7 Gorgier	117	7 Bôle	90	7 Bôle	90
8	Auvernier	86	8 Boudevilliers	85	8 Thielle-Wavre	112	8 Engollon	91	8 Engollon	90
9	Boudevilliers	86	9 Engollon	87	9 Bôle	109	9 Les Brenets	91	9 Thielle-Wavre	92
10	Bôle	89	10 La Brévine	88	10 Engollon	108	10 Gorgier	93	10 Gorgier	93
11	Fontaines	89	11 Vaumarcus	88	11 Cortaillod	105	11 Thielle-Wavre	93	11 Les Brenets	93
12	Engollon	89	12 Bôle	88	12 Hauterive	103	12 Le Landeron	94	12 Cortaillod	94
13	Fontainemelon	89	13 Fontainemelon	88	13 Saint-Aubin-Sauges	99	13 Cortaillod	95	13 Montmollin	94
14	La Brévine	89	14 Fontaines	90	14 Fontainemelon	98	14 Montmollin	95	14 Fontainemelon	95
15	Fenin-Vilars-Saules	92	15 Fenin-Vilars-Saules	91	15 Colombier	98	15 Fontainemelon	95	15 Le Landeron	95
16	Rochefort	93	16 Rochefort	91	16 Les Brenets	96	16 Hauterive	97	16 Hauterive	96
17	La Côte-aux-Fées	93	17 Bevaix	92	17 Le Landeron	95	17 Fenin-Vilars-Saules	99	17 Saint-Aubin-Sauges	97
18	Corcelles-Cormondrèche	94	18 Saint-Blaise	92	18 Fenin-Vilars-Saules	95	18 Colombier	100	18 Fenin-Vilars-Saules	98
19	Le Cerneux-Péquignot	94	19 Corcelles-Cormondrèche	92	19 Montmollin	94	19 Les Geneveys/Coffrane	100	19 Bevaix	99
20	Saint-Blaise	94	20 La Chaux-du-Milieu	93	20 Enges	94	20 Fontaines	101	20 Rochefort	100
21	Cornaux	94	21 Cortaillod	93	21 Bevaix	94	21 Bevaix	101	21 Colombier	100
22	Cortaillod	94	22 Brot-Dessous	93	22 Les Geneveys/Coffrane	94	22 Rochefort	101	22 Les Geneveys/Coffrane	100
23	Les Geneveys/Coffrane	94	23 Le Cerneux-Péquignot	93	23 Rochefort	92	23 Boudevilliers	103	23 Fontaines	101
24	La Chaux-du-Milieu	94	24 Saint-Aubin-Sauges	93	24 Lignières	90	24 Saint-Aubin-Sauges	103	24 Boudevilliers	102
25	Bevaix	96	25 Les Geneveys/Coffrane	94	25 Fontaines	89	25 Enges	104	25 Lignières	103
26	Savagnier	97	26 Lignières	94	26 Valangin	88	26 Brot-Plamboz	106	26 Enges	103
27	Hauterive	98	27 Thielle-Wavre	94	27 La Chaux-de-Fonds	87	27 Valangin	107	27 Valangin	105
28	Thielle-Wavre	98	28 Cornaux	94	28 Peseux	85	28 Lignières	107	28 Brot-Plamboz	106
29	Colombier	98	29 Savagnier	94	29 Boudevilliers	84	29 Peseux	109	29 Peseux	108
30	Dombresson	98	30 La Sagne	95	30 Les Hauts-Geneveys	83	30 Cornaux	111	30 Cressier	111
31	Coffrane	98	31 Coffrane	95	31 Le Locle	82	31 La Chaux-de-Fonds	112	31 Brot-Dessous	111
32	Neuchâtel	100	32 Hauterive	96	32 Cernier	80	32 Savagnier	113	32 Cornaux	111
33	Fresens	100	33 Fresens	96	33 Chézard-Saint-Martin	80	33 Cressier	113	33 Savagnier	111
34	Valangin	100	34 Valangin	97	34 Cornaux	78	34 Cernier	114	34 La Chaux-de-Fonds	112
35	Peseux	101	35 Colombier	97	35 Savagnier	78	35 La Chaux-du-Milieu	114	35 La Sagne	113
36	Gorgier	101	36 Dombresson	97	36 Brot-Dessous	78	36 Coffrane	115	36 Cernier	113
37	Lignières	102	37 Le Pâquier	98	37 La Sagne	77	37 Brot-Dessous	115	37 La Chaux-du-Milieu	113
38	Brot-Dessous	102	38 Peseux	99	38 Boudry	76	38 Les Hauts-Geneveys	115	38 Coffrane	114
39	Saint-Sulpice	102	39 Les Verrières	99	39 Coffrane	76	39 Le Locle	115	39 Les Hauts-Geneveys	114
40	Les Verrières	102	40 Gorgier	99	40 La Chaux-du-Milieu	75	40 Boudry	117	40 La Brévine	117
41	Cernier	103	41 Enges	100	41 Fleurier	74	41 La Sagne	118	41 Chézard-Saint-Martin	117
42	Enges	103	42 Villiers	100	42 Villiers	74	42 La Brévine	118	42 Boudry	117
43	Boudry	103	43 Neuchâtel	101	43 Dombresson	72	43 Dombresson	118	43 Dombresson	118
44	Villiers	103	44 Saint-Sulpice	101	44 Brot-Plamboz	72	44 Le Cerneux-Péquignot	119	44 Le Locle	118
45	Le Pâquier	103	45 Cernier	101	45 Le Pâquier	71	45 Villiers	119	45 Villiers	118
46	Les Ponts-de-Martel	103	46 Les Ponts-de-Martel	101	46 Fresens	71	46 Chézard-Saint-Martin	120	46 Le Cerneux-Péquignot	119
47	Buttes	104	47 Couvet	101	47 Cressier	71	47 Fresens	120	47 Fresens	119
48	Saint-Aubin-Sauges	105	48 Buttes	102	48 Môtiers	70	48 Le Pâquier	121	48 Le Pâquier	119
49	Boveresse	105	49 Boudry	103	49 Le Cerneux-Péquignot	69	49 Fleurier	122	49 Fleurier	121
50	La Sagne	105	50 Les Planchettes	104	50 La Brévine	68	50 Les Verrières	124	50 Les Verrières	123
51	Les Planchettes	107	51 Fleurier	106	51 Les Verrières	68	51 Môtiers	126	51 Môtiers	125
52	Couvet	108	52 Boveresse	106	52 Les Ponts-de-Martel	64	52 Les Ponts-de-Martel	130	52 Les Ponts-de-Martel	129
53	Le Locle	108	53 Les Hauts-Geneveys	108	53 Montalchez	62	53 Saint-Sulpice	135	53 Couvet	133
54	Fleurier	109	54 Môtiers	108	54 Couvet	61	54 Couvet	136	54 Saint-Sulpice	135
55	La Chaux-de-Fonds	109	55 Chézard-Saint-Martin	109	55 Saint-Sulpice	59	55 Boveresse	138	55 Boveresse	139
56	Môtiers	110	56 La Chaux-de-Fonds	110	56 Travers	58	56 Montalchez	142	56 Montalchez	141
57	Les Hauts-Geneveys	110	57 Les Bayards	110	57 Boveresse	58	57 Buttes	142	57 Buttes	141
58	Les Bayards	113	58 Le Locle	113	58 Les Bayards	58	58 Les Bayards	142	58 Les Bayards	141
59	Chézard-Saint-Martin	114	59 Travers	116	59 Noiraigue	56	59 Travers	143	59 Les Planchettes	143
60	Travers	115	60 Noiraigue	120	60 Buttes	56	60 La Côte-aux-Fées	144	60 Travers	144
61	Montalchez	123	61 Montalchez	121	61 Les Planchettes	55	61 Les Planchettes	144	61 Noiraigue	150
62	Noiraigue	126	62 La Côte-aux-Fées	204	62 La Côte-aux-Fées	51	62 Noiraigue	153	62 La Côte-aux-Fées	199
	Moyenne	100	Moyenne	100	Moyenne	100	Moyenne	100	Moyenne	100

CIR: Coefficient d'impôt relatif. EFR: Effort fiscal relatif (rapport entre impôt communal y.c. taxe foncière, et impôt d'Etat dans la commune). RFRI: Revenu fiscal relatif inverse (impôt d'Etat par habitant).

## Comptes de fonctionnement 2001 . Récapitulatif fonctionnelle. Charges

Tableau 6

	Administration	Sécurité publique	Enseignement et formation	Culture loisirs-sports	Santé	Prévoyance sociale	Trafic	Protection et aménagement de l'environnement	Economie publique	Finances et impôts	Total
1 Neuchâtel	28'563'355	18'682'917	101'642'249	36'996'213	129'967'253	24'506'824	22'914'719	20'849'959	74'263'040	46'942'728	505'329'257
2 Hauterive	934'224	351'608	2'552'881	1'824'113	1'074'090	1'337'962	1'327'853	1'249'075	1'826'967	2'202'191	14'680'964
3 Saint-Blaise	1'584'316	333'287	3'932'428	1'268'661	1'531'290	1'369'910	1'517'308	1'868'624	2'841'746	3'538'099	19'785'669
4 Marin-Epagnier	1'288'899	626'944	5'633'137	1'599'651	1'508'362	1'726'218	2'001'493	2'748'336	106'984	6'738'852	23'978'876
5 Thielle-Wavre	210'846	45'511	995'932	31'544	238'283	262'439	251'948	380	210'855	210'855	2'461'618
6 Cornaux	1'090'926	229'196	2'276'274	484'204	626'226	703'288	277'850	723'191	1'213'222	1'683'926	9'308'303
7 Corcelles	684'242	272'373	2'831'245	232'926	939'939	796'785	606'313	983'671	2'845'170	2'642'374	12'835'038
8 Enge	161'721	26'666	492'532	10'870	123'338	135'738	122'252	139'786	51'773	203'318	1'467'994
9 Le Landeron	1'136'306	359'278	5'429'586	1'017'783	1'773'237	2'039'587	807'499	2'228'937	3'179'280	2'689'789	20'661'282
10 Lignières	343'532	74'936	1'504'923	161'876	364'410	427'905	694'757	520'311	1'036'448	525'802	5'654'900
11 Boudry	3'111'050	990'256	8'687'325	1'209'621	2'117'487	2'569'505	2'172'336	3'201'587	6'888'144	3'183'292	34'130'603
12 Cortaillod	1'291'111	1'027'201	6'726'480	1'764'089	1'818'855	2'139'224	1'389'482	2'685'056	3'358'282	3'055'245	25'255'025
13 Colombier	1'484'109	1'213'580	7'313'970	1'280'664	2'011'933	2'290'899	2'101'076	2'699'696	11'877'904	3'866'371	36'140'202
14 Auvier	736'751	455'976	1'969'557	875'619	647'804	665'786	680'870	754'903	1'066'764	3'847'326	11'701'266
15 Peuux	2'093'708	1'039'080	6'208'362	1'252'686	2'338'956	2'647'815	2'470'293	2'465'281	4'670'129	3'386'730	28'573'040
16 Corcelles-Cormondrèche	1'111'818	640'554	5'090'772	751'378	1'642'547	1'918'991	2'069'716	2'006'684	1'239'954	3'325'560	19'797'974
17 Bôle	604'527	368'199	2'710'004	366'664	737'423	812'138	421'587	848'265	979'838	1'187'914	9'036'559
18 Rochefort	398'763	208'443	1'305'469	30'154	408'194	460'436	365'267	407'640	431'715	446'391	4'462'472
19 Brot-Dessous	98'513	13'433	108'266	5'537	43'703	49'628	19'534	40'787	29'064	81'844	490'309
20 Bevaix	931'968	378'405	5'987'805	1'353'732	1'568'847	1'655'097	799'598	1'692'503	507'226	2'140'627	17'015'808
21 Gorrier	634'310	342'631	2'850'932	451'800	747'306	779'632	779'632	1'030'566	243'427	1'503'832	9'345'419
22 Saint-Aubin-Sauges	964'150	406'668	4'108'687	926'263	1'069'832	1'130'775	786'611	1'754'163	45'678	1'741'049	12'933'876
23 Fresens	50'864	28'818	434'116	61'995	88'664	88'273	7'285	99'741	38'190	22'152	864'298
24 Montalchez	177'268	11'732	236'728	1'420	80'421	91'344	140'379	109'016	33'231	96'463	878'002
25 Vaumarcus	55'956	44'233	356'115	55'927	88'094	87'902	151'055	207'861	45'231	571'308	1'765'882
26 Môtiers	371'805	62'630	1'620'299	135'020	359'229	410'484	314'108	382'567	278'140	285'729	4'220'011
27 Couvet	1'081'185	1'282'601	3'647'326	634'662	1'138'996	1'915'406	1'299'427	1'055'888	616'280	1'511'899	14'183'670
28 Travers	569'111	119'467	1'647'801	332'839	489'384	597'211	686'236	424'872	126'902	469'826	5'463'649
29 Noiraigue	197'345	36'716	908'143	94'439	191'772	225'912	163'377	165'487	220'200	2'305'553	2'305'553
30 Boveresse	179'715	57'306	581'852	94'074	151'626	184'006	155'604	67'106	64'622	155'900	1'691'811
31 Fleurier	1'156'013	559'739	5'225'804	991'837	1'515'746	2'149'026	1'811'013	1'073'914	227'415	1'688'105	16'398'612
32 Buttes	285'844	76'612	906'774	89'565	259'881	310'228	176'887	299'673	419'027	297'327	3'121'818
33 La Côte-aux-Fées	340'979	74'893	764'721	243'586	213'848	215'021	381'498	280'402	1'11212	1'980'233	4'506'423
34 Saint-Sulpice	240'262	57'484	949'087	82'645	251'347	309'394	303'536	289'647	84'337	197'105	2'764'844
35 Les Verrières	325'983	86'106	1'148'355	125'812	291'118	343'609	363'470	454'996	469'882	436'031	4'045'362
36 Les Bavards	239'471	19'193	497'146	62'583	145'657	173'186	171'328	158'934	383'478	183'446	2'034'422
37 Cernier	597'781	308'811	2'787'554	101'169	770'927	984'544	541'383	1'148'939	145'874	1'119'236	8'506'218
38 Chézard-Saint-Martin	440'582	229'174	2'931'576	64'022	641'667	490'103	786'224	1'118'004	489'331	1'046'105	8'236'788
39 Dombresson	419'095	98'306	2'779'136	79'775	591'859	711'387	846'225	771'023	281'259	388'541	6'966'606
40 Villiers	199'005	40'182	557'671	23'412	156'993	193'143	97'352	165'796	101'950	121'516	1'657'200
41 Le Pâquier	104'456	20'192	431'294	9'613	93'396	121'786	77'257	77'856	254'751	230'614	1'421'215
42 Savaonier	282'897	84'031	1'529'966	116'621	359'589	437'044	459'426	581'145	225'459	283'756	4'360'204
43 Fenin-Vilars-Saules	328'708	128'158	825'232	27'277	297'370	338'727	425'064	459'569	185'252	563'644	3'579'001
44 Fontaines	273'849	66'321	1'683'073	86'784	366'958	430'029	334'753	577'539	81'141	675'616	4'576'063
45 Enqollon	43'613	18'889	37'298	34'869	32'504	33'837	27'178	79'222	66'597	44'211	442'114
46 Fontainemelon	534'573	419'074	2'523'054	80'446	641'773	877'721	494'225	906'599	72'380	615'916	7'165'761
47 Les Hauts-Geneveys	255'983	210'647	1'294'785	35'109	349'148	418'948	275'674	488'596	81'667	401'365	3'811'922
48 Boudevilliers	221'056	185'086	829'272	27'284	255'901	308'550	258'830	319'297	984'575	158'738	3'548'589
49 Valancin	160'650	84'263	776'403	59'072	166'554	189'446	108'509	187'396	28'511	129'996	1'890'800
50 Coffrane	213'283	46'879	1'150'340	74'304	253'657	316'425	119'093	289'785	71'503	278'609	2'813'878
51 Les Geneveys/Coffrane	1'192'223	164'620	2'360'793	341'271	564'505	513'534	412'383	833'554	103'543	481'921	6'968'347
52 Montmolin	187'759	47'872	736'142	15'520	196'652	229'906	154'110	307'041	39'966	290'744	2'205'712
53 Le Locle	5'297'864	3'508'903	19'597'809	5'232'823	4'553'076	6'412'450	3'577'244	8'574'015	24'092'457	12'138'646	92'985'087
54 Les Brenets	485'309	184'187	1'674'393	284'462	441'496	827'572	760'145	834'821	449'555	472'585	6'414'525
55 Le Cerneux-Péquinot	85'256	60'581	539'987	8'703	129'092	158'543	73'695	96'147	18'956	35'177	1'206'137
56 La Brévine	277'260	46'311	1'021'765	149'400	261'163	318'288	283'065	117'130	110'515	215'640	2'800'537
57 La Chaux-du-Milieu	175'675	79'130	632'356	58'968	163'544	198'147	31'055	81'635	12'257	105'345	1'538'112
58 Les Ponts-de-Martel	522'618	128'842	1'970'824	234'721	538'770	613'302	347'559	758'387	27'328	470'543	5'612'694
59 Brot-Plamboz	71'392	27'616	419'685	6'039	99'010	127'656	17'752	441'799	70'678	10'898	992'435
60 La Chaux-de-Fonds	16'055'781	16'461'785	59'900'363	18'240'658	114'626'886	269'732'76	19'676'834	28'281'408	61'378'403	30'341'034	391'378'428
61 Les Planchettes	90'086	25'441	473'438	16'506	82'093	110'020	54'579	35'951	3'625	80'641	982'380
62 La Saane	404'601	75'370	1'547'301	165'293	383'169	447'487	451'580	466'980	311'726	892'801	5'146'308
Ensemble des communes	83'654'301	53'355'343	310'294'393	82'420'573	285'449'696	100'433'960	81'394'301	103'819'494	211'355'828	154'877'603	1'467'055'492
Chiffres de 2000	74'435'763	46'314'629	295'503'782	74'961'693	265'729'928	114'985'882	73'082'411	99'945'378	200'041'685	108'807'861	1'353'809'012

## Comptes de fonctionnement 2001. Récapitulation fonctionnelle. Revenus

Tableau 7

	Administration	Sécurité publique	Enseignement et formation	Culture loisirs-sports	Santé	Prévoyance sociale	Trafic	Protection et aménagement de l'environnement	Economie publique	Finances et impôts	Total
1 Neuchâtel	14'549'229	3'817'121	71'523'241	8'761'715	116'834'976	2'377'185	6'130'049	18'647'776	78'419'355	186'144'626	507'205'273
2 Hauterive	294'717	122'385	452'387	848'830	2'406	3'149	84'083	1'109'086	2'022'612	9'779'184	14'718'839
3 Saint-Blaise	487'455	63'411	975'966	625'298	4'269	3'723	62'516	1'614'142	3'125'277	12'900'169	19'862'226
4 Marin-Epagnier	182'217	150'455	1'554'592	629'719	6'340	87'893	91'602	2'491'142	581'033	18'356'935	24'131'928
5 Thielle-Wavre	41'934	11'787	285'767	0	907	695	4'535	188'694	29'890	2'157'887	2'722'096
6 Cornaux	631'992	45'817	447'232	36'527	2'143	2'391	3'160	645'306	1'325'509	5'112'469	8'252'546
7 Cressier	102'028	125'806	793'007	91'977	3'043	2'301	139'669	857'705	3'212'877	5'761'521	11'089'934
8 Engeux	27'506	6'348	129'981	2'691	302	352	9'921	120'824	47'128	1'189'968	1'535'021
9 Le Landeron	444'648	159'809	926'256	534'443	6'264	64'208	38'833	2'011'750	3'460'402	13'138'132	20'784'745
10 Lignières	60'082	20'496	429'466	100'670	1'732	1'080	21'193	476'148	1'005'041	3'565'094	5'681'002
11 Boudry	1'693'909	418'639	2'978'569	794'164	9'301	82'216	139'924	2'798'896	7'247'133	17'293'635	33'456'386
12 Cortaillod	163'510	542'837	2'093'528	799'696	5'983	9'621	57'481	2'333'317	3'494'309	16'776'339	26'276'621
13 Colombier	371'072	200'564	2'440'389	519'145	11'304	33'575	128'718	2'519'226	11'988'358	17'937'187	36'149'538
14 Auvernier	175'976	118'390	690'856	490'036	2'007	1'868	36'313	677'043	1'184'852	8'609'665	11'987'006
15 Peseux	540'539	340'642	1'503'933	561'401	8'488	6'623	153'593	2'279'827	5'401'157	17'782'631	28'578'834
16 Corcelles-Cormondrèche	203'429	132'431	969'240	271'678	5'760	13'430	307'045	1'691'565	1'207'069	15'228'086	20'029'733
17 Bôle	114'115	82'437	733'480	145'936	5'494	2'146	101'054	1'036'999	6'041'795	9'038'560	13'077'600
18 Rochefort	41'953	124'556	415'752	340	1'418	1'182	15'726	344'585	501'914	3'163'198	4'610'624
19 Brot-Dessous	14'834	1'843	32'030	0	0	130	0	29'562	50'244	364'614	493'257
20 Bevaix	233'515	100'603	1'777'662	936'750	10'460	8'070	118'608	1'522'849	648'858	12'019'721	17'377'096
21 Gorrier	90'123	74'604	933'143	319'620	2'683	2'076	33'728	862'091	274'257	7'215'756	9'808'081
22 Saint-Aubin-Sauges	305'250	91'019	1'426'481	494'158	3'938	8'116	46'877	1'462'139	19'399	9'084'677	12'942'054
23 Fresens	4'867	10'762	162'529	3'022	3'033	226	400	92'389	36'909	655'560	969'697
24 Montalchez	9'596	3'228	48'149	44'356	464	3'031	1'255	100'342	27'377	706'422	899'864
25 Vaumarcus	33'455	8'943	128'275	44'356	173	248	0	168'627	57'013	2'380'584	2'821'674
26 Môtiers	49'816	21'848	406'910	10'424	5'318	1'036	51'344	343'432	297'870	2'976'702	4'164'700
27 Couvet	600'307	588'107	940'842	89'435	16'251	451'782	231'190	668'467	9'555'702	13'939'247	19'839'247
28 Travers	90'917	22'437	414'660	172'581	1'934	1'437	155'823	303'114	248'145	4'061'740	5'472'788
29 Noiraigue	35'782	8'824	341'532	43'816	1'123	557	21'687	82'298	196'936	1'607'976	2'340'531
30 Boveresse	30'220	13'657	125'932	3'922	2'364	440	15'269	61'760	88'478	1'276'221	1'618'263
31 Fleurier	130'507	117'024	1'206'331	178'542	6'547	156'181	197'258	652'817	455'021	13'350'885	16'451'113
32 Buttes	42'707	19'778	293'798	0	4'252	685	17'856	270'440	430'207	1'995'693	3'075'416
33 La Côte-aux-Fées	26'477	36'100	167'930	150'026	763	610	77'617	250'079	33'903	2'686'852	3'430'357
34 Saint-Sulpice	25'234	23'638	235'299	0	806	300	78'825	265'951	115'229	2'021'537	2'766'819
35 Les Verrières	49'323	17'248	282'081	4'366	1'315	849	34'340	422'574	653'137	2'471'057	3'936'290
36 Les Bavards	27'893	10'894	124'489	230	1'822	427	26'183	139'687	433'712	1'231'924	1'997'261
37 Cernier	88'697	74'223	538'478	3'095	2'683	2'453	37'765	998'765	198'095	6'636'015	8'580'269
38 Chézard-Saint-Martin	60'328	40'692	804'738	480	3'379	1'944	82'377	958'310	420'576	5'869'436	8'242'260
39 Dombresson	59'840	28'083	983'607	8'701	4'751	3'210	37'371	701'024	246'866	4'917'752	6'991'205
40 Villiers	65'281	5'544	3'534	4'980	0	480	2'345	150'167	97'208	1'338'674	1'668'213
41 Le Pâquier	10'389	6'824	208'860	0	302	276	24'226	63'090	256'644	890'379	1'460'990
42 Savaonier	32'950	17'517	426'220	9'870	1'503	1'097	54'677	537'428	272'031	3'079'959	4'433'252
43 Fenin-Vilars-Saules	79'001	11'724	197'432	1'471	1'022	889	28'578	387'710	223'238	2'722'822	3'653'887
44 Fontaines	61'069	16'955	374'258	3'766	1'834	1'102	30'331	543'564	109'638	3'489'099	4'631'616
45 Encoillon	4'250	3'727	3'907	18	0	86	0	67'698	37'821	324'895	442'402
46 Fontainemelon	62'532	304'083	649'481	5'092	2'484	1'931	39'659	784'587	183'783	5'856'591	7'890'223
47 Les Hauts-Genèveys	27'202	56'092	345'197	0	1'445	1'057	30'846	460'860	93'399	3'155'096	4'171'194
48 Boudevilliers	61'837	172'371	94'244	3'245	273	0	48'239	305'483	981'344	1'882'325	3'549'361
49 Valanjoin	21'451	13'911	329'562	6'875	1'272	0	15'246	172'562	42'284	1'288'869	1'892'032
50 Coffrane	35'177	14'043	312'448	11'750	893	1'061	19'691	269'661	97'548	1'953'265	2'715'537
51 Les Genèveys/Coffrane	737'926	71'476	475'102	567'38	4'388	1'681	57'292	764'053	238'302	4'619'777	7'026'735
52 Montmolin	21'614	8'296	307'318	2'891	562	592	1'060	269'839	61'084	1'553'524	2'226'780
53 Le Locle	1'053'541	449'567	8'074'368	1'053'008	356'626	72'938	280'864	7'419'617	25'573'881	49'214'863	93'549'073
54 Les Brenets	77'578	76'952	342'639	61'357	1'982	268'676	79'617	1'005'257	264'582	4'238'418	6'417'058
55 Le Cerneux-Péquignot	9'931	6'929	157'462	0	1'889	394	3'093	39'681	21'700	1'048'888	1'289'967
56 La Brévine	50'285	10'541	331'661	28'281	8'323	798	28'629	99'575	139'983	2'105'845	2'803'921
57 La Chaux-du-Milieu	34'732	7'677	174'787	65	2'955	500	1'334	48'943	25'720	1'373'514	1'670'227
58 Les Points-de-Martel	118'039	26'607	478'703	81'391	4'306	1'523	35'345	713'309	78'648	4'076'429	5'614'300
59 Brot-Plamboz	4'874	3'289	76'758	0	302	315	0	148'991	99'435	641'226	975'190
60 La Chaux-de-Fonds	8'497'140	4'401'456	20'298'281	2'168'912	98'476'697	5'925'641	4'341'427	24'578'566	66'359'905	157'263'225	392'311'250
61 Les Planchettes	13'516	6'177	138'748	8'944	778	276	662	34'007	4'057	7'164'464	923'629
62 La Saane	51'305	39'548	362'349	124'170	1'563	1'433	92'307	422'697	346'217	3'569'195	5'010'784
Ensemble des communes	33'267'619	13'528'792	134'881'857	21'310'614	215'857'595	9'620'192	14'006'656	91'354'895	226'499'866	710'428'689	1'470'756'775
Chiffres de 2000	35'032'509	13'579'358	127'949'930	20'568'289	200'807'876	11'041'835	9'907'934	71'956'069	220'713'589	647'920'655	1'359'468'044

## Comptes de fonctionnement 2001. Récapitulatif fonctionnelle. Résultats nets

## Tableau 8

	Administration	Sécurité publique	Enseignement et formation	Culture loisirs-sports	Santé	Prévoyance sociale	Trafic	Protection et aménagement de l'environnement	Economie publique	Finances et impôts	Total
1 Neuchâtel	-14'014'126	-14'865'796	-30'119'008	-28'234'498	-13'132'277	-22'129'639	-16'784'670	-2'202'183	4'156'315	139'201'898	1'876'016
2 Hauterive	-639'507	-229'223	-2'100'494	-975'283	-1'071'684	-1'334'813	-1'243'770	-139'989	195'645	7'576'993	37'875
3 Saint-Blaise	-1'096'861	-2'698'876	-2'956'462	-643'363	-1'527'021	-1'366'187	-1'454'792	-254'482	283'531	9'362'070	76'557
4 Marin-Epagnier	-1'106'682	-4'764'889	-4'078'545	-969'932	-1'502'022	-1'638'325	-1'909'891	-257'194	474'049	11'618'083	153'052
5 Thielle-Wavre	-168'912	-33'724	-710'165	-31'544	-237'376	-261'744	-247'413	-25'186	29'510	1'947'032	260'478
6 Cornaux	-458'934	-183'379	-1'829'042	-447'677	-624'083	-700'897	-274'690	-77'885	112'287	3'428'543	-1'055'757
7 Cressier	-582'214	-146'567	-2'038'238	-140'949	-793'742	-937'638	-466'644	-125'966	367'707	3'119'147	-1'745'104
8 Engecs	-134'215	-20'318	-362'551	-8'179	-123'036	-135'386	-112'331	-18'962	-4'645	986'650	67'027
9 Le Landeron	-691'658	-199'469	-4'503'330	-483'340	-1'766'973	-1'975'379	-768'666	-217'187	281'122	10'448'343	123'463
10 Lignières	-283'450	-54'440	-1'075'457	-61'206	-362'678	-426'825	-673'564	-44'163	-31'407	3'039'292	26'102
11 Boudry	-1'417'141	-57'1617	-5'708'756	-415'457	-2'108'186	-2'487'289	-2'032'412	-402'691	358'989	14'110'343	-674'217
12 Cortaillod	-1'127'601	-484'364	-4'632'952	-964'393	-1'812'872	-2'129'603	-1'332'001	-351'739	136'027	13'721'094	1'021'596
13 Colombier	-1'113'037	-1'013'016	-4'873'581	-761'519	-2'000'629	-2'257'324	-1'972'358	-180'470	110'454	14'070'816	9'336
14 Auvernier	-560'775	-337'586	-1'278'701	-385'583	-645'797	-663'918	-644'467	-77'860	118'088	4'762'339	285'740
15 Peseux	-1'553'169	-698'438	-4'704'429	-691'285	-2'330'468	-2'641'192	-2'316'700	-185'454	731'028	14'395'901	5'794
16 Corcelles-Cormondrèche	-908'389	-508'123	-4'121'532	-479'700	-1'636'787	-1'905'561	-1'762'671	-315'119	-32'885	11'902'526	231'759
17 Bôle	-490'412	-285'762	-1'976'524	-220'728	-809'992	-731'929	-809'992	-320'533	-73'161	4'853'881	2'001
18 Rochefort	-356'810	-83'887	-889'717	-29'814	-406'776	-459'254	-349'541	-63'055	70'199	2'716'807	148'152
19 Brot-Dessous	-83'679	-11'590	-76'236	-5'537	-43'703	-49'498	-19'534	-11'225	21'180	282'770	2'948
20 Bevaix	-698'453	-277'802	-4'210'143	-416'982	-1'558'387	-1'647'027	-680'990	-169'654	141'632	9'879'094	361'288
21 Gorier	-544'187	-268'027	-1'917'789	-132'180	-744'623	-745'907	-745'904	-168'475	30'830	5'711'924	462'662
22 Saint-Aubin-Sauges	-658'900	-315'649	-2'682'206	-432'105	-1'065'894	-1'122'659	-739'734	-292'024	-26'279	7'343'628	8'178
23 Fresens	-45'997	-18'056	-271'587	-3'173	-85'631	-88'047	-6'885	-7'352	-1'281	633'408	105'399
24 Montalchez	-67'672	-8'504	-188'579	-1'420	-79'957	-88'313	-139'124	-8'674	-5'854	609'959	21'862
25 Vaumarcus	-124'501	-35'290	-227'840	-11'571	-87'921	-87'654	-151'055	-39'234	11'782	1'809'276	1'055'992
26 Môtiers	-321'989	-40'782	-1'213'389	-124'596	-353'911	-409'448	-262'764	-39'135	19'730	2'690'973	-55'311
27 Couvet	-480'878	-694'494	-2'706'484	-545'227	-1'122'745	-1'463'624	-1'068'237	-258'724	52'187	8'043'803	-244'423
28 Travers	-478'194	-97'030	-1'233'141	-160'258	-487'450	-595'774	-530'413	-121'758	121'243	3'591'914	9'139
29 Noiraigue	-161'563	-27'892	-566'611	-50'623	-190'649	-225'355	-141'690	-19'864	31'449	1'387'776	34'978
30 Boveresse	-149'495	-43'649	-455'920	-90'152	-149'262	-183'566	-140'335	-5'346	23'856	11'203'321	-73'548
31 Fleurier	-1'025'506	-442'715	-4'019'473	-813'295	-1'509'199	-1'992'845	-1'613'755	-42'1097	227'606	11'662'780	52'501
32 Buttes	-243'137	-56'834	-612'976	-89'565	-255'629	-309'543	-159'031	-29'233	11'180	1'698'366	46'402
33 La Côte-aux-Fées	-314'502	-38'793	-93'560	-596'791	-213'085	-214'411	-303'881	-30'323	22'691	7'06'589	-1'076'066
34 Saint-Sulpice	-215'028	-33'846	-713'788	-82'645	-250'541	-309'094	-224'711	-23'696	30'892	1'824'432	1'975
35 Les Verrières	-276'660	-68'858	-866'274	-121'446	-289'803	-342'760	-329'130	-32'422	183'255	2'035'026	-109'072
36 Les Bavards	-211'578	-8'299	-372'657	-62'353	-143'835	-172'759	-145'145	-19'247	50'234	1'048'478	37'161
37 Cernier	-509'084	-234'588	-2'249'076	-98'074	-768'244	-982'091	-503'618	-150'174	52'221	5'516'779	74'051
38 Chézard-Saint-Martin	-380'254	-188'482	-2'126'838	-63'542	-638'288	-488'159	-703'847	-159'694	-68'755	4'823'331	5'472
39 Dombresson	-359'255	-70'223	-1'795'529	-71'074	-587'108	-808'854	-708'177	-69'999	-34'393	4'529'211	24'599
40 Villiers	-133'724	-34'638	-554'137	-18'432	-156'993	-192'663	-95'007	-15'629	-4'742	1'217'158	11'193
41 Le Pâquier	-94'067	-13'368	-222'434	-9'613	-93'094	-121'510	-53'031	-14'766	1'893	659'765	39'775
42 Savaonier	-249'947	-66'514	-1'103'746	-106'751	-358'086	-435'947	-404'749	-43'987	46'572	2'796'203	73'048
43 Fenin-Vilars-Saules	-249'707	-116'434	-627'800	-25'806	-296'348	-337'838	-396'486	-71'859	37'986	2'159'178	74'886
44 Fontaines	-212'780	-49'366	-1'308'815	-83'018	-365'124	-428'927	-304'422	-33'975	28'497	2'813'483	55'553
45 Encaillon	-39'363	-15'162	-33'391	-34'851	-32'504	-33'751	-27'178	-11'524	-28'776	256'788	288
46 Fontainemelon	-472'041	-114'991	-1'873'573	-75'354	-639'289	-875'790	-454'566	-122'012	111'403	5'240'675	724'462
47 Les Hauts-Genèveys	-228'781	-154'555	-949'588	-35'109	-347'703	-417'891	-244'828	-27'736	11'732	2'763'731	359'272
48 Boudevilliers	-159'219	-12'715	-735'028	-24'039	-255'628	-308'550	-210'591	-13'814	-3'231	1'723'587	772
49 Valancin	-139'199	-70'352	-446'841	-52'197	-165'282	-189'446	-93'263	-14'834	13'773	1'158'873	1'232
50 Coffrane	-178'106	-32'836	-837'892	-62'554	-252'764	-315'364	-99'402	-20'124	26'045	1'674'656	-98'341
51 Les Genèveys/Coffrane	-454'297	-93'144	-1'885'891	-284'533	-560'117	-511'853	-355'091	-69'501	134'759	4'137'856	58'388
52 Montmolin	-166'145	-39'576	-428'824	-12'629	-196'090	-229'314	-153'050	-37'202	21'118	1'262'780	21'068
53 Le Locle	-4'244'323	-3'059'336	-11'523'441	-4'179'615	-4'196'450	-6'339'512	-3'296'380	-1'154'398	1'481'224	37'076'217	563'986
54 Les Brenets	-407'731	-107'235	-1'331'754	-223'105	-439'514	-558'896	-680'528	170'436	-184'973	3'765'833	2'533
55 Le Cermeux-Péquignot	-75'325	-53'652	-382'525	-8'703	-127'203	-158'149	-70'602	-56'466	2'744	1'013'711	83'830
56 La Brévine	-226'975	-35'770	-690'104	-121'119	-252'840	-317'490	-254'436	-17'555	29'468	1'890'205	3'384
57 La Chaux-du-Milieu	-140'943	-71'453	-457'569	-58'903	-160'589	-197'647	-29'721	-32'692	13'463	1'268'169	132'115
58 Les Ponts-de-Martel	-404'579	-102'235	-1'491'921	-153'330	-534'464	-611'779	-312'214	-45'078	51'320	3'605'896	1'606
59 Brot-Plamboz	-66'518	-24'327	-342'927	-61'039	-98'708	-127'341	-17'752	27'282	28'757	630'328	-17'245
60 La Chaux-de-Fonds	-7'558'641	-12'060'329	-39'602'082	-16'071'746	-16'150'189	-21'047'635	-15'335'407	-3'702'842	4'981'502	126'922'191	374'922
61 Les Planchettes	-76'570	-19'264	-334'690	-7'562	-91'315	-109'744	-53'917	-1'944	432	635'823	-58'751
62 La Sagne	-353'296	-35'822	-1'184'952	-41'123	-381'606	-446'054	-359'273	-44'283	34'491	2'676'394	-135'524
Ensemble des communes	-50'386'682	-39'826'551	-175'412'536	-61'109'959	-69'592'101	-90'813'768	-67'387'645	-12'464'599	15'144'038	555'551'086	3'701'283
Chiffres de 2000	-39'403'254	-32'735'271	-167'553'852	-54'403'404	-64'922'052	-103'944'047	-63'174'477	-27'989'309	20'671'904	539'112'794	5'659'032

## Comptes de fonctionnement 2001. Récapitulation fonctionnelle. Charges par habitant

Tableau 9

	Administration	Sécurité publique	Enseignement et formation	Culture loisirs-sports	Santé	Prévoyance sociale	Trafic	Protection et aménagement de l'environnement	Economie publique	Finances et impôts
1 Neuchâtel	904	591	3'218	1'171	4'115	776	725	660	2'351	1'486
2 Hauterive	355	134	970	693	408	509	505	475	694	837
3 Saint-Blaise	515	108	1'279	413	498	446	494	608	924	1'151
4 Marin-Epagnier	346	168	1'511	429	405	463	537	737	29	1'808
5 Thielle-Wavre	362	78	1'711	54	409	451	433	367	1	362
6 Cornaux	740	155	1'544	328	425	477	189	491	823	1'142
7 Cressier	353	140	1'459	120	411	485	313	507	1'467	1'362
8 Enqes	546	90	1'664	37	417	459	413	472	175	687
9 Le Landeron	265	84	1'267	238	414	476	188	520	742	628
10 Lignières	383	84	1'680	181	407	478	775	581	1'157	587
11 Boudry	614	196	1'716	239	418	507	429	632	1'360	629
12 Cortaillod	294	234	1'532	402	414	487	316	611	765	696
13 Colombier	300	246	1'480	259	407	464	425	546	2'403	782
14 Auvernier	479	296	1'281	569	421	433	443	491	694	2'502
15 Peseux	382	190	1'133	229	427	483	451	450	852	618
16 Corcelles-Cormondrèche	285	164	1'303	192	420	491	530	514	317	851
17 Bôle	343	209	1'535	208	418	460	239	481	555	673
18 Rochefort	390	204	1'277	30	399	451	357	399	422	437
19 Brot-Dessous	966	132	1'061	54	428	487	192	400	285	802
20 Bevaix	260	106	1'672	378	438	462	223	473	142	598
21 Goraier	368	199	1'654	262	433	441	452	598	141	872
22 Saint-Aubin-Sauges	400	169	1'706	385	444	470	327	728	19	723
23 Fresens	258	146	2'204	31	450	448	37	506	194	112
24 Montalchez	402	61	1'233	7	419	476	731	568	173	502
25 Vaumarcus	771	216	1'737	273	430	429	737	1'014	221	2'787
26 Môtiers	442	74	1'927	161	427	488	373	455	331	340
27 Couvet	387	459	1'306	227	408	686	465	378	221	542
28 Travers	474	100	1'373	277	408	498	572	354	106	392
29 Noiraigue	436	81	2'005	208	423	499	361	226	365	486
30 Boveresse	477	152	1'543	250	402	488	413	178	171	414
31 Fleurier	312	151	1'412	268	410	581	489	290	61	456
32 Buttes	450	121	1'428	141	409	489	279	472	660	468
33 La Côte-aux-Fées	685	150	1'536	489	429	432	766	563	23	3'976
34 Saint-Sulpice	393	94	1'551	135	411	506	496	473	138	322
35 Les Verrières	459	121	1'617	177	410	484	512	641	662	614
36 Les Bavards	673	54	1'396	176	409	486	481	446	1'077	515
37 Cernier	307	159	1'432	52	396	506	278	590	75	575
38 Chézard-Saint-Martin	273	142	1'820	40	398	304	488	694	304	649
39 Dombresson	274	64	1'816	52	387	465	553	504	184	254
40 Villiers	498	100	1'394	59	392	483	243	414	255	304
41 Le Pâquier	456	88	1'883	42	408	532	337	340	1'112	1'007
42 Savaagnier	310	92	1'676	128	394	479	503	637	247	311
43 Fenin-Vilars-Saules	434	169	1'089	36	392	447	561	606	244	744
44 Fontaines	291	70	1'787	92	390	457	355	613	86	717
45 Enqollon	582	252	1'497	465	433	451	362	1'056	888	908
46 Fontainemelon	326	256	1'540	49	392	536	302	553	44	376
47 Les Hauts-Geneveys	297	245	1'504	41	406	487	320	567	95	466
48 Boudevilliers	338	283	1'268	42	391	472	396	488	1'505	243
49 Valangin	409	214	1'976	150	424	482	276	477	73	331
50 Coffrane	342	75	1'846	119	407	508	191	465	115	447
51 Les Geneveys/Coffrane	849	117	1'681	243	402	366	294	594	74	343
52 Montmolin	383	98	1'502	32	401	469	315	627	82	593
53 Le Locle	509	337	1'881	502	437	616	343	823	2'313	1'165
54 Les Brenets	426	162	1'471	250	388	727	668	734	395	415
55 Le Cerneux-Péquignot	269	191	1'703	27	407	500	232	303	60	111
56 La Brévine	409	68	1'507	220	385	469	418	173	163	318
57 La Chaux-du-Milieu	417	188	1'502	140	388	471	74	194	29	250
58 Les Ponts-de-Martel	413	102	1'557	185	426	484	275	599	22	372
59 Brot-Plamboz	261	101	1'532	22	361	466	65	517	258	40
60 La Chaux-de-Fonds	430	441	1'605	489	3'072	723	527	758	1'645	813
61 Les Planchettes	380	107	1'998	70	389	464	230	152	15	340
62 La Saane	434	81	1'660	177	411	480	485	501	334	958
Ensemble des communes	502	320	1'862	495	1'713	603	488	623	1'268	929
Chiffres de 2000	447	278	1'775	450	1'596	691	439	600	1'202	654

## Comptes de fonctionnement 2001. Récapitulation fonctionnelle. Revenus par habitant

Tableau 10

	Administration	Sécurité publique	Enseignement et formation	Culture loisirs-sports	Santé	Prévoyance sociale	Trafic	Protection et aménagement de	Economie publique	Finances et impôts
1 Neuchâtel	461	121	2'264	277	3'699	75	194	590	2'483	5'893
2 Hauterive	112	47	172	323	1	1	32	422	769	3'717
3 Saint-Blaise	159	21	317	203	1	1	20	525	1'017	4'197
4 Marin-Epagnier	49	40	417	169	2	24	25	668	156	4'925
5 Thielle-Wavre	72	20	491	0	2	1	8	324	51	3'708
6 Cornaux	429	31	303	25	1	2	2	438	899	3'468
7 Cressier	53	65	409	47	2	1	72	442	1'656	2'970
8 Enqes	93	21	439	9	1	1	34	408	159	4'020
9 Le Landeron	104	37	216	125	1	15	9	470	808	3'067
10 Lignières	67	23	479	112	2	1	24	531	1'122	3'979
11 Boudry	335	83	588	157	2	16	28	553	1'431	3'415
12 Cortaillod	37	124	477	182	1	2	13	531	796	3'820
13 Colombier	75	41	494	105	2	7	26	510	2'426	3'630
14 Auvemier	114	77	449	319	1	1	24	440	770	5'598
15 Peseux	99	62	274	102	2	1	28	416	986	3'246
16 Corcelles-Cormondrèche	52	34	248	70	1	3	79	433	309	3'898
17 Bôle	65	47	416	83	3	1	57	439	588	3'423
18 Rochefort	41	122	407	0	1	1	15	337	491	3'095
19 Brot-Dessous	145	18	314	0	0	1	0	290	493	3'575
20 Bevaix	65	28	496	262	3	2	33	425	181	3'356
21 Goraier	52	43	541	185	2	1	20	500	159	4'185
22 Saint-Aubin-Sauges	127	38	592	205	2	3	19	607	8	3'773
23 Fresens	25	55	825	15	15	1	2	469	187	3'328
24 Montalchez	50	17	251	0	2	16	7	523	143	3'679
25 Vaumarcus	163	44	626	216	1	1	0	823	278	11'613
26 Môtiers	59	26	484	12	6	1	61	408	354	3'539
27 Couvet	215	211	337	32	6	162	83	286	239	3'423
28 Travers	76	19	346	144	2	1	130	253	207	3'385
29 Noiraigue	79	19	754	97	2	1	48	182	435	3'550
30 Boveresse	80	36	334	10	6	1	41	164	235	3'385
31 Fleurier	35	32	326	48	2	42	53	176	123	3'608
32 Buttes	67	31	463	0	7	1	28	426	677	3'143
33 La Côte-aux-Fées	53	72	337	301	2	1	156	502	68	5'395
34 Saint-Sulpice	41	39	384	0	1	0	129	435	188	3'303
35 Les Verrières	69	24	397	6	2	1	48	595	920	3'480
36 Les Bavards	78	31	350	1	5	1	74	392	1'218	3'460
37 Cernier	46	38	277	2	1	1	19	513	102	3'408
38 Chézard-Saint-Martin	37	25	500	0	2	1	51	595	261	3'643
39 Dombresson	39	18	643	6	3	2	24	458	161	3'214
40 Villiers	163	14	9	12	0	1	6	375	243	3'347
41 Le Pâquier	45	30	912	0	1	1	106	276	1'121	3'888
42 Savaagnier	36	19	467	11	2	1	60	589	298	3'373
43 Fenin-Vilars-Saules	104	15	260	2	1	1	38	511	295	3'592
44 Fontaines	65	18	397	4	2	1	32	577	116	3'704
45 Enqollon	57	50	52	0	0	1	0	903	504	4'332
46 Fontainemelon	38	186	397	3	2	1	24	479	112	3'575
47 Les Hauts-Geneveys	32	65	401	0	2	1	36	535	108	3'664
48 Boudevilliers	95	264	144	5	0	0	74	467	1'501	2'878
49 Valangin	55	35	839	17	3	0	39	439	108	3'280
50 Coffrane	56	23	502	19	1	2	32	433	157	3'135
51 Les Geneveys/Coffrane	526	51	338	40	3	1	41	544	170	3'290
52 Montmolin	44	17	627	6	1	1	2	551	125	3'170
53 Le Locle	101	43	775	101	34	7	27	712	2'455	4'724
54 Les Brenets	68	68	301	54	2	236	70	883	232	3'724
55 Le Cerneux-Péquignot	31	22	497	0	6	1	10	125	68	3'309
56 La Brévine	74	16	489	42	12	1	42	147	206	3'106
57 La Chaux-du-Milieu	82	18	415	0	7	1	3	116	61	3'263
58 Les Ponts-de-Martel	93	21	378	64	1	1	28	563	62	3'220
59 Brot-Plamboz	18	12	280	0	12	1	0	544	363	2'340
60 La Chaux-de-Fonds	228	118	544	58	2'639	159	116	659	1'779	4'215
61 Les Planchettes	57	26	585	38	3	1	3	143	17	3'023
62 La Saane	55	42	389	133	2	2	99	454	371	3'830
Ensemble des communes	200	81	809	128	1'295	58	84	548	1'359	4'263
Chiffres de 2000	210	82	769	123	1'206	66	60	432	1'326	3'892

## Comptes de fonctionnement 2001. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets par habitant

## Tableau 11

	Administration	Sécurité publique	Enseignement et formation	Culture loisirs-sports	Santé	Prévoyance sociale	Trafic	Protection et aménagement de l'environnement	Economie publique	Finances et impôts
1 Neuchâtel	-444	-471	-954	-894	-416	-701	-531	-70	132	4'407
2 Hauterive	-243	-87	-798	-371	-407	-507	-473	-53	74	2'880
3 Saint-Blaise	-357	-88	-962	-209	-497	-444	-473	-83	92	3'046
4 Marin-Epagnier	-297	-128	-1'094	-260	-403	-440	-512	-69	127	3'117
5 Thielle-Wavre	-290	-58	-1'220	-54	-408	-450	-425	-43	51	3'345
6 Cornaux	-311	-124	-1'241	-304	-423	-476	-186	-53	76	2'326
7 Cressier	-300	-76	-1'051	-73	-409	-483	-241	-65	190	1'608
8 Enqes	-453	-69	-1'225	-28	-416	-457	-379	-64	-16	3'333
9 Le Landeron	-161	-47	-1'051	-113	-412	-461	-179	-51	66	2'439
10 Lignières	-316	-61	-1'200	-68	-405	-476	-752	-49	-35	3'392
11 Boudry	-280	-113	-1'127	-82	-416	-491	-401	-80	71	2'786
12 Cortaillod	-257	-110	-1'055	-220	-413	-485	-303	-80	31	3'124
13 Colombier	-225	-205	-986	-154	-405	-457	-399	-37	22	2'847
14 Auvemier	-365	-219	-831	-251	-420	-432	-419	-51	77	3'096
15 Peseux	-283	-127	-859	-126	-425	-482	-423	-34	133	2'627
16 Corcelles-Cormondrèche	-233	-130	-1'055	-123	-419	-488	-451	-81	-8	3'046
17 Bôle	-278	-162	-1'120	-125	-415	-459	-182	-41	32	2'750
18 Rochefort	-349	-82	-871	-29	-398	-449	-342	-62	69	2'658
19 Brot-Dessous	-820	-114	-747	-54	-428	-485	-192	-110	208	2'772
20 Bevaix	-195	-78	-1'175	-116	-435	-460	-190	-47	40	2'758
21 Goraier	-316	-155	-1'112	-77	-432	-440	-433	-98	18	3'313
22 Saint-Aubin-Sauges	-274	-131	-1'114	-179	-443	-466	-307	-121	-11	3'050
23 Fresens	-233	-92	-1'379	-16	-435	-447	-35	-37	-7	3'215
24 Montalchez	-352	-44	-982	-7	-416	-460	-725	-45	-30	3'177
25 Vaumarcus	-607	-172	-1'111	-56	-429	-428	-737	-191	57	8'826
26 Môtiers	-383	-48	-1'443	-148	-421	-487	-312	-47	23	3'200
27 Couvet	-172	-249	-969	-195	-402	-524	-383	-93	19	2'881
28 Travers	-398	-81	-1'028	-134	-406	-496	-442	-101	101	2'993
29 Noiraigue	-357	-62	-1'251	-112	-421	-497	-313	-44	69	3'064
30 Boveresse	-397	-116	-1'209	-239	-396	-487	-372	-14	63	2'972
31 Fleurier	-277	-120	-1'086	-220	-408	-539	-436	-114	62	3'152
32 Buttes	-383	-90	-965	-141	-403	-487	-250	-46	18	2'675
33 La Côte-aux-Fées	-632	-78	-1'198	-188	-428	-431	-610	-61	46	1'419
34 Saint-Sulpice	-351	-55	-1'166	-135	-409	-505	-367	-39	50	2'981
35 Les Verrières	-390	-97	-1'220	-171	-408	-483	-464	-46	258	2'866
36 Les Bavards	-594	-23	-1'047	-175	-404	-485	-408	-54	141	2'945
37 Cernier	-261	-120	-1'155	-50	-395	-504	-259	-77	27	2'833
38 Chézard-Saint-Martin	-236	-117	-1'320	-39	-396	-303	-437	-99	-43	2'994
39 Dombresson	-235	-46	-1'174	-46	-384	-463	-529	-46	-22	2'960
40 Villiers	-334	-87	-1'385	-46	-392	-482	-238	-39	-12	3'043
41 Le Pâquier	-411	-58	-971	-42	-407	-531	-232	-64	8	2'881
42 Savaignier	-274	-73	-1'209	-117	-392	-477	-443	-48	51	3'063
43 Fenin-Vilars-Saules	-329	-154	-828	-34	-391	-446	-523	-95	50	2'849
44 Fontaines	-226	-52	-1'389	-88	-388	-455	-323	-36	30	2'987
45 Enqollon	-525	-202	-445	-465	-433	-450	-362	-154	-384	3'424
46 Fontainemelon	-288	-70	-1'144	-46	-390	-535	-278	-74	68	3'199
47 Les Hauts-Geneveys	-266	-180	-1'103	-41	-404	-485	-284	-32	14	3'198
48 Boudevilliers	-243	-19	-1'124	-37	-391	-472	-322	-21	-5	2'635
49 Valangin	-354	-179	-1'137	-133	-421	-482	-237	-38	35	2'949
50 Coffrane	-286	-53	-1'345	-100	-406	-506	-160	-32	42	2'688
51 Les Geneveys/Coffrane	-324	-66	-1'343	-203	-399	-365	-253	-50	96	2'947
52 Montmolin	-339	-81	-875	-26	-400	-468	-312	-76	43	2'577
53 Le Locle	-407	-294	-1'106	-401	-403	-609	-316	-111	142	3'559
54 Les Brenets	-358	-94	-1'170	-196	-386	-491	-598	-150	-163	3'309
55 Le Cerneux-Péquignot	-238	-169	-1'207	-27	-401	-499	-223	-178	9	3'198
56 La Brévine	-335	-53	-1'018	-179	-373	-468	-375	-26	43	2'788
57 La Chaux-du-Milieu	-335	-170	-1'087	-140	-381	-469	-71	-78	32	3'012
58 Les Ponts-de-Martel	-320	-81	-1'178	-121	-422	-483	-247	-36	41	2'848
59 Brot-Plamboz	-243	-89	-1'252	-22	-360	-465	-65	-27	105	2'300
60 La Chaux-de-Fonds	-203	-323	-1'061	-431	-433	-564	-411	-99	134	3'402
61 Les Planchettes	-323	-81	-1'412	-32	-385	-463	-227	-8	2	2'683
62 La Saane	-379	-38	-1'271	-44	-409	-479	-385	-48	37	2'872
Ensemble des communes	-302	-239	-1'053	-367	-418	-545	-404	-75	91	3'334
Chiffres de 2000	-237	-197	-1'006	-327	-390	-624	-379	-168	124	3'238

## Comptes de fonctionnement 2001. Récapitulation par nature. Charges

## Tableau 12

	Charges de personnel	Biens, services et marchandises	Intérêts passifs	Amortissements	Parts et contributions sans affectation	Dédommagements à des collectivités publiques	Subventions accordées	Subventions redistribuées	Attributions aux financements spéciaux	Imputations internes	Total des charges
1 Neuchâtel	217'495'837	129'833'371	25'189'044	25'459'182	0	12'803'907	49'681'608	0	7'813'619	37'052'689	505'329'257
2 Hauterive	2'495'993	3'434'170	635'628	1'536'466	651	1'854'782	3'942'191	134'197	62'352	584'534	14'680'964
3 Saint-Blaise	3'484'133	4'657'661	700'573	1'392'125	8'413	2'553'945	6'152'058	161'064	196'415	479'282	19'785'669
4 Marin-Epagnier	4'818'582	2'710'500	650'891	995'265	1'612	4'279'024	9'017'365	458'249	396'497	650'891	23'978'876
5 Thielle-Wavre	656'830	356'991	36'600	262'705	19	426'551	679'430	27'592	0	14'900	2'461'618
6 Cornaux	1'821'883	1'937'617	306'659	933'702	64	1'517'928	1'986'881	33'017	25'552	745'000	9'308'303
7 Cresnier	2'938'296	3'661'797	122'753	1'864'331	131	1'593'278	2'393'706	98'897	13'749	148'100	12'835'038
8 Engecs	382'117	283'004	125'851	76'863	0	281'332	273'711	13'806	0	31'310	1'467'994
9 Le Landeron	4'191'633	4'925'720	877'136	991'718	0	3'379'145	5'255'458	208'568	187'549	644'355	20'661'282
10 Lignières	1'099'565	1'388'206	235'276	1'032'613	481	800'406	797'854	45'573	37'346	217'580	5'654'900
11 Boudry	8'318'747	8'683'943	1'849'792	1'967'349	0	4'875'085	5'525'640	384'421	160'065	2'365'561	34'130'603
12 Cortaillod	5'517'978	5'293'199	1'281'154	1'509'687	509	4'258'338	5'754'876	224'666	146'585	1'268'033	25'255'025
13 Colombier	6'587'518	9'567'197	1'308'938	2'933'415	79'068	4'626'053	7'091'758	321'393	245'606	3'379'256	36'140'202
14 Auvemier	1'751'109	2'206'986	553'275	941'819	9'534	1'251'530	4'528'542	91'138	149'070	218'263	11'701'266
15 Pesevs	6'622'835	6'718'418	1'360'619	2'373'084	158	3'633'888	7'066'320	316'208	40'821	440'689	28'573'040
16 Corcellens-Cormondrèche	4'004'521	3'027'010	666'132	1'925'643	319	3'190'452	6'152'865	186'688	96'653	547'691	19'797'974
17 Bôle	1'730'893	1'868'005	209'012	729'126	1'560'401	0	2'610'414	87'519	43'023	198'166	9'036'559
18 Rochefort	1'412'361	666'063	148'368	260'662	0	726'219	1'057'807	39'773	17'399	133'820	4'462'472
19 Brot-Dessous	98'637	80'992	5'029	67'324	0	121'053	93'624	0	23'000	650	490'309
20 Bevaix	3'900'292	1'714'487	917'694	1'785'495	0	3'613'037	4'005'699	267'508	151'193	660'403	17'015'808
21 Goriaie	2'217'927	1'443'083	454'775	1'025'156	0	1'545'435	2'363'083	86'680	70'826	138'454	9'345'419
22 Saint-Aubin-Sauces	2'935'766	1'710'742	811'284	1'378'258	262'928	2'511'819	2'603'410	134'531	39'484	545'654	12'933'876
23 Fresens	195'485	94'173	2'550	60'959	75	292'178	202'974	8'315	4'979	2'610	864'298
24 Montalchez	66'433	136'499	60'470	194'265	0	223'828	173'990	4'087	0	18'430	878'002
25 Vaumarcus	261'491	290'096	20'131	157'047	0	206'939	690'233	10'732	91'493	37'520	1'765'682
26 Môtiers	1'434'975	590'660	139'778	175'834	0	878'091	482'397	43'121	0	115'155	4'220'011
27 Couvet	3'773'326	2'165'249	628'147	1'020'465	15'743	2'306'301	2'669'617	0	59'569	1'545'253	14'183'670
28 Travers	1'668'882	839'223	319'501	499'678	0	888'254	1'140'958	0	0	107'153	5'463'649
29 Noiraigue	691'739	324'880	119'599	222'480	0	492'167	430'787	0	5'331	18'570	2'305'553
30 Beveresse	493'909	219'605	72'350	73'731	0	396'046	349'667	0	5'896	80'607	1'691'811
31 Fleurier	4'839'221	1'944'747	602'586	2'108'880	0	3'297'060	3'543'394	0	30'408	32'316	16'398'612
32 Buttet	966'285	688'070	201'113	170'043	0	434'862	509'392	59'991	405	91'657	3'121'818
33 La Côte-aux-Fées	832'766	603'729	122	814'787	0	379'602	1'754'297	28'659	17'461	75'000	4'506'423
34 Saint-Sulpice	821'234	473'982	44'572	236'766	2'459	532'914	591'125	27'992	15'000	18'800	2'764'844
35 Les Verrières	1'144'741	823'652	236'494	307'292	0	658'126	691'233	32'992	9'472	141'360	4'045'362
36 Les Bayards	661'708	505'814	92'542	92'182	122	285'355	336'904	9'979	17'079	32'737	2'034'422
37 Cernier	1'893'233	1'473'939	312'301	957'522	26	1'767'121	1'840'322	82'715	7'439	171'600	8'506'218
38 Chézard-Saint-Martin	2'015'599	1'079'198	565'373	1'198'924	1'695	1'924'930	1'201'923	59'110	10'142	179'894	8'236'788
39 Dombresson	1'751'875	856'946	194'025	957'258	0	1'707'915	1'340'211	51'342	40'002	67'032	6'966'606
40 Villiers	206'329	266'920	85'678	56'893	0	629'060	390'340	11'292	508	10'000	1'657'200
41 Le Pâquier	444'079	325'308	151'847	88'268	0	174'643	220'404	4'589	377	11'700	1'421'215
42 Savaqner	1'183'251	700'937	131'278	476'690	1'420	841'766	898'127	27'441	8'059	91'235	4'360'204
43 Fenin-Vilars-Saules	709'807	606'500	175'618	501'810	6	616'148	802'481	30'768	24'593	111'270	3'579'001
44 Fontaines	1'000'964	648'289	179'845	322'096	0	1'047'152	1'019'972	35'146	10'079	312'520	4'576'063
45 Engollon	43'192	93'418	21'113	115'368	0	73'560	86'689	0	1'346	7'428	442'114
46 Fontainemelon	1'905'464	1'432'336	275'902	243'346	0	1'388'014	1'750'458	71'628	35'133	63'480	7'165'761
47 Les Hauts-Geneveys	889'448	611'972	319'706	195'923	0	822'908	835'570	49'526	9'602	77'267	3'811'922
48 Boudevilliers	636'485	1'074'619	607'93	284'098	0	617'715	635'785	30'926	44'437	163'731	3'548'589
49 Valainoi	614'012	276'385	42'365	160'552	0	317'062	421'170	14'685	21'349	23'220	1'890'800
50 Coffrane	734'656	348'676	190'436	215'096	190	588'467	611'116	19'611	8'171	97'459	2'813'878
51 Les Geneveys/Coffrane	1'578'878	1'155'457	311'040	584'442	314	1'442'279	1'193'938	77'886	241	623'872	6'968'347
52 Montmollin	566'399	442'673	61'339	168'123	379	304'458	577'041	18'402	1'762	65'136	2'205'712
53 Le Locle	31'573'599	21'304'585	6'934'375	7'988'806	0	3'106'781	11'561'986	543'844	1'170'583	8'800'548	92'985'087
54 Les Brenets	1'531'246	1'125'414	296'713	814'049	1'200	684'286	1'437'539	58'095	39'800	426'203	6'414'525
55 Le Cerneux-Péquignot	321'535	186'833	16'297	184'055	0	179'178	299'416	0	18'823	0	1'206'137
56 La Brévine	790'493	464'370	77'031	259'049	0	538'230	597'360	0	16'920	57'084	2'800'537
57 La Chaux-du-Milieu	446'758	244'335	31'318	151'928	0	248'741	394'198	0	8'475	12'359	1'538'112
58 Les Ponts-de-Martel	1'528'047	967'510	289'279	450'155	11'112	1'061'613	1'152'720	52'462	81'483	28'313	5'612'694
59 Brot-Plamboz	176'359	275'097	145'1	10'833	5'595	257'995	234'687	0	30'418	0	992'435
60 La Chaux-de-Fonds	173'286'003	101'321'820	20'373'434	21'006'996	0	7'855'121	44'131'347	0	2'436'922	21'524'785	391'936'428
61 Les Planchettes	323'887	156'248	25'644	45'637	0	221'468	205'173	0	4'323	0	982'380
62 La Saone	1'259'666	905'589	316'248	717'039	1'264	675'132	855'336	48'620	21'234	346'180	5'146'308
Ensemble des communes	529'729'267	344'232'560	72'426'887	95'731'353	1'955'888	100'206'633	217'656'577	4'835'444	14'226'118	86'054'765	1'467'055'492
Chiffres de 2000	501'388'504	325'481'131	68'037'542	79'544'756	333'332	94'784'110	195'212'428	4'378'205	6'614'684	78'034'320	1'353'809'012

## Comptes de fonctionnement 2001. Récapitulatif par nature. Revenus

Tableau 13

	Impôts	Patentes concessions	Revenus des biens	Contributions	Parts à des recettes et contributions sans affectation	Dédommagements de collectivités publiques	Subventions acquises	Subventions à redistribuer	Prélèvements sur les financements spéciaux	Imputations internes	Total des revenus
1 Neuchâtel	148'763'275	53'565	13'658'455	184'220'252	9'557'843	27'638'352	83'619'896	0	2'640'946	37'052'689	507'205'273
2 Hauterive	8'682'088	0	380'422	3'795'898	649'895	30'844	359'632	134'197	101'329	584'534	14'718'839
3 Saint-Blaise	11'310'059	300	725'064	5'584'937	767'937	150'539	656'277	161'064	26'767	479'282	19'862'226
4 Marin-Epagnier	16'317'963	517'507	1'051'341	2'763'620	914'774	570'609	782'301	458'249	104'673	650'891	24'131'928
5 Thielle-Wavre	19'790'449	24'464	27'179	250'358	142'778	45'381	194'448	27'592	15'947	14'900	2'722'206
6 Cornaux	4'167'159	40	244'621	2'224'247	370'663	54'197	350'287	61'045	35'287	745'000	8'252'546
7 Cressier	5'080'354	400	93'767	4'068'335	470'796	450'632	578'143	101'855	97'552	148'100	11'089'934
8 Engeles	8'759'665	12'667	180'249	182'586	72'195	33'604	122'719	9'542	14'184	31'310	1'535'001
9 Le Landeron	11'259'167	2'733	519'714	5'738'471	1'044'594	174'320	1'014'473	208'568	178'350	644'355	20'784'745
10 Lignières	2'523'578	267	248'946	1'578'684	220'511	35'339	734'593	45'573	75'931	217'580	5'681'002
11 Boudry	13'058'886	32'787	812'154	11'966'331	1'258'272	718'535	2'859'439	384'421	0	2'365'561	33'456'386
12 Cortaillod	14'164'889	330	472'877	6'700'043	1'157'615	331'206	1'777'226	224'667	179'735	1'268'033	26'276'621
13 Colombier	14'952'873	385	455'449	13'438'777	1'219'961	225'890	2'125'420	321'352	34'175	3'379'256	36'149'538
14 Auvernier	7'539'141	0	617'643	2'502'498	416'641	17'794	558'260	91'138	25'628	218'263	11'987'006
15 Pesoux	15'130'171	0	876'168	8'590'529	1'504'075	579'248	1'109'595	316'208	32'151	440'689	28'578'834
16 Corcelles-Cormondrèche	13'871'054	150'483	234'972	3'128'652	989'886	20'470	780'191	186'881	119'453	547'691	20'029'733
17 Bôle	5'463'081	140	103'889	2'017'261	437'681	43'992	622'655	87'507	64'188	198'166	9'038'560
18 Rochefort	2'795'792	44'875	105'413	687'474	243'423	112'711	420'041	39'773	27'302	133'820	4'610'624
19 Brot-Dessous	283'568	15'348	18'992	55'534	26'479	7'096	85'590	0	0	650	493'257
20 Bevaix	10'324'104	230'490	307'249	2'629'140	880'267	68'448	1'639'345	263'938	373'712	660'403	17'377'096
21 Gorgier	6'549'847	99'823	198'126	1'352'868	423'805	97'507	889'550	0	58'101	138'454	9'808'081
22 Saint-Aubin-Sauges	7'594'373	310	462'381	2'256'464	595'225	127'549	1'044'292	134'531	181'275	545'654	12'942'054
23 Fresens	4'555'519	8'931	56'825	46'203	124'475	10'399	251'742	8'315	4'678	2'610	969'697
24 Montalchez	491'656	7'364	28'552	115'773	46'283	5'315	181'134	4'087	1'270	18'430	899'864
25 Vaumarcus	2'245'487	17'327	50'857	274'157	50'857	1'403	114'408	10'732	8'922	37'520	2'821'674
26 Môtiers	2'141'467	57'578	110'134	568'775	211'326	129'496	754'893	43'121	32'755	115'155	4'164'700
27 Couvet	6'122'619	383'280	690'084	1'361'582	693'940	375'084	2'630'357	0	137'048	1'545'253	13'939'247
28 Travers	2'619'710	110'210	156'733	823'205	292'615	26'347	1'282'821	0	53'994	107'153	5'427'788
29 Noiraigue	1'010'488	41'795	54'485	291'126	113'652	74'390	718'940	0	18'570	2'340'531	1'850'531
30 Boveresse	758'833	15'619	67'288	193'571	89'579	27'961	384'805	0	0	80'607	1'618'263
31 Fleurier	9'847'494	373'630	467'241	1'545'173	937'252	132'466	3'095'264	0	20'277	32'316	16'451'113
32 Buttet	1'180'693	41'507	48'363	533'007	151'991	82'622	811'826	59'991	73'759	91'657	3'075'416
33 La Côte-aux-Fées	2'379'694	33'937	185'701	413'296	123'714	20'065	1'238'859	28'659	46'432	75'000	3'430'357
34 Saint-Sulpice	1'299'945	42'899	71'836	394'521	149'509	25'756	702'413	25'796	35'344	18'800	2'766'819
35 Les Verrières	1'656'988	42'087	144'318	888'841	173'417	60'334	779'708	32'992	16'245	141'360	3'936'290
36 Les Bavarde	753'507	25'283	59'687	562'554	87'200	9'790	454'576	11'057	870	32'737	1'997'261
37 Cernier	5'033'922	106'117	313'782	492'433	420'61	4'206	1'063'998	0	72'732	171'600	8'580'269
38 Chézard-Saint-Martin	4'519'385	97'909	181'809	1'283'568	397'177	267'040	1'124'107	57'410	88'961	179'894	8'242'260
39 Dombresson	3'629'832	54'603	142'996	1'040'138	361'003	397'093	1'226'930	51'342	20'236	67'032	6'991'205
40 Villiers	930'422	14'115	140'111	219'872	97'885	49'909	192'359	11'292	2'248	10'000	1'668'213
41 Le Pâquier	565'233	9'105	162'688	305'727	56'542	76'367	261'312	4'589	7'727	11'700	1'460'990
42 Savagnier	2'182'185	32'683	270'630	634'260	223'848	132'748	683'312	27'441	154'910	91'235	4'433'252
43 Fémin-Vilars-Saules	2'077'673	30'393	312'972	646'805	181'218	27'531	225'093	30'768	10'164	111'270	3'653'887
44 Fontaines	2'510'465	60'257	362'250	646'504	227'094	82'211	352'287	35'146	42'882	312'520	4'631'616
45 Enqollon	228'602	9'039	72'282	50'359	17'977	17'841	51'822	0	33'712	7'428	442'402
46 Fontainemelon	4'805'096	122'781	612'616	11'222'905	392'649	262'273	427'253	71'628	9'542	63'480	7'890'223
47 Les Hauts-Geneveys	2'556'763	46'584	133'145	549'003	215'807	80'576	442'548	49'526	19'975	77'267	4'171'194
48 Boudevilliers	1'546'543	350	51'450	1'268'968	161'070	193'358	129'061	30'928	3'904	163'731	3'549'361
49 Valangin	1'081'987	20'911	107'926	237'139	103'317	140'445	149'896	14'685	12'506	23'220	1'892'032
50 Coffrane	1'503'571	33'679	92'371	403'832	154'793	57'702	341'282	20'514	10'334	97'459	2'715'537
51 Les Geneveys/Coffrane	4'171'544	92'849	188'171	10'227'97	341'666	32'275	387'578	80'643	85'340	623'872	7'028'735
52 Montmolin	1'282'981	24'118	81'644	308'365	121'288	94'697	187'556	18'402	42'593	65'136	2'228'780
53 Le Locle	33'805'635	50'027	3'310'314	32'734'381	2'615'099	1'126'427	10'465'292	543'844	97'506	8'800'548	93'549'073
54 Les Brenets	3'682'175	52'519	217'579	1'318'787	289'451	32'021	317'432	57'828	23'063	426'203	6'417'058
55 Le Cemeux-Péquiagnot	669'972	15'393	50'697	92'507	81'043	11'24	379'231	0	0	0	1'289'961
56 La Brévine	1'329'206	40'763	164'252	285'852	163'962	60'901	685'977	0	15'924	57'084	2'803'921
57 La Chaux-du-Milieu	943'808	24'223	90'365	147'510	101'706	3'647	346'013	0	596	12'359	1'670'277
58 Les Ponts-de-Martel	2'750'090	69'984	300'030	931'724	310'760	67'332	1'144'505	0	2'562	28'313	5'614'300
59 Brot-Plamboz	464'962	14'203	9'622	233'504	64'122	701	188'076	0	0	0	975'190
60 La Chaux-de-Fonds	121'202'274	163'112	12'329'077	147'893'113	9'535'769	2'248'144	76'980'707	0	434'269	21'524'785	392'311'250
61 Les Planchettes	471'185	65	42'080	91'271	56'842	10'271	251'915	0	0	0	923'629
62 La Saane	2'442'292	51'739	202'886	885'879	231'903	58'434	709'382	29'900	52'189	346'180	5'010'784
Ensemble des communes	562'038'339	3'625'882	43'949'904	469'506'409	43'529'278	38'074'820	213'279'403	4'618'735	6'079'240	86'054'765	1'470'756'775
Chiffres de 2000	525'342'349	3'654'759	45'754'978	441'352'261	52'229'653	32'731'984	173'842'079	4'189'965	2'335'696	78'034'320	1'359'468'044

## Comptes de fonctionnement 2001. Récapitulation par nature. Charges par habitant

Tableau 14

	Charges de personnel	Biens, services et marchandises	Intérêts passifs	Amortissements	Parts et contributions sans affectation	Dédommagements à des collectivités publiques	Subventions accordées	Subventions redistribuées	Attributions aux financements spéciaux	Imputations internes
1 Neuchâtel	6'886	4'110	797	806	0	405	1'573	0	247	1'173
2 Hauterive	949	1'305	242	584	0	705	1'498	51	24	222
3 Saint-Blaise	1'133	1'515	228	453	3	831	2'001	52	64	156
4 Marin-Epaanier	1'293	727	175	267	0	1'148	2'419	123	106	175
5 Thielle-Wavre	1'129	613	63	451	0	733	1'167	47	0	26
6 Cornaux	1'236	1'315	208	633	0	1'030	1'348	22	17	505
7 Cressier	1'515	1'888	63	961	0	821	1'234	51	7	76
8 Enqes	1'291	956	425	260	0	950	925	47	0	106
9 Le Landeron	978	1'150	205	231	0	789	1'227	49	44	150
10 Lignières	1'227	1'549	263	1'152	1	893	890	51	42	243
11 Boudry	1'643	1'715	365	388	0	963	1'091	76	32	467
12 Cortaillod	1'256	1'205	292	344	0	970	1'310	51	33	289
13 Colombier	1'333	1'936	265	594	16	936	1'435	65	50	684
14 Auvemier	1'139	1'435	360	612	6	814	2'944	59	97	142
15 Peseux	1'209	1'226	248	433	0	663	1'290	58	7	80
16 Corcelles-Cormondrèche	1'025	775	170	493	0	817	1'575	48	25	140
17 Bôle	981	1'058	118	413	884	0	1'479	50	24	112
18 Rochefort	1'382	652	145	255	0	711	1'035	39	17	131
19 Brot-Dessous	794	967	49	660	0	1'187	918	0	225	6
20 Bevaix	1'089	479	256	498	0	1'009	1'118	75	42	184
21 Gorgier	1'287	837	264	595	0	896	1'371	50	41	80
22 Saint-Aubin-Sauces	1'219	710	337	572	109	1'043	1'081	56	16	227
23 Fresens	992	478	13	309	0	1'483	1'030	42	25	13
24 Montalchez	346	711	315	1'012	0	1'166	906	21	0	96
25 Vaumarcus	1'276	1'415	98	766	0	1'009	3'367	52	446	183
26 Môtiers	1'706	702	166	209	0	1'044	1'002	51	0	137
27 Couvet	1'351	776	225	365	6	826	956	0	21	553
28 Travers	1'391	699	266	416	0	740	951	0	0	89
29 Noiraigue	1'527	717	264	491	0	1'086	951	0	12	41
30 Boveresse	1'310	583	192	196	0	1'051	927	0	16	214
31 Fleurier	1'308	526	163	570	0	891	958	0	8	9
32 Buttet	1'522	1'084	317	268	0	685	802	94	1	144
33 La Côte-aux-Fées	1'672	1'212	0	1'636	0	762	3'523	58	35	151
34 Saint-Sulpice	1'342	774	73	387	4	871	966	46	25	31
35 Les Verrières	1'612	1'160	333	433	0	927	974	46	13	199
36 Les Bayards	1'859	1'421	260	259	0	802	946	28	48	92
37 Cernier	972	757	160	492	0	908	945	42	4	88
38 Chézard-Saint-Martin	1'251	670	351	744	1	1'195	746	37	6	112
39 Dombresson	1'145	560	127	626	0	1'116	876	34	26	44
40 Villiers	516	667	214	142	0	1'573	976	28	1	25
41 Le Pâquier	1'939	1'421	663	385	0	763	962	20	2	51
42 Savaqnier	1'296	768	144	522	2	922	984	30	9	100
43 Fenin-Vilars-Saules	936	800	232	662	0	813	1'059	41	32	147
44 Fontaines	1'063	688	191	342	0	1'112	1'083	37	11	332
45 Engollon	576	1'246	282	1'538	0	981	1'156	0	18	99
46 Fontainemelon	1'163	874	168	149	0	847	1'069	44	21	39
47 Les Hauts-Genèveys	1'033	711	371	228	0	956	970	58	11	90
48 Boudevilliers	973	1'643	93	434	0	945	972	47	68	250
49 Valanin	1'562	703	108	409	0	807	1'072	37	54	59
50 Coffrane	1'179	560	306	345	0	945	981	31	13	156
51 Les Genèveys/Coffrane	1'125	823	222	416	0	1'027	850	55	0	444
52 Montmollin	1'156	903	125	343	1	621	1'178	38	4	133
53 Le Locle	3'031	2'045	666	767	0	298	1'110	52	112	845
54 Les Brenets	1'346	989	261	715	1	601	1'263	51	35	375
55 Le Cerneux-Péquignot	1'014	589	51	581	0	565	945	0	59	0
56 La Brévine	1'166	685	114	382	0	794	881	0	25	84
57 La Chaux-du-Milieu	1'081	580	74	361	0	591	936	0	20	29
58 Les Ponts-de-Martel	1'207	764	228	356	1	839	911	41	64	22
59 Brot-Plamboz	644	1'004	5	40	20	942	857	0	111	0
60 La Chaux-de-Fonds	4'644	2'716	546	563	0	211	1'183	0	65	577
61 Les Planchettes	1'367	659	108	193	0	934	866	0	18	0
62 La Saône	1'352	972	339	769	1	724	918	52	23	371
Ensemble des communes	3'179	2'066	435	574	12	601	1'306	29	85	516
Chiffres de 2000	3'012	1'955	409	478	2	569	1'173	26	40	469

## Comptes de fonctionnement 2001. Récapitulation par nature. Revenus par habitant

Tableau 15

	Impôts	Patentes concessions	Revenus des biens	Contributions	Parts à des recettes et contributions sans affectation	Dédommagements de collectivités publiques	Subventions acquises	Subventions à redistribuer	Prélèvements sur les financements spéciaux	Imputations internes	
1 Neuchâtel		4'710	2	432	5'832	303	875	2'647	0	84	1'173
2 Hauterive		3'300	0	145	1'443	247	12	137	51	39	222
3 Saint-Blaise		3'679	0	236	1'817	250	49	213	52	9	156
4 Marin-Epaquier		4'378	139	282	742	245	153	210	123	28	175
5 Thielle-Wavre		3'400	42	47	430	245	78	334	47	27	26
6 Cornaux		2'827	0	166	1'509	251	37	238	41	24	505
7 Cressier		2'619	0	48	2'097	243	232	298	53	50	76
8 Engeles		2'959	43	609	617	244	114	415	32	48	106
9 Le Landeron		2'628	1	121	1'340	244	41	237	49	42	150
10 Lignières		2'816	0	278	1'762	246	39	820	51	85	243
11 Boudry		2'579	6	160	2'363	248	142	565	76	0	467
12 Cortaillod		3'225	0	108	1'526	264	75	405	51	41	289
13 Colombier		3'026	0	92	2'719	247	45	430	65	7	684
14 Auvemier		4'902	0	402	1'627	271	12	363	59	17	142
15 Pesieux		2'761	0	160	1'568	275	106	203	58	6	80
16 Corcelles-Cormondrèche		3'550	39	60	801	253	5	200	48	31	140
17 Bôle		3'095	0	59	1'143	248	25	353	50	36	112
18 Rochefort		2'736	44	103	673	238	110	411	39	27	131
19 Brot-Dessous		2'780	150	186	544	260	70	839	0	0	6
20 Bevaix		2'882	64	86	734	246	19	458	74	104	184
21 Gorgier		3'799	58	115	785	246	57	516	0	34	80
22 Saint-Aubin-Sauces		3'154	0	192	937	247	53	434	56	75	227
23 Fresens		2'312	45	288	632	235	53	1'278	42	24	13
24 Montalchez		2'561	38	149	603	241	28	943	21	7	96
25 Vaumarcus		10'954	85	297	1'337	248	7	558	52	44	183
26 Môtiers		2'546	68	131	676	251	154	898	51	39	137
27 Couvet		2'193	137	247	488	249	134	942	0	49	553
28 Travers		2'183	92	131	686	244	22	1'069	0	45	89
29 Noiraigue		2'231	92	120	643	251	164	1'587	0	38	41
30 Boveresse		2'013	41	178	513	238	74	1'021	0	0	214
31 Fleurier		2'661	101	126	418	253	36	837	0	5	9
32 Buttet		1'859	65	76	839	239	130	1'278	94	116	144
33 La Côte-aux-Fées		4'779	68	373	830	248	40	249	58	93	151
34 Saint-Sulpice		2'124	70	117	645	244	42	1'148	42	58	31
35 Les Verrières		2'334	59	203	1'252	244	85	1'098	46	23	199
36 Les Bayards		2'117	71	168	1'580	245	28	1'277	31	2	92
37 Cernier		2'585	55	161	659	253	22	546	0	37	88
38 Chézard-Saint-Martin		2'805	61	113	825	247	166	698	36	55	112
39 Dombresson		2'372	36	93	680	236	260	802	34	13	44
40 Villiers		2'326	35	350	550	245	125	481	28	6	25
41 Le Pâquier		2'468	40	710	1'335	247	333	1'141	20	34	51
42 Savaquier		2'390	36	296	695	245	145	748	30	170	100
43 Fenin-Vilars-Saules		2'741	40	413	853	239	36	297	41	13	147
44 Fontaines		2'665	64	385	686	241	87	374	37	46	332
45 Engollon		3'048	121	963	671	240	238	69	0	449	99
46 Fontainemelon		2'934	75	374	686	240	160	261	44	6	39
47 Les Hauts-Geneveys		2'970	155	155	638	251	94	514	58	23	90
48 Boudevilliers		2'365	1	79	1'940	246	296	197	47	6	250
49 Valancin		2'753	53	275	603	263	357	381	37	32	59
50 Coffrane		2'413	54	148	648	248	93	548	33	17	156
51 Les Geneveys/Coffrane		2'971	66	134	728	243	23	276	57	61	444
52 Montmolin		2'618	49	167	629	248	193	383	38	87	133
53 Le Locle		3'245	5	318	3'142	251	108	1'005	52	9	845
54 Les Brenets		3'236	46	191	1'159	254	28	279	51	20	375
55 Le Cerneux-Péquiagnot		2'113	49	160	292	256	4	1'196	0	0	0
56 La Brévine		1'960	60	242	422	242	90	1'012	0	23	84
57 La Chaux-du-Milieu		2'242	58	215	350	242	9	822	0	1	29
58 Les Ponts-de-Martel		2'172	55	244	736	245	53	904	0	2	22
59 Brot-Plamboz		1'697	52	35	852	234	3	686	0	0	0
60 La Chaux-de-Fonds		3'249	4	330	3'964	256	60	2'063	0	12	577
61 Les Planchettes		1'988	0	178	365	240	43	1'063	0	0	0
62 La Saône		2'620	56	218	951	249	63	761	32	56	371
Ensemble des communes		3'373	22	264	2'817	261	228	1'280	28	36	516
Chiffres de 2000		3'156	22	275	2'651	314	197	1'044	25	14	469

**Parts des communes aux principales charges réparties entre l'Etat et les communes en 2001**
**Tableau 16**

	Institutions de santé (40 %)	AVS/AI/PC (50 %)	Etablissements pour enfants et adolescents (40%)	Etablissements pour personnes âgées (40 %)	Aide sociale (40%)	Mesures d'intégration professionnelle (40%)	Entreprises de transport onde verte (35%)
1 Neuchâtel	11'834'722	6'696'648	1'875'895	767'916	4'003'881	601'724	910'900
2 Hauterive	976'878	567'619	154'843	63'386	330'494	49'668	58'071
3 Saint-Blaise	1'155'034	622'895	183'082	74'946	390'767	58'727	78'782
4 Marin-Epagnier	1'350'335	664'958	214'039	87'619	456'841	68'656	92'103
5 Thielle-Wavre	215'800	129'550	34'206	14'003	73'009	10'972	12'828
6 Cornaux	555'713	337'913	88'085	36'058	188'007	28'255	37'904
7 Cressier	713'743	425'002	113'134	46'312	241'471	36'290	48'682
8 Enges	109'205	66'824	17'310	7'086	36'946	5'552	6'492
9 Le Landeron	1'572'099	911'304	249'190	102'008	531'867	79'932	107'228
10 Lignières	335'068	213'466	53'111	21'741	113'359	17'036	19'918
11 Boudry	1'909'403	1'535'569	302'655	123'895	645'983	97'082	130'235
12 Cortaillod	1'628'378	954'565	258'111	105'660	550'907	82'793	96'801
13 Colombier	1'809'144	1'044'939	286'763	117'389	612'063	91'984	123'397
14 Auvemier	579'567	261'096	91'866	37'606	196'077	29'468	39'531
15 Pesex	2'054'761	1'224'467	325'695	133'326	695'159	104'472	140'150
16 Corcelles-Cormondrèche	1'464'385	839'679	232'116	95'019	495'426	74'455	99'882
17 Bôle	665'664	535'336	105'513	43'193	225'205	33'845	45'403
18 Rochefort	366'749	221'944	58'132	23'797	124'077	18'647	25'015
19 Brot-Dessous	40'253	24'372	6'380	2'612	13'618	2'047	2'040
20 Bevaix	1'328'345	793'274	210'553	86'192	449'401	67'538	90'603
21 Gorgier	644'046	363'951	102'086	41'790	217'891	32'746	43'929
22 Saint-Aubin-Sauges	898'608	534'673	142'436	58'308	304'014	45'689	61'292
23 Fresens	70'070	45'351	11'107	4'547	23'706	3'563	4'165
24 Montalchez	70'815	47'951	11'225	4'595	23'958	3'601	4'210
25 Vaumarcus	76'779	38'746	12'170	4'982	25'976	3'904	5'237
26 Môtiers	321'278	206'376	50'925	20'847	108'694	16'335	21'913
27 Couvet	1'033'903	666'479	163'882	67'086	349'786	52'568	70'520
28 Travers	445'763	297'489	70'657	28'924	150'809	22'664	30'404
29 Noiraigue	172'938	115'079	27'412	11'221	58'508	8'793	11'796
30 Boveresse	136'413	90'705	21'622	8'851	46'151	6'936	8'109
31 Fleurier	1'386'861	907'333	219'828	89'989	469'198	70'514	94'594
32 Buttet	231'454	156'139	36'687	15'018	78'305	11'768	15'787
33 La Côte-aux-Fées	189'338	78'268	30'012	12'285	64'056	9'627	11'255
34 Saint-Sulpice	227'727	152'141	36'097	14'776	77'044	11'579	13'537
35 Les Verrières	263'507	211'916	41'768	17'098	89'149	13'398	15'664
36 Les Bavards	132'313	86'408	20'973	8'585	44'764	6'727	7'865
37 Cernier	727'906	463'392	115'379	47'231	246'263	37'010	49'648
38 Chézard-Saint-Martin	603'048	381'980	95'588	39'130	204'021	30'661	41'132
39 Dombresson	549'005	349'517	87'021	35'623	185'737	27'914	37'446
40 Villiers	149'085	94'896	23'631	9'674	50'438	7'580	10'169
41 Le Pâquier	85'724	53'940	13'588	5'562	29'002	4'359	4'345
42 Savaonier	340'286	216'663	53'938	22'080	115'124	17'302	20'229
43 Fenin-Vilars-Saules	275'807	166'808	43'718	17'896	93'310	14'023	16'396
44 Fontaines	341'777	206'862	54'174	22'177	115'629	17'377	23'312
45 Encoillon	26'835	15'581	4'254	1'741	9'079	1'364	1'360
46 Fontainemelon	598'948	481'682	94'938	38'864	202'634	30'453	40'853
47 Les Hauts-Geneveys	327'986	205'771	51'988	21'282	110'963	16'676	22'371
48 Boudevilliers	243'381	147'730	38'578	15'792	82'340	12'374	16'600
49 Valancin	151'321	121'695	23'986	9'819	51'194	7'694	10'321
50 Coffrane	235'927	146'736	37'396	15'308	79'818	11'995	14'025
51 Les Geneveys/Coffrane	521'424	419'336	82'650	33'833	176'406	26'511	35'565
52 Montmolin	183'747	107'772	29'125	11'923	62'165	9'342	12'533
53 Le Locle	3'879'186	2'477'695	614'881	251'707	1'312'392	197'233	264'588
54 Les Brenets	434'955	261'797	68'944	28'223	147'152	22'115	29'667
55 Le Cerneux-Péquignot	122'250	80'315	19'378	7'932	41'359	6'216	7'267
56 La Brévine	247'481	163'027	39'228	16'058	83'727	12'583	14'712
57 La Chaux-du-Milieu	155'048	100'692	24'576	10'061	52'455	7'883	9'217
58 Les Ponts-de-Martel	472'599	308'070	74'911	30'665	159'888	24'029	32'235
59 Brot-Plamboz	97'651	63'532	15'478	6'336	33'037	4'965	5'805
60 La Chaux-de-Fonds	13'871'964	8'667'027	2'198'813	900'106	4'693'114	705'306	1'067'704
61 Les Planchettes	85'724	55'940	13'588	5'562	29'002	4'359	5'096
62 La Saane	351'467	223'655	55'710	22'806	118'907	17'870	23'973
Ensemble des communes	62'047'591	38'052'534	9'835'021	4'026'057	20'991'720	3'154'746	4'402'810
Chiffres de 2000	58'486'613	49'256'410	11'509'355	5'149'698	17'955'640	6'167'258	3'814'017

## Charges des principaux domaines autofinancés et bénéfiques des services industriels versés au compte de fonctionnement en 2001

## Tableau 17

	Téléreau	Port	Approvisionnement en eau	Protection des eaux	Ramassage et incinération des déchets	Electricité	Gaz	Bénéfices SI versés au compte de fonctionnement		
								Approvisionnement en eau	Electricité	Gaz
1 Neuchâtel	0	479'972	7'483'382	4'916'466	4'566'243	44'681'743	22'978'661	0	5'215'274	256'483
2 Hauterive	325'039	393'309	437'269	400'756	269'117	1'793'080	0	0	204'596	0
3 Saint-Blaise	250'326	343'213	638'409	536'612	434'820	2'726'840	0	0	328'141	0
4 Marin-Epagnier	0	66'972	1'026'761	928'098	529'275	0	0	0	0	0
5 Thielle-Wavre	0	0	0	88'722	69'657	0	0	0	0	0
6 Cornaux	0	0	211'370	245'673	164'017	1'143'708	0	19'206	142'005	0
7 Cressier	0	0	315'401	347'438	228'745	2'469'790	0	0	371'192	0
8 Enges	0	0	58'907	42'088	29'953	0	0	0	0	0
9 Le Landeron	377'143	153'210	922'223	546'474	517'655	2'620'547	0	0	424'993	0
10 Lignières	101'475	0	207'450	168'326	98'797	790'413	0	0	0	0
11 Boudry	777'449	0	1'200'620	1'019'038	579'657	6'130'180	0	0	646'384	0
12 Cortaillod	329'392	267'784	675'183	1'085'092	542'552	2'689'865	0	0	364'650	0
13 Colombier	493'483	0	1'228'094	676'231	609'122	3'720'374	5'071'222	0	167'875	281'479
14 Auvemier	150'802	323'765	329'993	175'974	168'610	966'717	0	0	126'868	0
15 Peseux	377'064	0	898'232	448'638	894'718	3'266'927	1'056'697	30'925	610'819	207'951
16 Corcelles-Cormondrèche	265'592	0	688'316	558'904	441'570	0	778'676	0	0	0
17 Bôle	132'334	0	280'681	307'900	180'863	948'323	0	0	63'462	0
18 Rochefort	0	0	167'924	98'486	78'175	0	0	0	0	0
19 Brot-Dessous	0	0	14'617	0	18'838	0	0	689	0	0
20 Bevaix	730'476	160'406	710'073	362'383	446'683	0	0	0	0	0
21 Gorgier	201'549	0	339'918	298'106	204'430	0	0	19'497	0	0
22 Saint-Aubin-Sauges	0	420'612	677'988	552'177	231'974	0	0	0	0	0
23 Fresens	0	0	37'912	29'758	247'19	0	0	0	0	0
24 Montalchez	0	0	47'361	31'772	21'209	0	0	0	0	0
25 Vaumarcus	33'148	11'209	97'556	34'301	36'771	0	0	0	0	0
26 Môtiers	0	0	137'712	118'387	84'625	0	0	0	0	0
27 Couvet	0	0	0	419'731	371'801	0	0	0	0	0
28 Travers	170'691	0	0	178'945	124'169	0	0	0	0	0
29 Noiraigue	43'816	0	0	35'002	46'253	0	0	0	0	0
30 Boveresse	0	0	0	30'049	31'512	0	0	0	0	0
31 Fleurier	0	0	0	328'121	312'457	0	0	0	0	0
32 Buttes	0	0	154'275	54'957	61'113	0	0	0	0	0
33 La Côte-aux-Fées	150'026	0	130'386	65'003	53'504	0	0	0	0	0
34 Saint-Sulpice	0	0	158'718	51'303	55'255	0	0	0	0	0
35 Les Verrières	0	0	228'049	130'739	62'851	0	0	0	0	0
36 Les Bavards	0	0	93'585	14'805	31'062	0	0	0	0	0
37 Cernier	0	0	396'796	366'394	223'715	0	0	0	0	0
38 Chézard-Saint-Martin	0	0	410'467	365'293	180'676	0	0	0	0	0
39 Dombresson	0	0	279'163	282'538	128'158	0	0	0	0	0
40 Villiers	0	0	65'808	56'371	27'688	0	0	0	0	0
41 Le Pâquier	0	0	25'155	15'474	22'706	0	0	0	0	0
42 Savaonier	0	0	215'216	245'571	75'000	0	0	0	0	0
43 Fenin-Vilars-Saules	0	0	163'201	160'655	63'740	0	0	0	0	0
44 Fontaines	0	0	231'598	210'345	101'621	0	0	0	0	0
45 Engollon	0	0	23'989	36'380	6'890	0	0	0	0	0
46 Fontainemelon	0	0	359'674	284'568	135'356	0	0	0	0	0
47 Les Hauts-Geneveys	0	0	190'042	154'693	115'522	0	0	0	0	0
48 Boudevilliers	0	0	187'011	51'896	65'628	668'870	0	113	0	0
49 Valancin	0	0	78'376	57'383	36'378	0	0	0	0	0
50 Coffrane	0	0	157'930	55'674	49'800	0	0	0	0	0
51 Les Geneveys/Coffrane	0	0	402'859	183'782	144'737	0	0	0	0	0
52 Montmolin	2'791	0	193'013	31'460	43'229	0	0	0	0	0
53 Le Locle	0	0	3'870'809	1'441'206	1'756'407	13'034'087	4'665'435	128'428	1'817'021	19'791
54 Les Brenets	0	0	297'774	230'595	168'748	0	0	0	0	0
55 Le Cerneux-Péquignot	0	0	0	39'930	39'681	0	0	0	0	0
56 La Brévine	0	0	0	35'959	59'938	0	0	0	0	0
57 La Chaux-du-Milieu	0	0	25'285	4'784	44'007	0	0	0	0	0
58 Les Ponts-de-Martel	0	0	313'359	116'538	178'145	0	0	61'650	0	0
59 Brot-Plamboz	0	0	109'300	0	27'594	0	0	12'097	0	0
60 La Chaux-de-Fonds	0	0	12'699'167	3'928'111	5'779'794	35'001'430	11'018'558	314'592	7'467'051	26'267
61 Les Planchettes	0	0	0	0	35'192	0	0	0	0	0
62 La Saane	120'870	0	193'254	118'987	125'573	0	0	0	0	0
Ensemble des communes	5'033'466	2'620'452	40'487'611	23'801'042	22'258'695	122'652'894	45'569'249	587'084	17'950'444	791'971

## Amortissements d'actifs et résultats "réels" en 2001

## Charge de la dette consolidée

## Taux d'intérêt de la dette

## Tableau 18

	Légaux	Supplémentaires	Total	Dont patrimoine financier	Résultat "réel" du compte de fonctionnement (sans les amortissements supplémentaires)	Intérêts de la dette consolidée	Remboursements	Total	Dettes totales (B20, B21, B22)	Intérêts passifs	Taux moyen d'intérêt de la dette en %
1 Neuchâtel	19'924'398	602'641	20'527'039	1'287'779	2'478'657	23'712'777	0	23'712'777	634'244'852	25'189'044	3.97
2 Hauterive	686'715	591'239	1'277'954	33'660	629'114	634'507	200'000	834'507	13'628'205	635'628	4.66
3 Saint-Blaise	947'360	221'954	1'169'314	14'500	298'511	700'573	736'500	1'437'073	17'094'616	700'573	4.10
4 Marin-Epagnier	886'594	0	886'594	6'700	153'052	650'891	930'000	1'580'891	18'872'769	650'891	3.45
5 Thielle-Wavre	42'800	200'000	242'800	0	460'478	33'928	60'700	94'628	1'560'172	36'600	2.35
6 Cornaux	257'000	0	257'000	0	-1'055'757	306'110	1'200'000	1'506'110	5'903'683	306'659	5.19
7 Cressier	351'047	0	351'047	0	-1'745'104	88'000	225'000	313'000	3'591'065	122'753	3.42
8 Enge	76'598	0	76'598	24'996	67'027	125'851	170'060	295'911	3'297'314	125'851	3.82
9 Le Landeron	676'900	0	676'900	24'700	123'463	874'647	1'159'643	2'034'290	27'421'823	877'136	3.20
10 Lignières	337'136	597'042	934'178	0	623'144	235'276	353'400	588'676	5'515'010	235'276	4.27
11 Boudry	1'645'500	0	1'645'500	122'000	-674'217	1'799'385	916'500	2'715'885	41'193'467	1'849'792	4.49
12 Cortaillod	1'109'099	0	1'109'099	45'200	1'021'596	1'191'787	310'000	1'501'787	33'522'976	1'281'154	3.82
13 Colombier	1'606'540	1'176'761	2'783'301	0	1'186'097	1'305'310	1'387'500	2'692'810	29'091'538	1'308'938	4.50
14 Auvener	611'203	299'701	910'904	296'235	585'441	532'059	477'500	1'009'559	14'328'883	553'275	3.86
15 Peseux	1'193'120	888'827	2'081'947	307'720	894'621	1'245'662	1'567'500	2'813'162	43'075'401	1'360'619	3.16
16 Corcelles-Cormondrèche	991'754	374'253	1'366'007	26'758	606'012	661'259	561'156	1'222'415	15'455'000	666'132	4.31
17 Bôle	224'564	443'199	667'763	6'400	445'200	198'707	218'500	417'207	6'295'711	209'012	3.32
18 Rochefort	204'700	0	204'700	0	148'152	147'779	108'600	256'379	3'334'137	148'368	4.45
19 Brot-Dessous	7'950	0	7'950	0	2'948	5'023	18'464	23'487	98'893	5'029	5.09
20 Bevaix	729'398	644'552	1'373'950	56'120	1'005'840	916'872	789'000	1'705'872	22'830'060	917'694	4.02
21 Gortier	450'229	358'632	808'861	5'248	821'294	454'775	621'600	1'076'375	9'999'081	454'775	4.55
22 Saint-Aubin-Sauces	908'870	296'096	1'204'966	34'550	304'274	788'401	768'328	1'556'729	17'276'187	811'284	4.70
23 Fresens	32'855	25'222	58'077	0	130'621	2'550	15'000	17'550	241'343	2'550	1.06
24 Montalchez	81'615	76'968	158'583	0	98'830	60'043	61'000	121'043	1'688'550	60'470	3.58
25 Vaumarcus	28'725	122'581	151'306	1'500	11'785'733	20'131	15'000	35'131	791'950	20'131	2.54
26 Môtiers	159'085	0	159'085	1'300	-55'311	138'082	216'080	354'162	3'788'745	139'778	3.69
27 Couvet	529'228	0	529'228	52'979	-244'423	569'041	964'671	1'533'712	17'552'867	628'147	3.58
28 Travers	344'099	103'924	448'023	36'200	113'063	294'300	604'250	898'550	8'117'499	319'501	3.94
29 Noiraigue	160'615	25'522	186'137	300	60'500	114'685	191'045	305'730	3'737'598	119'599	3.20
30 Boveresse	48'875	0	48'875	0	-73'548	70'329	69'200	139'529	2'187'702	72'350	3.31
31 Fleurier	583'772	763'064	1'346'836	7'000	815'565	598'069	803'450	1'401'519	12'304'567	602'586	4.90
32 Buttes	125'253	0	125'253	8'500	-46'402	193'332	164'159	357'491	4'821'561	201'113	4.17
33 La Côte-aux-Fées	155'844	0	155'844	11'133	-1'076'066	0	0	0	1'269'720	122	0.01
34 Saint-Sulpice	102'650	46'427	149'077	15'600	48'402	42'980	83'300	126'280	1'150'561	44'572	3.87
35 Les Verrières	199'410	0	199'410	5'800	-109'072	235'269	359'694	594'963	5'492'328	236'494	4.31
36 Les Bavards	68'137	0	68'137	25'250	-37'161	80'294	113'800	194'094	2'824'473	92'542	3.28
37 Cernier	325'203	528'300	853'503	70'100	602'351	306'393	592'200	898'593	9'034'728	312'301	3.46
38 Chézard-Saint-Martin	439'949	642'487	1'082'436	21'450	647'959	551'384	425'090	976'474	11'008'851	565'373	5.14
39 Dombresson	180'419	631'936	812'355	15'000	656'535	191'720	276'100	467'820	4'455'249	194'025	4.35
40 Villiers	51'950	0	51'950	0	-11'193	84'539	167'000	251'539	2'256'500	85'678	3.80
41 Le Pâquier	66'327	0	66'327	32'315	39'775	150'845	220'850	371'695	2'984'188	151'847	5.09
42 Savaquier	107'058	321'046	428'104	0	394'094	131'278	63'800	195'078	4'451'554	131'278	2.95
43 Fenin-Vilars-Saules	112'700	365'119	477'819	0	440'005	175'618	102'808	278'426	5'449'656	175'618	3.22
44 Fontaines	164'031	126'583	290'614	9'758	182'136	179'845	645'050	824'895	4'501'689	179'845	4.00
45 Enollon	22'774	88'633	111'407	6'674	88'921	20'435	122'500	142'935	365'099	21'113	5.78
46 Fontainemelon	141'512	0	141'512	3'256	724'462	252'055	258'200	510'255	5'955'252	275'902	4.63
47 Les Hauts-Geneveys	159'330	0	159'330	14'590	359'272	308'959	301'500	610'459	5'410'829	319'706	5.91
48 Boudevilliers	159'575	100'000	259'575	6'500	100'772	60'563	23'080	297'643	1'559'469	60'793	3.90
49 Valanquin	69'468	56'339	125'807	0	57'571	39'105	64'000	103'105	998'484	42'365	4.24
50 Coffrane	142'599	0	142'599	0	-98'341	190'436	47'600	238'036	4'355'203	190'436	4.37
51 Les Geneveys/Coffrane	302'625	164'121	466'746	0	222'509	309'988	302'500	612'488	6'264'975	311'040	4.96
52 Montmolin	101'000	37'034	138'034	9'200	58'102	60'792	105'500	166'292	1'419'137	61'339	4.32
53 Le Locle	5'642'251	1'522'100	7'164'351	443'146	2'086'086	6'878'016	7'393'236	14'271'252	151'349'201	6'934'921	4.58
54 Les Brenets	335'837	413'214	749'051	19'200	415'747	285'197	340'340	625'537	7'322'426	296'713	4.05
55 Le Cermeux-Péquignot	28'647	139'499	168'146	0	223'329	16'927	144'200	161'127	370'169	16'297	4.40
56 La Brévine	114'473	108'694	223'167	37'000	112'078	76'778	132'700	209'478	2'642'753	77'031	2.91
57 La Chaux-du-Milieu	31'190	102'806	133'996	24'690	234'921	29'153	48'752	77'905	1'922'462	31'318	1.63
58 Les Font-de-Martel	328'920	57'315	386'235	42'900	58'921	288'476	257'900	546'376	8'551'606	289'279	3.38
59 Brot-Plamboz	7'700	0	7'700	0	-17'245	7'700	10'800	12'251	99'892	1'451	1.45
60 La Chaux-de-Fonds	18'172'530	0	18'172'530	96'248	374'822	12'218'715	2'339'450	14'558'165	376'096'871	20'373'434	5.42
61 Les Planchettes	14'485	0	14'485	3'185	-58'751	25'211	64'532	89'743	513'629	25'644	4.96
62 La Sagne	490'650	0	490'650	0	-135'524	278'129	401'600	679'729	8'945'886	316'248	3.54
Ensemble des communes	64'202'841	13'263'831	77'466'672	3'036'340	16'965'114	62'140'692	31'505'888	93'646'580	1'661'886'065	72'427'433	4.36
Chiffres de 2000	58'695'224	7'364'885	66'060'109	2'930'698	13'023'917	64'352'662	31'420'021	95'772'683	1'656'674'296	68'037'542	3.88

## Comptes des investissements 2001. Récapitulation fonctionnelle. Résultats nets

Tableau 19

	Administration	Sécurité publique	Enseignement et formation	Culture loisirs-sports	Santé	Prévoyance sociale	Trafic	Protection et aménagement de l'environnement	Economie publique	Finances et impôts	Total
1 Neuchâtel	-145'913	-388'487	1'011'569	-2'209'197	-18'752'486	0	-5'900'377	1'699'290	-6'621'985	-3'238'159	-34'545'745
2 Hauterive	0	-1'315	-44'664	-143'199	0	0	-58'243	-45'416	-183'515	0	-476'352
3 Saint-Blaise	0	0	-43'445	-121'004	0	0	91'450	22'464	-241'413	0	-291'948
4 Marin-Epaonier	-40'888	-38'730	-5'307'184	-366'924	0	0	-2'372'736	-314'364	0	0	-8'440'826
5 Thielle-Wavre	0	0	0	0	0	0	-724'393	-38'711	0	0	-763'104
6 Cornaux	0	0	0	0	0	0	-130'839	-14'600	-11'785	100	-157'124
7 Cressier	0	0	0	0	0	0	-119'591	-303'988	-70'213	-54'255	-548'047
8 Enges	0	-4'100	1'000	0	0	0	0	-85'851	0	0	-88'951
9 Le Landeron	0	0	5'000	-3'173'883	0	0	-1'260'524	-730'368	-690'564	233'993	-5'616'346
10 Lignières	0	-10'263	0	5'940	0	0	123'393	-289'526	-145'957	0	-316'413
11 Boudry	-58'461	-48'000	-437'317	-58'475	0	0	-164'657	-158'254	-23'054	0	-948'218
12 Cortaillod	0	-1'057'000	-68'549	-5'625	0	0	-504'140	-668'899	-33'566	-41'554	-2'379'333
13 Colombier	0	-40'785	-33'631	-34'446	0	0	-264'619	2'875	-697'600	0	-1'068'206
14 Auvernier	0	0	-38'236	-150'401	0	0	-318'057	10'180	-31'428	-135'849	-663'791
15 Peseux	-3'393	-28'071	-13'084	-510'722	0	0	38'430	-1'207'792	-100'384	229'926	-1'595'090
16 Corcelles-Cormondrèche	-23'267	0	-347'400	0	0	0	-401'903	-101'645	0	0	-874'215
17 Bôle	0	6'449	-5'305	-1'382	0	0	-107'870	-328'179	-52'110	0	-488'397
18 Rochefort	0	-35'000	-55'527	-45'192	0	0	-159'661	-79'002	0	0	-374'382
19 Brot-Dessous	0	0	0	0	0	0	-32'231	-12'912	0	0	-45'143
20 Bevaix	0	66'276	-14'535	22'538	0	-186'969	-50'111	-400'272	0	0	-563'073
21 Gorgier	0	-2'700	-23'018	0	0	0	337'322	-974'453	0	85'306	-577'543
22 Saint-Aubin-Sauges	0	0	0	-66'175	0	0	-19'507	962'736	0	0	877'054
23 Fresens	0	0	-8'760	0	0	0	0	0	0	-25'722	-34'482
24 Montalchez	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-11'146	-11'146
25 Vaumarcus	0	0	-11'519	0	0	0	-80'162	-91'107	0	0	-182'288
26 Môtiers	0	-11'663	-135'709	-5'460	0	0	-31'487	-22'167	27'376	0	-179'110
27 Couvet	-2'549	0	0	-5'158	0	0	-321'227	-151'757	-354'118	0	-881'169
28 Travers	0	-62'963	-5'219	0	0	0	-788'543	-34'400	-5'671	87'896	-808'900
29 Noiraigue	0	-2'693	-35'128	74'267	0	0	-4'759	-25'114	102	0	6'675
30 Boveresse	0	0	0	0	0	0	-162'726	-13'408	-19'533	0	-195'667
31 Fleurier	-21'520	-22'389	-250'181	-42'626	0	0	-455'079	-155'812	110'75	-69'881	-1'006'413
32 Buttes	0	0	52'968	25'000	0	0	-23'407	-112'483	0	0	-57'922
33 La Côte-aux-Fées	0	0	-79'728	-7'145	-14'110	0	0	-34'260	0	0	-135'243
34 Saint-Sulpice	0	0	-62'065	0	0	0	-18'366	-6'100	-6'242	0	-92'773
35 Les Verrières	0	0	-41'151	0	0	0	-8'800	-43'484	0	0	-93'435
36 Les Bayards	-5'690	-6'073	0	0	0	0	18'447	-228'147	-217'394	0	-438'857
37 Cernier	0	0	0	0	0	0	105'498	-236'750	0	0	-131'252
38 Chézard-Saint-Martin	0	-106'025	0	0	0	0	-44'146	-123'078	-36'493	0	-309'742
39 Dombresson	0	-15'000	0	0	0	0	-17'436	43'052	-25'000	0	-14'384
40 Villiers	0	0	0	0	0	0	-226'389	-2'117	0	0	-228'506
41 Le Pâquier	0	0	0	0	0	0	0	-16'412	0	0	-16'412
42 Savagnier	-35'000	0	0	0	0	0	-66'596	-99'843	0	0	-201'439
43 Fenin-Vilars-Saules	0	0	0	0	0	0	-14'597	-512'964	0	0	-527'561
44 Fontaines	0	-9'215	102'190	0	0	0	-25'476	-30'555	-7'533	0	29'411
45 Engollon	0	0	0	63'000	0	0	-21'404	-5'508	-31'119	-4'124	-62'155
46 Fontainemelon	0	0	0	0	0	0	-143'771	-10'910	0	0	-91'681
47 Les Hauts-Geneveys	0	0	-355'195	0	0	0	0	-92'008	-24'966	0	-472'169
48 Boudevilliers	-20'250	0	0	0	0	0	0	-123'685	0	0	-143'935
49 Valangin	0	-15'341	-41'506	0	0	0	-36'241	-4'892	0	0	-97'980
50 Coffrane	0	-1'619	0	0	0	0	0	-309'894	-16'694	0	-328'207
51 Les Geneveys/Coffrane	-2'000	-1'830	0	0	0	0	-316'034	-12'177	0	0	-332'041
52 Montmolin	0	-7'000	0	0	0	0	-49'443	-96'836	-7'798	0	-161'077
53 Le Locle	-195'935	-17'195	3'957'855	-279'003	0	0	-744'590	-484'639	-803'567	-253'793	1'179'133
54 Les Brenets	0	-56'578	-18'500	-142'355	0	0	-151'593	0	-15'000	0	-384'026
55 Le Cerneux-Péquignot	0	0	0	0	0	0	32'453	0	0	0	32'453
56 La Brévine	0	0	0	-77'27	0	0	-163'667	0	-126'511	0	-297'905
57 La Chaux-du-Milieu	0	0	-805'124	0	0	0	0	0	0	-62'095	-867'219
58 Les Ponts-de-Martel	-7'820	0	0	0	0	0	-18'125	-251'274	0	0	-277'219
59 Brot-Plamboz	-6'557	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-6'557
60 La Chaux-de-Fonds	-6'652	-997'779	-1'574'175	-884'139	-3'298'132	-31'695	-932'323	-8'455'644	-9'875'500	355'492	-25'700'547
61 Les Planchettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
62 La Saagne	0	0	180'077	-86'635	0	0	-113'000	-11'668	0	-155'997	-187'223
Ensemble des communes	-575'895	-2'915'089	-4'545'196	-8'202'488	-22'064'728	-218'664	-16'821'853	-14'812'728	-20'438'160	-3'059'862	-93'654'663
Chiffres de 2000	-1'374'872	-2'242'661	7'525'871	-8'603'078	-22'174'676	-139'227	-20'773'221	-20'640'212	-20'345'680	-3'159'234	-91'926'990

Bilans communaux à fin 2001. Actif

Tableau 20

	Disponibilités	Patrimoine financier			Investissements	Patrimoine administratif			Autres dépenses à amortir	Financements spéciaux Avances aux financements spéciaux	Découvert	Total
		Avoirs	Placements	Actifs transitoires		Prêts et participations permanentes	Subventions d'investissements					
1 Neuchâtel	21'757'137	102'248'941	69'222'825	48'806'609	432'702'088	14'145'102	4'955'044	3'789'075	1'119'268	0	698'746'089	
2 Hauterive	121'701	3'335'884	720'577	1'028'618	13'520'204	7'387	0	0	12'367	0	18'746'738	
3 Saint-Blaise	1'572'223	5'197'272	2'342'287	1'096'305	13'780'453	608'293	0	0	0	0	24'596'833	
4 Marin-Epagnier	81'494	6'116'921	4'845'827	4'342'138	27'339'424	46'323	0	0	99'673	0	42'871'800	
5 Thielle-Wavre	110'183	515'028	38'620	219'364	1'754'823	9'565	0	0	1'584	0	2'649'167	
6 Cornaux	327'769	1'787'197	1'388'298	456'708	6'726'593	103'403	0	12'600	17'288	0	10'819'856	
7 Cressier	62'343	2'019'618	1'817'741	671'076	4'923'000	20'500	0	0	38'350	0	9'552'628	
8 Enqes	88'190	233'559	2'399'514	103'114	1'796'073	1	0	0	1'995	0	4'622'446	
9 Le Landeron	130'877	5'548'435	1'578'497	4'646'619	38'288'314	1'160'257	1'600	0	164'163	0	51'518'762	
10 Lionières	1'125'890	1'525'948	663'122	268'524	6'054'234	0	0	0	128'389	0	9'766'107	
11 Boudry	1'070'956	10'300'075	5'935'488	696'113	25'862'927	675'691	11'036	77'063	8'435	0	44'637'784	
12 Cortaillod	971'298	6'869'116	4'952'128	23'251	28'099'164	687'756	0	0	126'412	0	41'110'125	
13 Colombier	588'727	7'965'968	338'233	0	25'188'292	545'280	0	0	0	0	34'626'500	
14 Auvernier	50'141	2'963'100	8'049'421	170'411	7'529'549	67'715	0	0	0	0	18'830'337	
15 Peseux	188'031	8'545'303	8'249'234	1'726'290	34'319'399	866'876	0	0	32'151	0	53'927'284	
16 Corcelles-Cormondrèche	816'204	4'222'676	593'256	1'587'449	20'059'270	390'407	0	0	9'741	0	27'679'003	
17 Bôle	741'691	1'757'942	1'055'904	0	5'603'773	94'504	0	0	46'188	0	9'300'002	
18 Rochefort	89'424	813'771	657'040	1'204	4'744'979	147'250	0	0	2'737	0	6'456'405	
19 Brot-Dessous	119'318	136'171	281'780	51'787	249'755	133'350	0	0	0	0	972'161	
20 Bevaix	4'247'212	3'655'639	2'469'719	226'159	18'622'388	265'310	0	0	0	0	29'486'427	
21 Gorier	931'271	2'540'677	768'395	16'206	9'509'541	218'572	207'156	0	0	0	14'191'818	
22 Saint-Aubin-Sauges	111'663	3'112'000	2'058'643	995'277	14'141'807	358'850	197'446	0	445'878	0	21'421'564	
23 Fresens	165'339	97'172	199'751	82'338	964'143	4'520	0	0	4'677	0	1'517'940	
24 Montalchez	81'938	180'403	12'200	5	1'863'511	20'316	0	0	1'269	0	2'159'642	
25 Vaumarcus	1'130'138	308'450	407'656	1'156'756	265'907	7'000	0	0	3'463	0	3'279'370	
26 Môtiers	95'511	763'925	574'547	430'253	4'557'233	5'460	16'289	0	12'892	0	6'456'110	
27 Couvet	337'658	4'288'036	6'354'339	355'734	13'615'183	1'668'003	30'517	106'693	37'855	0	26'794'018	
28 Travers	22'053	1'335'240	1'330'862	579'986	6'306'217	778'675	0	0	22'719	0	10'375'752	
29 Noiraigue	251'148	552'521	342'552	176'683	2'473'308	269'000	0	49	0	0	4'065'261	
30 Boveresse	23'721	200'185	1'143'583	34'794	2'158'675	2'250	0	0	0	0	3'563'208	
31 Fleurier	881'947	4'747'941	332'689	22'970	19'205'608	1'591'015	0	0	0	0	26'782'170	
32 Buttes	46'013	476'386	824'364	361'297	4'577'583	35'200	12'000	0	22'348	0	6'355'191	
33 La Côte-aux-Fées	90'265	401'219	617'247	33'389	1'140'133	2'500	0	0	0	0	7'839'978	
34 Saint-Sulpice	15'028	805'038	484'034	0	2'611'983	0	0	0	28'262	0	3'944'345	
35 Les Verrières	18'529	695'446	1'371'829	556'815	6'978'073	8'000	9'781	0	6'628	0	9'645'101	
36 Les Bavauds	26'873	486'985	1'021'522	242'560	3'351'843	51'001	0	0	779	0	5'181'563	
37 Cernier	903'487	2'006'758	2'327'484	474'081	6'933'041	99'720	0	0	70'896	0	12'815'467	
38 Chézard-Saint-Martin	104'072	1'985'547	345'675	565'808	11'931'350	41'800	0	0	53'080	0	15'027'332	
39 Dombresson	518'283	1'445'533	1'440'890	933'592	4'260'638	69'000	0	0	7'598	0	8'675'534	
40 Villiers	196'304	234'463	722'897	170'079	2'559'900	25'250	0	0	2'248	0	3'911'141	
41 Le Pâquier	34'125	240'457	2'364'101	316'122	1'633'700	45'400	0	0	7'727	0	4'641'632	
42 Savaagnin	831'420	771'157	2'155'080	369'710	5'548'869	44'683	0	0	145'910	0	9'866'829	
43 Fenin-Vilars-Saules	370'967	638'452	2'807'669	405'261	3'846'006	0	0	0	5'164	0	8'073'519	
44 Fontaines	241'612	1'169'295	3'053'156	302'295	3'961'780	0	0	0	0	0	8'728'138	
45 Enqollon	65'584	60'538	612'894	28'083	572'758	1	0	0	15'259	0	1'355'117	
46 Fontainemelon	445'264	832'786	3'234'694	224'268	5'614'375	35'000	16'273	0	9'543	0	10'412'203	
47 Les Hauts-Genèveys	23'589	787'120	1'649'005	334'684	4'764'854	49'100	0	24'966	6'427	0	7'639'745	
48 Boudevilliers	162'806	1'116'261	520'863	162'021	3'064'085	10'000	0	0	1'445	0	5'037'481	
49 Valangin	59'671	330'333	97'509	334'698	1'904'441	31'076	0	0	11'696	0	2'769'424	
50 Coffrane	724'355	374'762	354'664	345'954	4'994'537	46'889	14'200	0	0	0	6'855'361	
51 Les Genèveys/Coffrane	198'661	1'007'257	624'019	257'503	8'076'982	10'003	0	0	53'075	0	10'227'500	
52 Montmolin	164'030	295'207	866'088	278'340	1'710'496	18'170	0	0	39'802	0	3'372'133	
53 Le Locle	4'644'724	22'083'677	25'560'935	4'859'352	104'335'074	7'200'832	0	301'073	75'435	0	169'061'102	
54 Les Brenets	498'330	1'342'311	1'840'598	509'867	6'794'022	99'193	0	0	21'633	0	11'105'954	
55 Le Cerneux-Péquignot	159'737	252'452	151'700	474'53	564'453	0	0	0	0	0	1'175'795	
56 La Brévine	3'348	468'837	1'536'427	267'350	2'160'684	200	0	0	0	0	4'434'846	
57 La Chaux-du-Milieu	332'611	412'199	1'214'690	15'545	1'000'068	0	0	0	596	0	2'975'099	
58 Les Ponts-de-Martel	24'439	1'882'716	2'910'398	9'394	6'504'736	50'501	0	0	0	0	11'382'184	
59 Brot-Plamboz	216'895	109'853	197'982	155'394	427'288	12'020	0	0	0	0	1'119'432	
60 La Chaux-de-Fonds	8'478'521	104'598'093	36'659'664	11'032'187	309'943'553	14'759'466	0	0	262'069	0	485'733'553	
61 Les Planchettes	66'148	187'433	291'935	131'814	482'501	2'200	0	0	0	0	1'162'031	
62 La Sagne	129'437	588'383	2'690'673	561'463	10'216'428	4	0	0	34'649	0	14'221'037	
Ensemble des communes	58'088'324	341'970'068	237'230'639	94'259'120	1'324'692'069	47'026'840	5'471'342	4'311'470	3'219'812	0	2'116'269'684	
Chiffres de 2000	47'225'128	340'521'879	236'786'841	61'037'730	1'300'311'021	47'850'580	5'651'757	5'565'314	988'024	207'392	2'046'145'666	

Bilans communaux à fin 2001. Passif

Tableau 21

	Engagements					Provisions	Passifs transitoires	Financements spéciaux Engagements envers les fin. spéciaux-réserves	Fortune Fortune nette	Total
	Engagements courants	Dettes à court terme	Dettes à moyen et long termes	Engagements envers des entités particulières	Engagements envers des entités particulières					
1 Neuchâtel	33'192'848	35'006'987	566'045'017	1'750'315	357'356	31'640'527	15'419'698	15'333'341	698'746'089	
2 Hauterive	623'940	172'265	12'832'000	9'990	0	959'695	531'994	3'616'854	18'746'738	
3 Saint-Blaise	1'589'881	66'235	15'438'500	0	0	714'722	2'672'740	4'114'755	24'596'833	
4 Marin-Epagnier	470'269	0	18'402'500	9'000	0	3'445'030	4'653'971	15'891'030	42'847'1800	
5 Thielle-Wavre	38'568	801'952	7'19'652	0	0	100'414	125'637	862'944	2'649'167	
6 Cornaux	1'028'683	0	4'875'000	0	0	172'885	928'461	3'814'827	10'819'856	
7 Cressier	34'018	1'757'047	1'800'000	0	4'000	1'214'910	1'841'355	2'901'298	9'552'628	
8 Enges	127'056	0	3'170'258	0	1'000	3'594	340'880	979'658	4'622'446	
9 Le Landeron	3'366'587	53'703	24'001'533	13'318'854	208'175	2'355'810	2'134'019	6'080'081	51'518'762	
10 Lignières	61	0	5'514'949	0	27'000	347'189	639'036	3'237'872	9'766'107	
11 Boudry	4'225'778	818'439	36'149'250	0	0	183'653	953'021	2'307'643	44'637'784	
12 Cortaillod	1'629'966	1'613'010	30'280'000	0	0	0	1'059'470	6'527'679	41'110'125	
13 Colombier	3'234'038	0	25'857'500	0	0	94'844	417'105	5'023'013	34'626'500	
14 Auvemier	1'045'569	615'814	12'667'500	0	0	11'810	776'910	3'712'734	18'830'337	
15 Pesoux	2'160'725	1'744'676	39'170'000	276'820	0	787'845	2'422'839	7'364'379	53'927'284	
16 Corcelles-Cormondrèche	0	0	15'455'000	0	0	1'994'088	2'300'981	7'928'934	27'679'003	
17 Bôle	1'683'461	0	4'612'250	0	0	273'060	446'170	2'285'061	9'300'002	
18 Rochefort	32'313	58'924	3'242'900	0	0	205	194'513	2'927'550	6'456'405	
19 Brot-Dessous	0	0	98'893	0	0	66'996	110'850	695'422	972'161	
20 Bevaix	194'810	0	22'635'250	0	0	510'212	2'326'312	3'819'843	29'486'427	
21 Gorgier	354'581	9'644'500	0	0	0	518	757'495	3'434'724	14'191'818	
22 Saint-Aubin-Sauges	1'351'102	368'025	15'557'060	0	0	158'661	2'107'157	18'795'559	21'421'564	
23 Fresens	0	1'343	240'000	25'000	0	59'639	199'761	992'197	1'517'940	
24 Montalchez	550	0	1'688'000	0	0	6'032	81'006	384'054	2'159'642	
25 Vaumarcus	0	293'506	498'444	0	0	36'509	186'427	2'264'484	3'279'370	
26 Môtiers	399'305	126'837	3'262'603	0	0	121'155	307'324	2'238'886	6'456'110	
27 Couvet	1'256'027	947'218	15'349'622	0	66'000	133'448	1'158'726	7'882'977	26'794'018	
28 Travers	581'059	170'090	7'366'350	0	0	282'710	492'218	1'483'325	10'375'752	
29 Noiraigue	49'144	230'279	3'458'175	0	40'000	0	235'156	52'507	4'065'261	
30 Boveresse	20	311'832	18'758'500	0	0	502	187'321	1'187'683	3'563'208	
31 Fleurier	655	300'000	12'003'912	0	0	42'786	2'410'600	12'024'217	26'782'170	
32 Buttes	512	77'763	4'743'286	0	0	487'530	98'757	947'343	6'355'191	
33 La Côte-aux-Fées	239'076	0	1'030'644	0	0	37'195	80'503	6'452'560	7'839'978	
34 Saint-Sulpice	0	113'807	1'036'754	0	59'000	101'723	368'727	2'264'334	3'944'345	
35 Les Verrières	0	170'442	5'321'886	0	0	661'531	371'496	3'119'746	9'645'101	
36 Les Bavards	0	819'973	2'004'500	0	0	503'436	372'493	1'481'161	5'181'563	
37 Cernier	1'391'612	261'472	7'381'644	0	0	60'800	331'461	3'388'478	12'815'467	
38 Chézard-Saint-Martin	392'745	0	10'616'106	54'609	0	1'040'963	1'198'320	17'245'589	15'027'332	
39 Dombresson	104'399	0	4'350'850	0	364'958	627'710	419'819	2'807'798	8'675'534	
40 Villiers	0	0	2'256'500	0	0	281'423	232'884	1'140'334	3'911'141	
41 Le Pâquier	0	13'338	2'970'850	0	0	258'230	176'273	1'222'941	4'641'632	
42 Savaonier	284'247	3'303	4'164'004	0	0	0	682'062	4'733'213	9'866'829	
43 Fenin-Vilars-Saules	22'117	976'985	4'450'554	0	0	328'771	569'901	1'725'191	8'073'519	
44 Fontaines	1'751	293'188	4'206'750	0	0	517'180	472'833	3'236'436	8'728'138	
45 Enqollon	10'000	10'699	344'400	0	0	108'424	86'718	794'876	1'355'117	
46 Fontainemelon	9'946	1'637'006	4'308'300	0	0	627'604	321'074	3'508'273	10'412'203	
47 Les Hauts-Geneveys	317'330	453'101	4'640'398	0	0	127'169	194'791	1'906'956	7'639'745	
48 Boudevilliers	426'818	0	1'132'651	0	0	230'19	1'219'920	2'235'073	5'037'481	
49 Valancin	8'287	76'105	914'092	0	0	285'144	276'753	1'209'043	2'769'424	
50 Coffrane	5'100	447'935	3'902'168	0	0	354'925	323'410	1'821'823	6'855'361	
51 Les Geneveys/Coffrane	27'475	0	6'237'500	0	0	887'793	868'480	2'206'252	10'227'500	
52 Montmolin	40'772	0	1'378'365	0	0	393'054	164'812	1'395'130	3'372'133	
53 Le Locle	2'541'273	0	148'807'928	160'564	0	4'780'495	6'767'180	6'003'662	169'061'102	
54 Les Brenets	88'547	0	7'233'879	0	0	225'464	378'018	3'180'046	11'105'954	
55 Le Cerneux-Péquignot	0	0	370'169	0	0	69'199	264'674	471'753	1'175'795	
56 La Brévine	0	195'503	2'447'250	0	0	490'193	238'679	1'063'221	4'434'846	
57 La Chaux-du-Milieu	262'995	821'205	838'262	0	0	580	92'969	959'698	2'975'709	
58 Les Ponts-de-Martel	372'549	28'057	8'151'000	0	25'000	6'666	357'540	2'441'372	11'382'184	
59 Brot-Plamboz	92	0	99'800	0	0	185'035	371'996	462'509	1'119'432	
60 La Chaux-de-Fonds	9'019'919	24'900'000	342'176'952	27'723'202	10'191'021	25'421'531	31'831'779	14'469'149	485'733'553	
61 Les Planchettes	0	0	513'629	0	0	272'338	32'663	34'3401	1'162'031	
62 La Saane	0	3'453'015	5'492'871	0	0	978'679	266'081	4'030'391	14'221'037	
Ensemble des communes	74'238'576	89'855'579	1'497'791'910	43'328'354	11'343'510	85'863'253	97'852'219	215'996'283	2'116'269'684	
Chiffres de 2000	65'313'937	100'582'260	1'490'778'099	27'526'990	2'190'308	61'503'940	87'648'116	210'602'016	2'046'145'666	

Avances aux financements spéciaux à fin 2001

Tableau 22

	Télé réseau	Port	Approvisionnement en eau	Protection des eaux	Ramassage et incinération des déchets	Electricité	Gaz	Autres avances
1 Neuchâtel	0	0	17'910	0	768'766	295'807	0	36'785
2 Hauterive	0	0	0	0	0	12'367	0	0
3 Saint-Blaise	0	0	0	0	0	0	0	0
4 Marin-Epagnier	0	0	0	0	0	99'673	0	0
5 Thielle-Wavre	0	0	0	0	0	1'584	0	0
6 Cornaux	0	0	0	0	0	17'288	0	0
7 Cressier	0	0	0	0	0	38'350	0	0
8 Enges	0	0	0	0	0	1'995	0	0
9 Le Landeron	0	0	19'627	0	0	61'557	0	82'979
10 Lignières	113'612	0	0	0	14'777	0	0	0
11 Boudry	0	0	0	0	8'435	0	0	0
12 Cortaillod	33'468	0	92'944	0	0	0	0	0
13 Colombier	0	0	0	0	0	0	0	0
14 Auvemier	0	0	0	0	0	0	0	0
15 Peseux	0	0	0	0	0	32'151	0	0
16 Corcelles-Cormondrèche	0	0	0	0	9'741	0	0	0
17 Bôle	0	0	38'686	0	0	7'502	0	0
18 Rochefort	0	0	2'737	0	0	0	0	0
19 Brot-Dessous	0	0	0	0	0	0	0	0
20 Bevaix	0	0	0	0	0	0	0	0
21 Gorgier	0	0	0	0	0	0	0	0
22 Saint-Aubin-Sauges	0	191'855	254'023	0	0	0	0	0
23 Fresens	0	0	1'098	0	0	3'579	0	0
24 Montalchez	0	0	0	0	1'269	0	0	0
25 Vaumarcus	2'659	804	0	0	0	0	0	0
26 Môtiers	0	0	12'089	0	0	803	0	0
27 Couvet	0	0	0	0	0	37'855	0	0
28 Travers	0	0	0	0	22'058	661	0	0
29 Noiraigue	0	0	0	0	0	49	0	0
30 Boveresse	0	0	0	0	0	0	0	0
31 Fleurier	0	0	0	0	0	0	0	0
32 Buttes	0	0	9'544	0	12'804	0	0	0
33 La Côte-aux-Fées	0	0	0	0	0	0	0	0
34 Saint-Sulpice	0	0	27'847	0	0	415	0	0
35 Les Verrières	0	0	0	0	6'628	0	0	0
36 Les Bavards	0	0	779	0	0	0	0	0
37 Cernier	0	0	0	0	52'233	18'663	0	0
38 Chézard-Saint-Martin	0	0	0	0	53'080	0	0	0
39 Dombresson	0	0	0	0	7'598	0	0	0
40 Villiers	0	0	215	0	0	2'033	0	0
41 Le Pâquier	0	0	677	0	4'328	2'722	0	0
42 Savaonier	0	0	46'344	0	99'566	0	0	0
43 Fenin-Vilars-Saules	0	0	5'164	0	0	0	0	0
44 Fontaines	0	0	0	0	0	0	0	0
45 Engollon	0	0	6'468	0	7'008	1'783	0	0
46 Fontainemelon	0	0	7'359	0	0	2'184	0	0
47 Les Hauts-Geneveys	0	0	6'427	0	0	0	0	0
48 Boudevilliers	0	0	0	0	1'445	0	0	0
49 Valancin	0	0	10'645	0	1'051	0	0	0
50 Coffrane	0	0	0	0	0	0	0	0
51 Les Geneveys/Coffrane	0	0	38'346	0	0	14'729	0	0
52 Montmolin	0	0	39'802	0	0	0	0	0
53 Le Locle	0	0	0	0	51'145	23'984	0	0
54 Les Brenets	0	0	0	0	21'633	0	0	0
55 Le Cerneux-Péquignot	0	0	0	0	0	0	0	0
56 La Brévine	0	0	0	0	0	0	0	0
57 La Chaux-du-Milieu	0	0	0	0	596	0	0	0
58 Les Ponts-de-Martel	0	0	0	0	0	0	0	0
59 Brot-Plamboz	0	0	0	0	0	0	0	0
60 La Chaux-de-Fonds	0	0	0	0	262'069	0	0	0
61 Les Planchettes	0	0	0	0	0	0	0	0
62 La Saane	34'649	0	0	0	0	0	0	0
Ensemble des communes	184'388	192'659	638'731	0	1'406'536	677'734	0	119'764

**Engagements envers les financements spéciaux (réserves affectées) à fin 2001**
**Tableau 23**

	Télé réseau	Port	Approvisionnement en eau	Protection des eaux	Ramassage et incinération des déchets	Electricité	Gaz	Protection civile	Fonds forestiers de réserve	Autres réserves
1 Neuchâtel	0	89439	0	0	0	2402560	0	3'190'774	583'085	9'153'840
2 Hauterive	140380	153646	14178	74'581	0	0	0	24'253	18'839	106'117
3 Saint-Blaise	202473	821578	55423	1'241'687	39'094	0	0	220'960	10'367	81'158
4 Marin-Epagnier	0	105444	139948	744'274	0	0	0	339'626	69'687	3'254'992
5 Thielle-Wavre	0	0	0	31'512	0	0	0	66'340	0	27'785
6 Cornaux	0	0	29859	97'201	0	0	0	200'893	230'255	370'253
7 Cressier	0	0	0	381'561	0	0	0	256'323	227'694	975'777
8 Enges	0	0	0	55'278	0	0	0	41'828	205'057	38'717
9 Le Landeron	377132	587201	0	328'081	0	0	0	84'724	102'535	654'346
10 Lignières	0	0	19572	0	7'040	0	0	122'870	275'761	213'793
11 Boudry	426182	0	0	744	41'441	0	0	159'878	124'280	200'496
12 Cortaillod	319400	0	0	165'809	119'004	0	0	413'187	3'698	38'372
13 Colombier	50187	0	169	0	86'283	0	11137	90'360	135'948	43'021
14 Auvemier	84744	384511	54803	65'992	885	0	0	70'935	81'749	33'291
15 Pesex	0	0	0	1'050'281	0	0	0	330'666	1'802	1'040'090
16 Corcelles-Cormondrèche	330638	0	15047	0	47'529	0	3137	6'665	224'060	1'673'905
17 Bôle	173471	0	0	25'895	0	0	0	162'380	28'572	55'852
18 Rochefort	0	0	0	7'336	5'399	0	0	69'400	88'378	24'000
19 Brot-Dessous	0	0	8000	23'608	0	0	0	7'178	46'234	25'830
20 Bevaix	102497	120978	4792	143'139	40'647	0	0	391'649	102'590	1'420'020
21 Gorgier	10823	0	0	596'591	23'349	0	0	77'824	33'776	15'132
22 Saint-Aubin-Sauges	0	0	0	576'136	721	0	0	299'763	33'066	1'197'471
23 Fresens	0	0	0	9'129	0	0	0	23'376	53'393	113'863
24 Montalchez	0	0	0	0	0	0	0	36'451	22'191	22'364
25 Vaumarcus	6600	0	51568	15'636	9'289	0	0	5'580	29'524	68'230
26 Môtiers	0	0	0	24'994	0	0	0	205'928	69'499	6'903
27 Couvet	0	0	0	318'063	0	0	0	27'638	57'490	755'535
28 Travers	22249	0	0	0	0	0	0	189'894	18'323	261'752
29 Noiraigue	0	0	0	58'734	0	0	0	139'905	34'145	2'372
30 Boveresse	0	0	0	15'632	2'637	0	0	15'336	107'984	45'732
31 Fleurier	0	0	0	23'743	28'908	0	0	432'193	47'678	1'878'078
32 Buttes	0	0	0	0	405	0	0	6'937	26'638	64'777
33 La Côte-aux-Fées	39142	0	9055	7'796	610	0	0	23'900	0	0
34 Saint-Sulpice	0	0	0	101'399	0	0	0	38'180	141'128	88'020
35 Les Verrières	0	0	5851	0	1'101	0	0	77'510	287'034	0
36 Les Bavards	0	0	0	129'058	5'909	0	0	71'850	111'014	54'662
37 Cernier	0	0	26291	0	0	0	0	25'344	17'092	262'734
38 Chézard-Saint-Martin	0	0	346816	0	4'603	0	0	64'017	117'530	665'354
39 Dombresson	0	0	18783	0	12'753	0	0	254'846	86'184	47'253
40 Villiers	0	0	0	270	0	0	0	79'466	21'022	132'126
41 Le Pâquier	0	0	0	0	0	0	0	70'020	45'439	60'814
42 Savaonier	0	0	0	0	7'939	0	0	122'920	163'693	387'510
43 Fenin-Vilars-Saules	0	0	0	106'999	1'101	0	0	9'483	159'535	292'783
44 Fontaines	0	0	38365	219'750	8'251	0	0	69'810	75'251	61'406
45 Engollon	0	0	0	0	0	0	0	40'751	35'131	10'836
46 Fontainemelon	0	0	0	43'788	0	0	0	132'419	129'719	15'148
47 Les Hauts-Geneveys	0	0	0	463	9'602	0	0	45'671	96'328	42'727
48 Boudevilliers	0	0	24676	330'782	0	15000	0	264'500	273'020	311'942
49 Valancin	0	0	0	0	1'000	0	0	39'840	121'335	114'578
50 Coffrane	0	0	4824	71'751	3'116	0	0	29'776	64'181	149'762
51 Les Geneveys/Coffrane	0	0	0	155'976	0	0	0	231'062	53'533	427'909
52 Montmolin	0	0	0	63'679	0	148	0	12'390	86'535	2'060
53 Le Locle	0	0	0	0	0	0	0	727'303	60'869	5'979'008
54 Les Brenets	0	0	4776	0	11'421	0	0	28'940	18'860	314'021
55 Le Cerneux-Péquignot	0	0	0	0	7'004	0	0	69'905	22'790	164'975
56 La Brévine	0	0	0	894	3'476	0	0	64'240	122'961	47'108
57 La Chaux-du-Milieu	0	0	0	0	5'481	0	0	0	615	86'873
58 Les Ponts-de-Martel	0	0	109433	115'352	27'022	0	0	74'095	445	31'193
59 Brot-Plamboz	0	0	0	0	11'564	0	0	32'345	27'775	300'312
60 La Chaux-de-Fonds	0	0	0	0	382'373	19134537	0	1'675'003	44'859	10'595'007
61 Les Planchettes	0	0	0	0	4'323	0	0	27'840	500	0
62 La Saane	0	0	2580	1'649	5'422	0	0	42'650	70'626	143'154
Ensemble des communes	2'285'918	2'262'797	984'809	7'425'243	966'850	21'552'097	14'274	12'157'790	5'549'302	44'653'139

Dette publique par habitant à fin 2001

Fortune nette ou découvert par habitant à fin 2001 **Tableau 24**

	Dette à court terme	Dette à moyen et long termes	Dette publique totale	Fortune nette	Découvert	
1 Neuchâtel		1'108	17'920	19'028	485	0
2 Hauterive		65	4'877	4'943	1'375	0
3 Saint-Blaise		22	5'022	5'044	1'339	0
4 Marin-Epagnier		0	4'938	4'938	4'264	0
5 Thielle-Wavre		1'378	1'237	2'614	1'483	0
6 Cornaux		0	3'307	3'307	2'588	0
7 Cressier		906	928	1'834	1'496	0
8 Enqes		0	10'710	10'710	3'310	0
9 Le Landeron		13	5'603	5'615	1'419	0
10 Lignières		0	6'155	6'155	3'614	0
11 Boudry		162	7'138	7'300	456	0
12 Cortaillod		367	6'894	7'262	1'486	0
13 Colombier		0	5'232	5'232	1'016	0
14 Auvemier		400	8'236	8'637	2'414	0
15 Peseux		318	7'149	7'468	1'344	0
16 Corcelles-Cormondrèche		0	3'956	3'956	2'029	0
17 Bôle		0	2'613	2'613	1'295	0
18 Rochefort		58	3'173	3'231	2'865	0
19 Brot-Dessous		0	970	970	6'818	0
20 Bevaix		0	6'319	6'319	1'066	0
21 Gorgier		0	5'594	5'594	1'992	0
22 Saint-Aubin-Sauges		153	6'461	6'613	781	0
23 Fresens		7	1'218	1'225	5'037	0
24 Montalchez		0	8'792	8'792	2'000	0
25 Vaumarcus		1'432	2'431	3'863	11'046	0
26 Môtiers		151	3'879	4'030	2'662	0
27 Couvet		339	5'498	5'837	2'823	0
28 Travers		142	6'139	6'280	1'236	0
29 Noiraigue		508	7'634	8'142	116	0
30 Boveresse		827	4'976	5'803	3'150	0
31 Fleurier		81	3'244	3'325	3'250	0
32 Buttes		122	7'470	7'592	1'492	0
33 La Côte-aux-Fées		0	2'070	2'070	12'957	0
34 Saint-Sulpice		186	1'694	1'880	3'700	0
35 Les Verrières		240	7'496	7'736	4'394	0
36 Les Bavards		2'303	5'631	7'934	4'161	0
37 Cernier		134	3'791	3'926	1'740	0
38 Chézard-Saint-Martin		0	6'590	6'590	1'071	0
39 Dombresson		0	2'844	2'844	1'835	0
40 Villiers		0	5'641	5'641	2'851	0
41 Le Pâquier		58	12'973	13'031	5'340	0
42 Savaonier		4	4'561	4'564	5'184	0
43 Fenin-Vilars-Saules		1'289	5'871	7'160	2'276	0
44 Fontaines		311	4'466	4'777	3'436	0
45 Engollon		143	4'592	4'735	10'598	0
46 Fontainemelon		999	2'630	3'630	2'142	0
47 Les Hauts-Geneveys		526	5'390	5'916	2'215	0
48 Boudevilliers		0	1'732	1'732	3'418	0
49 Valancin		194	2'326	2'520	3'076	0
50 Coffrane		719	6'264	6'983	2'924	0
51 Les Geneveys/Coffrane		0	4'443	4'443	1'571	0
52 Montmolin		0	2'813	2'813	2'847	0
53 Le Locle		0	14'285	14'285	576	0
54 Les Brenets		0	6'357	6'357	2'794	0
55 Le Cerneux-Péquignot		0	1'188	1'188	1'488	0
56 La Brévine		288	3'610	3'898	1'568	0
57 La Chaux-du-Milieu		1'951	1'991	3'942	2'280	0
58 Les Ponts-de-Martel		22	6'438	6'461	1'928	0
59 Brot-Plamboz		0	364	364	1'688	0
60 La Chaux-de-Fonds		667	9'171	9'839	368	0
61 Les Planchettes		0	2'167	2'167	1'449	0
62 La Saagne		3'705	5'894	9'599	4'324	0
Ensemble des communes		481	9'046	9'527	1'296	0
Chiffres de 2000		604	8'955	9'559	1'265	1

## Aides du fonds d'aide aux communes à fin 2002

## Tableau 25

	Aides accordées en 2002				Total	Aides totales accordées à fin 2002		
	Investissement	Subsides Fonctionnement	Encouragement	Prêts		Subsides	Prêts	Total
1 Neuchâtel					0		0	0
2 Hauterive					0		0	0
3 Saint-Blaise					0		0	0
4 Marin-Epagnier					0		0	0
5 Thielle-Wavre					0		76'000	76'000
6 Cornaux					0		0	0
7 Cressier					0		15'000	15'000
8 Enges					0		725'300	970'000
9 Le Landeron					0		0	1'695'300
10 Lignières					0		450'000	1'300'000
11 Boudry					0		0	1'750'000
12 Cortaillod					0		0	0
13 Colombier					0		0	0
14 Auvemier					0		0	0
15 Peseux					0		0	0
16 Corcelles-Cormondrèche					0		0	100'000
17 Bôle					0		0	100'000
18 Rochefort					0		785'000	865'000
19 Brot-Dessous					0		407'547	1'650'000
20 Bevaix					0		0	139'000
21 Gordier					0		0	546'547
22 Saint-Aubin-Sauges					0		0	0
23 Fresens					0		140'000	632'000
24 Montalchez	300'000			200'000	500'000		610'000	772'000
25 Vaumarcus					0		501'123	1'260'000
26 Môtiers	50'000		7'650		57'650		883'650	288'000
27 Couvet			7'650		7'650		1'481'650	789'123
28 Travers	300'000		7'650		307'650		3'186'650	1'670'000
29 Noiraigue	5'000		7'650		12'650		991'650	100'000
30 Boveresse			7'650		7'650		813'650	200'000
31 Fleurier			7'650		7'650		937'650	3'386'650
32 Buttes	366'000		7'650		373'650		838'650	1'315'000
33 La Côte-aux-Fées			7'650		7'650		97'650	562'800
34 Saint-Sulpice			7'650		7'650		1'872'950	1'376'450
35 Les Verrières	100'000		7'650		107'650		346'150	937'650
36 Les Bavards	100'000		7'650		107'650		883'650	740'000
37 Cernier					0		0	1'578'650
38 Chézard-Saint-Martin					0		80'000	97'650
39 Dombresson					0		300'000	405'000
40 Villiers					0		465'000	2'277'950
41 Le Pâquier					0		605'000	300'000
42 Savaonier					0		150'000	646'150
43 Fenin-Vilars-Saules					0		54'000	375'000
44 Fontaines					0		133'000	1'258'650
45 Enqollon					0		35'123	0
46 Fontainemelon					0		0	0
47 Les Hauts-Geneveys					0		0	60'000
48 Boudevilliers					0		0	60'000
49 Valanqin					0		0	0
50 Coffrane					0		0	350'000
51 Les Geneveys/Coffrane					0		0	350'000
52 Montmolin					0		0	0
53 Le Locle					0		1'500'000	400'000
54 Les Brenets					0		271'000	1'900'000
55 Le Cerneux-Péquignot					0		386'000	380'000
56 La Brévine					0		833'500	200'000
57 La Chaux-du-Milieu					0		106'000	586'000
58 Les Ponts-de-Martel					0		349'900	1'057'000
59 Brot-Plamboz					0		60'000	700'000
60 La Chaux-de-Fonds					0		0	849'900
61 Les Planchettes					0		135'000	60'000
62 La Saane					0		1'780'000	75'000
Total à fin 2002	1'221'000	0	84'150	200'000	1'505'150	23'287'443	16'752'800	40'040'243
Total à fin 2001						21'982'293	16'552'800	38'535'093

Marge d'autofinancement en 2001

Tableau 26

	Amortissements	Résultats nets du compte de fonctionnement		Marge d'autofinancement (au sens large)		Remboursements d'emprunts	Marge d'autofinancement (au sens restrictif)		
				en francs			en francs	par habitant	
1	Neuchâtel	20'527'039	1'876'016	22'403'055	709	0	22'403'055	709	
2	Hauterive	1'277'954	37'875	1'315'829	500	200'000	1'115'829	424	
3	Saint-Blaise	1'169'314	76'557	1'245'871	405	736'500	509'371	166	
4	Marin-Epagnier	886'594	153'052	1'039'646	279	930'000	109'646	29	
5	Thielle-Wavre	242'800	260'478	503'278	865	607'000	442'578	760	
6	Cornaux	257'000	-1'055'757	-798'757	-542	1'200'000	-1'998'757	-1'356	
7	Cressier	351'047	-1'745'104	-1'394'057	-719	225'000	-1'619'057	-835	
8	Enges	76'598	67'027	143'625	485	170'060	-26'435	-89	
9	Le Landeron	676'900	123'463	800'363	187	1'159'643	-359'280	-84	
10	Lignières	934'178	26'102	960'280	1'072	353'400	606'880	677	
11	Boudry	1'645'500	-674'217	971'283	192	916'500	54'783	11	
12	Cortailod	1'109'099	1'021'596	2'130'695	485	310'000	1'820'695	415	
13	Colombier	2'783'301	9'336	2'792'637	565	1'387'500	1'405'137	284	
14	Auvernier	910'904	285'740	1'196'644	778	477'500	719'144	468	
15	Peseux	2'081'947	5'794	2'087'741	381	1'567'500	520'241	95	
16	Corcelles-Cormondrèche	1'366'007	231'759	1'597'766	409	561'156	1'036'610	265	
17	Bôle	667'763	2'001	669'764	379	218'500	451'264	256	
18	Rochefort	204'700	148'152	352'852	345	108'600	244'252	239	
19	Brot-Dessous	7'950	2'948	10'898	107	18'464	-7'566	-74	
20	Bevaix	1'373'950	361'288	1'735'238	484	789'000	946'238	264	
21	Gorrier	808'861	462'662	1'271'523	738	621'600	649'923	377	
22	Saint-Aubin-Sauges	1'204'966	8'178	1'213'144	504	768'328	444'816	185	
23	Fresens	58'077	105'399	163'476	830	15'000	148'476	754	
24	Montalchez	158'583	21'862	180'445	940	61'000	119'445	622	
25	Vaumarcius	151'306	1'055'992	1'207'298	5'889	15'000	1'192'298	5'816	
26	Môtiers	159'085	-55'311	103'774	123	216'080	-112'306	-134	
27	Couvet	529'228	-244'423	284'805	102	964'671	-679'866	-244	
28	Travers	448'023	9'139	457'162	381	604'250	-147'088	-123	
29	Noiraique	186'137	34'978	221'115	488	191'045	30'070	66	
30	Boveresse	48'875	-73'548	-24'673	-65	69'200	-93'873	-249	
31	Fleurier	1'346'836	52'501	1'399'337	378	803'450	595'887	161	
32	Buttes	125'253	-46'402	78'851	124	164'159	-85'308	-134	
33	La Côte-aux-Fées	155'844	-1'076'066	-920'222	-1'848	0	-920'222	-1'848	
34	Saint-Sulpice	149'077	1'975	151'052	247	83'300	67'752	111	
35	Les Verrières	199'410	-109'072	90'338	127	359'694	-269'356	-379	
36	Les Bavards	68'137	-37'161	30'976	87	113'800	-82'824	-233	
37	Cernier	853'503	74'051	927'554	476	592'200	335'354	172	
38	Chézard-Saint-Martin	1'082'436	5'472	1'087'908	675	425'090	662'818	411	
39	Dombresson	812'355	24'599	836'954	547	276'100	560'854	367	
40	Villiers	51'950	11'193	63'143	158	167'000	-103'857	-260	
41	Le Pâquier	66'327	39'775	106'102	463	220'850	-114'748	-501	
42	Savaonier	428'104	73'048	501'152	549	63'800	437'352	479	
43	Fenin-Vilars-Saules	477'819	74'886	552'705	729	102'808	449'897	594	
44	Fontaines	290'614	55'553	346'167	367	645'050	-298'883	-317	
45	Engollon	111'407	288	111'695	1'489	122'500	-10'805	-144	
46	Fontainemelon	141'512	724'462	865'974	529	258'200	607'774	371	
47	Les Hauts-Genèveys	159'330	359'272	518'602	602	301'500	217'102	252	
48	Boudevilliers	259'575	772	260'347	398	237'080	23'267	36	
49	Valancin	125'807	1'232	127'039	323	64'000	63'039	160	
50	Coffrane	142'599	-98'341	44'258	71	47'600	-3'342	-5	
51	Les Genèveys/Coffrane	466'746	58'388	525'134	374	302'500	222'634	159	
52	Montmolin	138'034	21'068	159'102	325	105'500	53'602	109	
53	Le Locle	7'164'351	563'986	7'728'337	742	7'393'236	335'101	32	
54	Les Brenets	749'051	2'533	751'584	660	340'340	411'244	361	
55	Le Cerneux-Péquignot	168'146	83'830	251'976	795	144'200	107'776	340	
56	La Brévine	223'167	3'384	226'551	334	132'700	93'851	138	
57	La Chaux-du-Milieu	133'996	132'115	266'111	632	487'52	217'359	516	
58	Les Ponts-de-Martel	386'235	1'806	387'841	306	257'900	129'941	103	
59	Brot-Plamboz	7'700	-17'245	-9'545	-35	10'800	-20'345	-74	
60	La Chaux-de-Fonds	18'172'530	374'822	18'547'352	497	2'339'450	16'207'902	434	
61	Les Planchettes	14'485	-58'751	-44'266	-187	64'532	-108'798	-459	
62	La Saane	490'650	-135'524	355'126	381	401'600	-46'474	-50	
	Ensemble des communes	77'466'672	3'701'283	81'167'955	487	31'505'888	49'662'067	298	
	Chiffres de 2000	62'843'599	5'659'032	68'502'631	411	31'420'021	37'082'610	223	

## Indicateurs financiers des communes en 2001

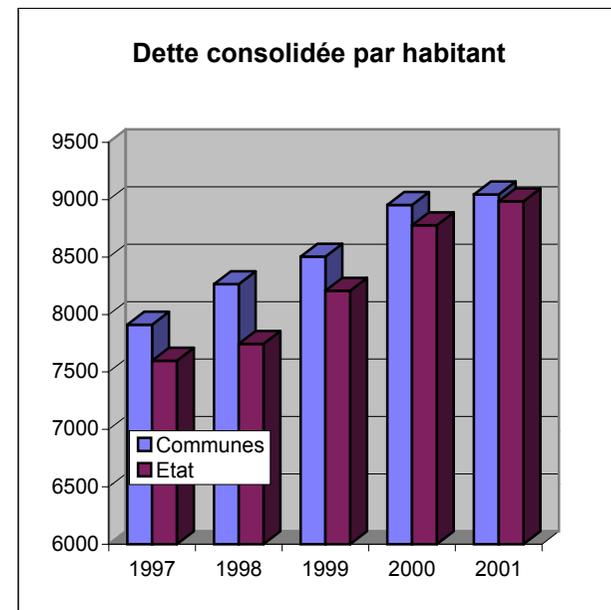
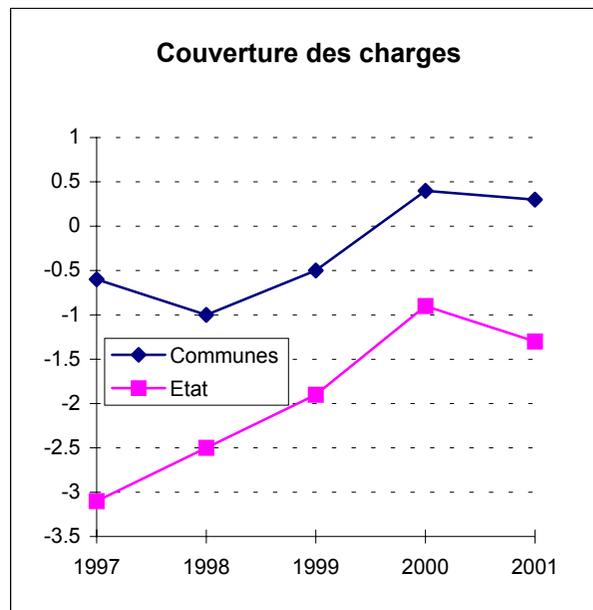
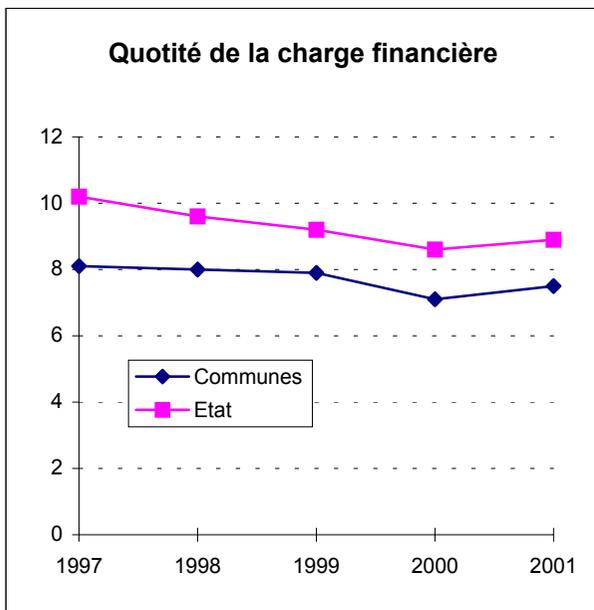
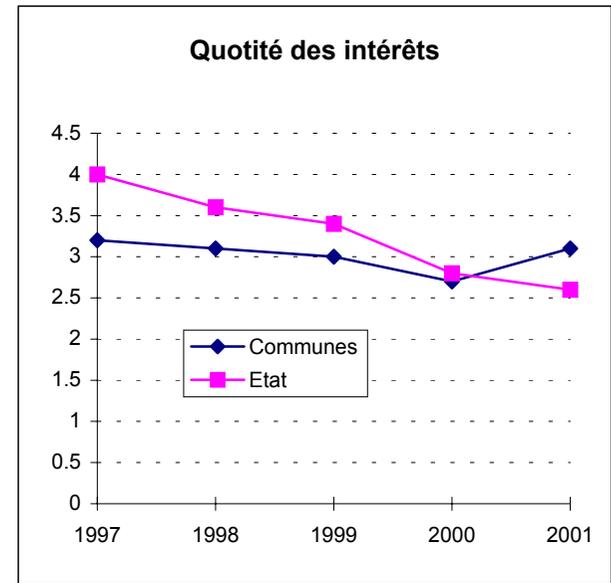
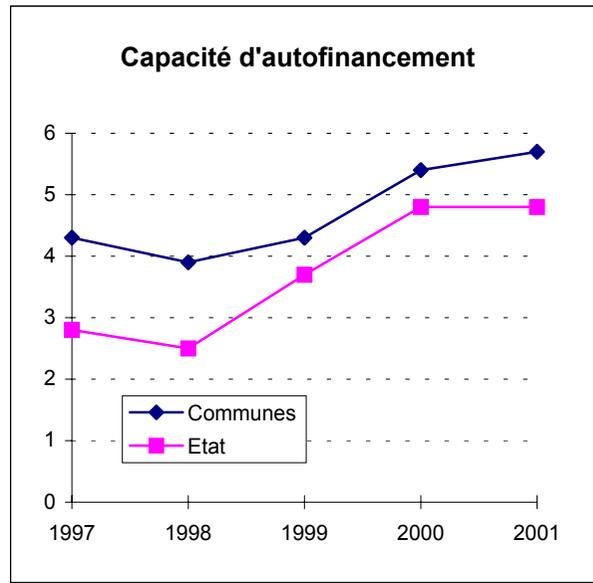
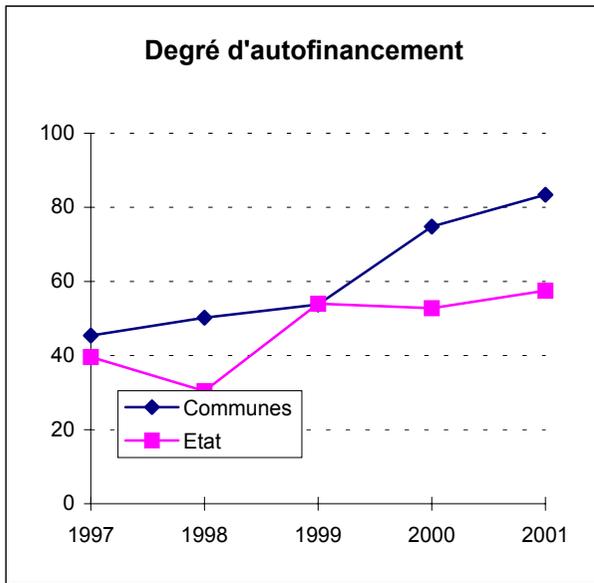
Tableau 27

	Degré d'autofinancement* en % de l'investissement net	Capacité d'autofinancement* en % des revenus	Quotité des intérêts* en % des revenus	Quotité de la charge financière* en % des revenus	Endettement net par habitant en francs	Commentaires
1 Neuchâtel	61.1	4.5	3.4	7.3	-13'485	<b>*Indicateurs harmonisés définis par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.</b>
2 Hauterive	269.2	9.2	2.3	7.0	-3'569	
3 Saint-Blaise	421.8	6.4	0.4	5.3	-2'473	
4 Marin-Epagnier	12.2	4.5	-0.6	3.2	-1'862	
5 Thielle-Wavre	66.0	18.8	0.4	1.9	-1'336	<b>Degré d'autofinancement:</b>
6 Cornaux	0.0	-10.7	1.1	4.5	-1'436	C'est l'autofinancement (amortissements du patrimoine administratif + résultat d'exercice) en pour-cent de l'investissement net.
7 Cressier	0.0	-12.9	0.6	3.9	-123	
8 Enges	133.4	7.9	-2.3	1.2	-1'613	
9 Le Landeron	13.8	3.9	2.8	6.0	-7'330	
10 Lignières	303.5	17.7	0.0	6.2	-2'573	
11 Boudry	89.6	2.8	5.5	10.4	-4'616	Norme moyenne: entre 70 et 100%. En-dessous de 70% (en gras), il y a forte augmentation de l'endettement.
12 Cortaillod	87.7	8.4	3.9	8.2	-4'715	
13 Colombier	261.4	8.6	2.7	7.6	-4'106	
14 Auvemier	135.6	7.7	0.7	3.4	-2'021	Les valeurs indiquées > 100 n'étaient pas significatives (pas d'investissements ou solde d'investissement en recette).
15 Peseux	129.0	7.4	2.1	6.3	-4'642	
16 Corcelles-Cormondrèche	179.7	8.1	2.8	7.8	-2'618	
17 Bôle	135.8	7.6	1.3	3.8	-1'707	Les valeurs négatives (déficit d'exercice plus grand que le total des amortissements), sans signification en cas d'investissement nul ou à solde en recette, sont remplacées par un zéro.
18 Rochefort	94.2	8.0	1.2	5.8	-1'735	
19 Brot-Dessous	24.1	2.2	0.5	2.1	4'149	
20 Bevaix	298.2	10.2	4.7	8.8	-3'557	
21 Gorgier	219.3	13.1	2.9	7.5	-3'331	<b>Capacité d'autofinancement:</b>
22 Saint-Aubin-Sauges	>100	9.6	3.4	10.6	-4'633	C'est l'autofinancement en pour-cent des revenus du compte de fonctionnement.
23 Fresens	474.1	17.1	-5.5	-2.1	1'110	
24 Montalchez	1'618.9	20.6	3.6	12.9	-7'396	Norme moyenne: entre 10 et 20%. En-dessous de 10% (en gras), la capacité est faible.
25 Vaumarcus	659.7	43.5	-0.8	0.2	10'608	
26 Môtiers	57.2	2.6	1.7	5.7	-2'432	
27 Couvet	26.3	1.9	2.1	5.9	-2'298	
28 Travers	52.0	7.8	3.4	9.1	-4'277	
29 Noiraigue	>100	9.5	3.2	10.1	-5'419	<b>Quotité des intérêts</b>
30 Boveresse	0.0	-1.6	3.1	6.3	-2'085	Ce sont les intérêts nets (intérêts passifs moins les revenus des biens + les charges des bâtiments du patrimoine financier) en pour-cent des revenus du compte de fonctionnement.
31 Fleurier	138.3	8.5	1.1	4.6	-1'719	
32 Buttes	121.5	2.4	6.1	10.1	-5'671	
33 La Côte-aux-Fées	0.0	-28.0	-4.8	-0.5	10'824	Norme moyenne: entre 2 et 5%. Au-dessus de 5% (en gras), c'est le signe d'un lourd endettement.
34 Saint-Sulpice	146.0	5.0	0.4	3.6	-12	
35 Les Verrières	90.5	2.2	4.3	9.5	-4'945	
36 Les Bavards	1.3	0.3	3.7	5.9	-4'354	
37 Cernier	653.3	10.2	1.5	4.6	-1'738	
38 Chézard-Saint-Martin	344.3	13.3	5.5	10.7	-5'651	<b>Quotité de la charge financière</b>
39 Dombresson	5'714.4	12.0	1.2	3.6	-725	C'est la charge financière (intérêts passifs + amortissements ordinaires du patrimoine administratif moins les revenus des biens + les charges des bâtiments du patrimoine financier) en pour-cent des revenus précités.
40 Villiers	27.6	3.8	-3.0	0.2	-3'035	
41 Le Pâquier	449.6	5.1	0.9	3.2	-1'256	Norme moyenne: 5 à 15%. Au-dessus de 15% (en gras), la charge devient difficilement supportable.
42 Savaonier	248.8	11.6	-1.1	1.4	-355	
43 Fenin-Vilars-Saules	104.8	15.7	-1.1	2.1	-2'053	
44 Fontaines	>100	7.9	-0.4	3.2	-268	
45 Engollon	169.0	24.1	-10.3	-6.6	3'914	
46 Fontainemelon	941.0	11.1	1.4	3.2	-1'127	
47 Les Hauts-Geneveys	106.7	12.5	4.8	8.4	-3'187	
48 Boudevilliers	176.4	7.6	0.8	5.4	580	<b>Endettement net par habitant</b>
49 Valancin	129.7	6.9	-3.8	0.2	-1'174	C'est le patrimoine financier moins les engagements, divisé par la population.
50 Coffrane	13.5	1.7	3.8	9.3	-4'672	
51 Les Geneveys/Coffrane	158.2	8.3	1.3	6.7	-3'608	Norme moyenne: entre 1000 et 3000 francs par habitant. Au-dessus de 3000 francs (en gras), il y a gros endettement.
52 Montmolin	93.1	7.0	1.3	5.6	-426	
53 Le Locle	>100	8.7	6.8	12.7	-9'517	
54 Les Brenets	190.7	12.3	2.0	7.3	-2'950	
55 Le Cerneux-Péquignot	>100	19.5	-2.2	-0.3	543	
56 La Brévine	63.6	6.9	-1.6	1.2	-1'267	
57 La Chaux-du-Milieu	27.8	14.6	-1.1	-1.1	124	
58 Les Ponts-de-Martel	124.4	6.2	0.7	5.9	-2'967	
59 Brot-Plamboz	0.0	-1.0	-0.9	0.0	1'442	
60 La Chaux-de-Fonds	71.8	5.0	-0.9	8.1	-7'469	
61 Les Planchettes	0.0	-5.1	0.8	0.7	-458	
62 La Saagne	189.7	7.7	6.8	17.4	-6'389	
Ensemble des communes	83.4	5.7	3.1	7.5	-6'426	
Chiffres de 2000	74.8	5.4	2.7	7.1	-6'381	

## Indicateurs financiers complémentaires des communes en 2001

Tableau 28

	Poids des intérêts passifs Intérêts passifs en % des recettes fiscales structurelles	Couverture des charges Solde du compte de fonctionnement en % du total des charges	Dettes consolidées par habitant Dettes à moyen et long termes par habitant	Commentaires
1 Neuchâtel	17,5	0,4	17'920	<b>Poids des intérêts passifs</b>
2 Hauterive	7,5	0,3	4'877	
3 Saint-Blaise	6,3	0,4	5'022	Cet indicateur calcule la part des recettes fiscales structurelles,
4 Marin-Epagnier	4,1	0,6	4'938	consacrée au paiement des intérêts passifs. Il montre une
5 Thielle-Wavre	1,9	10,6	1'237	des limites de l'endettement public.
6 Cornaux	8,8	-11,3	3'307	
7 Cressier	3,4	928		Dans les recettes fiscales structurelles, sont compris les
8 Enges	14,4	4,6	10'710	impôts communaux des personnes physiques et morales,
9 Le Landeron	8,0	0,6	5'603	les impôts des frontaliers, les impôts à la source, les
10 Lignières	9,7	0,5	6'155	taxes foncières et les impôts fonciers (total du tableau 2).
11 Boudry	14,4	-2,0	7'138	
12 Cortaillod	9,3	4,0	6'894	Pour l'Etat, les recettes fiscales sont constituées de l'impôt
13 Colombier	8,8	0,0	5'232	direct des personnes physiques et morales, des impôts à la
14 Auvemier	7,4	2,4	8'236	source et des frontaliers ainsi que de l'impôt foncier.
15 Peseux	9,1	0,0	7'149	Les remises et non-valeurs fiscales sont déduites, comme
16 Corcelles-Cormondrèche	5,0	1,2	3'956	pour les communes.
17 Bôle	3,9	0,0	2'613	
18 Rochefort	5,4	3,3	3'173	Si le pourcentage est inférieur à 10%, le seuil d'endettement
19 Brot-Dessous	2,2	0,6	970	est faible et la collectivité peut envisager de financer des
20 Bevaix	9,2	2,1	6'319	investissements par un endettement supplémentaire.
21 Gorgier	7,2	5,0	5'594	
22 Saint-Aubin-Sauges	11,4	0,1	6'461	Si le pourcentage se situe entre 10 et 20%, le seuil
23 Fresens	0,6	12,2	1'218	d'endettement est moyen et la collectivité doit être attentive
24 Montalchez	13,2	2,5	8'792	à sa capacité d'emprunt.
25 Vaumarcus	0,9	59,8	2'431	
26 Môtiers	6,6	-1,3	3'879	Si le pourcentage est supérieur à 20% ( <b>communes indiquées</b>
27 Couvet	11,1	-1,7	5'498	<b>en gras</b> ), le seuil d'endettement est exagéré. Cette situation
28 Travers	12,4	0,2	6'139	bloque tout investissement dont le financement ne pourrait
29 Noiraigue	12,3	1,5	7'634	pas être assuré directement par la marge d'autofinancement
30 Boveresse	9,8	-4,3	4'976	(tableau 26). Un endettement supplémentaire est exclu.
31 Fleurier	6,4	0,3	3'244	
32 Buttet	17,7	-1,5	7'470	<b>Couverture des charges</b>
33 La Côte-aux-Fées	0,0	-23,9	2'070	
34 Saint-Sulpice	3,8	0,1	1'694	Cet indicateur, qui met en évidence un équilibre, un déficit ou
35 Les Verrières	15,2	-2,7	7'496	un boni du compte de fonctionnement, permet d'apprécier
36 Les Bavards	12,7	-1,8	5'631	l'importance relative d'un déséquilibre éventuel.
37 Cernier	6,3	0,9	3'791	
38 Chézard-Saint-Martin	12,8	0,1	6'590	Si le pourcentage est plus grand ou égal à 0%, le compte est
39 Dombresson	5,6	0,4	2'844	équilibré et même excédentaire.
40 Villiers	9,2	0,7	5'641	
41 Le Pâquier	28,0	2,8	12'973	Si le pourcentage se situe entre 0% et -2,5%, il y a déficit
42 Savaonier	6,2	1,7	4'561	modéré.
43 Fenin-Vilars-Saulès	8,5	2,1	5'871	
44 Fontaines	7,2	1,2	4'466	Si le pourcentage est supérieur à -2,5% ( <b>communes</b>
45 Enqollon	9,4	0,1	4'592	<b>indiquées en gras</b> ), le déficit est exagéré.
46 Fontainemelon	5,9	10,1	2'630	
47 Les Hauts-Geneveys	12,7	9,4	5'390	<b>Dettes consolidées par habitant</b>
48 Boudevilliers	4,0	0,0	1'732	
49 Valancin	4,0	0,1	2'326	Cet indicateur donne certes une idée de l'importance de la
50 Coffrane	13,2	-3,5	6'264	dettes mais il doit s'apprécier avec prudence. Il arrive qu'une
51 Les Geneveys/Coffrane	7,7	0,8	4'443	part de la dette ne soit pas supportée par la commune mais
52 Montmolin	4,9	1,0	2'813	soit répartie entre plusieurs collectivités.
53 Le Locle	20,9	0,6	14'285	
54 Les Brenets	8,2	0,0	6'357	Dans les comparaisons intercantionales, il faut également
55 Le Cerneux-Péquignot	2,5	7,0	1'168	tenir compte des répartitions, différentes selon les cantons,
56 La Brévine	5,9	0,1	3'610	des tâches et des charges entre l'Etat et les communes.
57 La Chaux-du-Milieu	3,4	8,6	1'991	
58 Les Ponts-de-Martel	10,7	0,0	6'438	C'est pourquoi nous nous permettons, s'accroissant des
59 Brot-Plamboz	0,3	-1,7	364	normes, de renvoyer à celles fixées pour l'endettement net
60 La Chaux-de-Fonds	17,1	0,1	9'171	par la Conférence des autorités cantonales de surveillance
61 Les Planchettes	5,8	-6,0	2'167	des finances communales (tableau 27). <b>Les communes</b>
62 La Saane	14,3	-2,6	5'894	<b>dont la dette est supérieure à la moyenne sont</b>
				<b>toutefois indiquées en gras.</b>
Ensemble des communes	13,6	0,3	9'046	
Etat	11,7	-1,3	8'986	



## Péréquation financière intercommunale en 2002

Tableau 30

	Transferts au fonds de péréquation			Transferts du fonds de péréquation			Transferts totaux de la péréquation	
	Péréquation des ressources	Compensation de la surcharge structurelle	Total	Péréquation des ressources	Compensation de la surcharge structurelle	Total	Communes financant la péréquation	Communes bénéficiant de la péréquation
1 Neuchâtel	13'172'161	0	13'172'161	0	-7'512'680	-7'512'680	5'659'481	0
2 Hauterive	67'662	776'559	844'221	0	0	0	844'221	0
3 Saint-Blaise	767'067	1'329'722	2'096'789	0	0	0	2'096'789	0
4 Marin-Epagnier	3'301'598	1'967'020	5'268'618	0	0	0	5'268'618	0
5 Thielle-Wavre	22'688	173'121	195'809	0	0	0	195'809	0
6 Cornaux	188'165	215'942	404'107	0	0	0	404'107	0
7 Cressier	0	678'127	678'127	-49'633	0	-49'633	628'494	0
8 Engecs	0	0	0	-16'464	-1'256	-1'720	0	-1'720
9 Le Landeron	0	1'443'233	1'443'233	-15'977	0	-15'977	1'427'256	0
10 Lionières	0	0	0	-197'284	-821	-198'105	0	-198'105
11 Boudry	0	99'207	99'207	-1'202'607	0	-1'202'607	0	-1'103'400
12 Cortaillod	112'813	1'089'359	1'202'173	0	0	0	1'202'173	0
13 Colombier	0	1'420'538	1'420'538	-68'509	0	-68'509	1'352'028	0
14 Auvernier	1'519'908	1'196'008	2'715'916	0	0	0	2'715'916	0
15 Peseux	0	1'523'096	1'523'096	-983'765	0	-983'765	539'331	0
16 Corcelles-Cormondrèche	524'608	1'581'016	2'105'624	0	0	0	2'105'624	0
17 Bôle	109'889	784'428	894'317	0	0	0	894'317	0
18 Rochefort	0	198'216	198'216	-54'153	0	-54'153	144'062	0
19 Brot-Dessous	0	0	0	-29'265	-3'256	-32'521	0	-32'521
20 Bevaix	0	968'610	968'610	-286'046	0	-286'046	682'564	0
21 Gorgier	276'195	294'785	570'979	0	0	0	570'979	0
22 Saint-Aubin-Sauages	0	464'821	464'821	-13'349	0	-13'349	451'472	0
23 Fresens	0	0	0	-80'563	-2'591	-83'154	0	-83'154
24 Montalchez	0	0	0	-106'023	-8'342	-114'364	0	-114'364
25 Vaumarcus	774'352	58'780	833'132	0	0	0	833'132	0
26 Môtiers	0	0	0	-386'769	-32'987	-419'756	0	-419'756
27 Couvet	0	0	0	-1'500'476	-62'038	-1'562'513	0	-1'562'513
28 Travers	0	0	0	-774'270	-88'489	-862'759	0	-862'759
29 Noiraigue	0	0	0	-323'812	-29'463	-353'276	0	-353'276
30 Boveresse	0	0	0	-238'222	-13'911	-252'133	0	-252'133
31 Fleurier	0	0	0	-1'603'952	-141'372	-1'745'324	0	-1'745'324
32 Buttes	0	0	0	-429'502	-22'448	-451'950	0	-451'950
33 La Côte-aux-Fées	357'649	52'242	409'891	0	0	0	409'891	0
34 Saint-Sulpice	0	0	0	-386'973	-23'107	-410'080	0	-410'080
35 Les Verrières	0	0	0	-277'166	-14'249	-291'415	0	-291'415
36 Les Bavards	0	0	0	-239'402	-16'837	-256'240	0	-256'240
37 Cernier	0	118'230	118'230	-557'957	0	-557'957	0	-439'726
38 Chézard-Saint-Martin	0	0	0	-502'700	-16'165	-518'865	0	-518'865
39 Dombresson	0	11'519	11'519	-614'581	0	-614'581	0	-603'061
40 Villiers	0	0	0	-156'221	-3'965	-160'186	0	-160'186
41 Le Pâquier	0	0	0	-106'127	-6'623	-112'750	0	-112'750
42 Savaugny	0	60'436	60'436	-289'820	0	-289'820	0	-229'384
43 Fenin-Vilars-Saules	0	209'475	209'475	-54'400	0	-54'400	155'075	0
44 Fontaines	0	231'120	231'120	-101'762	0	-101'762	129'358	0
45 Enqollon	677	25'006	25'682	0	0	0	25'682	0
46 Fontainemelon	0	481'515	481'515	-135'672	0	-135'672	345'842	0
47 Les Hauts-Genèveys	0	0	0	-199'846	-4'103	-203'949	0	-203'949
48 Boudevilliers	0	201'349	201'349	-94'093	0	-94'093	107'256	0
49 Valangin	0	123'706	123'706	-47'953	0	-47'953	75'753	0
50 Coffrane	0	60'317	60'317	-175'255	0	-175'255	0	-114'938
51 Les Genèveys/Coffrane	0	228'283	228'283	-70'761	0	-70'761	157'522	0
52 Montmolin	0	169'881	169'881	-12'752	0	-12'752	157'129	0
53 Le Locle	0	0	0	-2'185'137	-2'144'209	-4'329'346	0	-4'329'346
54 Les Brenets	0	228'908	228'908	-20'281	0	-20'281	208'627	0
55 Le Cerneux-Péquignot	0	0	0	-175'348	0	-175'348	0	-176'439
56 La Brévine	0	0	0	-345'155	-4'371	-349'525	0	-349'525
57 La Chaux-du-Milieu	0	0	0	-167'524	-17'114	-184'638	0	-169'238
58 Les Ponts-de-Martel	0	0	0	-646'948	-16'324	-663'272	0	-663'272
59 Brot-Plamboz	0	76'423	76'423	-87'655	0	-87'655	0	-11'232
60 La Chaux-de-Fonds	0	0	0	-4'764'163	-8'344'952	-13'109'115	0	-13'109'115
61 Les Planchettes	0	0	0	-146'096	-10'152	-156'248	0	-156'248
62 La Saane	0	0	0	-273'042	-13'480	-286'521	0	-286'521
Ensemble des communes	21'195'432	18'540'996	39'736'428	-21'195'432	-18'540'996	-39'736'428	29'788'508	-29'788'508
Chiffres de 2000	22'922'500	18'616'300	41'538'800	-22'922'500	-18'616'300	-41'538'800	31'185'169	-31'185'169

Péréquation financière intercommunale en 2002: comparaisons

Tableau 31

	Transferts de la péréquation en 2002	Revenus du compte de fonctionnement budgétisés en 2002	Péréquation en % des revenus du compte de fonctionnement	Péréquation par habitant (pop.au 31.12.01)	Montants en % des revenus	Montants par habitant		
1 Neuchâtel	5'659'481	508'733'750	1.1	179	1 Travers	-18.3	1 Noiraigue	-780
2 Hauterive	844'221	13'464'991	6.3	321	2 Les Planchettes	-18.0	2 Les Bavards	-720
3 Saint-Blaise	2'096'789	18'765'800	11.2	682	3 Noiraigue	-17.5	3 Travers	-719
4 Marin-Epagnier	5'268'618	22'890'380	23.0	1'414	4 Boveresse	-17.2	4 Buttes	-712
5 Thielle-Wavre	195'809	2'255'360	8.7	336	5 Le Cerneux-Péquignot	-16.9	5 Saint-Sulpice	-670
6 Cornaux	404'107	7'921'610	5.1	274	6 Buttes	-16.5	6 Boveresse	-669
7 Cressier	628'494	10'103'920	6.2	324	7 Saint-Sulpice	-16.2	7 Les Planchettes	-659
8 Enge	-17'720	1'390'430	-1.3	-60	8 Montalchez	-15.4	8 Montalchez	-596
9 Le Landeron	1'427'256	19'781'000	7.2	333	9 La Brévine	-14.1	9 Couvet	-560
10 Lignières	-198'105	4'842'770	-4.1	-221	10 Les Bavards	-13.9	10 Le Cerneux-Péquignot	-557
11 Boudry	-1'103'400	33'709'185	-3.3	-218	11 Les Ponts-de-Martel	-13.1	11 Les Ponts-de-Martel	-524
12 Cortaillod	1'202'173	23'883'100	5.0	274	12 Fleurier	-12.4	12 La Brévine	-516
13 Colombier	1'352'028	34'574'431	3.9	274	13 Couvet	-11.9	13 Môtiers	-499
14 Auvornier	2'715'916	10'802'800	25.1	1'766	14 La Chau-du-Milieu	-11.9	14 Le Pâquier	-492
15 Peseux	539'331	26'750'943	2.0	98	15 Môtiers	-11.2	15 Fleurier	-472
16 Corcelles-Cormondrèche	2'105'624	17'995'482	11.7	539	16 Dombresson	-10.3	16 Fresens	-422
17 Bôle	894'317	8'590'710	10.4	507	17 Villiers	-9.9	17 Le Locle	-416
18 Rochefort	144'062	4'253'415	3.4	141	18 Fresens	-9.8	18 Les Verrières	-410
19 Brot-Dessous	-32'521	402'520	-8.1	-319	19 Le Pâquier	-8.5	19 La Chau-du-Milieu	-402
20 Bevaix	682'564	15'512'404	4.4	191	20 Les Verrières	-8.1	20 Villiers	-400
21 Gorgier	570'979	8'632'540	6.6	331	21 Brot-Dessous	-8.1	21 Dombresson	-394
22 Saint-Aubin-Sauges	451'472	11'299'000	4.0	187	22 Chézard-Saint-Martin	-7.1	22 La Chau-de-Fonds	-351
23 Fresens	-83'154	851'080	-9.8	-422	23 La Saane	-6.1	23 Chézard-Saint-Martin	-322
24 Montalchez	-114'364	742'810	-15.4	-596	24 Savaonier	-5.9	24 Brot-Dessous	-319
25 Vaumarcus	833'132	1'571'716	53.0	4'064	25 Les Hauts-Geneveys	-5.6	25 La Saane	-307
26 Môtiers	-419'756	3'760'980	-11.2	-499	26 Cernier	-5.5	26 Savaonier	-251
27 Couvet	-1'562'513	13'099'556	-11.9	-560	27 Le Locle	-5.1	27 Les Hauts-Geneveys	-237
28 Travers	-862'759	4'722'170	-18.3	-719	28 Coffrane	-4.6	28 Cernier	-226
29 Noiraigue	-353'276	2'013'980	-17.5	-780	29 Lignières	-4.1	29 Lignières	-221
30 Boveresse	-252'133	1'469'549	-17.2	-669	30 La Chau-de-Fonds	-3.4	30 Boudry	-218
31 Fleurier	-1'745'324	14'112'895	-12.4	-472	31 Boudry	-3.3	31 Coffrane	-184
32 Buttes	-451'950	2'743'596	-16.5	-712	32 Brot-Plamboz	-1.3	32 Enge	-60
33 La Côte-aux-Fées	409'891	3'056'910	13.4	823	33 Enge	-1.3	33 Brot-Plamboz	-41
34 Saint-Sulpice	-410'080	2'537'550	-16.2	-670	34 Neuchâtel	1.1	34 Peseux	98
35 Les Verrières	-291'415	3'587'284	-8.1	-410	35 Peseux	2.0	35 Les Geneveys/Coffrane	112
36 Les Bavards	-256'240	1'840'624	-13.9	-720	36 Les Geneveys/Coffrane	2.4	36 Fontaines	137
37 Cernier	-439'726	8'058'155	-5.5	-226	37 Fontaines	3.1	37 Rochefort	141
38 Chézard-Saint-Martin	-518'865	7'332'926	-7.1	-322	38 Boudevilliers	3.3	38 Boudevilliers	164
39 Dombresson	-603'061	5'840'500	-10.3	-394	39 Rochefort	3.4	39 Neuchâtel	179
40 Villiers	-160'186	1'610'090	-9.9	-400	40 Colombier	3.9	40 Les Brenets	183
41 Le Pâquier	-112'750	1'322'600	-8.5	-492	41 Saint-Aubin-Sauges	4.0	41 Saint-Aubin-Sauges	187
42 Savaonier	-229'384	3'863'860	-5.9	-251	42 Les Brenets	4.0	42 Bevaix	191
43 Fenin-Vilars-Saules	155'075	3'482'350	4.5	205	43 Bevaix	4.4	43 Valangin	193
44 Fontaines	129'358	4'216'960	3.1	137	44 Fenin-Vilars-Saules	4.5	44 Fenin-Vilars-Saules	205
45 Enollon	25'682	388'620	6.6	342	45 Valangin	4.5	45 Fontainemelon	211
46 Fontainemelon	345'842	6'782'845	5.1	211	46 Cortaillod	5.0	46 Colombier	274
47 Les Hauts-Geneveys	-203'949	3'633'310	-5.6	-237	47 Fontainemelon	5.1	47 Cortaillod	274
48 Boudevilliers	107'256	3'289'720	3.3	164	48 Cornaux	5.1	48 Cornaux	274
49 Valangin	75'753	1'692'275	4.5	193	49 Cressier	6.2	49 Montmolin	321
50 Coffrane	-114'938	2'515'107	-4.6	-184	50 Hauterive	6.3	50 Hauterive	321
51 Les Geneveys/Coffrane	157'522	6'592'456	2.4	112	51 Enollon	6.6	51 Cressier	324
52 Montmolin	157'129	2'173'940	7.2	321	52 Gorgier	6.6	52 Gorgier	331
53 Le Locle	-4'329'346	84'133'420	-5.1	-416	53 Le Landeron	7.2	53 Le Landeron	333
54 Les Brenets	208'627	5'199'559	4.0	183	54 Montmolin	7.2	54 Thielle-Wavre	336
55 Le Cerneux-Péquignot	-176'439	1'041'270	-16.9	-557	55 Thielle-Wavre	8.7	55 Enollon	342
56 La Brévine	-349'525	2'485'333	-14.1	-516	56 Bôle	10.4	56 Bôle	507
57 La Chau-du-Milieu	-169'238	1'419'150	-11.9	-402	57 Saint-Blaise	11.2	57 Corcelles-Cormondrèche	539
58 Les Ponts-de-Martel	-663'272	5'047'050	-13.1	-524	58 Corcelles-Cormondrèche	11.7	58 Saint-Blaise	682
59 Brot-Plamboz	-111'232	878'253	-1.3	-41	59 La Côte-aux-Fées	13.4	59 La Côte-aux-Fées	823
60 La Chau-de-Fonds	-13'109'115	388'267'532	-3.4	-351	60 Marin-Epagnier	23.0	60 Marin-Epagnier	1'414
61 Les Planchettes	-156'248	870'052	-18.0	-659	61 Auvornier	25.1	61 Auvornier	1'766
62 La Saane	-286'521	4'732'120	-6.1	-307	62 Vaumarcus	53.0	62 Vaumarcus	4'064
Ensemble des communes	29'788'508	1'419'536'694	2.1	179				
Les montants négatifs sont recus par les communes. Les montants positifs sont versés par les communes.								

## Syndicats intercommunaux. Comptes des investissements 2001

## Bilans à fin 2001

## Tableau 32

	Investissements			Dette consolidée	Bilan
	Dépenses	Recettes	Nets		
<b>Ecoles secondaires (5)</b>					
ESRN (Neuchâtel)	246'148	21'641	224'507	10'235'600	14'668'590
CESCOLE (Colombier)	1'879'924	18'400	1'861'524	5'922'250	6'776'459
Les Cerisiers (Gorgier)	283'547	0	283'547	4'107'953	5'154'064
Val-de-Travers (Fleurier)	406'271	700'000	-293'729	5'765'000	7'365'197
La Fontenelle (Cernier)	0	385'347	-385'347	10'800'084	11'129'601
<b>Total Ecoles secondaires (5)</b>	<b>2'815'890</b>	<b>1'125'388</b>	<b>1'690'502</b>	<b>36'830'887</b>	<b>45'093'911</b>
<b>Stations d'épuration (10)</b>					
Châtellenie (Marin-Epaagnier)	7'307'350	1'459'108	5'848'242	16'770'000	17'812'021
Boudry-Cortailod (Cortailod)	487'190	500'000	-12'810	260'000	3'856'750
La Saunerie (Colombier)	207'402	1'000'000	-792'598	8'687'000	10'969'345
Canep (Corcelles-Cormondrèche)	0	0	0	150'000	189'836
La Béroche (St-Aubin-Sauques)	1'865'221	0	1'865'221	1'230'000	3'266'487
Val-de-Travers (Fleurier)	64'053	0	64'053	2'139'500	2'583'283
SEVARU (Villiers)	5'500'776	3'927'636	1'573'140	23'528'621	25'929'964
Coffrane-Les Geneveys/Coffrane-Coffrane (Les Geneveys)	0	0	0	489'600	489'600
Montmollin-Rochefort (Montmollin)	0	0	0	66'000	66'000
SIEL (Le Landeron)	3'420'707	842'546	2'578'161	7'100'000	10'686'545
<b>Total Stations d'épuration (10)</b>	<b>18'852'699</b>	<b>7'729'290</b>	<b>11'123'409</b>	<b>60'420'721</b>	<b>75'849'831</b>
<b>Adduction d'eau (6)</b>					
SEHB (St-Aubin-Sauques)	0	0	0	0	63'991
SDEVDT (Noiraique)	0	0	0	3'432'500	4'625'017
SEMVER (La Côte-aux-Fées)	0	0	0	0	235'115
SIPRE (Cernier)	0	0	0	8'100'000	8'293'371
SEVAB (La Brévine)	166'217	0	166'217	866'900	1'210'923
SIVAMO (La Chau-de-Fonds)	0	0	0	12'000'000	25'631'655
<b>Total Adduction d'eau (6)</b>	<b>166'217</b>	<b>0</b>	<b>166'217</b>	<b>24'399'400</b>	<b>40'060'072</b>
<b>Divers (10)</b>					
Théâtre régional (Neuchâtel)	0	0	0	0	467'292
Patinoires Littoral (Neuchâtel)	0	0	0	0	797'460
SITEBCO (Boudry)	0	0	0	420'000	1'313'694
SIAALN (Colombier)	663'037	0	663'037	2'563'088	2'790'000
SFB (Saint-Aubin-Sauques)	0	0	0	15'538	43'378
Déchets Val-de-Travers (Môtiers)	0	0	0	0	293'712
SIPCO (Couvet)	34'611	6'000	28'611	289'490	530'758
CSR (Couvet)	4'777'623	3'271'647	1'505'976	3'132'990	4'689'927
SPIVAL (Fontaines)	256'069	25'700	230'369	2'393'176	2'524'736
STIVAB (Le Cemeux-Péquignot)	0	0	0	0	0
<b>Total Divers (10)</b>	<b>5'731'340</b>	<b>3'303'347</b>	<b>2'427'993</b>	<b>8'814'282</b>	<b>12'983'665</b>
<b>Récapitulation</b>					
Ecoles secondaires (5)	2'815'890	1'125'388	1'690'502	36'830'887	45'093'911
Stations d'épurations (10)	18'852'699	7'729'290	11'123'409	60'420'721	75'849'831
Adduction d'eau (6)	166'217	0	166'217	24'399'400	40'060'072
Divers (10)	5'731'340	3'303'347	2'427'993	8'814'282	12'983'665
<b>Ensemble des syndicats intercommunaux (31)</b>	<b>27'566'145</b>	<b>12'158'025</b>	<b>15'408'120</b>	<b>130'465'290</b>	<b>173'987'479</b>
Chiffres de 2000	34'084'455	15'489'821	18'594'634	106'232'349	157'546'865

Neuchâtel, le 10 mars 2003

La Conseillère d'Etat,  
cheffe du Département des finances  
et des affaires sociales

Sylvie Perrinjaquet

## TABLE DES MATIERES

<b>1.</b>	<b>SECRETARIAT GENERAL .....</b>	<b>8</b>
1.1.	Organisation .....	8
1.2.	Missions essentielles .....	8
1.3.	Activité .....	8
1.4.	Comité de "Notre Jeûne fédéral" .....	9
1.5.	Office du logement.....	12
<b>2.</b>	<b>BANQUE CANTONALE NEUCHATELOISE .....</b>	<b>13</b>
<b>3.</b>	<b>SERVICE FINANCIER .....</b>	<b>13</b>
3.1.	Budget et planification financière .....	13
3.2.	Gestion financière.....	14
3.3.	Autres tâches.....	15
3.4.	Office de perception.....	16
3.5.	Office de la taxe d'exemption de l'obligation de servir .....	21
3.6.	Remises d'impôts et de la taxe d'exemption de l'obligation de servir.....	21
3.7.	Office du contentieux général .....	21
3.8.	Office des assurances .....	24
3.9.	Office des passeports .....	25
3.10.	Contributions ecclésiastiques .....	25
3.11.	Subvention cantonale en faveur des Eglises .....	27
<b>4.</b>	<b>SERVICE DES CONTRIBUTIONS .....</b>	<b>28</b>
4.1.	Considérations générales et évolution de la taxation.....	28
4.2.	Impôt direct 2002 .....	33
4.3.	Impôt sur les gains immobiliers.....	45
4.4.	Impôt foncier sur les immeubles de placement des personnes morales et sur les immeubles des institutions de prévoyance .....	46
4.5.	Estimation cadastrale .....	46
4.6.	Impôt anticipé .....	49
4.7.	Droits de mutation et impôts de successions.....	51
4.8.	Statistique - Personnes physiques - Impôt direct cantonal - Taxation 2001 .....	53
<b>5.</b>	<b>SERVICE DE L'INSPECTION DES FINANCES .....</b>	<b>63</b>
5.1.	Rapports de révisions .....	63
5.2.	Autres activités .....	66
5.3.	Facturation des prestations du service de l'inspection des finances.....	66
<b>6.</b>	<b>SERVICE JURIDIQUE.....</b>	<b>67</b>
6.1.	Considérations générales .....	67
6.2.	Structure du service juridique .....	67
6.3.	Missions du service juridique de l'Etat .....	67
6.4.	Activité du service juridique de l'Etat.....	68
6.5.	Conclusion .....	72
<b>7.</b>	<b>SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>73</b>
7.1.	Introduction .....	73
7.2.	Effectif du personnel .....	74
7.3.	Description, évaluation, classification des fonctions .....	77
7.4.	Office de la formation continue et secteur social .....	78
7.5.	Prestations de l'office d'organisation.....	80
7.6.	Mobilité professionnelle interne .....	81
7.7.	Divers .....	82
<b>8.</b>	<b>SERVICE DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION .....</b>	<b>83</b>
8.1.	Expo.02.....	83
8.2.	Polycom.....	83
8.3.	Vote électronique.....	83
8.4.	Réorganisation de l'informatique de l'instruction publique .....	84
8.5.	Infrastructures du STI .....	84

8.6.	Plan informatique .....	84
8.7.	Divers .....	86
8.8.	Statistiques.....	87
<b>9.</b>	<b>SERVICE DE L'INTENDANCE DES BATIMENTS .....</b>	<b>88</b>
9.1.	Bureau technique .....	88
9.2.	Section administrative .....	94
9.3.	Commissions et groupes de travail .....	95
<b>10.</b>	<b>SERVICE DE LA GERANCE DES IMMEUBLES .....</b>	<b>97</b>
<b>11.</b>	<b>SERVICE DE L'ACTION SOCIALE .....</b>	<b>98</b>
11.1.	Considérations générales.....	98
11.2.	Coordination interdépartementale de la politique sociale .....	98
11.3.	Collaboration interinstitutionnelle.....	98
11.4.	Application de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI).....	99
11.5.	Fondation de la Maison du Dr Leuba .....	99
11.6.	Fondation de la Maison des jeunes.....	99
11.7.	Fonds de désendettement et de prévention à l'endettement.....	100
11.8.	Commission cantonale de lutte contre la drogue.....	100
11.9.	Dîme de l'alcool.....	101
11.10.	Subventions aux institutions .....	102
11.11.	Office de l'aide sociale.....	102
11.12.	Office des établissements spécialisés.....	116
11.13.	Aide aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents .....	117
11.14.	Office de recouvrement et d'avances des contributions d'entretien (ORACE).....	127
<b>12.</b>	<b>SERVICE DE L'ASSURANCE-MALADIE .....</b>	<b>128</b>
12.1.	Introduction.....	128
12.2.	Contrôle de l'obligation d'assurance .....	128
12.3.	Accord sur la libre circulation des personnes .....	130
12.4.	Réduction des primes.....	131
12.5.	Classification et révisions de classification.....	132
12.6.	Législation cantonale.....	135
12.7.	Budget 2002 .....	135
12.8.	Contentieux .....	136
12.9.	Recours .....	137
12.10.	Secrétariat de la commission de l'assurance-maladie .....	137
<b>13.</b>	<b>SERVICE DES MINEURS ET DES TUTELLES .....</b>	<b>138</b>
13.1.	Généralités .....	138
13.2.	Office des mineurs .....	139
13.3.	Office des tutelles.....	140
13.4.	Gestion .....	140
13.5.	Surveillance des lieux d'accueil.....	142
13.6.	Commission consultative de prévention des délits sexuels.....	142
<b>14.</b>	<b>SERVICE MÉDICO-SOCIAL .....</b>	<b>145</b>
14.1.	Activité du service - secteur de la prise en charge .....	145
14.2.	Camp de vacances.....	145
14.3.	Secteur prévention .....	145
14.4.	6 <sup>ème</sup> Journée suisse sur le thème de l'alcool: 14 novembre 2002 et 50 <sup>ème</sup> anniversaire du SMS.....	147
14.5.	Formation continue.....	147
14.6.	Stagiaires .....	147
14.7.	Données statistiques .....	147
<b>15.</b>	<b>SERVICE DES COMMUNES .....</b>	<b>151</b>
15.1.	Contrôle de gestion .....	151
15.2.	Compte administratif de l'ensemble des communes (comptes de fonctionnement et des investissements).....	152
15.3.	Commentaires .....	152
15.4.	Tableaux statistiques.....	154
15.5.	Rendement des impôts et effort fiscal .....	156
15.6.	Dettes consolidées de l'ensemble des communes (y compris les syndicats intercommunaux).....	157
15.7.	Investissements nets de l'ensemble des communes (y compris les syndicats intercommunaux).....	158

---

15.8. Sanction d'arrêtés.....	159
15.9. Fonds d'aide aux communes.....	159
15.10. Impôts.....	160
15.11. Législation et activités juridiques.....	160
15.12. Gestion communale.....	161
15.13. Application de la loi sur les communes.....	162
15.14. Tableaux statistiques.....	168